

La conférence de Paris sur les armes chimiques

Un geste soviétique

M. Chevardnadze a créé l'événement médiatique, dimanche 8 janvier, au palais de l'UNESCO, il a annoncé que son pays commencerait à détruire dès cette année qu'une nouvelle convention sur l'interdiction de ces armes ait été signée ou non - une partie des armes chimiques dont il s'est doté. L'information a moins surpris les experts que l'opinion : le ministre soviétique des affaires étrangères maîtrise l'art des effets d'annonce.

En fait, M. Gorbatchev avait laissé entendre, dès 1987, que son pays était prêt à se défaire de sa panoplie chimique, jugée bien embarrassante et fort difficile à utiliser par nombre de stratèges. Il avait alors révélé qu'une usine spéciale était en construction à Chapalevsk, sur la Volga, pour détruire les stocks empoisonnés, dont certains posent de graves problèmes de conservation. Il est en effet plus difficile et coûteux de se débarrasser des armes chimiques que d'en fabriquer.

Le plus intéressant dans l'exposé de M. Chevardnadze, c'est qu'il a utilisé la tribune pour se livrer à un assez rare exercice d'autocritique. Condamnant la « manie pathologique du secret », longtemps cultivée par l'URSS, il a reconnu qu'elle avait beaucoup « tardé » à changer de politique, à admettre l'existence de stocks considérables d'armes chimiques et à accepter le principe d'inspections surprises, dites « par défi ».

De tels propos ne relèvent pas, bien sûr, de l'angélisme : il est fort probable que les États-Unis n'avaient pas décidé de reprendre en 1987 la production d'armes chimiques sous une forme extrêmement sophistiquée, Moscou n'aurait pas subi un tel échec. Mais, d'un côté, cette compétition dangereuse. Vendredi dernier, c'est à M. Gorbatchev qu'il est revenu d'insister une nouvelle fois sur la nécessité pour l'URSS de réduire, ses dépenses militaires ; s'adressant à la fine fleur de l'intelligentsia soviétique, le secrétaire général a reconnu qu'il n'y avait sans doute pas d'autre solution pour réduire le déficit budgétaire et améliorer l'approvisionnement.

Mais, finalement, les motivations importent peu. L'essentiel reste que les deux superpuissances, soutenues en cela par la plupart des pays industrialisés, sont favorables à l'abolition des armes chimiques et à la mise en place d'un système de contrôle destiné à en prévenir la prolifération. Faut-il s'y opposer parce que tel est l'intérêt du Nord par opposition au Sud que les nantis cherchaient ainsi à priver d'une arme terrifiante mais dans leurs moyens ? Et faut-il faire dépendre l'interdiction des armes chimiques de la disparition des armes nucléaires, quitte à confondre allègrement arme de combat et arme de dissuasion ?

Poser les questions, c'est y répondre. Il n'en demeure pas moins que l'URSS et les États-Unis auront le plus grand mal à convaincre bon nombre d'États du tiers-monde de se rallier à leur point de vue, à commencer par l'immense majorité des pays arabes. Fascinés par la récente démonstration irakienne de savoir-faire chimique, ils sont tentés d'y voir la seule réplique concevable à l'arme nucléaire israélienne.

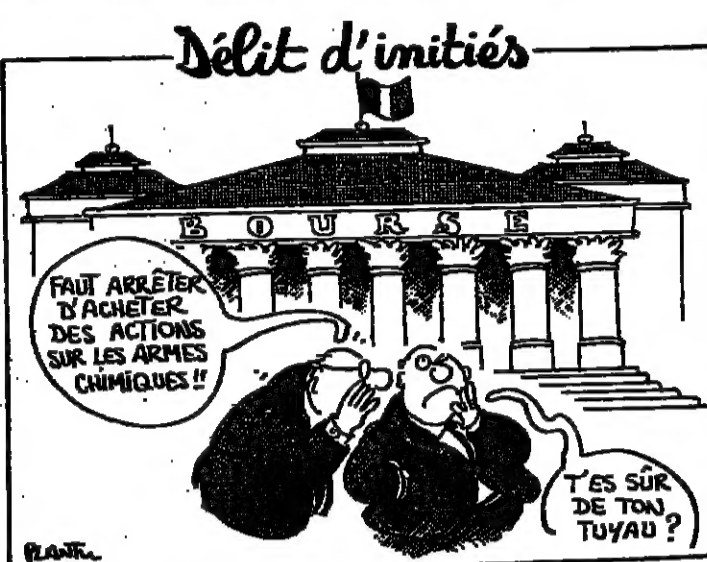
Les pays arabes mettent Israël en accusation pour son armement nucléaire

Deux faits ont dominé jusqu'à présent les travaux de la conférence internationale sur l'interdiction des armes chimiques qui se tient à Paris jusqu'au mercredi 11 janvier : l'annonce, dimanche 8 par M. Chevardnadze, de la décision de l'URSS de commencer dès cette année la destruction unilatérale de son stock d'armes chimiques, et la volonté de la plupart des pays arabes - qui accusent Israël de détention d'armes

nucléaires - d'établir un lien entre l'interdiction de ces armes et celle des armes chimiques. Lundi matin, M. Moshe Arens, le nouveau ministre israélien des affaires étrangères, a accusé l'Irak, la Syrie et la Libye de détention d'armes chimiques. La plupart des délégués africains ont d'autre part quitté la séance lorsque M. Pik-Botha, le ministre sud-africain des affaires étrangères, est monté à la tribune.

C'est un acte d'hypocrisie et de cynisme ! Que le représentant d'un État condamné par la communauté internationale pour l'utilisation d'armes chimiques qui ont fait des milliers de victimes vienne ici pour attaquer mon pays, c'est une tentative de l'Irak pour détourner l'attention du crime contre l'humanité qu'il a commis ! M. Moshe Arens, le ministre israélien des affaires étrangères, avait déjà eu quelques occasions de s'indigner avant son intervention, lundi, à la tribune de la conférence de Paris. Après quarante-huit heures, il était clair en effet que si les 149 pays représentés communiquent dans la condamnation unanime des armements chimiques, ils n'entendent pas en tirer les mêmes conclusions.

CLAIRE TRÉAN.
(Lire la suite page 5.)



La France et les immigrés

Les clés de l'intégration

M. François Mitterrand devait ouvrir, le 9 janvier, des Assises internationales sur les nouvelles solidarités. Ce colloque de trois jours, consacré à toutes les formes d'exclusion et auquel participent plusieurs membres du gouvernement (MM. Rocard, Evén, Kouchner, Bérégovoy et Soisson), ainsi que des personnalités de l'opposition (M^{me} Veil, M^{me} Méhaignerie, Carignon et Chaban-Delmas) coïncide avec une relance du débat sur les immigrés. A son tour, M. Barre s'est prononcé, le 8 janvier, pour une révision de la « loi Pasqua ».

L'immigration est une sorte de volcan capricieux qui explose de temps en temps. On se précipite alors sur le calendrier politique pour chercher une explication. Ces éruptions ambiguës ont l'avantage de poser au grand jour des questions occultées et, finalement, de conduire à des débats de fond. M. Chirac l'avait appris à ses dépens en 1987, lorsqu'il avait voulu réformer le code de

la nationalité : il s'était retrouvé avec un rapport d'une commission de « sages » préconisant de nombreuses mesures pour favoriser l'intégration des immigrés. Les socialistes, à leur tour, s'aperçoivent que M. Mitterrand ne leur a pas fait forcément un cadeau en réclamant, lors de ses vœux télévisés, une révision de la « loi Pasqua ».

ROBERT SOLÉ.
(Lire la suite page 10.)

Lire également

- « Mettre un terme à l'Iniquité », par Henri Leclerc (page 2).
- « Les gens du pays, ce sont ceux qui vivent au village », par Jean-Jacques Bozonnet (page 10).
- Les exclus de Chanteloup-les-Vignes, par Marc Ambroise-Rendu (page 10).

Importante OPA attendue en Grande-Bretagne

Un groupe international se prépare à acheter la General Electric Company pour 77 milliards de francs
PAGE 25

Les municipales à Lyon

M. Michel Noir (RPR) candidat contre M. Francisque Collomb (UDF)
PAGE 8

Le rachat d'American Can par Pechiney

Le plaidoyer de M. Max Théret devant la Commission des opérations de Bourse
PAGE 26

L'avenir de la Sécurité sociale

M. Evén confie à M. Jean-Jacques Dupeyron l'organisation de nouvelles discussions avec les partenaires sociaux
PAGE 28

Catastrophe aérienne en Angleterre

43 morts et 83 survivants après l'accident d'un Boeing-737
PAGE 32

Le sommaire complet se trouve en page 32

La mission de M. Bonnemaison sur les gardiens de prison

La « pénitencière » sur le divan

La colère des surveillants de prison, qui, l'autisme dernier, conduisit à la paralysie de la justice et au renvoi de nombreux procès - tels ceux des membres d'Action directe assassins présumés de Georges Besse, qui s'ouvre lundi 9 janvier devant la cour d'assises de Paris, - ne pouvait uniquement s'expliquer par des revendications de salaires ou de primes. Ces fonctionnaires avaient aussi proclamé leur aspiration à la dignité, à la reconnaissance.

Elément-clé du protocole d'accord signé avec M. Gilbert Bonnemaison, le médiateur désigné pour dénouer le conflit, le principe d'une consultation de tous les personnels pénitentiaires avait été décidé il y a trois mois. Elle a été confiée à un cabinet privé spécialisé dans les ressources humaines dans l'entreprise. Près de dix-huit mille personnes ont ainsi pu dire ce qu'elles avaient sur le cœur.

La rapport de cette consultation vient d'être remis au médiateur, qui doit compléter ce travail par une tournée dans une quinzaine de prisons avant de mettre au point une liste de propositions concrètes qu'il soumettra fin janvier au ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, et au premier ministre.

Véritable défouloir collectif, cette expérience fait aujourd'hui de l'administration pénitentiaire un laboratoire social unique en son genre.

(Lire page 15 les articles d'AGATHE LOGEART.)

La mort de Hirohito et l'avènement de l'empereur Akihito

La saga de l'aristocratie nippone

L'empereur Akihito a fait, le lundi 9 janvier, sa première apparition publique depuis le décès, samedi, de son père, l'empereur Hirohito. Le nouveau souverain a tenu à donner à cette occasion, en recevant les représentants des corps constitués, un caractère plus démocratique. Les funérailles du souverain défunt auront lieu le 24 février prochain.

TOKYO
de notre correspondant

Dans un pays où la longue agonie de l'empereur Hirohito a démontré toute l'ambiguïté du statut de monarque - symbole de l'État selon la Constitution, mais traité en fait par le gouvernement comme une sorte d'autorité spirituelle tutélaire - et où les clans, cliques et coteries sont les principaux rouages du pouvoir, l'ancienne aristocratie impériale joue-t-elle encore un rôle ?

Avec la promulgation de la Constitution de 1947, les privi-

lèges et les titres de la noblesse furent abolis et ses membres ont paru se fondre dans la société démocratique. Quelques grands noms figurent, certes, dans la liste du personnel de la maison impériale, dernier échelon de la noblesse. Un Tokugawa, descendant de la dynastie des Shogun qui régnèrent sur le Japon du dix-septième siècle au milieu du dix-neuvième, était, il y a quelques mois encore, le grand chambellan de l'empereur après l'avoir servi pendant un demi-siècle. Mais

l'ancienne aristocratie ne s'est pas cantonnée à ce rôle passif. Conjugué à un népotisme politique, qui atteint au Japon un niveau sans parallèle avec celui des autres pays développés - plus d'un tiers des parlementaires sont les fils, neveux, cousins ou veuves de politiciens décédés ou retraités, - le prestige du nom, assorti de liens mêmes lointains avec la famille impériale, continue à s'exercer.

PHILIPPE PONS.
(Lire la suite page 6.)

Hector
BIANCIOTTI



Seules les larmes
seront comptées

roman

GALLIMARD *nrf*

Lire page 3 :
« M. Gorbatchev envisage une réduction des dépenses militaires soviétiques »



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dh ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 0,400 LL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (internat.), 2 \$.

Débats

FRANCE

Nos points d'appui

par ALFRED GROSSER

QUE de gémissements ! Les Français, surtout les jeunes, ne pensent qu'à eux-mêmes et à l'argent : c'est ce que nous disent de graves publications qui ont consacré couvertures et longs articles à la richesse des riches, aux salaires les plus élevés et aussi aux meilleurs façons de satisfaire les appétits les plus divers de notre cher ego. Sans accorder une place même réduite à tous les Français, surtout parmi les jeunes, qui agissent dans nombre de groupements et d'associations pour changer concrètement des situations d'injustice sur lesquelles il est de bon ton de gémir.

Penser librement

Larmes amères aussi sur la triste disparition des idéologies : celles dont on déplorait, hier, la présence stérilisante avec leurs langues de bois et leurs affrontements détachés du réel, déplorait d'autant plus forte qu'on les avait soi-même pratiquées avant-hier. Ah, que de nobles, que de mâles appels à notre créativité ! Les anciennes idéologies sont mortes : inventons-en de nouvelles ! En politique, chacun devait avoir naguère en poche un « projet de société », à sortir et à brandir comme preuve mobilisatrice qu'on n'appartenait pas à un marais gestionnaire. Aujourd'hui, il faut être muni d'un « grand dessin » ou du moins avoir une belle vision, claire et simple, de l'avenir souhaitable et de la façon de maîtriser le présent pour y parvenir.

Et si la mort des grandes visées simples, des beaux systèmes bien ficelés constituait simplement une libération ? Pas pour faire n'importe quoi après avoir pensé n'importe quoi ! Mais pour penser librement, sans respectueuse soumission à un vocabulaire sacré. C'est évidemment plus pénible que d'avoir des classifications, des jugements tout prêts pour les gens

et les situations. Mais cela peut être diablement intéressant. Regardons un récent sondage *SOFRES/le Point*. Qu'ils sont incultes, nos compatriotes ! Ils sont pour la planification (44 contre 25) et pour la concurrence (71/15), pour le libre-échange (69/11), les privatisations (42/36), mais contre le capitalisme (29/51) et pour le socialisme (51/31). Quelle vision incohérente de l'économie !

Moins simples

Mais qui donc ne partage pas ces hésitations, ces contradictions qui ne sont qu'apparences, puisque tout gouvernement socialiste, même à l'Est, se réclame de la concurrence au nom de l'efficacité, et que même le gouvernement le plus libéral en matière économique se réclame de régulations, ne serait-ce que de régulations sociales ? Et lorsque, placés face à des notions politiques, les sondés rejettent massivement le marxisme (6/69) et le communisme (17/68), mais préfèrent la gauche (50/35) à la droite (35/48), ne montrent-ils pas justement qu'ils préfèrent une sensibilité, une orientation à une dogmatique ?

Non, il n'y a pas lieu de gémir, de déplorer ni de mépriser une masse de concitoyens prétendument dépolitisés, désidéologisés, sinon carrément avachis. En revanche, il faut leur dire et, pour cela, commencer par se dire, que la fin des simplismes est difficile à vivre, que le remplacement du tout ou rien, du toujours/jamais par en partie/en partie et tantôt/tantôt contraint à un effort de réflexion permanent et à des jugements, à des décisions qui ne font pas apparaître les adversaires comme des méchants ou des stupides.

Surtout en un temps où, indépendamment de nos attitudes, les

situations sont devenues moins simples parce que les réalités ont acquis une forte positivité flétrie. L'Europe ? On pouvait être pour ou contre, brandir de nobles formules de glorification ou de condamnation ou encore clamer : faire l'Europe sans défaire la France. Or voici que des évolutions fort concrètes ont été entamées ; elles sont liées entre elles, alors que les uns apportent plus qu'elles ne coûtent, les autres coûtent plus qu'elles n'apportent. Une fois effectués le choix de l'orientation, il faut examiner, jauger, juger. Pragmatisme méprisable ? Non, politique positive de création raisonnable.

Qu'il est donc irritant, ce Gorbatchev ! Impossible, sauf fossilisation, de dire que rien ne bouge à l'Est, ni à Budapest ni à Moscou ; impossible de continuer à dénoncer comme intrinsèquement pervers le domaine soviétique — même quand on cherche à se démarquer, vis-à-vis des autres et vis-à-vis de soi, du culte qu'on lui portait naguère. En même temps, que de naïvetés, que de simplifications nouvelles à éviter ! L'URSS n'est ni inchangée ni transformée. Et l'Europe occidentale peut d'autant mieux accomplir, peut-être même influencer le changement, qu'elle accepte de regarder de près les étapes, de n'être ni négative ni abusive. Politique à la petite semaine ou bien action prudemment créatrice à partir d'une option parfaitement claire ?

La situation dans les services publics a montré que les syndicats étaient à la fois légitimes et scélérats, représentatifs et corporatistes et mal implantés dans les milieux qu'ils devaient représenter. On a vu aussi la légitimité de la grève et les limites de son exercice trop destructeur. Qui donc a des solutions idéologiques simples à proposer ? Il faut trouver difficilement des remèdes incomplets. Renoncement à une grande visée

ou volonté nécessaire de trouver une voie dans le respect des données d'une société aux lignes de partage compliquées ?

Les idéologies, les visions globalisantes du monde, les claires définitions de l'ennemi sont moribondes, sauf chez quelques-uns et dans des spectacles mais vides affrontements verbaux ? Nous ne sommes pas obligés d'en pleurer ! En revanche, les choix réfléchis, les engagements difficiles ne peuvent se faire sans points d'appui, c'est-à-dire sans une morale. Le mot sonne vieillot. Il est pourtant toujours tout neuf, puisque chacun de nous approuve ou blâme toujours tout neuf, puisque chacun de nous approuve ou blâme sans arrêt. Au nom de quoi ? Eh bien, au début de cette année du Bicentenaire, disons que la morale commune, la morale fournisseur de point d'appui, on peut la trouver dans notre devise républicaine : « Liberté, égalité, fraternité ».

Une devise exigeante

A condition d'accepter l'idée que la liberté, c'est aussi, c'est d'abord celle qu'on cherche inlassablement à conquérir en soi — pour son propre jugement et sa propre action. Que l'égalité, c'est l'idée qui devrait conduire chacun de nous à se sentir privilégié par rapport à d'autres. Et que la fraternité, c'est l'obligation qu'on s'impose de ne pas se replier sur son ego, de fuir le narcissisme pour la présence à autrui, pour le service d'autrui. Elle n'est donc ni banale ni éculée, notre devise. Simplement, elle ne fait sans que si elle lie des exigences envers nous-mêmes aux exigences qu'elle implique à l'égard de la société — la nôtre et celles d'autres peuples. Si l'on prend l'égalité et la fraternité au sérieux, la liberté, c'est celle du choix d'une orientation personnelle, donc le contraire de la permissivité qu'on s'octroie. Tout ne découle pas de là. Mais aucun jugement, aucune déploration politique n'est légitime sans cela.

LANGUE

Le français et l'ONU

Par GABRIEL PERONNET (*)

Le français est une des langues officielles de l'ONU. Qu'en est-il de son utilisation dans la plus grande instance internationale du monde ?

Au cours de la dernière session de l'Assemblée générale des Nations unies à New-York, 20 % des orateurs se sont exprimés dans notre langue lors du débat général.

Nos partenaires de la Communauté européenne ont été peu nombreux à avoir recours au français. Outre la Belgique et le Luxembourg, le cas notable a été celui de l'Italie, grâce à M. Andreotti, très attaché à notre langue. En revanche, c'est en anglais que la Grèce est intervenue au nom de la Communauté européenne, dont elle assumait alors la présidence.

Au Moyen-Orient, pas un seul pays — pas même le Liban — n'a utilisé le français.

En Europe de l'Est, la Roumanie qui nous était fidèle nous a fait défaut.

La gros des orateurs en français est composé non seulement de l'Afrique francophone, mais aussi, maintenant — le fait est à souligner — de l'ancienne Indochine.

Le secrétaire général de l'ONU a remis en vigueur la règle, d'ailleurs statutaire mais qui avait été abandonnée, de l'établissement de tous les documents officiels en français, comme c'est le cas pour l'anglais. Mais il a fallu, pour cela, intervenir énergiquement.

M. Alain Desaux, accompli, à travers le monde, un travail exemplaire pour l'illustration et la défense de la langue française.

Chacun de nous, à son échelon, doit participer à cette tâche de tous les instants, dans tous les domaines, dans tous les pays.

Puisse les simples constatations que je viens d'énoncer nous y inciter. Il en est encore temps.

(*) Président de l'Association française pour les Nations unies ; ancien ministre.

IMMIGRÉS

Mettre un terme à l'iniquité

par HENRI LECLERC (*)

Le président de la République a pour première fonction de veiller au respect d'une Constitution qui affirme en préambule que le peuple français proclame les droits inaliénables et sacrés que possède tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance. Lors de ses vœux à la nation, il a constaté que dans notre pays la loi n'était pas équitable pour une catégorie d'habitants, à savoir que les principes lancés par le peuple français à la face du monde depuis deux siècles ne sont pas appliqués aux étrangers qui vivent sur notre sol.

C'est donc la loi qu'il faut changer sans tarder, dit le président. D'urgence, disons-nous inlassablement depuis six mois. Comment pourrions-nous plus longtemps nous complaire avec fierté dans la célébration de notre Déclaration des droits de l'homme, sans que ce préalable soit accompli et que nous puissions affirmer que tous ceux, hommes, femmes ou enfants, qui vivent, travaillent, apprennent sur le sol de France sont traités équitablement dans le respect des droits inaliénables de l'être humain ?

Le ministre de l'intérieur, à la suite d'une mise en garde aussi solennelle, a affirmé son intention de corriger les « effets injustes » de la législation par des circulaires. Mais la circulaire ne peut corriger la loi s'agissant de dispositions touchant à l'évidence à la liberté et à la sûreté des personnes.

Depuis maintenant plus de six mois, un premier ministre et un ministre de l'intérieur ont nous savons l'attachement à la défense des droits de l'homme sont au pouvoir. Nous avons attiré leur attention sur une situation dont nous affirmons qu'elle ne pouvait se prolonger. On nous a répondu que le calendrier parlementaire était chargé et que des mesures d'accompagnement allaient être prises.

Nous avons alors demandé que soit immédiatement mis un terme à des pratiques administratives

qui aggravent encore les conséquences de la loi. Mais aucune disposition d'ordre général n'a été promulguée jusqu'à ces jours derniers. Il a fallu que les organisations s'opposent à l'adoption du projet de loi de la nationalité se réunissent à nouveau, s'engagent dans l'action, constituent un dossier concret montrant les conséquences de la loi, organisent une semaine d'action du 23 au 29 janvier, pour qu'intervienne enfin des circulaires ministérielles, dont une seule est antérieure à la prise de position du président de la République et dont deux sont encore en projet.

Même si ces mesures constituent des pas en avant importants, elles ne semblent devoir répondre que bien partiellement et partiellement aux problèmes soulevés.

Le ministre de l'intérieur vient enfin d'annoncer qu'un projet de loi serait soumis au Parlement dès la session de printemps ; comment ne pas s'en féliciter ? Encore faut-il qu'aucun nouveau retard ne soit quelconque prétexte d'interférence et que cessent immédiatement des pratiques administratives qui renforcent le caractère inéquitable et injustifiable de la loi. Encore faut-il aussi que cette loi nouvelle mette fin à des mesures qui ne sont pas compatibles avec notre conception des droits de l'homme.

En ces temps où la concertation est affirmée comme un principe, où l'ouverture à la « société civile » est à la mode, pourquoi ne pas admettre enfin que les immigrés existent autrement que comme des sujets.

Au moment où l'on invite le peuple à fêter l'invention de la citoyenneté et où s'impose chaque jour un peu plus l'évidence nécessaire à la participation des immigrés à la vie civique, pourquoi ne pas dialoguer avec ceux qui sont directement concernés par leurs conditions de séjour et tout simplement de vie ?

(*) Président de la commission immigrés, vice-président de la Ligue des droits de l'homme.

IMAGE

Vendus ?

Je lis dans *le Monde* du 24 décembre, à la une : *« L'Image » de M. Rocard. Comment « vendre » un premier ministre qui ne croit plus au politique ?* et, en page 10, la même dernière phrase, le verbe « vendre » ayant cette fois perdu ses guillemets.

Ne pensez-vous pas que la mode du vocabulaire des affaires (« vendre », « OPA », etc.) appliquée au domaine politique, même si, là comme ailleurs, le langage traduit une certaine réalité, devrait trouver des limites ?

On nota jadis le phénomène inverse (avec, par exemple, le mot « clientèle »). En tout cas, il s'y a

pas si longtemps que l'épistrophe : « Vendu ! », assénée à un homme politique, ne passait pas vraiment pour un compliment. Nous avons changé tout cela.

Les ministres, la République, la France sont des « produits », qu'on veut « fiables » et qu'il s'agit de bien « vendre ». Supprimons les guillemets, et souvenons que M. Rocard, et bien sûr d'autres avec lui, trouvent preneur à un prix satisfaisant. Et les « Français et Françaises » dans leur ensemble, qui se les paie ? Combien ?

LUCIEN MERICIER (Paris)

Magie d'une rencontre



La joie simple d'une émotion partagée, l'esquisse d'une nouvelle complicité, la tendresse spontanée qui se lit sur un visage. Découvrez tout cela, vous-même, maintenant.

Venez nous voir, appelez-nous...

Nous vous attendons.

45.26.70.85

Je préfère recevoir gratuitement, et sans engagement, vos pliures et cachets, votre livre d'information en couleurs.

M./Mme/Mlle Prénom _____

Adresse _____

Ville _____ Code Postal _____

Ion International
une liberté en plus

■ 94, rue Saint-Lazare (75009) PARIS - Tél. : (1) 45.26.70.85 +
■ 16, rue Nungesser et Coli (11300) TOULOUSE - Tél. : 61.59.48.58
■ 105, rue du Marché-aux-Herbes - B.P. 21 (1000) BRUXELLES - Tél. : 511.74.30
■ 4, route de Florissant (1206) GENÈVE - Tél. : (022) 46.94.88

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-57-27
Tél. MONDIPAR 650672 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Favret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wonts.

Rédacteur en chef :
Daniel Verdet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montbary, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-35-91-32 ou 45-35-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Taper LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications de n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Remarque : les prix des abonnements
et indices du *Monde* au (1) 42-47-98-72.

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	709 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse effectués en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Etranger

URSS : les difficultés économiques et les tensions nationalistes

M. Gorbatchev envisage une réduction des dépenses militaires

MOSCOU
de notre correspondant

L'Union soviétique, vient d'annoncer M. Gorbatchev, pourrait devoir significativement réduire ses dépenses militaires afin de rétablir ses finances et améliorer l'approvisionnement de la population. « La pratique montre, a-t-il en effet déclaré, vendredi dernier, devant la fine fleur de la presse et du monde intellectuel, qu'il ne nous sera peut-être pas possible d'éviter des mesures nettes et radicales touchant avant tout à nos dépenses budgétaires. La question est si aiguë, a-t-il ajouté, que nous devons examiner aussi nos dépenses de défense [car] un rapport préliminaire montre que nous pouvons les réduire sans abaisser le degré de sécurité et la capacité de défense de l'Etat. »

La volonté de M. Gorbatchev de donner un nouvel élan aux accords de désarmement a souvent été liée, à l'ouest, à la dégradation générale de l'économie soviétique, et il y a longtemps qu'on ne cache plus, dans les milieux officiels de Moscou, l'importance de ce lien de cause à effet. Jamais pourtant le secrétaire général n'avait lui-même souligné, comme il l'a fait dans un discours publié dimanche 8 janvier par toute la presse, à quel point la réduction des dépenses militaires et de l'ensemble des dépenses de l'Etat était une condition sine qua non d'un véritable démarrage économique de l'URSS.

Généralement, M. Gorbatchev ne s'était jamais plus exprimé aussi directement sur la difficulté de la situation et les critiques dont sa politique est l'objet. Tant que les uns, admettant les autres et renvoyant dos à dos radicaux et conservateurs, il s'est posé en homme du centre, décidé à poursuivre sans fléchir sa politique de

réforme, mais tout autant résolu à refuser « l'opportunisme ».

Ce premier discours de l'année a ainsi donné une image très contrastée du secrétaire général. D'un côté, il est apparu sûr de lui, de sa démarche et de la nécessité d'une « approche réaliste et dialectique de la situation ». De l'autre, il a tant et tant expliqué pourquoi il avait raison et les autres tort qu'il a fini par sembler sur la défensive.

« Nous n'avons pas le droit, dit-il presque d'emblée, de rester observateurs non engagés quand des voix s'élèvent pour dire que la perestroïka mène au chaos [sic] qu'elle met en danger le développement normal du pays et [quand] se fait, petit à petit, jour une nostalgie du bon vieux temps et qu'on entend dire qu'il faudrait une main de fer au pays. »

Cela est d'autant plus inadmissible, dit-il, que de telles théories ne relèvent pas seulement de propos en l'air mais prennent aussi « des tours philosophiques et même politiques défectueux ».

« La sinistre expérience de 1937 »

« On cherche, enchaîne-t-il, à semer les germes du doute et, dans certaines discussions, l'on avance que les cadres du socialisme seraient trop étroits pour la perestroïka, et l'on diffuse petit à petit des idées de pluralisme politique, de multipartisme et même de propriété privée. » Dans un cas comme dans l'autre, cela relève d'un manque de foi en notre régime, en notre peuple, notre parti et nos institutions socialistes, affirme-t-il alors, en expliquant que « finalement les critiques de la perestroïka faites de droite à partir de positions conservatrices rejoignent les attaques venues de la gauche ».

La confusion dans la condamnation des oppositions de droite et de gauche est un grand classique du stalinisme, mais M. Gorbatchev s'écartera néanmoins de la tradition en argumentant à plusieurs reprises son propos. Ce qu'il y a de commun aux deux démarches, dit-il en substance, est que les uns veulent les utiliser pour accélérer le changement, alors qu'ils s'agit de doter le pays d'une culture politique, de substituer la vie politique aux ordres venus d'en haut.

Certains proposent d'utiliser la sinistre expérience de l'année 1937 [celle des grands procès stalinien], d'y aller « au bulldozer », etc. Non, nous ne le permettrons jamais [car] nous devons mettre en place des mécanismes à même de s'auto-réguler », s'exclame-t-il par exemple, en expliquant qu'il ne saurait être question de « différer » les réformes politiques puisqu'elles sont indispensables au succès des réformes économiques. Le temps des propositions est passé, on n'en est plus à vouloir ouvrir des perspectives nouvelles et à convaincre de la réalité de cette volonté. Il faut aujourd'hui commencer à tirer des bilans, à faire face aux oppositions qui prennent forme à la faveur même de la libéralisation. La tâche est plus ardue encore - d'autant plus ardue qu'il continue d'avoir des questions sur les hommes et que la pénurie d'articles indispensables ne diminue pas ».

Rien d'étonnant, donc, à ce que M. Gorbatchev ait longuement expliqué qu'il fallait maintenir, en « centre fort », capable de répartir les sacrifices, d'harmoniser les intérêts locaux - et de procéder à des coupes sombres dans le budget dont « le déficit est l'héritage le plus lourd que nous ayons reçu du passé ».

BERNARD GUETTA

Les onze membres du Comité Karabakh sont désormais sous les verrous

Les quatre membres du Comité Karabakh encore recherchés par la police ont été arrêtés samedi 7 janvier à Erevan alors qu'ils tenaient une réunion dans un appartement, a annoncé dimanche l'Agence France Presse, sur la foi d'indications fournies par leurs proches. Tous les membres du Comité sont maintenant sous les verrous, M. Raphael Ghazarian, membre de l'Académie des sciences d'Arménie, bénéficiant toutefois d'un régime de liberté surveillée.

Ces arrestations sont intervenues quarante-huit heures seulement avant l'expiration des trente jours de détention infligés aux premiers membres du Comité interpellés le 10 décembre dernier, alors que celui-ci s'efforçait de mettre sur pied une organisation indépendante pour secourir les victimes du tremblement de terre du 7 décembre. Elles laissent penser que des actions en justice pourraient être engagées contre l'ensemble des membres du Comité.

La Pravda avait publié samedi une interview d'un haut responsable du ministère de l'Intérieur soviétique, le général Pankine, qui affirmait que la situation demeurait « difficile » en Arménie et en Azerbaïdjan, où les mouvements de migration se poursuivent, a-t-il dit. Révisant en hausse le bilan des derniers affrontements depuis novembre, le général avait fait état de quarante-trois morts et de plusieurs centaines de blessés. Il avait reconnu que les autorités locales avaient « pratiquement perdu le contrôle » de la situation et que Moscou avait dû envoyer sur place des équipes de fonctionnaires chargées de faire respecter la loi. La veille, le parquet d'Arménie avait également annoncé le limogeage de plusieurs procureurs pour manque de fermeté.

A Erevan même, le couvre-feu est toujours en vigueur. Si le dispositif militaire a été un peu allégé en ce début janvier, des véhicules blindés continuent de garder les abords de l'usine haut lieu des grandes manifestations pour le rattachement du Karabakh à l'Arménie.

En revanche, les autorités communistes arméniennes ont annoncé, dimanche, la fermeture définitive, le 18 mars prochain, de la centrale nucléaire d'Arménie située à une trentaine de kilomètres d'Erevan. A la suite du tremblement de terre, il avait été décidé dans un premier temps de la fermer dans les deux ans à venir. — (AFP, Reuters.)

Des statistiques sur le suicide sont publiées pour la première fois

Cinquante-quatre mille Soviétiques se sont suicidés en 1987, selon les premières statistiques publiées à ce sujet en URSS. Dans son édition du 8 janvier, la revue médicale Meditsina, cite ainsi les chiffres du suicide en URSS. Les statistiques indiquent que le taux de suicide est de dix-neuf personnes pour cent mille habitants en Union soviétique, contre neuf en Grande-Bretagne, douze aux Etats-Unis, vingt et une en RFA et vingt-deux en France.

Ce taux est trois fois supérieur chez les hommes que chez les femmes et il est très variable selon les Républiques : dans la Caucase et en Asie centrale, il se situe entre deux et huit pour cent mille habitants, alors qu'en Russie et dans les pays baltes il est de vingt-trois, voire vingt-neuf pour cent mille habitants. — (AFP.)

L'enquête sur l'attentat contre le Jumbo de la Pan Am

Un journal britannique met en cause les gardiens de la révolution et la Libye

Dans son édition du dimanche 8 janvier, le journal britannique Sunday Telegraph affirme que les responsables de l'attentat contre le Boeing 747 de la Pan Am, qui a fait deux cent soixante-dix morts le 21 décembre dernier, sont des gardiens de la révolution, en Iran, aidés par la Libye. L'hebdomadaire cite des membres des services de renseignement américains à Washington qui ont demandé à garder l'anonymat.

Cette opération aurait été menée en représailles contre la destruction de l'Airbus de la compagnie Iran Air, le 3 juillet 1988, par la marine américaine dans le golfe Persique, qui avait fait deux cent quatre-vingt-dix victimes. Selon les mêmes sources, la Libye est soupçonnée d'avoir fourni à l'équipe iranienne les explosifs et l'aide de ses services de renseignement. Le Sunday Telegraph rappelle que certaines factions des gardiens de la révolution sont hostiles à la politique d'ouverture vers l'Occident et le monde arabe conduite par le gouvernement d'Ali Akbar Rafsanjani. Par ailleurs, le groupe Abou Nidal, dont le quartier général est en Libye, a des liens avec les gardiens de la révolution.

D'autres spéculations ont circulé ces derniers jours. En Allemagne fédérale, le journal Bild am Sonntag écrit ainsi le 9 janvier que la bombe qui a détruit le Jumbo au-dessus de Lockerbie en Ecosse avait été placée dans l'appareil, au départ de Francfort, par un membre de l'IRA (Armée républicaine irlandaise). Cet homme aurait vécu ces deux dernières années en Libye et travaillé pour la mise au point de cet attentat, avec le Mouvement palestinien FPLP - Commandement général dirigé par Ahmed Jibril.

Pour sa part, l'International Herald Tribune, citant des sources

proches de l'enquête, évoque la possibilité d'une « nouvelle coalition de groupes terroristes ». Les policiers s'intéresseraient plus particulièrement à un certain Samir Kadar, considéré comme l'un des tueurs les plus mystérieux et les plus efficaces du monde terroriste. Issu du groupe Abou Nidal, il aurait pris l'année dernière le commandement d'un réseau terroriste en Europe. Ses empreintes digitales auraient notamment été retrouvées sur la carcasse d'une voiture détruite par une explosion le 11 juillet 1988 à Athènes, peu avant l'attentat contre le bateau City-of-Flores.

Enfin, le leader de l'OLP, M. Yasser Arafat, qui avait offert son concours à l'enquête, a déclaré dimanche à Amman, en Jordanie, qu'il ne disposait pour le moment d'aucune information permettant d'accuser « qui que ce soit ». Il a de nouveau affirmé que les auteurs de l'attentat « voulaient saboter les efforts de paix au Proche-Orient ». — (AFP, AP, Reuters.)

● RDA : quatre Allemands de l'Est réfugiés à la représentation de la RFA. — Quatre Allemands de l'Est, réfugiés dans la représentation permanente de la RFA à Berlin-Est, refusent d'en sortir avant d'avoir la garantie de pouvoir s'installer en RFA, a-t-on appris dimanche 8 janvier, de bonne source, à Berlin-Est. Selon le correspondant à Berlin-Est de la télévision ouest-allemande ARD, les quatre personnes, un couple et deux hommes, se sont réfugiés depuis plusieurs jours dans les locaux. En 1984, cinquante-cinq Allemands de l'Est avaient trouvé refuge dans la représentation de la RFA et l'avaient quittée après avoir obtenu l'assurance de pouvoir aller s'installer plus tard en RFA. — (AFP.)

ESPAGNE

L'ETA annonce une trêve « unilatérale » de deux semaines

Pour la troisième fois en un an, l'ETA militaire propose une trêve. Le journal basque Egin, son porte-parole officiel, a publié dimanche 8 janvier un long communiqué de l'organisation séparatiste, qui annonce : « Comme preuve supplémentaire de la sincérité de notre offre de négociation, l'ETA déclare une trêve officielle et unilatérale d'arsenal armé pendant quinze jours à partir du 8 janvier à 0 heure. »

MADRID
de notre correspondant

Le 29 janvier et le 2 novembre 1988, l'ETA avait déjà offert à Madrid une trêve de deux mois. Dans les deux cas, cela n'avait pas empêché la poursuite des attentats, le gouvernement jugeant inacceptables les conditions préalables posées par l'organisation séparatiste. Cette troisième offre présente à cet égard une caractéristique nouvelle : elle est unilatérale et ne suppose donc aucune contrepartie de l'Etat espagnol. Elle est en revanche plus courte, ce qui rend difficile, dans un tel délai, la reprise des conversations d'Alger entre émissaires de l'ETA et ceux du gouvernement. Celles-ci avaient été interrompues en février dernier, au moment de l'enlèvement de l'homme d'affaires Emiliano

Revilla. Depuis, on a toujours affirmé, du côté des autorités, que les contacts n'avaient pas repris.

Si l'ETA accomplit donc un « geste » en décrétant, pour la première fois, un « pause » réelle et immédiate, son communiqué n'en reste pas moins rédigé en termes intransigeants. L'ETA, comme à l'accoutumée, rejette la Constitution et l'actuel statut d'autonomie du Pays basque, et exige une négociation politique avec le gouvernement basée sur l'« alternative KAS », le programme minimum traditionnel de l'organisation, dont elle n'accepte de discuter que les « rythmes d'application ».

L'alternative KAS exige notamment la reconnaissance aux Basques du droit à l'autodétermination, le départ de la police espagnole de la région et le rattachement de la Navarre à la communauté autonome basque.

L'offre de trêve a été accueillie avec un évident scepticisme dans les milieux politiques, tant à Madrid qu'au Pays basque même. Le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, s'est contenté d'affirmer qu'il était « positif » que l'ETA cesse de tuer. La prudence générale est d'autant plus grande que deux bombes placées devant des concessions Renault et Citroën avaient explosé à Logroño, dans le nord de l'Espagne, dans la nuit de samedi à dimanche.

Th. M.

Proche-Orient

Dans les territoires occupés

Vingt-sept Palestiniens auraient été blessés par balles en deux jours

Jérusalem. — Selon un bilan palestinien rendu public à Jérusalem, vingt-sept Palestiniens ont été blessés au cours du week-end par les tirs des soldats israéliens dans les territoires occupés, où une grève générale a été massivement suivie dimanche 8 janvier à l'appel de la direction unifiée du soulèvement.

Par ailleurs, le moukhtar (maire) du village de Qubeida près de Ramallah, M. Mahmoud Abdallah Hanoudah, soixante-sept ans, avait été tué dans la nuit de vendredi à samedi à coups de couteau par des inconnus.

Un « passé nationaliste sans tache »

Deux versions contradictoires, de sources palestiniennes, circulaient sur les motifs de ce meurtre.

Selon les uns, le moukhtar aurait collaboré avec les autorités israéliennes, tandis que d'autres démentent catégoriquement cette accusation, soulignant au contraire que le moukhtar avait un « passé nationaliste sans tache ». La radio israélienne s'est, pour sa part, contentée d'annoncer la mort du moukhtar sans commentaires.

Des inconnus ont poignardé dimanche sur son lit d'hôpital à Qalqilya un membre du conseil municipal de cette ville, M. Youssef Milhem, admis dans cet établissement pour y soigner une maladie.

D'autre part, Israël a commencé dimanche à rétablir les liaisons téléphoniques et télégraphiques entre les territoires occupés et l'étranger. Elles avaient été coupées en mars dernier pour tenter d'empêcher l'OLP de coordonner le soulèvement. — (AFP, Reuters.)

Afrique

AFRIQUE DU SUD : les suites de l'accord de New-York

L'ANC retire ses bases militaires d'Angola

Le Congrès national africain (ANC) a annoncé, dimanche 8 janvier, qu'il se retirait de ses bases militaires en Angola, afin de ne pas fournir à Pretoria un prétexte qui lui permette d'entraver le processus d'indépendance en cours en Namibie. L'annonce a été faite à l'issue d'une réunion du comité exécutif national (NEC), la plus haute instance politique de l'ANC, à son quartier général à Lusaka, à l'occasion du sixième anniversaire de la signature de l'accord de New-York, entre la Havane, Luanda et Pretoria de l'accord sur l'indépendance de la Namibie et le départ d'Angola de cinquante mille soldats cubains, chargés d'aider le régime de Luanda dans sa lutte contre les rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), traditionnellement sou-

tenue par Pretoria. Aux termes de cet accord, l'Afrique du Sud s'est aussi engagée à mettre fin à son soutien à l'UNITA, et l'Angola à arrêter son appui logistique à l'ANC, prié de démanteler ses bases installées sur le sol angolais.

La décision de l'ANC a été prise après des consultations menées entre l'ANC, le gouvernement angolais et d'autres pays africains amis, précise le communiqué publié à Lusaka. Selon les milieux des services de renseignements sud-africains, quelque mille quatre cents guerilleros et instructeurs de l'ANC se trouvant en Angola seront transférés en Ethiopie et en Tanzanie.

La signature en 1984 par Maputo et Pretoria du pacte de non-agression de Nkomati avait contraint l'ANC à évacuer ses bases au Mozambique, pays limitrophe de l'Afrique du Sud, pour s'installer en Angola, à 1.500 kilomètres au nord de l'Afrique du Sud. — (AFP.)

ALGERIE : la sauvegarde des cimetières français

Le RECOURS a eu des discussions « positives » avec le secrétaire général du FLN

M. Jacques Roseau, porte-parole de la confédération du RECOURS, qui regroupe des associations de rapatriés d'Algérie, a été reçu samedi 7 et dimanche 8 janvier à Alger par M. Abdelhamid Mebri, secrétaire général du FLN.

Ces entretiens constituent, selon M. Roseau, « une première depuis l'indépendance de l'Algérie, qui pourrait préfigurer un rapprochement sensible entre les pieds-noirs et l'Algérie, leur terre natale ». Les discussions ont porté, d'après le porte-parole du RECOURS, qui les considère comme « positives », sur les problèmes de sauvegarde et d'entretien des cimetières français en Algérie et sur la question de la disposition des biens et des avoirs, qui a fait l'objet d'un accord en avril 1987, accord qui a commencé à être appliqué.

M. Roseau a précisé que M. Mebri avait assuré que le gouvernement algérien avait donné des directives à toutes les communes du pays pour qu'elles assurent « l'entretien, la réhabilitation et la sécurité des cimetières français sans que l'Algérie réclame de contrepartie, ni à la France ni aux rapatriés ». Un bilan exhaustif de l'état de ces quel-

que 650 cimetières abritant environ 2 millions de sépultures, selon le RECOURS, sera adressé ultérieurement.

Compte tenu du « pas considérable » fait par l'Algérie, le RECOURS souhaite que l'Etat français « apporte son appui à la création par les rapatriés d'une fondation nationale chargée de veiller au sauvetage des cimetières français d'Algérie ». — (AFP.)

● M. Sahoun nommé ambassadeur d'Algérie au Maroc. — M. Mohamed Sahoun, ambassadeur d'Algérie à Washington, a été nommé ambassadeur du Maroc, qui a donné son agrément, a annoncé, dimanche 8 janvier, le ministre algérien des affaires étrangères, M. Sahoun, âgé de cinquante-cinq ans, a fait ses études au lycée de Constantine avant d'étudier le droit et les sciences économiques à Paris puis à New-York. A l'indépendance, il dirigera la section Afrique-Asie-Amérique latine au ministère des affaires étrangères et devint le responsable des affaires politiques de ce même ministère en 1964. — (AFP.)

Dictionnaire de politique internationale

Par Charles Zorgbibe

D'Afghanistan à Yalta, cent cinquante-cinq articles, classés par ordre alphabétique, tissent ce dictionnaire. Une histoire de la politique internationale depuis 1945, de guerre froide en détente.

736 pages - 195 F.

pu

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

هكذا من الأصل

Diplomatie

La conférence de Paris

La conférence de Paris a été l'occasion de nombreuses rencontres entre les quatre-vingt ministres des affaires étrangères présents. C'est ainsi que M. Shultz, secrétaire d'Etat américain, a eu dimanche un nouvel entretien avec son homologue soviétique, M. Chevardnadze, auquel il a présenté des documents sur l'usine chimique de Rabta en Libye. Les deux ministres ont, par ailleurs, signé deux accords : l'un, qui avait été mis au point en novembre dernier entre experts des deux pays, prévoyant une coopération dans la lutte contre la drogue, l'autre sur la recherche fondamentale et la politique scientifique.

Pour sa part, M. Dumas a eu dimanche un petit déjeuner de travail avec M. Chevardnadze. L'entretien a porté notamment sur la visite que M. Gorbatchev doit faire à Paris cette année, la signature

d'un accord culturel franco-soviétique, le problème du Cambodge et les perspectives de clôture de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Le ministre français a fait part de son intention de se rendre à Vienne à cette occasion le 19 janvier.

M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, a évoqué de son côté avec M. Shultz la querelle survenue entre Bonn et Washington à propos du rôle de firmes allemandes dans le développement de l'industrie libyenne (le Monde daté 9-9 janvier). Le secrétaire d'Etat américain a indiqué à l'issue de l'entretien que des experts des deux pays se réuniraient cette semaine à Washington pour en discuter. La RFA « prend très au sérieux la question des armes chimiques », a-t-il ajouté.

M. Moshe Arens, nouveau ministre israélien des affaires étrangères,

a mis à profit la conférence de Paris pour nouer ses premiers contacts. Il a eu avec M. Chevardnadze, dimanche, une conversation qu'il a qualifiée de « très amicale, ouverte et franche ». Le ministre soviétique, précisant-on de source israélienne, a remercié l'Etat hébreu de son aide, lors du détournement d'un avion soviétique le mois dernier et, après avoir produit des chiffres en nette hausse sur l'émigration des juifs soviétiques, a laissé entendre que la délégation consulaire israélienne actuellement à Moscou pourrait prendre possession des locaux de l'ancienne ambassade, fermée depuis la rupture des relations diplomatiques, en 1967. M. Chevardnadze a également affirmé, selon l'agence TASS, qu'il existe aujourd'hui « une chance historique d'aboutir à un règlement du conflit du Proche-Orient », grâce notamment à « la position constructive et réaliste de la direction palestinienne ».

M. Chevardnadze : « Nous avons tardé, c'est vrai »

Le ministre soviétique des affaires étrangères a notamment déclaré dimanche 8 janvier : « En l'espace de deux dernières années, notre position a évolué d'une façon fondamentale : nous sommes passés de la fabrication des armes chimiques à la renonciation totale à leur fabrication, du silence sur les statistiques relatives aux stocks accumulés à la publication des données pertinentes, du souci de mettre les installations et les dépôts à l'abri des regards indiscrets à la reconnaissance

du principe d'un contrôle généralisé et à l'invitation des observateurs étrangers pour assister aux opérations de l'arme chimique. » Et si l'on nous dit que nous avons tardé, nous répondrons que c'est vrai. Mais une fois la décision politique prise et notre choix arrêté, nous y sommes allés scrupuleusement, en ratifiant rapidement tout ce qu'on a promis de faire au cours des années précédentes et en atteignant des niveaux

d'ouverture jamais connus par le passé. L'ouverture est la réforme essentielle d'un désarmement réel et contrôlé. L'ouverture est le fruit de la persévérance, l'ouverture est norme et règle de la vie internationale moderne. (...) Est-ce que, conscients de tout cela, nous pouvons ne pas fêter cette ouverture à la production chimique à des fins militaires que nous avons héritée du passé, tout comme la manie pathologique des secrets ?

Notre pays acheminé, dans un avenir pas très éloigné, la construction d'une installation destinée à la destruction des armes chimiques et, si le chantier achevé, nous y procéderons immédiatement à la liquidation de nos stocks existants. Il est à noter que cette opération sera engagée avant la conclusion de la convention.

En même temps, l'Union soviétique déclare son intention de figurer parmi les premiers signataires de cette convention et invite les autres Etats à faire de même.

Nous acceptons le principe de « l'invitation permanente aux inspections », étant entendu que les inspecteurs auront accès à tout lieu et toute installation à contrôler sans restriction aucune, à l'exception des locaux d'habitation.

L'Union soviétique se prononce pour le contrôle international le plus strict, y compris l'inspection sur place sans droit de refus et se déclare prête à faire tout son possible et nécessaire pour que la convention soit conclue en 1989.

M. Shultz : le cas des Etats compromis avec le terrorisme

Voici les principaux extraits de l'intervention faite samedi 7 janvier par M. Georges Shultz :

Nous ne pouvons tarder, le temps n'est pas de notre côté. La technologie ne stagne pas. Des armes de plus en plus nocives et insidieuses sont fabriquées. La capacité de production s'étend et avec elle la technologie visant à produire les missiles balistiques qui leur servent de véhicule (...). Une combinaison de missiles balistiques, de têtes chimiques et d'armes biologiques entre les mains de gouvernements qui ont partie liée à la violence terroriste serait pour nous tous un cauchemar (...). La menace est réelle. Certains gouvernements dont on sait qu'ils ont soutenu le terrorisme possèdent des capacités en matière d'armements chimiques (...).

Mon gouvernement n'a jamais sous-estimé la difficulté, dont la principale est la vérification. Quand le vice-président Bush avait proposé un projet de traité à Genève en 1984, il avait dit que la prohibition des armes chimiques ne serait pas efficace si les Etats n'étaient pas prêts « à un degré nouveau mais absolument indispensable d'ouverture, à de nouvelles règles dans ces affaires ». Quelque formidable que puisse être le défi, la communauté internationale ne doit pas sous-estimer la détermination de mon pays à surmonter les difficultés et à parvenir à un traité efficace (...).

Nous devons réclamer l'application des mesures contenues dans la charte de l'ONU — je pense aux sanctions prévues au chapitre sept — dans tous les cas futurs d'emploi de l'arme chimique (...).

Il y a une nécessité urgente à progresser vers un meilleur contrôle des exportations de technologies, de substances et d'armes chimiques. Depuis 1985, les Etats-Unis et 18 autres pays coordonnent leurs efforts en vue de contrôler ce type de commerce. Nous devons explorer les possibilités de moyens de contrôle plus efficaces, sans porter atteinte aux échanges à des fins pacifiques (...).

Le problème de la prolifération est aussi dangereux que complexe. Le défi qu'il pose à la sécurité du monde est si urgent que les efforts internationaux dans ce domaine ne doivent pas dépendre d'autres difficultés telles que la prolifération nucléaire. Si nous voulons vraiment nous attaquer au problème des armes chimiques, nous devons l'aborder pour lui-même (...).

La prolifération des armes chimiques n'est pas un problème qui opposerait les pays développés aux pays en voie de développement. Il ne s'agit pas pour quelques nations de maintenir un monopole. Tous les pays ont tout à gagner à concentrer leur attention sur le vrai problème : empêcher ces armes de proliférer et d'être utilisées, et s'attaquer en même temps à débarrasser le monde de celles qui existent.

Ingrédients français

La France n'a pas d'armes chimiques. Le chef de l'Etat et le ministre des affaires étrangères l'ont réaffirmé, non sans raisons, avant la conférence de Paris. Mais la France sait produire les agents chimiques qui pourraient entrer dans la composition d'une arme. La distinction est fondamentale dans la mesure où elle marque la séparation entre un stock existant, immédiatement disponible, et une potentialité technologique.

Depuis plusieurs années, les armées françaises se sont dotées d'équipements, collectifs ou individuels, de décontamination et de protection chimique. Des laboratoires de recherche spécialisés et des moyens de simulation ou de test, notamment le centre d'études du Bouchet, dans la région parisienne, et le service de santé des armées, ont été chargés d'évaluer la menace chimique, d'expérimenter certains matériels et de prévoir de traiter les intoxications.

Chambres d'essais

Il fallait en préalable connaître les caractéristiques, le mode d'action et les performances des produits qui participent d'une guerre chimique. La France a consacré cet investissement et elle continue de le faire avec, en particulier, des chambres d'essais, des souffleries à haute vitesse ou des laboratoires d'analyses qui permettent de conduire des études, à petite échelle, du comportement de certains produits chimiques selon les différents modes de dispersion.

Cette production d'agents chimiques ne débouche pas pour autant sur la constitution d'un stock de munitions chimiques lobes, roquettes, missiles ou conteneurs largables. La loi de programmation militaire 1987-1991, que le gouvernement de M. Jacques Chirac a préparée, et que M. François Mitterrand a approuvée en son temps, a estimé que la France devait disposer, sans précision de date, d'une capacité à produire des armes chimiques avec l'ambition d'avoir « une capacité dissuasive appropriée » face à un éventuel agresseur qui userait d'armes chimiques contre ses forces.

En 1986, cette disposition a été présentée comme marquant le vœu de la France de réunir un stock minimum de sécurité d'armes chimiques. Dans une double intention. Primo : pour faire pression sur les participants à la conférence de Genève, qui, depuis des décennies, tentent de résoudre les difficultés pratiques d'un contrôle et d'une vérification d'un accord de désarmement chimique. Secundo : pour être en mesure, le cas échéant, de dissuader un adversaire d'utiliser des armes chimiques, comme, par exemple, au Tchad, où les forces françaises pouvaient en être menacées par les Libyens.

Il semble que cette disposition de la loi de programmation militaire ait été lésée en suspension en 1988 avec le gouvernement de M. Rocard. Au ministère de la défense, on explique que le chef de l'Etat n'a pas souhaité que la France, le pays dépositaire du protocole de Genève de 1925 sur l'interdiction de l'emploi au premier de l'arme chimique, soit aussi le pays qui encourage sa prolifération.

D'autre part, au sein même de l'institution militaire, en France, on assiste à des débats sur l'opportunité de disposer ou non de stocks d'armes chimiques. Face à ceux qui préconisent que la France ne doit s'interdire aucune arme détenue par d'autres nations, il y a ceux qui considèrent qu'on peut, grâce aux nouvelles armes classiques dites « intelligentes », c'est-à-dire les armes guidées avec précision, s'en prendre à la source du mal : l'usine, par exemple, qui fabrique en série l'arme chimique.

Le stock soviétique contient surtout des neurotoxiques

L'Union soviétique a officiellement reconnu en 1988 qu'elle détenait de l'ordre de 50 000 tonnes d'agents chimiques. Cette évaluation ne correspond pas aux estimations avancées, de leur côté, par les Etats-Unis et l'OTAN, qui considèrent que ce stock est, en réalité, de quelques centaines de milliers de tonnes de toxiques : entre 30 000 et 125 000 tonnes de substances (soit de l'ordre de 200 000 à 700 000 tonnes d'armes chimiques si, à la masse des produits eux-mêmes, on ajoute le poids des munitions qui les emportent).

On considère généralement, à l'Ouest, que le système des munitions soviétiques peut transporter un produit chimique. Ces substances toxiques sont des

composés neurotoxiques (type sarin et soman) auxquels les Soviétiques ont eu accès dès 1945. Ces agents chimiques sont fabriqués dans une dizaine d'usines essentiellement réparties dans la partie occidentale du territoire soviétique. Nombreux sont les modèles de munitions à avoir été adaptés à l'emploi de ces composés toxiques pour toutes les situations tactiques envisageables : conteneurs largés d'avions ou d'hélicoptères, pièces d'artillerie sol-sol, lance-roquettes multiples et missiles Frog ou Scud, d'une portée de 70 à 300 kilomètres.

50 000 et 90 000 tonnes (l'équivalent de la gendarmerie française) servent dans les unités chimiques de l'URSS.

M. Moshe Arens (Israël) : la prolifération au Moyen-Orient

Premier orateur à intervenir lundi matin, M. Moshe Arens, ministre israélien des affaires étrangères, a souligné l'inquiétude particulière que ressent son pays devant les armes chimiques. Non seulement pour des raisons historiques, parce que des millions de juifs ont été gazés, même s'il ne s'agissait pas à proprement parler d'une guerre chimique, mais parce que ces armes prolifèrent au Moyen-Orient. « L'Irak a utilisé ces armes dans la guerre du Golfe à partir de 1984, nous avons des preuves que la Libye les a utilisées lors de son invasion du Tchad en 1987, la Syrie a également développé des armes chimiques », a-t-il dit. Devant ces développements dans des Etats « qui se déclarent en guerre avec Israël et qui soutiennent des groupes terroristes », Israël s'est doté d'un programme de défense civile, a poursuivi M. Arens. Il s'est prononcé pour des mesures urgentes en attendant la mise sur pied d'une convention internationale.

Ce sont à peu près les mêmes que celles qu'avait suggérées samedi M. George Shultz : ren-

forcement des contrôles sur le commerce des produits qui peuvent servir à usage civil ou militaire, renforcement de l'autorité du secrétaire général des Nations unies pour qu'il puisse agir immédiatement quand il soupçonne l'utilisation de ces armes.

Pour deux cents journalistes en Libye Visite guidée mais non convaincante à Rabta

Ils sont venus, ils n'ont rien vu et, surtout, n'ont pas été convaincus. Pour quelques deux cents journalistes qui avaient afflué en Libye au lendemain de la destruction de deux avions militaires libyens par l'aéronavale américaine, l'aventure tripolitaine se sera achevée, dimanche 8 janvier, sur une expulsion à peine déguisée. Leur « mission », selon le mot d'officiels libyens, terminée, ils ont été instantanément priés de prendre le premier avion en partance pour... où ils voulaient, mais surtout pas en Libye.

Leur « mission » ? Apercevoir, de loin, la nuit et derrière les vitres fumées de leurs cars, les bâtiments du fameux complexe industriel de Rabta, à une soixantaine de kilomètres au sud-ouest de Tripoli, dont les Etats-Unis disent qu'il doit servir à la production d'armes chimiques et la Libye à la fabrication de médicaments. Les journalistes, embarqués à bord de trois cars, auront surtout pu constater que, pour une usine pharmaceutique — à l'intérieur de laquelle ils n'ont pu pénétrer — le site de Rabta est particulièrement bien protégé par des batteries de missiles antiaériens, des radars et des tanks. Après trois jours d'attente, c'est tout ce qu'ils ont vu.

Trois jours, il faut le reconnaître, d'une attente assez confortante puisqu'ils ont pu partager leur séjour entre un confinement dans le meilleur hôtel de Tripoli, une excursion touristique sur le site magnifiquement restauré de la ville antique de Leptis Magna et, surtout, un splendide show, dans la pure tradition libyenne : une visite du « guide de la révolution » à leur hôtel.

« Il ne sait pas que vous êtes là. Il veut juste prendre une tasse de café » : ces mots d'un proche du colonel Kadhafi laissent perplexes

quant à la façon dont le « guide » peut être renseigné sur ce qui se passe chez lui. Peut-être en est-il de même quant à la véritable destination de l'usine de Rabta... Passé, donc, sa surprise de découvrir la présence de deux cents journalistes étrangers — rarement discrets — dans sa capitale, le « guide » répondit à quelques-unes de leurs questions. Ce qu'il lui permit d'offrir « la paix » aux Etats-Unis. « L'administration Bush doit s'asseoir face à face avec la Libye pour s'entendre sur les questions régionales », a-t-il ainsi proposé, après avoir assuré que « la politique du terrorisme, du blocus (économique) et des porte-avions n'aboutira à rien ».

Quant à Rabta, le colonel a indiqué qu'il n'accepterait une inspection de l'usine controversée qu'à la condition que toutes les autres usines du même genre à travers le monde soient également inspectées. « La Libye », a-t-il encore dit, « demande à participer à toute commission qui serait chargée d'inspecter des usines suspectes, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Israël, en Europe ou à travers le monde, y compris en Libye. Mais nous refusons tout traitement discriminatoire ».

Samedi soir, le rideau tombait. Les journalistes étaient priés de faire leurs bagages en une demi-heure et d'embarquer à bord d'un avion pour... Mais, le lendemain, étant finalement jugé trop court, ils eurent droit à une nuit supplémentaire en Libye. Et, dimanche, l'ordre du départ était sans appel : « La Libye priera les billets, s'il le faut. Choisissez la destination et les correspondances que vous voulez, des comités vous attendent à l'aéroport ».

Y.H.

M. Velayati (Iran) : « Que ceux qui violent leurs engagements soient condamnés et punis »

Parlant samedi 7 janvier, M. Velayati, ministre iranien des affaires étrangères, a dit :

« Pourquoi personne n'a pensé à tenir une telle conférence pendant les longues années où les armes chimiques ont été abondamment utilisées ? Pourquoi ne s'est-elle pas réunie après cinq années consécutives pendant lesquelles j'ai lancé des appels et des avertissements à la conférence du désarmement ? (...) Pourquoi n'a-t-elle pas en lieu après l'emploi d'armes chimiques contre les habitants civils de villes iraniennes, après que 5 000 personnes soient mortes à Halabja, dont plus de 15 % d'enfants et de femmes, et que des milliers d'autres aient été blessées ? Pourquoi ce rassemblement n'a-t-il pas eu lieu après 252 cas — signalés aux Nations unies — d'utilisation d'armes chimiques en Irak ? (...) Le protocole (de 1925) n'a-t-il pas été violé entre 1984 et 1988 ? L'action et les considérations politiques des grandes puissances n'ont-elles pas encouragé cet emploi répété et étendu ?

Aujourd'hui, le cessez-le-feu est en vigueur entre l'Irak et l'Irak, et notre bon vouloir pour la réalisation d'une paix durable, juste et honorable a été démontré. C'est pourquoi le problème des armes chimiques n'est plus pour nous une affaire bilatérale, mais une préoccupation internationale. Notre pays, en tant que victime la plus évidente de telles armes depuis 1925, désire coopérer sincèrement à leur élimination (...). Si la communauté internationale souhaite que les gouvernements observent ses valeurs et principes, il est grand temps que ceux qui violent ces engagements soient condamnés et punis. Faute de quoi aucun Etat ne s'engagera à observer les règles et règlements internationaux.

Toute tentative de blanchir le passé créera un précédent préjudiciable pour l'avenir. Nous devons garder pour toujours en mémoire le spectre effrayant du passé, afin d'empêcher l'emploi des armes chimiques dans l'avenir.

M. Tarek Aziz (Irak) : « Il faut interdire parallèlement les armes nucléaires »

Parlant dimanche 8 janvier, M. Tarek Aziz, ministre irakien des affaires étrangères, a dit : « Le renforcement de la sécurité des Etats non nucléaires prend une importance particulière dans certaines parties du monde, notamment au Moyen-Orient. Il ne fait aucun doute que des armes nucléaires ont été introduites dans cette région, du fait qu'Israël en possède, de même que des armes chimiques et des missiles qui peuvent atteindre de nombreuses villes arabes, y compris en Irak. Israël représente sous ce rapport une sérieuse menace pour la sécurité nationale arabe, pour celle des pays de la région et pour le régime de non-prolifération nucléaire (...).

En juin 1981, Israël a perpétré une agression directe contre l'Irak sous la forme d'une attaque aérienne contre un réacteur nucléaire pacifique qui avait été placé sous surveillance internationale. Une telle situation exige que des mesures internationales efficaces soient prises rapidement afin d'éliminer les armes nucléaires de cette région. (...) L'Irak considère que tout appel à une interdiction globale des armes chimiques, doit être associé à un appel similaire et parallèle à une interdiction globale des armes nucléaires.

Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions du jeudi)
Renseignements : 45-55-91-92.
Page 4138

Les Cent Portes de l'Amérique Latine

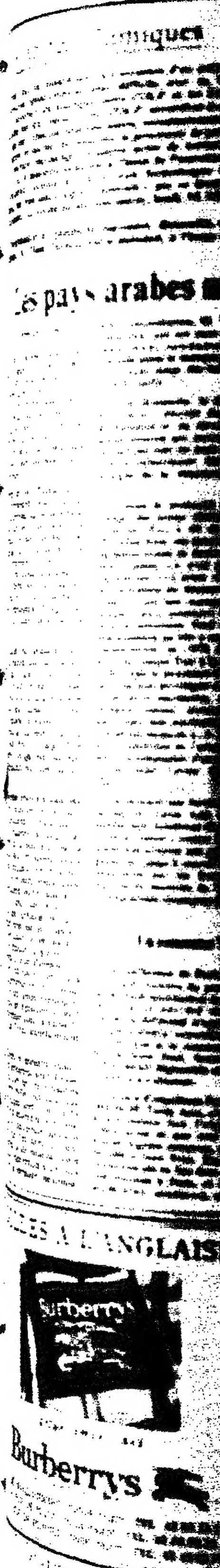
Conçu par Maurice Lemoine, un outil synthétique sur la situation sociale et politique d'une zone clé, pays par pays, problème par problème. Un dictionnaire vivant avec chiffres et cartes.

En librairie 352 pages, 149F
Un livre aux Editions Autrement.

Autrement ÉDITIONS

Toute l'actualité d'Israël en une seule ligne.

45 63 12 33



Diplomatie

sur les armes chimiques

M. Arens avait eu auparavant, à l'occasion d'un petit déjeuner, une conversation apparemment plus difficile avec M. Schmitt, à propos de l'ouverture du dialogue entre l'OLP et les États-Unis : « Israël estime que des contacts avec l'OLP, accordant à cette organisation, sous une forme ou sous une autre, reconnaissance ou légitimité, ne peuvent en aucun cas favoriser le processus de paix et pourraient au contraire encourager d'autres actes de terrorisme et de violence », a dit le ministre israélien à l'issue de l'entretien. Celui-ci a eu également, dimanche, avec son homologue égyptien, M. Meguid, une rencontre jugée « amicale » par ce dernier, qui l'a invité à déjeuner. M. Arens devait rencontrer, lundi, M. Mitterrand.

M. Chevardnadze a également rencontré, dimanche, son homologue chinois, M. Qian Qichen, qui a annoncé, à l'issue de l'entre-

tien, que le ministre soviétique se rendrait, début février, à Pékin pour préparer un sommet sino-soviétique.

M. Perez de Celler, secrétaire général de l'ONU, a rencontré de son côté MM. Velayati et Aziz, ministres iraniens et irakiens des affaires étrangères. Tout en jugeant ces entretiens « importants », il a indiqué qu'aucune date n'avait été fixée pour la reprise des pourparlers de paix entre l'Iran et l'Irak, car il n'y a, selon lui, « aucune assurance qu'ils soient productifs ». Ces négociations, qui butent sur le problème de la réouverture à la navigation du Chati-el-Arab, ont été suspendues début novembre.

Eufia, les ministres des affaires étrangères des quatre pays du Maghreb (Maroc, Mauritanie, Algérie et Tunisie), se sont réunis au marge de la conférence de Paris, a-t-on appris de source arabe.

Les pays arabes mettent Israël en accusation

(Suite de la première page.)

Tous les pays arabes qui sont intervenus les deux premiers jours ont fait bloc pour rattacher la question des armes chimiques à celle du nucléaire, et montrer du doigt Israël. M. Moïse Arens, écoutant l'intervention de son collègue irakien, fut en proie à une telle impatience qu'il se saisit du panneau « Israël » posé devant lui pour taper sur son pupitre.

Les propos de M. Tarek Aziz étaient effectivement sidérants si l'on songe à la genèse de cette conférence : c'est bien en effet l'émotion soulevée dans le monde par les atrocités commises par l'Irak au moyen des armes chimiques, contre des militaires et des civils iraniens et contre ses propres populations du Kurdistan, qui fut à l'origine de la décision des présidents Reagan et Mitterrand de convoquer cette conférence.

Et si certains les avaient déjà oubliées, des photos qui circulaient dimanche dans les locaux de l'UNESCO, grâce vraisemblablement aux bons soins de la délégation irakienne, les leur auraient rappelées : des images insoutenables, comme le masque de mort blafard de ce qui avait été le visage d'un enfant, à demi rongé par les gaz toxiques, les mâchoires ouvertes par l'asphyxie.

Mais le délégué irakien n'était pas venu à Paris plaider ou ne sait quelles circonstances atténuantes. Il était venu détourner le sujet, se faire, au nom de la nation arabe, le chantre de la paix, et placer Israël au banc des accusés. Après avoir, comme tout le monde, rendu hommage au président Mitterrand pour l'initiative de cette conférence, et salué, avec une certaine perfidie, l'amitié manifestée par la France à son pays « en toutes circonstances » (c'est-à-dire pendant la guerre), il s'offrit même le luxe d'appeler les États qui ne l'ont pas encore fait à adhérer au protocole de 1925 prohibant l'emploi des armes chimiques, dont son pays est signataire et qu'il a, pendant presque toute la durée de la guerre du Golfe, abondamment violé.

M. Velayati, le ministre iranien des affaires étrangères, avait dressé, samedi, un bilan de ces violations : cinquante mille victimes des armes chimiques dont cinq mille morts, en Iran seulement — et souligna que la conférence admettait clairement que c'est dans ces horreurs récentes qu'elle puise sa raison d'être. Cette intervention avait valu samedi soir la première escarmou-

che irano-irakienne. M. Tarek Aziz démentait que son pays eût été formellement condamné par les Nations unies et renvoyant la balle à l'Iran pour usage des mêmes armes dans le conflit (1).

Mais, dimanche, le délégué irakien avait décidé de changer d'adversaire et de développer une argumentation qui, parce qu'elle est reprise par tous les pays arabes, risque d'embarrasser les délégués chargés de la rédaction du texte final.

Lorsque le protocole interdisant l'usage des armes chimiques a été signé en 1925, a-t-il en substance M. Tarek Aziz, ces dernières étaient les seules armes de destruction massive existantes. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. « L'arme nucléaire a été introduite au Moyen-Orient par l'Irak », a-t-il poursuivi. Or l'ONU dans le document final de la première session qu'elle a consacré au désarmement en 1978 souligne le droit de chaque État à la sécurité et stipule que le processus de désarmement ne doit privilégier aucun pays. « Les pays nucléaires, conclut le ministre irakien, doivent garantir aux États non nucléaires qu'ils ne seront pas menacés (...). Tout appel à la prohibition de l'arme chimique doit s'accompagner d'un appel équivalent pour l'arme nucléaire. » CQFD.

Ne reculant pas devant les amalgames, M. Tarek Aziz reprochera encore aux Israéliens d'utiliser des « gaz toxiques » contre les Palestiniens, une allusion aux gaz lacrymogènes qui jusqu'à nouvel ordre sont considérés par les États comme moyens de maintien de l'ordre, pas comme armes chimiques de guerre.

Un consensus ?

La conférence de Paris est après tout l'antichambre du premier véritable traité multilatéral de désarmement, et il est étonnant qu'aucun différend n'apparaisse. Elle ne parviendra cependant à son objectif que si le consensus se fait sur le texte final, faute de quoi l'effet serait déplorable et il aurait mieux valu s'abstenir.

Ce qu'a d'inquiétant l'argumentation de M. Tarek Aziz, c'est qu'elle a d'évidence fait l'objet d'une concertation et que tous les pays arabes, Égypte comprise, paraissent décidés à faire front. Des contacts préalables ont eu lieu dans la région, des réunions à Paris, et le groupe arabe avait, semble-t-il, chargé les

délégués du Maroc, de la Tunisie, de la Syrie et de l'Irak de défendre son point de vue dimanche, lors de la réunion du comité plénier chargé d'élaborer le document final.

Devant l'assemblée, tous les représentants de ce groupe qui se sont exprimés pendant le week-end (Tunisie, Maroc, Égypte, Algérie, Arabie saoudite, Irak) ont développé la même thèse, avec plus ou moins de fermeté. Le représentant algérien a été parmi les plus virulents, ajoutant aux arguments de défense un argument économique repris, lui, par d'autres pays en voie de développement : il ne faudrait pas que le contrôle sur les exportations de certains produits sensibles mais utilisables à des fins purement civiles entravent le développement industriel du tiers-monde.

Tout dépendra finalement du degré d'exigence des pays arabes. Se satisferront-ils d'une formule dans la déclaration finale qui replacerait la prohibition des armes chimiques dans le contexte général du désarmement (mise en perspective qui figurerait dans de très nombreux discours, notamment celui de M. Mitterrand) ? Ou bien exigeront-ils qu'un lien plus formel soit établi entre désarmement chimique et désarmement nucléaire, à quel les pays développés ne sauraient souscrire ?

Les arguments opposables aux Arabes sont nombreux, à commencer par celui qu'exposait, dans le colloque, un membre de la délégation irakienne, à savoir qu'on n'a pas le temps de parler de tout et que cette conférence n'a pour seul objet que les armes chimiques.

Israël a, certes, toujours refusé d'adhérer à la convention de non-prolifération des armes nucléaires, en arguant que ce traité ne constituait pas une garantie suffisante contre une éventuelle utilisation de l'arme atomique par un État arabe et en militant, en revanche, pour la création d'une zone dénucléarisée au Proche-Orient. Il s'agit, feront valoir les délégués occidentaux, d'un problème purement régional, alors que la conférence de Paris prétend à une approche universelle.

L'argument, au demeurant, selon par exemple le délégué français à la conférence de Genève, M. Pierre Morel, n'est pas fondé du point de vue stratégique, dans la mesure où l'arme chimique, contrairement au nucléaire, n'est pas une arme de dissuasion. L'objection paraît cependant trop abstraite pour convaincre les pays arabes. Reste, et c'est l'essentiel, que l'arme chimique, comme le rappelait M. Morel, n'a pas le même « statut international » que le nucléaire : son usage est prohibé par le droit international depuis plus de soixante ans, et l'objet de la conférence de Paris est d'abord de

rappeler le droit et d'obtenir de chacun l'engagement de le respecter.

La très forte participation à la conférence témoigne de l'attente existant sur le sujet, et on imagine mal les pays arabes s'isolant au sein de la communauté internationale en s'opposant à un consensus. Les quelques échanges polémiques qui ont eu lieu les deux premiers jours sont classiques dans tout débat international, et il est remarquable que d'autres sujets explosifs n'aient pas été poussés sur le devant de la scène. Seul le représentant algérien s'en est pris aux États-Unis pour la destruction, la semaine dernière, de deux avions libyens. Le représentant libyen ne devait intervenir que lundi après-midi, mais M. Shultz s'est gardé, pour sa part, d'accuser normalement qui que ce soit. Il a semblé, en outre, rechercher l'apaisement à propos de cette question dans tous les entretiens bilatéraux qu'il a eus pendant ces deux jours à Paris : avec ses alliés allemand et italien, mais aussi lors de sa rencontre avec M. Chevardnadze, au cours de laquelle il s'est borné, a-t-il dit, à « une brève présentation » des informations américaines sur l'usine de Rabta.

CLAIRE TRÉAN.

(1) L'ONU n'a jamais mis en cause l'Irak sur ce sujet. Aucune preuve de l'utilisation d'armes chimiques par ce pays n'a été fournie.

La visite de M. Delors à Madrid

L'Espagne et la Commission de Bruxelles sont sur la même longueur d'onde

MADRID de notre correspondant

« La trilogie de la présidence espagnole vue par Jacques Delors, c'est l'enthousiasme, la compétence et la sérénité. » Cette affirmation laudative faite sur un ton bonhomme par le président de la Commission en personne résume bien l'esprit des conversations que M. Delors a eues à Madrid dimanche 8 janvier avec le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez. Les deux hommes ont dirigé un véritable « conseil des ministres » conjoint auquel ont également participé quatre ministres espagnols et trois membres de la Commission.

Le climat d'entente que l'on évoquait à l'issue des cinq heures d'entretiens n'était pas feint. Sur tous les thèmes conflictuels de la construction européenne, comme l'Europe sociale, l'union monétaire ou les réformes institutionnelles, MM. Gonzalez et Delors partagent la même philosophie et font preuve, dit-on, d'une véritable « complicité ».

M. Delors ne pouvait qu'être approuvé par M. Gonzalez lorsqu'il a souligné que « la réalisation de l'acte unique ne se réfère pas seulement au grand marché européen, mais également à d'autres objectifs comme la solidarité entre régions riches et régions pauvres ». De même lorsqu'il a longuement évoqué la nécessaire « dimension sociale » de la construction européenne, qui suppose « l'égalité des chances et le respect du modèle européen de société en matière de protection sociale ».

Les deux hommes ont également paru être à l'unisson en ce qui concerne la « hiérarchie des priorités » de la présidence espagnole, qui, M. Delors l'a rappelé, s'annonce des plus chargées. M. Gonzalez a tenu à dissiper à cet égard les appréhensions de son interlocuteur pour qui l'Espagne, très enthousiasmée des domaines de la coopération politique et des problèmes sociaux, semblait, en revanche, moins pressée en matière de construction du grand marché intérieur. M. Gonzalez a affirmé à son hôte que, sur cette

question également, son gouverne-

ment avait un plan d'action concret. C'est une vision résolument optimiste de l'Europe que M. Delors a présentée à Madrid, en rappelant notamment que « la Communauté connaît son meilleur taux de croissance depuis douze ans, son meilleur taux d'investissement depuis vingt ans, et crée un million et demi d'emplois nets par an ». Le président de la Commission a, en outre, souligné que l'unité monétaire entre les Douze représentera « un saut qualitatif aussi important que la réalisation de l'acte unique par rapport au traité de Rome ».

Si MM. Gonzalez et Delors ont confirmé qu'ils se situaient tous deux dans le camp des plus « européistes », ils sont aussi tombés d'accord sur la nécessité d'éviter de se laisser entraîner, par les gouvernements plus réticents, dans de « grands débats sur les questions de principe ». Des débats qui ne peuvent, à leurs yeux, que freiner la construction européenne, qui progressera davantage par la voie des « solutions pratiques » que par celle de la « théorisation », selon les termes de M. Delors. Il est vrai que le président de la Commission et le premier ministre espagnol ont déjà largement démontré, dans leurs carrières politiques respectives, l'importance qu'ils accordent aux vertus du pragmatisme.

THIERRY MALINIAK.

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE
82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro : Saint-Sulpice

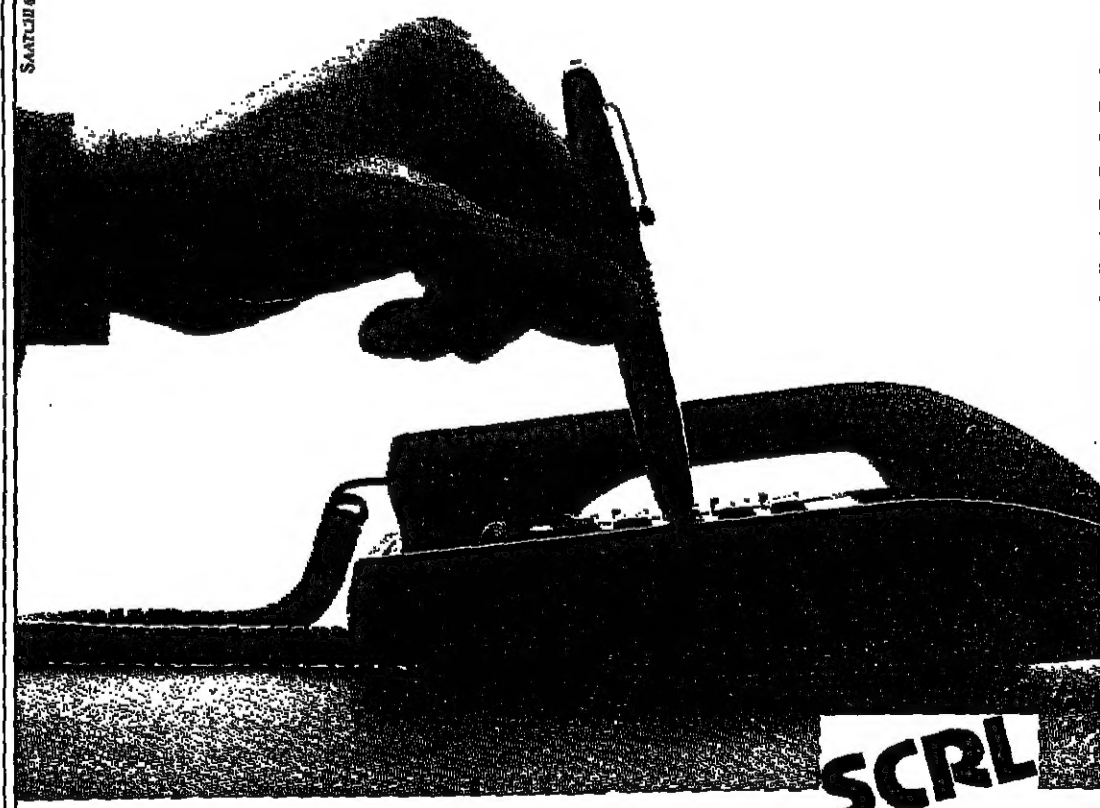
HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS
RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens
Beaux livres

Le catalogue 490 vient de paraître
Si, en raison des difficultés
d'acheminement, vous ne l'avez
pas encore reçu, venez le consulter
en notre librairie.

Lancer une action de recouvrement en moins de 24 heures,
c'est aussi simple que
de nous demander une documentation.

Source : SCRL/INTERMEDIA



Pour lutter contre les impayés, SCRL met à votre disposition, près de vous, un interlocuteur unique qui s'engage.

En moins de 24 heures, il lance une action de recouvrement par l'intermédiaire du centre SCRL le plus proche de votre débiteur. Votre dossier est ainsi traité localement avec l'efficacité d'hommes qui connaissent parfaitement leur région. Et grâce à une liaison informatique permanente, votre interlocuteur suit votre dossier en temps réel. Sur un simple coup de fil, il vous donnera tous les détails sur son état d'avancement. Dans votre région, un spécialiste du recouvrement SCRL vous attend.

Pour en savoir plus, appez 26.14 SCRL.COM ou contactez-nous : SCRL, 5, quai Jaurès, BP 9063, 68253 LYON, Cedex 08, Tél. 72.20.10.00 (Province) ou 40.11.25.25 (Paris).

Le recouvrement SCRL. Pour que vos affaires restent des affaires.

SOLDES A L'ANGLAISE



actuellement chez

Burberrys
OF LONDON

8, BD MALESHERBES, 75008 PARIS. TEL. 42.56.13.01
56, RUE DE PASSY, 75016 PARIS. TEL. 42.88.88.24
55, RUE DE RENNES, 75006 PARIS. TEL. 45.48.52.71

LES SOLDES SONT AUSSI CHEZ

Tunmer

5, PLACE ST. AUGUSTIN, PARIS 8^e. TEL. 45.22.75.80

CUBA

30 ans de révolution

La première
grande enquête et
des témoignages
écrits de
N. Almendros,
R. Arenas, J. Diaz,
R. Dumont,
G. García Márquez,
F. Maspero.

En français
256 pages, 295
francs
de la maison Autrement

Autrement

مكتبة من الأصول

Asie

La situation au Japon et les réactions internationales après la mort de Hirohito

Les réactions affluant du monde entier après le décès de l'empereur du Japon. La plupart des messages officiels de condoléances reprennent les formules traditionnelles dans ce genre de circonstances. Mais d'autres rappellent le rôle pour le moins controversé qui fut le sien avant et pendant la seconde guerre mondiale. Les représentants des cent quarante-trois pays participant à Paris à la conférence internationale sur les armes chimiques ont observé, samedi 7 janvier, une minute de silence en l'honneur du défunt. Dans son discours d'ouverture, le secrétaire général des Nations unies a souligné sa « largeur de vues ».

M. Gorbatchev a envoyé samedi un bref télégramme de condoléances dans lequel il a exprimé sa « profonde sympathie au peuple japonais ». Le pape Jean-Paul II a, dans un message au nouvel empereur, déclaré prier pour la nation japonaise ainsi que pour Hirohito. Le président de la RFA, M. von Weizsäcker, a, en son nom et « au nom

du peuple allemand », estimé que, « dans les heures sombres, il a eu la clairvoyance historique et l'énergie d'ouvrir à son peuple une nouvelle voie vers le futur ». Le roi Olav V de Norvège, qui, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, est devenu le doyen des souverains vivants, a annoncé que la cour d'Oslo observerait trois semaines de deuil, une tradition en Norvège lors du décès d'un membre d'une famille royale ou impériale étrangère. Mais c'est le prince François-Joseph II du Liechtenstein qui est désormais le doyen des souverains au pouvoir : âgé de quatre-vingt-deux ans, il exerce les fonctions de chef de l'Etat depuis le 26 juillet 1938.

A Londres, la reine Elisabeth II et le premier ministre, Mme Thatcher, ont chacune adressé ses condoléances au peuple japonais. Mais la question de savoir si la famille royale doit envoyer l'un de ses membres à Tokyo pour assister aux obsèques a fait la « une » de la presse dominicale. Plusieurs

parlementaires d'opposition et des anciens combattants estiment que Hirohito reste un criminel de guerre. Quelque vingt-sept mille prisonniers de guerre britanniques ont trouvé la mort après être tombés aux mains de l'armée impériale, et, en septembre dernier, plusieurs journaux avaient très violemment critiqué Hirohito. Aux Pays-Bas, pays qui a perdu vingt mille nationaux aux Indes néerlandaises pendant la guerre, le gouvernement a souligné que, « avec la mort de l'empereur du Japon, est mis fin à un long règne, une période pendant laquelle le Japon, après les horreurs de la deuxième guerre mondiale, a rallié la communauté des pays démocratiques ». Le premier ministre, M. Lubbers, a pris soin de ne pas citer le nom de Hirohito. Selon toute vraisemblance, aucun membre de la famille royale n'assistera aux obsèques.

Dans les pays asiatiques, dont beaucoup avaient été occupés par l'armée impériale pendant la guerre, les condoléances officielles tranchent

avec les réactions, parfois négatives, d'une partie de la population. Il en est de même en Australie. En revanche, en Nouvelle-Zélande, c'est le ministre de la Défense lui-même, M. Bob Tizard, qui a déclaré dimanche que « Hirohito aurait dû être fusillé ou publiquement décapité à la fin de la guerre. Que la Nouvelle-Zélande exprime sa sympathie ne ferait grincer des dents. (...) Des centaines de mes amis et des milliers d'autres ont été massacrés par les Japonais après avoir été faits prisonniers ». Un porte-parole du premier ministre a souligné que les propos de M. Tizard n'engageaient que lui. Enfin, de Beyrouth, l'Armée rouge japonaise a affirmé dimanche dans un communiqué sa volonté de « poursuivre la lutte » contre l'empereur Akihito, qui symbolise, selon le groupe terroriste d'extrême gauche, « le terrorisme, la répression et le fascisme ». — (AFP, Reuters, UPI, AP.)

Les funérailles seront célébrées le 24 février suivant les rites traditionnels

TOKYO
de notre correspondant

Les funérailles nationales de l'empereur Hirohito, qui doivent avoir lieu le 24 février, ont suscité huit jours après son décès, suscitant déjà les critiques des partis d'opposition (communiste et socialiste), ainsi que de certains milieux universitaires, qui affirment qu'elles ne sont pas conformes au principe de séparation de la religion et de l'Etat reconnu par la Constitution. Le porte-parole du gouvernement a déclaré que ces funérailles, tout en respectant la tradition impériale du culte shinto (principale religion du Japon), seront conformes à l'« esprit de la loi fondamentale ».

Leur déroulement suivra en gros les obsèques de l'empereur Taisho en février 1927. Le cortège funéraire parcourra les 51 kilomètres qui séparent le palais impérial de Hachioji, dans la banlieue ouest de Tokyo, où se trouve Musashi Ryobochi, le mausolée impérial où repose Taisho. Le cortège s'arrêtera sur le parcours au jardin Shingoku, où auront lieu les cérémonies des funérailles.

Ce fut également le cas en 1927. Mais les funérailles de Hirohito ne se dérouleront pas de nuit à la lueur des torches. Dans son journal, Paul Claudel, alors ambassadeur de France au Japon, rappelait que « le char funéraire traîné par des bœufs noirs attelés de traits blancs » progressait lentement dans les ténèbres, accompagné de chants shinto, « cris prolongés, espèces de pialement douloureux avec, de temps en temps, un coup de tambour en plein vent ». Plus d'un million de personnes venaient des quatre coins du Japon se trouver sur le parcours du cortège « invisibles et silencieuses » sous la neige.

Cette fois-ci, les funérailles seront solennelles, mais d'une esthétique plus sobre. Le cortège sera motorisé, et la cérémonie, qui débutera à 9 h 20 du matin, s'achèvera en fin d'après-midi. C'est le premier ministre Takeshita qui présidera le comité chargé de l'organisation, mais c'est le nouvel empereur qui conduira les rites. Une centaine de dignitaires étrangers sont attendus. Ils assisteront aux cérémonies religieuses, alors qu'il avait été envisagé précédemment de séparer celles-ci de cérémonies purement civiles. Le 24 février sera chômé.

Dimanche 8 janvier, le corps de l'empereur a été mis en bière (une cérémonie qui, dans le cas de la noblesse, est désignée par l'expression « entrée dans le bateau »), en présence de la famille du défunt. Le cercueil en cèdre a été fabriqué par des artisans spéciaux de Kyoto. Jusqu'à l'inhumation (l'empereur sera enterré et non pas incinéré comme c'est la coutume au Japon), auront lieu une série de rites religieux à l'intérieur du palais. A partir du 22 janvier, les membres du corps diplomatique, des milieux politiques et économiques, pourront venir se recueillir devant le cercueil. Ce n'est qu'après la traditionnelle période d'un an de deuil de la famille impériale qu'aura lieu la cérémonie d'inhumation du nouvel empereur Akihito.

(Publié)
MAROC : L'ÉTAT PRIVÉ D'ENTREPRISES
Une loi sur les privatisations promet de bouleverser le paysage économique du royaume : 500 entreprises sous le contrôle de l'Etat. Arabes expliquent pourquoi ce projet suscite d'âpres controverses.
Dans le numéro de janvier d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Jouffroy 75017 Paris Tél. 46.22.34.14

Silencieuse, déferente et indifférente : telle était l'atmosphère de Tokyo au cours des deux jours de deuil décrétés à la suite du décès de l'empereur. Samedi soir, Tokyo était une ville pratiquement morte : les dizaines de milliers d'enseignants qui animent les nuits étaient éteintes, et les promeneurs étaient rares. Par déference, les cafés avaient supprimé leur musique et, dans certains grands magasins, les employés portaient des uniformes noirs ou un noué, un ruban, un brassard, de deuil. Certaines boutiques avaient placé un portrait de l'empereur orné de fleurs blanches dans leurs vitrines.

Déférence aussi auprès du palais impérial où 190 000 personnes samedi et 350 000 dimanche sont venues signer les registres de condoléances. Pendant quatre jours encore, les administrations observeront une période de deuil, les drapeaux resteront en berne ou porteront un crêpe noir mais, lundi matin, la ville avait repris sa physionomie normale.

La grande machine de l'affliction officielle, dont les rouages avaient été huilés de longue date, ne doit pas induire en erreur sur les sentiments de la population. Le respect manifesté par les Japonais à l'égard de Hirohito relevait plus du formalisme traditionnel que de l'émotion. Sans doute, certaines personnes signaient les registres de condoléances avec les larmes aux yeux, mais la foule de tout âge et de toute condition qui, sous la pluie, en longues files disciplinées depuis la gare centrale de Tokyo voisine, affluait vers le palais, venait surtout accomplir un rite envers un « pauvre homme qui avait souffert ».

L'affectivité, la spontanéité, étaient absentes. Avant de partir, on se photographiait avec les enfants en ce moment historique (premier jour d'une nouvelle ère) devant le pont principal qui mène au palais. D'autres, sur le chemin du retour, se bécotaient la tête contre le buste de l'empereur, certains se plaignant de cette monopolisation des ondes jusqu'à 3 heures du matin pour des émissions de rétrospective ou des commentaires de personnalités, toutes en vêtements de deuil, y compris les présentateurs et les présentatrices.

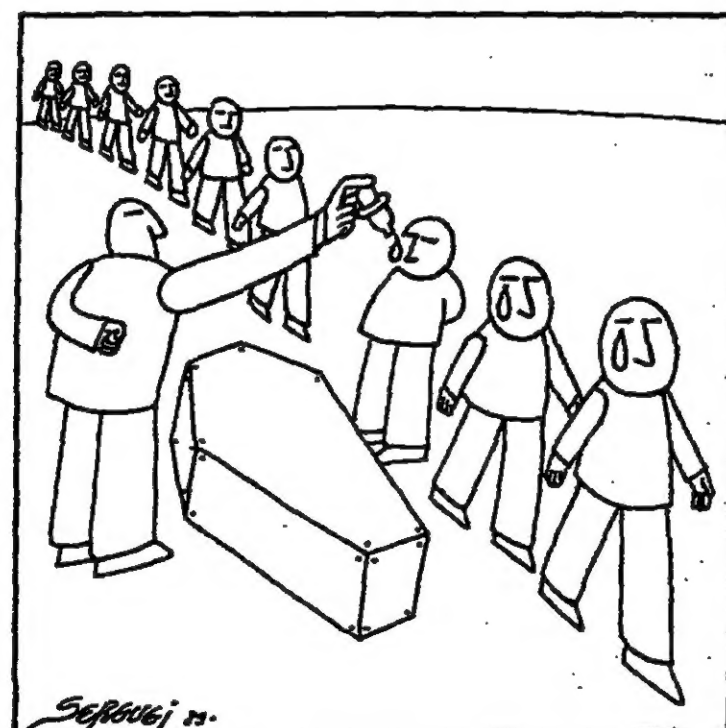
Dans cette ville en deuil, la déference se disputait en réalité à l'indifférence. Dimanche, les cinémas étaient bondés. Depuis samedi, les magasins de location de cassettes vidéo avaient été dévalisés, beaucoup de Japonais ne voulant pas suivre les programmes que tous les réseaux de télévision ont consacrés sans interruption depuis quarante-huit heures à l'empereur. Tant la chaîne nationale que les chaînes privées ont reçu des dizaines de milliers de coups de téléphone d'auditeurs se plaignant de cette monopolisation des ondes jusqu'à 3 heures du matin pour des émissions de rétrospective ou des commentaires de personnalités, toutes en vêtements de deuil, y compris les présentateurs et les présentatrices.

On a tout su sur la vie de la famille impériale : du dressage des chevaux à l'univers des chambellans, de l'empereur biologiste à ses bons mots, en passant par les réactions dans chaque région de l'« archipel en deuil », y compris des paralytiques dans les hôpitaux. Tout, sauf la vraie question : la responsabilité du monarque dans la guerre. Les rétrospectives sur l'ère Showa, quelles que soient les chaînes, ont été des plus tildes, sinon choquantes. L'invasion de la Chine, par exemple, se résumait à des images sur l'avance de l'armée japonaise et la liesse à Tokyo après la prise de Nankin. « Selon les étrangers, il y aurait eu des massacres commis par notre armée », se borna à dire le commentateur. Aucune image ne fut présentée du carnage.

Si un effacement de l'empereur défunt était notable, dimanche, on profitait d'une présentation tout aussi éblouissante du nouveau couple impé-

rial, un très faible écho fut donné aux manifestations, certes sporadiques et de faible ampleur, contre le système impérial qui ont eu lieu çà et là. Aucun des grands intellectuels ou universitaires connus pour leurs opinions contestataires n'avait été invité aux tables rondes. La presse écrite a fait preuve du même conformisme.

Ph. P.



(Suite de la première page.)

Par un jeu d'alliances et de liens matrimoniaux entre le monde des possédants (zaibaku), l'élite bureaucratique et l'ancienne aristocratie ont ainsi constitué de nouvelles « dynasties » politico-économiques que l'on désigne du nom imagé de « cliques d'alcôve » (keibatsu). Au lendemain de la guerre, l'aristocratie était ruinée, la réforme agraire ayant supprimé les fortunes foncières. Cette classe nobiliaire s'était constituée à l'époque Meiji. Après avoir aboli les quatre classes (guerriers, paysans, marchands et artisans) dans un souci d'intégration nationale, les réformateurs de Meiji instituent en 1884 une nouvelle classe nobiliaire s'inspirant du modèle occidental : c'est ainsi qu'apparaissent les titres de marquis, comte et baron. A cette noblesse (kazoku) sont certains membres avaient composé la Chambre des pairs (sorte de Sénat du Second Empire) s'ajoutait la classe des anciens guerriers (shizoku). Tout le reste de la nation formait les *heimin*, les gens du commun.

La nouvelle noblesse amalgamait les anciens *daimyo* (seigneurs) dépossédés de leurs domaines (devenus des préfectures) et la vieille aristocratie de cour, lignée certes prestigieuse mais sans pouvoir. Faisaient surtout partie de cette nouvelle noblesse des membres des familles qui s'étaient illustrées pendant la période de lutte contre le shogunat. Avec leur position, certains aristocrates se lancèrent dans les affaires : beaucoup se ruinèrent mais quelques-uns réussirent de manière éblouissante, comme Yatai Iwasaki, qui fonda le groupe Mitsubishi, ou le banquier Eishi Shibuya. Par la suite, beaucoup de dirigeants d'avant-guerre (et de hauts fonctionnaires furent anoblis en récompense de leur contribution à la gloire de l'empire.

Dans les décennies de la défaite de 1945, les aristocrates cherchèrent à survivre comme leurs concitoyens. Un prince de sang, Nuraiko Higashikuni, commandant en chef de

l'armée de l'air et premier ministre pendant quelques mois au lendemain de la reddition, vendit des objets appartenant à sa famille au marché noir avant de devenir grand-père d'un nouveau seigneur religieux, ou le frère aîné de l'impératrice Nagako fabricant de parfum. Avec le redressement du pays, les situations se stabilisèrent : certains nobles sont tombés dans l'oubli, mais beaucoup de descendants de familles nobles sont devenus salariés des banques, des entreprises ou des administrations (on trouve ainsi des Tokugawa dans des compagnies d'assurances ou à la JAL).

La saga de l'aristocratie japonaise ne s'achève pourtant pas sur cette sorte de dilution dans l'anonymat démocratique.

La famille impériale elle-même a donné l'exemple d'une ouverture : le mariage en 1959 du prince héritier Akihito avec une roturière issue de la grande bourgeoisie témoignait de ce souci de démocratisation. Cet élargissement s'étant poursuivi avec les filles de l'empereur, comme la princesse Suganamiya dont le mari, certes aristocrate, n'est cependant pas issu d'une famille princière. En fait, les titres de noblesse (même si cette dernière est abolie) et surtout un degré de parenté avec la famille impériale, gage de renom (*meimon*), constituent un sérieux atout dans le jeu des mariages « stratégiques » à la faveur desquels se tisse l'échiquier de la « nouvelle aristocratie » politico-économique du Japon moderne.

Les huit grandes familles

La concentration du pouvoir entre les mains de quelques grandes familles est telle que, à trois exceptions près — dont M. Tanaka, le parvenu qui n'a jamais réussi à pénétrer le gotha nippon — les treize chefs de gouvernement conservateurs de l'après-guerre ont entretenu des liens plus ou moins étroits avec la famille impériale. Ainsi, Shigeru Yoshida, le grand premier ministre de l'après-guerre, dont le « clan »

parmi la population civile. Ainsi avons-nous reçu, dès avant la mort de Hirohito, de la Fédération des réseaux de la résistance en Indochine la lettre suivante :

« La Fédération des réseaux de la résistance en Indochine, FFL-FFC 1940-1945, à l'occasion de la mort de Hirohito, empereur du Japon, tient à rappeler que ce personnage est le dernier grand criminel de guerre du vingtième siècle, au même titre que Hitler et Mussolini. La Fédération souligne que la sinistre Kempeitai (gendarmérie japonaise chargée du renseignement) relevait directement de l'empereur-dieu et que des Français furent martyrisés, moururent sous la torture ou furent décapités au sabre, voire crucifiés, au nom de Hirohito.

« La FERIC considérera comme une insulte à ses morts toute participation officielle française, à quelque niveau que ce soit, au défilé nippon à l'occasion du décès de Hirohito, qui n'a échappé que pour des raisons d'opportunité politique au juste châtiment des crimes commis en son nom. »

Autre témoignage, celui de M. Lydia Chagoll, qui a publié en 1988 une lettre ouverte à Hirohito sous le titre *Un criminel de guerre oublié* (1). Fuyant l'avance des troupes soviétiques, sa famille « non aryenne » s'était embarquée pour les Indes néerlandaises, où elle pensait trouver asile. Un mois après son arrivée, débarquèrent les troupes japonaises. Sa famille fut ainsi internée dans des camps de concentration, jusqu'en 1946. Dans son petit livre au ton de pamphlet, elle raconte les humiliations et les mauvais traitements dont les détenus furent victimes, les massacres auxquels se livra l'armée, tout comme la manière dont elle dissimula ses

crimes après la capitulation. Tout cela, écrit-elle, au nom de l'empereur. Le sort de cette petite fille balotée de camp en camp rappelle celui du petit Jim, héros de l'Empire du Soleil, le roman de l'auteur anglais Ballard porté à l'écran par Spielberg. « Après la guerre, affirme-t-elle, beaucoup d'Allemands ont vécu avec des complexes de culpabilité. Les Japonais ne connaissent rien de ce genre. Un peu sévère, peut-être, mais M. Chagoll a payé au prix fort le droit de s'exprimer.

Par ailleurs, M. Kyo Kurasa, professeur à l'université de Kanagawa, a adressé au Monde des Paroles d'un libéral à la manière de Charles Péguy, dans lesquelles il affirme que « on ne peut pas commettre l'histoire du Japon si on ne parle pas des atrocités perpétrées au nom du régime impérial. Bien des maux moraux, sociaux, politiques du Japon moderne nous viennent de cette triste période de notre histoire (...). Il faut rendre l'empereur responsable de la guerre du Pacifique. Si, en tant que chef de l'Etat, il n'avait pas promu la déclaration de guerre, s'il avait voulu défendre le gouvernement constitutionnel, s'il avait vraiment été un homme de paix, s'il n'avait pas voulu conquérir et opprimer, il n'aurait pas eu cette grande tragédie qui a fait souffrir tant de peuples (...). Quand le prince Kaneko (premier ministre de 1940 à 1941) lui conseilla une paix précoce, il refusa son sage conseil (...) S'il l'avait voulu plus tôt, il n'aurait pas eu la tragédie de Hiroshima et de Nagasaki ».

P. de B.

(1) Traduit du néerlandais, éditions EPO, Anvers.

La saga de l'aristocratie

allait dominer (par l'entremise de ses héritiers Kishi et Sato) la vie politique de 1945 à 1970, avait-il pour épouse la fille d'un dignitaire de la cour impériale, le comte Makino, et sa petite fille était mariée avec le prince Takamado, neveu de l'empereur. Les fils de l'ex-premier ministre Eisaku Sato, sénateur, a épousé la fille de Hiroshi Anzai, famille liée non seulement à celle de l'ex-premier ministre Miki mais aussi à la nouvelle impératrice Michiko. Le Japon de cette fin de siècle compte huit grandes familles qui ont remplacé l'aristocratie de l'avant-guerre et les clans à l'origine des seigneurs (souvent en les absorbant). Ce sont les familles Anzai (groupe chimique Showa Denko), Kajima (Construction), Ishibashi (pneumatiques Bridgestone), Uehara (produits pharmaceutiques Taisho Seiyaku), Shoda (minoterie) — famille dont est issue l'impératrice Michiko — Aso (cimenteries de Kyushu), Toyoda (constructeur automobile Toyota) et Nagano (ancien président de la Chambre de commerce).

Deux familles, au demeurant liées entre elles, sont révélatrices des stratégies de puissance fondées sur le tissage de liens de parenté (*tsunki kankei*). L'une fait partie du gotha, la famille Anzai, l'autre non, mais elle n'en est pas moins l'une des plus fortunées du Japon : c'est la famille Mori, promoteur immobilier dont des dizaines d'immeubles de Tokyo portent le nom.

Leur histoire montre comment, en moins de trois générations, deux ramasseurs d'algues enrichis dans le commerce de l'ode pendant la guerre ont construit une fortune et une échelle d'alliances parmi lesquelles se rebâtit, encore, l'impératrice Michiko, huit premiers ministres, des députés et un grand nombre de présidents de grandes sociétés. C'est en épousant une Mori que l'ex-premier ministre Miki, bien que d'origine modeste, a pu accéder de plein droit à l'entourage nippon, contrairement à M. Tanaka, qui n'avait pas fait un beau mariage. Quant au petit-fils de Hiroshi Anzai, l'autre ramasseur d'algues, il a

épousé la jeune sœur de l'impératrice.

De telles liaisons, mêmes éloignées, avec la famille impériale sont à l'origine d'un prestige qui se traduit en avantages très concrets dans un Japon démocratique, mais qui n'en reste moins un pays formaliste, où les symboles demeurent une des dimensions essentielles du pouvoir. Qui, dans le Japon démocratique, refusent une ligne de crédit ou un service à un homme politique ou un industriel, lié même de loin, à la famille impériale ? Le mariage du nouvel empereur avec une roturière a ouvert une brèche dans le petit monde princier, que certains à la maison impériale, craignant des manipulations furtives, voudraient voir ne pas s'agrandir ; ils souhaitent par exemple que le jeune prince Hiro épouse une aristocrate.

Au lendemain de la guerre, le démantèlement des *zaibatsu* et les purges de personnalités liés à la clique militaire au pouvoir jusqu'en 1945 — mais pas tous, comme en témoigne la réhabilitation par les Américains, qui en avaient besoin pour leur politique anti-communiste, d'hommes arrêtés pour crimes de guerre tels que MM. Kishi, futur premier ministre, ou Sakakawa, avaient fait sortir de l'ombre de jeunes administrateurs. Les trente-trois années de pouvoir du P.D., émanation directe de l'établissement, ont conduit à la formation d'une « nouvelle aristocratie » dirigeante dont l'un des facteurs d'inspiration les plus puissants et les plus actuels est la formation de « cliques d'alcôve ». Celle-ci apparaît comme le mécanisme privilégié pour combiner les éléments constitutifs du pouvoir : statut d'origine familiale, et puissance financière.

A l'époque Meiji, la source de l'autorité spirituelle et politique et le creuset de l'élite étaient la famille impériale. Aujourd'hui, celle-ci n'a plus de pouvoir, mais elle peut encore, par le jeu des alliances, conférer dignité et prestige aux détenteurs réels de l'autorité, accroissant d'autant leur puissance.

PHILIPPE PONS.

[illegible][illegible][illegible]

Avec le récepteur de poche Operator 125, vous pouvez recevoir un message envoyé à partir d'un simple téléphone ou d'un Minitel, où que

OPERATOR TDF

Votre agent de liaison national.

Pour ne pas disparaître de la circulation,
demandez vite une documentation. Appelez le
(1) 45.85.69.69, ou tapez le 3615 TDF, ou bien
retournez le coupon ci-dessous.

Nom _____ Prénom _____
Fonction _____ Société _____
Adresse _____
_____ Tél. _____ LM 1 _____
Opérateur TDF - 72, rue Régnauld - 75013 Paris.

Politique

L'opposition face à la recomposition du paysage politique

Les deux stratégies

Les interventions de M. Raymond Barre devant le Club de la presse à d'Europe 1 et de M. Philippe Séguin au Grand Jury RTL-le Monde relancent au début de cette année le débat sur la recomposition du paysage politique français. De deux façons certes diamétralement opposées, mais qui contribuent toutes deux à interpeller les centristes et à les mettre devant leurs responsabilités.

Imperturbablement, M. Barre continue de parier sur une recomposition passant par l'émergence de cette fameuse troisième force « libérale, sociale et européenne » qu'il appelle de ses vœux depuis son échec à l'élection présidentielle. Une force d'action et de proposition qui pourrait se situer entre une droite osant afficher enfin son conservatisme et une gauche aux couleurs social-démocrates s'inspirant davantage à-t-on pu comprendre du modèle Rocard que de celui inspiré « par l'imagination de M. Mauroy ».

M. Barre relance ce débat à sa façon, c'est-à-dire par le biais de la provocation dont le professeur qu'il est se plaît à reconnaître les vertus pédagogiques. M. Barre, comme il l'avoue lui-même, « sent le soufre », et il aurait tendance aujourd'hui à s'en réjouir ! M. Solson, « le saxon » désigné à la vindicte par l'opposition reste son ami et semble devenu également, à ses yeux, un nouveau Jean-Baptiste sur le chemin de l'ouverture. « Les actions utiles » du gouvernement Rocard sont appréciées par lui avec bienveillance.

Il approuve le moment, la méthode et les angles qu'a choisis le président Mitterrand pour remettre la question de l'immigration dans l'actualité. Il se contrarie des jugements portés à son endroit par M. Giscard d'Estaing et pour bien montrer que les structures de l'UDF sont aujourd'hui, pour lui, obsolètes, il pousse son ami Bruno Durieux à

se présenter à Lille nonobstant les consignes des « petits conclave » de l'opposition.

« M. Barre n'est plus chez nous » avait dit M. Giscard d'Estaing. Il est effectivement clair que l'ancien premier ministre ne participe plus en tout cas de cette opposition strictement définie par les contours du RPR et de l'UDF. Et l'on sent bien qu'il lui tarde aujourd'hui de ne plus être seul. Il pousse les centristes à « prendre des vitamines ».

A juger de la manière dont ceux-ci se sont fait gruger dans les négociations municipales, à regarder la pression giscardienne qui s'exerce sur eux pour les élections européennes, M. Barre, en privé, n'est pas fondamentalement optimiste.

L'axe

Giscard d'Estaing-Balladur

L'ancien premier ministre estime que le CDS a manqué le coche en ne sautant pas de la galère UDF tout de suite. Le CDS saute-t-il, pour-t-il, former cette liste centriste qu'il est prêt à parrainer pour le rendez-vous européen ?

M. Barre en doute. Faute d'avoir voulu prendre lui-même les initiatives nécessaires, M. Barre est voué, en quelque sorte, à une pédagogie de l'inaction. Cette troisième force ne peut être le résultat d'une coïncidence entre l'Elysée et le CDS, qui n'existe pas. Voilà bien, pour l'ancien premier ministre, son principal handicap qui doit faire penser aux responsables de l'opposition qu'il ne peut plus désormais prêcher que dans le désert.

Car face à M. Barre, on voit tout aussi clairement se constituer dans cette opposition un axe Giscard d'Estaing-Balladur auquel on peut associer désormais le nom de M. Séguin. L'ancien ministre RPR rêve aujourd'hui d'une

recomposition du paysage politique dans un esprit plus anglo-saxon que latin. Son idéal ? Deux grandes forces politiques : l'une social-démocrate, l'autre libérale laissant de côté les extrêmes de gauche et de droite. M. Séguin réduit ainsi le combat politique à l'alternance d'équipes différentes au pouvoir sur les options qui ne sont pas radicalement opposées.

Il assure que cela est possible en raison des changements qui ont affecté le pays et les tempéraments des hommes. Les socialistes d'aujourd'hui, affirme-t-il, ne sont plus ceux de 1981 et, à l'en croire, il suffirait de convaincre les centristes que le RPR ne veut pas les entraîner dans une dérive droite pour qu'ils cessent de pencher vers les socialistes.

Le maire d'Épinal est ainsi dans la filiation libérale que défend M. Giscard d'Estaing et qu'avait exposée M. Edouard Balladur en prononçant une confédération de toute la droite parlementaire (le Monde du 18 mars 1988). C'est l'attitude prise également par le RPR qui accepte, au nom de l'union, de ne pas conduire une liste commune aux européennes pour peu que l'UDF ne se divise pas.

M. Barre persiste à faire confiance à M. Mitterrand et à la méthode Rocard et l'ouverture reste pour lui un mot d'actualité. M. Séguin conteste les mérites de cette méthode Rocard, ne croit pas qu'un gouvernement s'appuyant sur une majorité relative puisse durablement gouverner, exprime sa conviction que l'alternance s'imposera. Ce point de vue, M. Barre accepte implicitement. M. Séguin le condamne explicitement en jugeant avec sévérité la « troisième force » qu'il qualifie de « mariage de la carpe et du lapin ». Une union que le tortue serait prête à bénir...

DANIEL CARTON
et ANDRÉ PASSERON.

La préparation

Une plainte contre X... pour « manœuvres frauduleuses » après la révision des listes électorales à Paris

La mairie de Paris juge « intempestive et inspirée par des motifs partisans » la décision de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, de demander une enquête sur la révision des listes électorales à Paris. D'autre part, à l'initiative des Verts, des électeurs parisiens ont déposé, lundi 9 janvier, une plainte contre X... avec constitution de partie civile pour manœuvres frauduleuses portant atteinte à la sincérité d'un scrutin.

La demande de M. Pierre Joxe, à l'inspection générale de l'administration (IGA), de « procéder sans délai à une enquête sur les conditions dans lesquelles se sont opérées, au cours des dernières semaines, les révisions des listes électorales à Paris » (le Monde du 5-9 janvier) se fonde officiellement sur les informations parues dans le Canard enchaîné et le Monde (nos éditions du 7 janvier). En fait, il semblerait que le ministre de l'Intérieur, qui a fixé pour délai à l'IGA la mi-février, possède des informations allant dans le même sens. « A Paris, j'entends dire que dans certains quartiers, certaines listes commencent des évolutions étranges auxquelles je vais m'intéresser, là comme ailleurs », avait ainsi déclaré, dès le 16 novembre 1988, M. Joxe, à la tribune de l'Assemblée nationale.

Cependant, sa qualité de candidat socialiste dans le douzième arrondis-

sement de la capitale l'expose aux reproches de mener une campagne intempestive. La mairie de Paris ne s'en est pas privée dans une déclaration, diffusée samedi 7 janvier. Après avoir rappelé que « les décisions d'inscription ou de radiation relèvent de commissions administratives composées, à parts égales, de représentants du tribunal, du préfet et du maire », elle ajouta : « Dans ces conditions, cette initiative paraît intempestive et inspirée par des motifs partisans. Le ministre de l'Intérieur, une fois de plus, utilise ses prérogatives et son pouvoir au profit du candidat Pierre Joxe ».

M. Pierre-François Divier, avocat parisien des Verts, s'est lui aussi saisi des informations parues dans la presse. Un électeur pourrait poursuivre comme partie civile les crimes et délits commis à l'occasion des élections qui ont lieu dans des collèges électoraux, quatre électeurs parisiens des onzième, treizième, dix-neuvième et vingtième arrondissements ont ainsi déposé, après du d'office des juges d'instruction du tribunal de Paris, une plainte contre X... pour « manœuvres frauduleuses tendant à porter atteinte à la sincérité d'un scrutin et/ou à l'inscription et radiations indues sur les listes électorales et complètes ». Le contenu de cette plainte a également été soumis aux commissions administratives de révision des listes électorales des arrondissements concernés.

Au « Club de la presse » d'Europe 1

M. Barre approuve l'action de M. Mitterrand sur l'immigration

Pour sa première intervention médiatique de l'année, dimanche 8 janvier, devant le Club de la presse d'Europe 1, M. Raymond Barre a eu l'occasion d'aborder tous les problèmes chauds de l'actualité. Premier dossier : les « affaires » Société générale, Pechiney (lire page 42), le débat privatisation-nationalisation et le procès d'affaires politiques à instruire actuellement à l'encontre du pouvoir.

Deuxième sujet évoqué : l'immigration. M. Barre a approuvé les récentes déclarations du président Mitterrand qui, selon lui, inaugurent parfaitement cette année du bicentenaire de la Révolution française. « Ce n'est pas, à-t-il insisté, parce que l'on est à l'heure des élections qu'on doit s'abstenir désormais de parler des problèmes de fond. (...) Je ne crois pas que M. Mitterrand soit indifférent aux conséquences politiques de ses propos, mais je ne crois pas non plus qu'il faille rabaisser les comportements ou les opinions de ceux dont on ne partage pas les sentiments. J'ai toujours dit que les problèmes de l'immigration n'étaient pas un enjeu électoral ».

Sur le fond, M. Barre a ainsi convenu que « certaines dispositions de la loi Pasqua devaient être amendées », et que les aménagements « indiqués dans les circulaires de M. Joxe paraissent mériter l'approbation ». Cela dit, M. Barre a précisé qu'il serait pleinement satisfait dès lors que le gouvernement en viendrait sur le sujet « à une politique concrète », quand il mettra en pratique les recommandations de la commission de réforme du code de la nationalité et quand enfin une réflexion au niveau européen sera engagée. En tout état de cause, M. Barre se félicite de voir M. Mitterrand engagé avec ce dossier « une pédagogie de l'action », qui faisait défaut, selon lui, depuis sept mois.

M. Barre a enfin évoqué les problèmes de politique intérieure. Pour l'avenir il continue de parier sur une recomposition du paysage politique qui reste « une affaire très difficile ». Selon lui « rien ne sera possible avant les élections municipales et sans doute avant les élections

européennes ». Il félicite M. Jean-Pierre Solson, qui a fait un choix et qu'il appelle « tout en reconnaissant que « s'il y avait un certain nombre de problèmes à résoudre et de conditions à remplir ». Il invite les centristes à « prendre des vitamines » en leur faisant confiance pour la stratégie à adopter aux élections européennes.

Des discussions prématurées

Il estime que ce rendez-vous provoque pour l'instant « beaucoup de discussions prématurées ». Rappelant l'intention d'un candidat « de quelque façon que ce soit » à ces élections et juge finalement qu'il appartiendra aux centristes de peser le moment venu « les divers aspects de la situation ». S'il regrette parfois de « ne s'être pas abstenus » au moment du vote de confiance au gouvernement Chirac au printemps 1986, il a réaffirmé « être prêt à soutenir les actions utiles au pays » engagées par le gouvernement Rocard.

En revanche il ne souhaite pas que « la France en revienne à une politique influencée par l'imagination de M. Mauroy ». Quant à sa place personnelle dans l'opposition, il préfère s'en remettre au jugement de Dieu — « pas celui du Bébête Show » — plutôt qu'au jugement des hommes. M. Giscard d'Estaing a jugé qu'il n'est plus dans l'opposition ! « De tels propos ne méritent ni attention ni commentaires ». Cherche-t-on à le coïncider en préconisant l'organisation de primaires à l'intérieur de l'opposition pour l'élection présidentielle ? Ces projets de M. Barre ont été refusés par M. M. Pasqua et Giscard d'Estaing ne servent qu'à « amuser le tapis ».

De même invite-t-il « son ami », M. Bruno Durieux, à qui le soutien officiel de l'UDF a été refusé pour sa candidature à la mairie de Lille, à demeurer en lice. « Les Lillois, s'il est estimé, ont à choisir sans tenir compte des petits conclave de l'opposition ». Personnellement, il attend d'« y voir un peu plus clair » à Lyon pour décider de sa présence sur la liste du maire sortant, M. Francisque Collomb.

Les nationalistes corses refusent de rencontrer M. Joxe

« La question que nous nous sommes posée était de savoir si l'éventualité d'une rencontre proposée par M. Joxe correspondait à une véritable politique de main tendue. Nous aurions aimé le croire (...). nous sommes contraints de penser qu'en fait de main tendue nous sommes confrontés à une nouvelle manœuvre visant à privilégier la forme en occultant le fond. C'est l'explication que les délégués d'A. Cuncoletta Nazionalista », réunis toute la journée de dimanche 8 janvier à Corte, ont donnée à leur décision de rejeter la proposition de rencontre que M. Joxe leur avait

adressée le 23 décembre dans une lettre qui était la réponse à la Lettre ouverte qu'A. Cuncoletta Nazionalista avait envoyée, le 22 novembre, au ministre de l'Intérieur, alors qu'il entamait sa troisième visite officielle de l'île (le Monde des 28 et 29 décembre). « Notre refus de rencontrer M. Joxe n'est pas une fin de dialogue », qui s'est instauré en Corse depuis la trêve de l'ex-FLNC décidée le 1^{er} juin, commente un délégué. Cette rencontre est aujourd'hui inopportune, car elle viserait simplement à renforcer les stratégies du pouvoir. » — (Corresp.)

Au « Grand Jury RTL-« le Monde »

M. Philippe Séguin : « Deux grandes forces politiques alternant au pouvoir »

M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges a exposé au cours du Grand Jury RTL-le Monde, du dimanche 8 janvier, sa conception d'une recomposition du paysage politique en disant : « Il y a une première possibilité qui est la poursuite de la situation actuelle. C'est d'ailleurs une situation qui, à mon avis, est intenable et qui n'est pas garante d'efficacité car lorsque le premier ministre présente un texte, il doit le rédiger en pensant à la fois à des communistes et à des centristes parce qu'il ne sait pas, en fin de compte, qui va voter pour ce texte ».

La deuxième solution, ce serait peu ou prou la reconstitution d'une troisième force, c'est-à-dire d'une alliance, pour l'essentiel, des socialistes et des centristes. C'est une situation que nous avons connue sous la IV^e République. C'est une sorte de mariage de la carpe et du lapin dont je ne suis pas sûr qu'il ait donné, dans le passé, des résultats extrêmement heureux.


C'est, d'une part, le risque de faire remonter le Parti communiste au détriment du Parti socialiste et, d'autre part, le risque de pousser le RPR et les membres de l'UDF qui n'accepteraient pas cette solution dans une dérive droite qui serait très préjudiciable non seulement à ces partis politiques eux-mêmes mais, également, à notre pays en cas de leur retour au pouvoir. Je me prononce donc contre cette solution.

qui me paraît une solution dangereuse pour le pays.

Reste une troisième solution, c'est-à-dire la constitution, sur les bases actuelles, une fois que l'on aura fait litte de tous les faux débats, de tous les concepts qui, disons, nous opposeraient, de deux grandes forces qui seraient d'accord, comme elles sont d'accord aux Etats-Unis, en République fédérale ou en Angleterre, sur les grandes options économiques et sociales, mais qui diffèrent par le simple fait qu'elles présentent pour le pouvoir des équipes différentes, par le fait qu'elles ont des propositions qui, sur tel ou tel point, diffèrent, par le fait qu'elles ont des priorités qui ne sont pas les mêmes. Cela me paraît la seule manière de faire fonctionner de façon harmonieuse la V^e République, la seule manière de devenir enfin une démocratie adulte comme l'ensemble des autres démocraties occidentales.

Evocuant la situation au RPR, le maire d'Épinal note tout d'abord : « Si j'étais le chef des rénovateurs, je serais probablement le chef du RPR parce que je ne vois et je n'entends parler que de rénovation et je n'entends que des gens se présentant comme tels ».

Il prend acte des changements intervenus mais estime qu'« il faut aller plus loin, être un mouvement organisé encore plus démocratiquement et être une force de proposition et d'imagination ».



EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master Of Business Administration
Academic program, unique in concept, format and professional experience.
Université à San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience pratique du projet personnel/professionnel.

3^e CYCLE Diplômes de l'enseignement supérieur :
Docteurs : médecine, sciences, lettres, droit - Ingénieurs - DEA, DESS, IEP - Pharmaciens - Titulaires de maîtrise.
Programme de 12 à 14 mois conduisant au M.B.A. : Paris (2 mois) San Francisco (10 - 12 mois).

2^e CYCLE Expérience professionnelle de 3 ans exigée après une formation supérieure de type second cycle.
Programme de 14 à 16 mois conduisant au M.B.A. : Paris (2 mois), San Francisco (12 - 14 mois).

Informations et sélections : European University of America
17/25 rue de Chaillot (Métro Mon), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California •
Accords universitaires internationaux • Adéquation • programmes associés et accredités de MBA et de PhD • Europe et Asie.

Après l'exclusion du PS de M. Vigouroux

M. Loncle : une décision « stupide » M. Gaudin : « Le maire de Marseille reste socialiste »

M. Pierre Mauroy a lancé, samedi 7 janvier, un vibrant appel à « l'unité » et à « la cohésion » du PS. Les dissensions marseillaises n'ont pas été évoquées explicitement au cours de la fête organisée par la section socialiste de Bondy (Seine-Saint-Denis), mais l'allusion du premier secrétaire était transparente : « L'unité, la cohésion des socialistes sont indispensables. Elles doivent se réaliser dans la liberté qui est laissée à chacun de s'exprimer, d'avoir son libre-arbitre. Mais quand les instances nationales ont décidé qu'elles ouvrent l'action, alors tous doivent être unis et retrouver l'instinct d'une discipline acceptée par tous ».

M. Louis Mermaz a également cherché à apaiser la tempête qui s'est levée dans le port de la cité phocéenne. Utilisant la méthode Coué, le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale n'a pas exclu « des perspectives de réconciliation » entre le candidat officiel du PS, M. Michel Bessis, et le maire actuel, M. Robert Vigouroux, candidat à sa succession. « Michel Bessis est le candidat du Parti socialiste, nous ferons tout pour qu'il gagne les élections, mais qu'il puisse y avoir à un certain moment des perspectives de réconciliation, dans le respect de la disci-

pline des socialistes, pourquoi pas ? » a déclaré M. Louis Mermaz au « Grand Oral » de Pacific-FM-Libération.

M. François Loncle, député PS de l'Eure part en guerre, quant à lui, contre la direction du PS en jugeant « stupide » l'exclusion du PS de M. Vigouroux : « Le PS a fait là une lourde erreur, et je soutiens totalement M. Pierre Joxe contre M. Pierre Mauroy, pour qui je garde de l'estime en tant qu'ancien premier ministre ». M. Loncle a également déclaré à l'AFP n'avoir « aucune affinité avec les dirigeants accusés du parti ».

Quant à M. Jean-Claude Gaudin, il a, dans un entretien au Figaro, daté samedi 7-dimanche 8 janvier, déclaré : « Robert Vigouroux s'efforce d'apparaître comme un martyr, mais ce n'est pas d'un maire par pitié dont Marseille a besoin. Bien sûr que Pezet et les communistes ont intérêt à présenter la liste Vigouroux comme une deuxième liste de droite, bien sûr que Vigouroux a intérêt à jouer cette enquête renforcée par son exclusion, mais pour moi le maire reste socialiste et son électorat reste ancré à gauche. On ne se refait pas par miracle une virginité politique après vingt-cinq ans de militantisme ».

M. Noir (RPR) candidat à Lyon contre le maire sortant UDF

M. Michel Noir, député (RPR) du Rhône, ancien ministre du commerce extérieur, devait annoncer, lundi 9 janvier, en fin d'après-midi, qu'il présentera des listes aux élections municipales de Lyon.

Comme en 1983, M. Noir sera donc en concurrence avec le maire sortant (UDF), sénateur du Rhône, M. Francisque Collomb. La ville de Lyon faisait partie des cas non encore réglés par

l'accord intervenu entre l'UDF et le RPR, jeudi 7 janvier.

En 1983, M. Noir avait présenté des listes dans les neuf secteurs de Lyon. Au premier tour, il avait obtenu 30,6 % des voix. Il avait été battu devant par M. Collomb (36,4 %), soit quelque 9 000 voix de plus que son concurrent de droite). Pour le second tour, un accord avait été conclu qui répartissait les candidats à raison de 60 % pour les UDF et non-inscrits et de 40 % pour les RPR. M. Noir est actuellement adjoint au maire, chargé des affaires économiques.

EN BREF

• M. Philippe Cochet, délégué général des Jeunes républicains. — Le Mouvement des jeunes républicains, émanation du Parti républicain, a réuni samedi 7 janvier à Paris son assemblée constitutive, en présence de MM. Francis Léotard et Alain Madelin, respectivement président et secrétaire général du PR. M. Philippe Cochet, vingt-sept ans, a été élu délégué général de ce mouvement, qui s'est fixé, entre autres objectifs, de participer

aux prochaines élections municipales.

• Le décès de Jean Chastillon. — Jean Chastillon s'est éteint à Paris, le samedi 7 janvier, dans l'après-midi, victime d'une rupture d'anévrisme. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans. Avec lui disparaît l'un des figures les plus attachantes du communisme français de la haute époque stalinienne à la Résistance, de la Libération à la « guerre froide ».

Société

La France et les immigrés

Les clés de l'intégration

(Suite de la première page.)

Cette sortie présidentielle a aussi réveillé d'autres revendications et d'autres polémiques sur l'immigration. Comme s'il suffisait, dans ce domaine, de tirer un fil pour que toute la broderie s'agite...

Les Français semblent être incapables de débattre sereinement de l'immigration. Ce sujet provoque des torrents d'indignation, dans un sens ou dans l'autre. On dirait que les immigrés ne peuvent être vus que de manière passionnelle et dramatique : comme des profiteurs ou des victimes, comme des agresseurs ou des agressés. Pourtant, si un sujet mérite d'être dépassionné et dépolitisé, c'est bien celui-ci. Il est certes difficile de prêcher la sérénité à ceux - Français et immigrés - qui cohabitent de manière désastreuse dans des quartiers sinistres. Mais on peut l'écarter de tous les orateurs - de gauche ou de droite - qui font des phrases avec un thème aussi délicat.

Le gouvernement annonce un ensemble de mesures sur l'immigration. Les connaît-il déjà lui-même exactement ? L'objectif, en tout cas, est clair : favoriser l'intégration des immigrés qui résident régulièrement en France, comme l'annonçait le programme socialiste de janvier 1988. « Intégration » est devenu le leitmotiv du RPR au PS, en passant par l'UDF. Ce mot a été préféré à « insertion », jugé trop timide, et à « assimilation », qui paraissait méprisant. Mais, naturellement, chacun y met ce qu'il veut.

Pour certains, l'intégration signifie le passage d'une culture à une autre et l'adhésion à la France ; pour d'autres, il s'agit essentiellement d'une intégration sociale, permettant de vivre à part entière en France, tout en conservant son identité.

Le Parti socialiste était arrivé, en janvier 1988, à une définition intéressante, à la fois ambitieuse et équilibrée. L'intégration, soulignait-il, est « la seule voie » pour « les populations étrangères se trouvant sur notre sol en situation régulière et souhaitant y demeurer ». C'est aussi « une chance pour la France ». S'intégrer ne signifie pas « la dénaturation des cultures d'origine mais leur transformation au contact de notre culture nationale ». Celle-ci n'en sortira pas indemne pour autant : « Les cultures de l'immigration sont des cultures d'apport qui enrichissent, en le modifiant, notre propre patrimoine ».

D'innombrables propositions

N'est-ce pas exactement ce qui s'est passé entre les deux guerres quand, tour à tour, des Italiens, des Russes, des Arméniens, des Polonais et des Espagnols sont venus s'installer en France ? A leur contact, la culture nationale s'est enrichie, élargie et modifiée - de la chanson à la cuisine - et ils se sont parfaitement intégrés.

Ce schéma s'appliquera-t-il de la même façon aux Portugais ? Nul n'en doute. S'appliquera-t-il aux Cambodgiens, aux Vietnamiens et aux Chinois ? Tout le monde a l'air de le penser, même si ces communautés sont celles qui s'organisent le mieux pour préserver leur identité. Le schéma s'appliquera-t-il aussi aux Turcs, aux Africains noirs et aux Maghrébins ? Là, le débat commence car, aujourd'hui, quand on parle des immigrés, c'est exclusivement à ceux-là que l'on pense.

« L'intégration demande du temps, soulignait le Parti socialiste. C'est une affaire de deux et parfois plusieurs générations, mais elle requiert aussi des moyens. » Le gouvernement

Rocard est parti du principe que les immigrés sont des personnes défavorisées et que leurs difficultés se résoudront en améliorant le sort de toutes les personnes défavorisées. C'est pour ne pas les enfermer « dans un ghetto » qu'il ne s'est donné, ni un secrétaire d'Etat, ni un délégué interministériel à l'immigration. On s'aperçoit cependant que cette politique a des limites. Le récent rapport du commissariat général du plan, « Immigrations : le devoir d'insertion », souligne à ce propos : « A prétendre répondre de façon identique à des besoins différents, on suscite d'autres types de discrimination et on consolide d'autres inégalités ».

Il serait ridicule de croire que l'on repart de zéro. La France dispose aujourd'hui de tout un arsenal de mesures destinées à favoriser l'intégration des quatre millions d'étrangers qui vivent sur son sol - et qui le souhaitent - ainsi que des nombreux autres immigrés qui, devenus français, ne sont pas encore tout à fait intégrés. Le problème vient de l'éparpillement de ces mesures, de l'insuffisance de certaines d'entre elles et de l'incapacité de persuader l'opinion qu'un projet cohérent est en place, sous l'autorité effective du gouvernement. Il ne suffit pas de faire, il faut le faire avec cohérence, et le faire savoir.

Le logement et l'école

Pour aller plus loin, le gouvernement n'a même pas besoin d'exercer son imagination, il lui suffit de piocher dans la multitude de propositions qui ont été publiées depuis deux ans. On dispose déjà de trois rapports officiels : celui de la commission de la nationalité ; celui du commissariat au plan et celui de l'ex-député RPR Michel Hannoun. S'y ajoutent une étude de Jacques Voisard, ancien commissaire à l'industrialisation de l'Ouest atlantique, qui a failli devenir le « monsieur immigration » de l'actuel gouvernement, ainsi que les propositions de SOS Racisme et celles de plusieurs autres associations.

La France est passée d'une immigration de main-d'œuvre à une immigration sédentarisée, de célibataires au travail à des familles durablement installées. Ce n'est donc plus seulement sur le travail que se fonde l'intégration mais d'abord sur le logement et sur l'école.

L'habitat apparaît comme la priorité des priorités. Il faut d'urgence trouver les moyens de permettre aux familles immigrées d'accéder aux logements sociaux et faire en sorte que cet accès ne dégrade pas davantage leurs rapports avec les familles françaises.

Une intervention éditoriale de l'Etat est indispensable pour mieux répartir les constructions nouvelles entre les communes et pour éviter des concentrations excessives d'immigrés en certains endroits. Même SOS Racisme, qui ne peut être suspect de vouloir définir un « seuil de tolérance », affirme clairement : « Les procédures d'attribution des logements sociaux devront tendre, de manière systématique, à une répartition équilibrée des familles au sein de chaque cité, à un mélange harmonieux entre populations d'origines différentes et de niveaux de solvabilité divers ».

L'école est directement liée au logement puisque certaines classes comptent une concentration anormale d'enfants immigrés et défavorisés. Il se trouve, de surcroît, que ces classes reçoivent rarement des enseignants les plus expérimentés. Des efforts sont faits par l'éducation nationale. Il faudrait les multiplier, tant il est vrai que l'on devient tout autant Français par l'école que par le sang ou par le sol...

Beaucoup d'élèves asiatiques sont brillants. Les Maghrébins, nettement plus en retard, ne sont pas absents pour autant des tableaux d'honneur. L'information la plus importante de l'année en matière d'immigration est peut-être celle qui était passée inaperçue en juillet dernier : l'élève classé premier (sur plus de cinq cents candidats) au concours d'entrée de l'Ecole normale supérieure de lettres s'appelle Djamel Oubechou. Il est fils de harbi.

ROBERT SOLÉ

Un Guinéen sans papiers « caché » dans les Pyrénées

« Les gens du pays, ce sont ceux qui vivent au village »

MATEMALE (Pyrénées-Orientales) de notre envoyé spécial

Quand le soleil plonge derrière les sommets violacés, la nuit tombe avec la brutalité d'un couperet sur le plateau du Capcir. Les lacs gelés, qui paraissent ce paradis perché du ski de fond pyrénéen, à deux pas de Font-Romeu, prennent alors des teintes d'encre. A 1 500 mètres d'altitude, le froid devient glacial au crépuscule. C'est l'heure où l'on se cale chez soi.

Pour Kertala Damba Seginou, le moment est, au contraire, venu de sortir. Dans les rues noires de Matalé, petit village montagnard de deux cents habitants, au Guinée de vingt-trois ans, connu de tous sous le nom de Papis, peut alors partir en quête d'une vie sociale, en rasant les murs.

Depuis quatre mois, Papis est un hors-la-loi. Sa demande d'asile politique ayant été rejetée, il aurait dû être expulsé au plus tard le 15 septembre dernier. Mais, depuis, les habitants de Matalé se relaient pour le cacher. Tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre, il a échappé à toutes les patrouilles de gendarmerie. Il est vrai que la brigade de Font-Romeu, localité distante de quelques kilomètres, n'est pas la GIGN : les rondes ont été menées régulièrement mais sans zèle excessif. « Nous n'avons jamais considéré Papis comme un clandestin. C'est un ami qu'on veut nous arracher », dit Christian, un monteur de ski, pour résumer le sentiment d'injustice qui a conduit le paisible population de Matalé à braver la loi.

Arrivé en France en 1983, Papis n'a fait qu'un court séjour chez son oncle à Paris. Envoyé par un centre de formation au foyer Léo-Lagrange de la Liège, pour un stage de cuisinier de trois semaines, il a eu le coup de foudre pour le Capcir. « L'accueil, les paysages, les gens, tout », explique-t-il en riant. Adieu l'Afrique et la grisaille par-

siennel ! A dix-huit ans, Papis décide de poser son sac dans ce coin perdu des Pyrénées-Orientales. Directeur du foyer Léo-Lagrange et maire de Matalé, Raymond Trilles, quarante-trois ans, lui obtient un contrat TUC, puis une véritable embauche comme second de cuisine.

Papis a un emploi, un appartement et, pendant quatre ans, sa vie est un modèle d'intégration réussie. Il apprend à cuisiner l'oullade et les bolles de picoulet, comme un vrai cordon bleu catalan. Il apprécie de temps à autre un verre de muscat et fait les beaux jours de l'équipe de football. « C'est le Tigre du Capcir ; il veut des millions ; c'est pour cela qu'on veut le garder », blague ses copains de l'Association sportive matalénaise. En fait, c'est pour la gentillesse et l'humour coloré de ce grand garçon rieur que Matalé s'est mobilisé quand on a voulu le « chasser ». « Si on chasse le lièvre, le sanglier ou l'isard, on ne chasse pas l'homme », proclame tranquillement Raymond Trilles.

« Comme un Français »

La couleur de peau ? Personne n'y prête attention. Parmi ceux qui l'hébergient, il y a, murmure-t-on, l'un des dix électeurs les plus influents du village. « Les positions de principe ne résistent pas longtemps quand on se trouve face à une détresse humaine », fait observer un habitant. Entre ces montagnes, le racisme, l'immigration, la « loi Pasqua », tous ces mots ne reçoivent qu'un écho affaibli. « La situation aurait sans doute été différente s'il y avait eu quarante Guinéens », reconnaît un des protecteurs de Papis. De plus, il a bénéficié d'une situation économique favorable : « Il n'a volé le pain de personne ».

Naguère moribond, le village de Matalé a revêtu grâce au tourisme et au ski de fond. Depuis 1975, sa population a doublé et

considérablement rejoint. Une majorité des habitants n'est pas installée depuis beaucoup plus longtemps que Papis. Comme eux, il revendique, en somme, le droit de vivre et de travailler au pays. Natif de Matalé, le maire est catégorique : « Les gens du pays, ce sont ceux qui vivent au village et qui le font vivre, pas ceux qui sont partis il y a trente ans pour aller chercher un emploi de fonctionnaire à la ville ».

En attendant que cette forte définition de la citoyenneté fasse florès dans les manuels de droit, la clandestinité pèse à Papis. « Je regarde la télé toute la journée, puis, le soir, je guette les voitures qui montent ».

Pes de fourgonnette bleue en vue ? Alors, il sort rejoindre les amis. Les occasions ne manquent pas. « Ici, tout est prêt à faire la fête », dit Raymond Trilles.

Ce soir, c'est pour tirer les rôtis que le village s'est rassemblé au foyer communal, à l'invitation de la municipalité. Pour accompagner la galette, il y a de la ciaclette, de la bonne humeur et un sujet de conversation unique : Papis. Chaque fois que la porte s'ouvre, des vagues se tourment inquiètes. « Quel est-ce qu'on fait ? » s'interroge quelqu'un. Pourtant, un vent de bonheur souffle l'espoir depuis quelques jours. Raymond Trilles, qui joue de ses sympathies socialistes pour multiplier les interventions, a entendu parler d'une possible dérogation. « Une carte de séjour de un à trois ans, dit-il ; mais il faudrait cinq ans de séjour pour demander la nationalisation ».

Etre français, « faire tout comme un Français », voilà le vœu le plus cher de Papis. Si cela se produisait, à coup sûr tout Matalé se retrouverait au foyer communal. Fidèle à son habitude, le maire ne ferait pas de discours. Mais il y aurait de la claclette, de la bonne humeur et un sujet de conversation tout trouvé.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

En marge des assises sur « les nouvelles solidarités »

Les exclus de Chanteloup-les-Vignes

Quelle nouvelle forme de solidarité peut-on imaginer pour réinsérer dans nos sociétés industrielles ceux qui passent à travers les mailles plutôt serrées de l'aide sociale ? La commune de Chanteloup-les-Vignes (Yvelines) apporte un début de réponse à cette question qui fait l'objet, du 9 au 11 janvier, des Assises internationales sur « les nouvelles solidarités ».

Les travailleurs sociaux sont difficiles à étonner. Mais, cette fois, ils n'en sont pas revenus. Isabelle, une petite Française de huit ans, n'avait pour tout goûter que des nouilles de pêche qu'elle devait briser pour en retirer l'amande. Quant à la galette qu'on lui avait distribuée comme à ses compagnes, elle avait vu que ses parents en avaient fait leur repas. Le témoignage d'une misère totale mais si bien cachée qu'on ne la soupçonnerait pas. Cela se passait il y a quelques mois non dans une province en perte de vitesse, mais dans une région dont la vitalité économique et le rythme de croissance battent les records de France, à une demi-heure de chez Fauchon.

Chanteloup-les-Vignes est une cité de 10 500 âmes, plutôt pin-pante, installée à flanc de coteau dans une boucle de la Seine, à 30 kilomètres à l'ouest de la capitale. A côté du village traditionnel, secret autour de son clocher, les urbanistes des années 70 ont planté un grand ensemble de logements sociaux dessiné par l'architecte Emile Aillaud. Ce devait être l'un des pôles de développement de cette immense agglomération parisienne de 13 millions d'habitants dont les aménagements mégalomanes révalent à l'époque.

En réalité, les appartements à bon marché de Chanteloup-les-Vignes sont devenus le dernier recours des Franciliens les plus modestes, des Français d'outre-mer et des immigrés. Modernes tours de Babel, ils abritent aujourd'hui soixante-quatre ethnies différentes. Bien entendu, on y trouve un véritable concentré de tous les problèmes sociaux. Echéco scolaire, analphabétisme, délinquance juvénile, maladies de carence, loyers impayés, chômage, ménages brisés, y atteignent des

taux inquiétants. En outre, cette commune-dortoir, dont le budget est en déficit depuis onze ans, est elle-même assistée par l'Etat.

Chanteloup a tout de même un atout : son maire M. Pierre Cardo, trente-neuf ans, conseiller général UDF des Yvelines. Ce garçon cache sous une apparence menue une énergie impressionnante. Ancien entraîneur de foot, sillonnant les routes pour une grosse moto, marié à une assistante sociale et père de trois enfants, il est déterminé à sortir Chanteloup de l'ornière et ses habitants de la marginalité.

Illétrés et résignés

Recevant des enfants dont 80 % parlent mal le français, le système d'enseignement périmé. Malgré la mise en place d'un groupe d'action psychopédagogique (le GAP) et d'un zone d'éducation prioritaire (la ZEP) la moitié des gamins souffrent d'échec scolaire. A seize ans, certains sont encore quasiment illettrés. Découragés, parfois rejetés par leur famille, ces adolescents sont tentés par la menue délinquance. La police a dû organiser des patrouilles de nuit.

Pour tenter d'en sortir, Claire Basdevant, une ethnologue du CNRS, et Mara Maudet, une sociologue brésilienne, ont créé, dans des appartements mis à leur disposition par la commune, des centres d'accueil ouverts toute l'année de 9 heures à 20 heures. Leur « club », baptisé Miniloup, compte près de 100 adhérents, soit le tiers de la population scolaire. A la sortie de l'école, les enfants viennent s'y enlever, dans une ambiance de caravansérail, pour y faire leurs devoirs, recevoir un goûter et s'amusent ensuite. Une cinquantaine d'enseignants, d'animateurs et de bénévoles, le plus souvent bénévoles, se relaient pour encadrer tout ce petit monde.

Naturellement, l'insuffisance de la formation débouche sur l'exclusion économique. Deux organismes spécialisés - une mission d'orientation et un centre de préformation - s'efforcent de dépanner les jeunes de moins de vingt-cinq ans. Mais, pour les plus âgés, la situation paraît par-

fois sans issue. Des Maghrébins de quarante-cinq ans, par exemple, victimes de la modernisation de l'industrie automobile, mais illettrés et donc incapables de se reconverter, se résignent à petit à petit à vivre d'aumône publique. « J'ai des administrés pères de famille, logés en HLM, qui ne paient plus leur loyer depuis quatorze ans, qui ne savent même pas déchiffrer les panneaux indicateurs du métro, encore moins signer un chèque, et qui ne veulent plus rien faire », explique M. Pierre Cardo. « Ses familles coûtent à la collectivité 80 000 F par an, soit davantage qu'un SMIC, charges comprises. Mais, comment les remettre dans le circuit économique ? »

En tout cas, le bureau d'aide sociale de Chanteloup ne distribue plus d'argent, seulement des bons qui permettent d'aller se procurer des aliments chez les commerçants. Ils sont utilisés le plus souvent par des femmes seules, victimes d'une sorte d'exclusion familiale. Autrement dit, elles ont été abandonnées avec leurs gosses par des Africains ou des Antillais repartis au pays. Les allocations familiales ne suffisent pas et, en fin de mois, elles viennent parfois chercher des bons, la fait au ventre. Exactement comme les vieux, encore plus obscurs et plus isolés, dont certains se cloîstraient doucement. On a en alors l'idée, à Chanteloup, de demander à ces mères inoccupées pendant que leurs enfants sont à l'école de rendre visite aux personnes âgées. Cette association originale de visites à domicile s'appellera Mamy-Loup.

On trouve encore, aux franges de la ville, un petit groupe de personnes que l'on pourrait appeler les exclus territoriaux. D'anciens nomades illettrés pour la moitié d'entre eux, sans revenu avoué et qui vivent dans de véritables caravanes, sur des terrains encore non bâtis. Ils refont tout emploi régulier et tout logement décent. A l'ombre des grands ensembles rénovés, à une demi-heure du centre de Paris, subsistent ainsi d'étranges tribus de marginaux. Mais celles-ci ne demandent rien d'autre aux « nouvelles solidarités » que de les laisser en paix.

MARC AMBROISE-RENDU.

ENVIRONNEMENT

A la veille d'un nouveau traité Echauffourée dans l'Antarctique

L'Antarctique, dernier continent préservé, a connu ses premiers combats, les 7 et 8 janvier, lorsque quinze militaires de Greenpeace, débarqués la veille de leur navire *Gondwana*, ont décidé de bloquer les travaux de construction de la piste d'atterrissage de la base française Dumont-d'Urville, en Terre Adélie. Ils se sont heurtés aux trente-trois ouvriers du chantier, qui ont évacué manu militari les écologistes. Ces derniers avaient monté une tente sur la piste et entassaient la paille des engins de chantier. L'échauffourée s'est terminée par quelques ecchymoses.

Peter Wilkinson, le responsable de l'expédition Greenpeace, a rencontré le commandant de la base, Jean-François Houssin, et annoncé la détermination de son groupe de rester sur place pour empêcher la poursuite des travaux. A Paris, le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, qui avait été avisé par Greenpeace de la visite du *Gondwana* et l'avait autorisée, a dénoncé l'attitude du commando, qui avait annoncé son intention de « dialoguer avec le personnel de la base ». Il a rappelé que la piste d'atterrissage « correspond à un besoin établi par les autorités scientifiques » et que sa construction a été entreprise après une « étude d'impact modifiée pour tenir compte des observations du comité des sages ».

Depuis 1985, le *Gondwana* se rend chaque année en Antarctique, où Greenpeace tente d'entretenir une base scientifique, afin d'obtenir un strapon à la convention consultative des signataires du traité de l'Antarctique. Ce traité, signé en 1959 et entré en vigueur en 1961, interdit toute autre activité que scientifique sur le « continent blanc ». Or ce traité arrive à échéance en 1991.

De son côté, le docteur Jean-Louis Etienne prépare activement l'expédition internationale qu'il doit conduire en août prochain à travers l'Antarctique. Après avoir atteint le pôle Nord, seul, en traîneau à chiens (1986), il a procédé l'an dernier à une répétition générale en traversant le Groenland du sud au nord (2 000 kilomètres) avec les quatre autres membres de l'expédition antarctique (un Américain, un Soviétique, un Japonais et un Britannique). Comme les militants de Greenpeace, il veut, lui aussi, attirer l'attention sur le dernier continent vierge de la planète et plaider pour sa transformation en « parc naturel mondial ».

Exploitation minière

Et c'est maintenant le commandant Cousteau qui monte au créneau en s'en prenant à ce qu'il appelle le « conventionné de la mer » de Wellington signé en juin 1988. Cette convention envisage l'exploitation des ressources minières de l'Antarctique, alors que le traité de 1959 interdisait toute autre activité que scientifique. « Si on ouvre l'Antarctique à l'exploitation minière, il est fou ! », dit le nouvel académicien en colère. Exploiter un « sous-sol » sous 3 000 mètres de glace, cela suppose d'énormes moyens, et donc des dégâts considérables à l'environnement. Avec le froid et le bizzard qui soufflent parfois à 300 kilomètres à l'heure, il y aura un glâcis de matériel formidable. C'est fou !

Si le commandant de la Calypso monte ainsi sur ses grands chevaux, c'est qu'il aime l'Antarctique. « J'y ai passé les plus beaux moments de ma vie, lors d'une expédition en 1972-1973 ». Et il redoute que des activités industrielles, ajoutées au réchauffement général de la planète, ne fassent fondre la calotte glaciaire, et donc monter le niveau de la mer. « Si toutes les glaces du Groenland et de l'Antarctique fondent, le niveau des océans montera de 60 mètres et noiera les terres où sont concentrées les plus grandes agglomérations humaines », dit-il en pointant un doigt accusateur.

R.C.

REVEILLEZ VOTRE ANGLAIS POUR GAGNER EN 1992!

Demande l'Europe! George! Participez à un entraînement actif à la conversation avec des enseignants anglais expérimentés. Stages « uniques » d'anglais avec supports pédagogiques audio et vidéo. Sur la même principe, à autres langues.

RENESENEZ-VOUS VITE! Sus HUNTER NEVERT 05.19.66.00

Centre de Formation aux Langues 12 rue Lincoln (Champs-Élysées) 75008 PARIS

Culture

MUSIQUES

Suite des polémiques
autour de l'Opéra-Bastille

Qui cédera ?

La discussion actuelle
entre Daniel Barenboim
et le ministre
de la culture
autour d'un contrat
dont l'irrégularité
est, paraît-il, flagrante
met en jeu
le grand dessein
de l'Opéra de la Bastille,
un des chantiers
les plus importants
du président
de la République.

L'avenir de l'Opéra de la Bastille ne s'écrit pas. Rien n'est réglé, malgré la nomination de René Gonzalez, qui arrive avec toute son équipe, laquelle risque de se surajouter à celle de Daniel Barenboim.

Les choses semblaient devoir se dénouer dans la deuxième quinzaine de décembre. Le président de l'Opéra, Pierre Bergé, avait envoyé une ultime proposition à Daniel Barenboim, avec l'approbation du ministre de la culture.

Il s'agissait de renégocier son contrat, signé le 5 mai 1988 par le gouvernement Chirac (trois jours avant l'élection présidentielle) et qui n'était pas valable, notamment parce qu'il ne portait pas le visa du contrôleur financier; le conseil d'administration de l'établissement (lui-même non consulté à l'époque) avait été saisi de cette nullité.

La proposition de Pierre Bergé tendait, semble-t-il, à réduire considérablement la rémunération annuelle du chef d'orchestre (prévue à l'origine pour 6 950 000 F minimum, rappelés-le); les avantages en nature devaient sans doute être également réduits. Par ailleurs, Daniel Barenboim devait renoncer à la responsabilité artistique absolue, qui lui donnait autorité sur le directeur de l'Opéra.

Barenboim acceptait alors de « reconsidérer les termes de son contrat », mais refusait échauffement de « partager » la direction artistique et musicale. Depuis, plus rien; le silence; le contrat irrégulier reste en suspens. Apparemment le gouvernement républicain a pris une décision.

Le temps joue en faveur du chef d'orchestre, qui dit à qui veut l'entendre que l'Etat devra, soit renoncer à ouvrir l'Opéra de la Bastille avant longtemps, soit en passer par ses conditions.

Une autre politique

Mais comment un gouvernement socialiste pourrait-il confirmer la nomination d'un directeur artistique dont la politique va à l'encontre du programme fixé par le président de la République lors de sa décision de construire un Opéra ?

Si l'on en venait à entériner les prévisions actuelles (cent cinquante représentations en 1993), soit moins qu'au Palais Garnier, ce serait un véritable abus de confiance à l'égard de la collectivité nationale, avec la sous-utilisation flagrante d'un édifice moderne (qui a coûté 2,5 milliards de francs) conçu pour tourner à plein rendement et pour donner un minimum de deux cent cinquante représentations par an.

Quant au gouffre financier pour l'Etat, on peut dès maintenant s'y préparer, chaque production prévue devant coûter au minimum 4 millions de francs (les cachets des chefs, metteurs en scène et chanteurs étant à l'avenant de ceux du directeur artistique). Il serait étonnant que le ministre du budget, chargé d'appliquer une politique de rigueur, et toujours prêt à chipoter pour quelques francs de subvention, ne vienne un de ces jours y mettre le holà.

Une politique différente est possible : celle qui a entraîné la construction de ce théâtre ultra-performant, que nous envient les directeurs d'opéra étrangers, celle qui a été fixée par la Mission Opéra-Bastille, présidée par M. François Bloch-Lainé en 1982, et approuvée par le grand colloque international du théâtre des Amandiers de Nanterre, sous la houlette de Gérard Mortier, Pierre Boulez et Patrice

Chéreau; elle prévoyait 168 représentations en 1990-1991, 205 la saison suivante et 250 en 1992-1993; des prix n'excédant pas 250 F (dont près du quart à moins de 150 F), cela avec une subvention de l'Etat ne dépassant pas 275 millions de francs (valeur décembre 1985), cette somme englobant l'exploitation de la salle modulable (*Le Monde* du 5 février 1986).

On comprend que le ministre de la culture hésite à rompre avec une politique qui a l'aval de personnalités telles que Pierre Boulez et Patrice Chéreau et même, dit-on, Catherine Tasca, ministre délégué à la communication, qui, en raison de ses liens d'amitié, aurait joué un rôle d'intermédiaire dans la négociation. Mais une décision courageuse, appuyée sur des arguments inattaquables, ne vaut-elle pas mieux que l'abandon d'un grand dessein, à savoir la démocratisation réelle de l'Opéra; et l'opinion accepterait-elle sans broncher un tel gaspillage des deniers publics ?

L'ancien directeur de la musique au ministère de la culture, Maurice Fleuret, qui a veillé au démarrage de l'opération (et l'a sans doute sauvée en 1986), pose des questions analogues à l'Etat dans le numéro de janvier du *Monde de la musique* : « Est-il supportable que la première saison, à ce que l'on sait, n'offre pas plus de trente-sept représentations ? Est-il raisonnable de prévoir seulement quatre nouvelles productions par an et de ne rien reprendre ? Est-il acceptable de voir doubler le coût des honoraires, des décors, des costumes et des accessoires ? La contribution aura le droit de se demander s'il fallait vraiment construire cet équipement hautement fonctionnel, si compact et donc très onéreux, pour jouer moins et dépenser plus. » L'actuel directeur de la musique, Michel Schneider, est aussi sensible à ces évidences que son prédécesseur, de même que Pierre Bergé.

Ne serait-il pas raisonnable d'achever cette partie de bras de fer par un compromis ? L'idée est en l'air : on laisserait à Daniel Barenboim la responsabilité artistique telle qu'il l'entend l'exercer, mais pour deux ans seulement (lieu de trois) et à condition qu'il consente une diminution substantielle de ses émoluments. Mais pourquoi accepterait-il ces concessions, alors qu'il a répondu sous les assauts précédents, s'il ne sent pas une volonté inébranlable de la part de l'Etat ? A moins que son éventuelle nomination comme chef permanent de l'Orchestre de Chicago en 1991 ne lui paraisse suffisante pour l'occuper.

JACQUES LONCHAMPT.

Une biographie de Marc Vignal

Haydn enfin récompensé



Joseph Haydn, caricature de David Levine (publiée dans « Jeux de massacre - 100 compositeurs de A à Z », d'Alain Sarraute, Editions Bernard Contax.)

L'un des musiciens les plus prolifiques et les plus inventifs de tous les temps, Joseph Haydn, n'avait toujours pas trouvé de biographie à sa mesure. En plus de quinze cents pages, Marc Vignal répare cette aberration musicographique.

Il est le premier compositeur de l'histoire, et sans doute le seul, à avoir connu une célébrité internationale sans même avoir eu besoin de quitter la cour de son maître, le prince Esterházy, ni de solliciter les éditeurs qui se procuraient en sous-main des copies de ses œuvres et, à défaut, lui en attribuaient bon nombre d'apocryphes. Pourtant, Joseph Haydn (1732-1809) n'occupe à présent dans l'esprit du public qu'une place intermédiaire entre Mozart et Beethoven.

Père officiel du style classique, avec une centaine de symphonies, près de quatre-vingts quatuors et plus de cinquante sonates, Haydn est certes perçu comme un fondateur, mais trop souvent aussi comme un créateur de normes qu'il appartenait au génie de transcender (Mozart) ou de briser (Beethoven). C'est oublier les attaques auxquelles ont donné lieu l'inconscience présumée de sa syntaxe et la prétendue trivialité de son style, nettement opposé, il est vrai, aux critiques de l'Allemagne du Nord en particulier; c'est ignorer que la force dynamique de sa musique provient d'une alternance régulière entre l'établissement des règles et leur transgression et que, pour l'audace, Haydn ne le cède en rien à Beethoven.

La comparaison avec Mozart risquerait de lui être un peu moins favorable, sauf peut-être dans le domaine du quatuor et de la symphonie. Et pourtant, face à la tendance presque pathologique de Mozart à se glisser dans tous les styles selon les époques et les circonstances, la force avec laquelle Haydn imprime sa marque originale dans la moindre de ses compositions ne peut être tenue pour quantité négligeable.

Dependant, l'œuvre et la personnalité de Haydn demeurent inconnues, et si beaucoup de signes montrent que la situation évolue favorablement depuis trente ans, surtout grâce au disque, on attend encore en France une biographie rigoureuse de ce nom et tenant compte de l'évolution rapide des connaissances dues aux travaux de H.C. Robbins Landon et de Georg Feder notamment. Le petit livre de Pierre Barbaud (*Le Seuil*, 1987), si précieux dans son temps, s'est bientôt trouvé dépassé, mais la traduction, publiée chez Gallimard en 1984, de l'ouvrage de Karl Geiringer (qui fai-

sait autorité lors de son édition allemande de 1959), n'a pas comblé ce vide musicologique de trente années. En 1964 avait paru, dans la collection « Musiciens de tous les temps » (Seignier), sous la signature de Marc Vignal, un essai sur Haydn qui se distinguait par l'enthousiasme du ton et l'originalité des perspectives qu'il ouvrait.

Beaucoup de documents, peu de certitudes

A l'évidence, il existait entre le compositeur et son biographe une sympathie, voire une complicité, qui pouvait laisser espérer un projet de plus vaste envergure. Depuis lors, non seulement tous ceux qui étaient pris d'un doute au sujet de la biographie, de l'authenticité ou de la chronologie des œuvres de Haydn s'adressaient sans hésiter à Marc Vignal, mais, chaque fois qu'ils le rencontraient, ils ne manquaient pas de lui poser la question fatale : « Et ce Haydn ? Quand sortira-t-il ? »

En voyant ce qu'il en est sorti - 1 500 pages de biographie et d'analyse, - on a quelques remords à s'être montré si pressé : vingt ans

de travail, de recherche et de réflexion, c'est bien le moins pour produire une telle somme. Sans doute le style est-il moins primeautier et les raccourcis moins saisissants : l'ouvrage d'érudition ne fait pas tout à fait oublier la fraîcheur du galop d'essai. Mais cela tient aussi à la méthode employée, et sur ce point il n'y a rien à redire, au contraire.

La partie biographique de l'ouvrage, qui occupe exactement la moitié du volume (728 pages), ne se présente pas tant comme un récit dont on suivrait le fil que comme une succession de documents (correspondance, témoignages, articles de journaux et biographies d'époque) présentés en discours de façon comparative et critique. On possède finalement assez peu de certitudes sur le détail de l'existence de Haydn, encore moins sur sa vie personnelle. Les indices de plus en plus nombreux recueillis au fil des recherches pouvaient permettre d'établir une biographie univoque, mais comme ils sont rarement concordants ou indiscutables, on est obligé de choisir, comme l'a fait au mieux Geiringer. Ici, en revanche, il ne s'agit pas d'une vie de Haydn

selon Marc Vignal, mais de la présentation assez exhaustive et néanmoins attrayante des pièces les plus significatives d'un dossier consacré à l'auteur de *la Création*, un compositeur et un homme moins facile à cerner qu'il n'y paraît.

L'abondance des témoignages contemporains, la diversité des points de vue, aident à situer la silhouette du personnage principal, qui n'apparaît souvent que de dos, sauf lorsqu'il se livre à l'un de ses jeux préférés : vendre à l'un de ses éditeurs en même temps à plusieurs éditeurs en même temps à plusieurs éditeurs d'exclusivité. Compte tenu des mœurs éditoriales de l'époque, c'était de bonne guerre, mais on apprend aussi que le génie essentiellement spéculatif et ludique du compositeur ne se limitait pas à la musique. En amour, il savait également tenir et courir avec une bienveillante effronterie.

Pour l'analyse des œuvres, qui occupe la seconde moitié du livre, Marc Vignal a choisi de distinguer six périodes, à l'intérieur desquelles les compositions sont groupées par genre, chronologiquement. On consulte cette partie comme un dictionnaire en se référant au catalogue complet donné en index. Toutes les œuvres ne sont certes pas analysées en détail. Une large place est faite à l'inventaire des sources, toujours fort diverses (les divergences sont signalées) et à la situation chronologique des partitions, parfois au détriment de l'analyse proprement dite, mais il n'y a pas toujours nécessairement beaucoup à dire, à moins de se répéter, ce qui n'arrive guère. Ainsi, un mot ou une phrase suffisent à singulariser une page d'envergure modeste.

En revanche, pour la *Création* ou certaines symphonies, l'ampleur relative de l'analyse ne saurait épouser le sujet et l'auteur a dû sévèrement se limiter; mais, là comme ailleurs, Marc Vignal choisit d'éclaircir les points qui lui semblent significatifs sans être parfois les plus saillants.

Plusieurs centaines d'exemples musicaux guident le lecteur, qui en profitera mieux s'il est également auditeur, à moins qu'il ne possède la partition. Si l'aspect historique confine à l'érudition, les analyses musicales restent cependant volontairement simples et accessibles au mélomane averti sinon au néophyte. Mais la musique de Haydn, essentiellement stimulante et roborative, passionne aussi par la singularité de ses conceptions : il ne suffit pas de l'écouter pour l'apprécier pleinement, encore faut-il être sensible à sa facture. En ce domaine, précède le livre de Marc Vignal : il faut déjà aimer Haydn pour le lire de bout en bout, mais en le refermant on se dit qu'il était loin du compte.

GERARD CONDE.

★ Marc Vignal : *Joseph Haydn*, 1 534 pages, Editions Fayard, 495 F.

Le rock célèbre ses trente-cinq ans

Retour des vétérans

Régulièrement, le rock se nourrit à ses sources. Aujourd'hui, ce sont les stars des années 60 qui reviennent au premier plan.

En 1954, Elvis Presley enregistre *That's all right Mama*, du chanteur et guitariste de rhythm and blues Arthur « Big Boy » Crudup, et *Blue Moon of Kentucky*, de Bill Monroe, créateur du style bluegrass. Ce disque, qui rassemble une ballade country parfumée de blues blanc et un rythme et blues aux couleurs country, est en soi un symbole et ouvre à deux battants la porte du rock. Des musiciens s'y engouffrent, jouent l'idée qu'ils se font de la musique et de la façon dont ils pensent qu'elle devrait être jouée, traduisent l'envie, le désir, la force de vie, une soif de savoir, enfin autre chose que la tranquillité d'esprit.

Elvis Presley n'a vraiment été bon qu'avant de faire son service militaire. Après, le show-biz avait mis la main sur lui. Et c'était plus facile d'aller à Hollywood pour tourner des films stupides et jouer les « crooners » que de continuer dans le rock.

Presley s'écroule encore aujourd'hui parce qu'il était presque parfait sur le plan mélodique et qu'il chantait juste. Mais l'ordre des choses a repris un cours « normal ». Les idoles au sommet de leur colline de disques et de gloire sont redevenues des êtres humains, semblables aux autres.

Le rock demeure la musique populaire de notre temps, un langage commun pour la planète. Mais il s'est aussi enrichi de tellement d'influences, tant sur le plan musical que dans le choix des textes, qu'il est devenu très fragmenté, qu'on ne peut plus déceler l'objectif précis, de tendance générale, et qu'il n'exerce plus de poids sur le mode de vie. L'industrie de la musique a exploité méthodiquement chaque production et multiplié les stéréotypes. Elle a pratiquement interdit l'imprévisible.

La référence à Bob Dylan

Les grands festivals de la fin des années 60 - sauf Woodstock - étaient devenus des kermesses organisées par le show-biz, avec parfois en prime un beau feu d'artifice de 100 000 dollars. Plus tard, ces festivals ont été remplacés par des films musicaux (*Saturday Night Fever*), qui constituaient une technique de vente pour développer le marché du disque pas tellement différente de ce qui se pratiquait aux Etats-Unis trente ans plus tôt - simplement, le rock remplaçait les « merry melodies » de *Show Boat*. Ces dernières années, il y a eu les concerts-

marathons de charité ou ceux au profit d'Amnesty International, qui ont au moins permis de découvrir un nouveau diamant noir : Tracy Chapman, l'anti-Madonna. Sans machine à guitare au poing, la voix pure, frémissante, Chapman a remis en vogue la tradition folk de la chronologie sociale.

A ces concerts-événements, la référence à Bob Dylan a presque toujours été de règle : les premiers concerts d'Amnesty International, en 1987, se concluaient par la chanson *I shall be released*; ceux de 1988, par *Chimes of Freedom*, chanté par les stars réunies pour l'occasion. Si beaucoup de figures du rock ont basculé dans la foule avec le souvenir d'un voyage arrêté ou perdu, Bob Dylan n'a pas quitté la route, « revisitant » inlassablement ses classiques, se comportant comme un peintre surréaliste n'agissant à aucun moment de la même manière. Voici, en ce début d'année, Dylan qui publie chez CBS l'album-témoignage de ses concerts avec le groupe « Veterans » (vingt-trois ans d'existence) et néanmoins le plus populaire aux Etats-Unis, le Grateful Dead : réunion de figures légendaires lourdement symbolique après une année 1988 marquée par la dislocation de Dire Straits et de Prince et la rentrée inattendue de Brian Wilson, le compositeur des Beach Boys. Autre retour annoncé et tout aussi surprenant : celui des Who, dont le premier succès, *My Generation*, il y a vingt-deux ans, fut un des titres-phares du rock, alors dans son premier âge d'or.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Dylan et Grateful Dead : 1 micro-sillon et 1 CD CBS.

NOTE

« Cités-Cinés » en Belgique

« Cités-Cinés » avait vécu trois mois à la Grande Halle de La Villette et avait reçu quatre cent cinquante mille spectateurs. L'exposition avait été démontée au début du mois de mars de l'année dernière. A l'initiative des organisateurs du Festival international du film de Flandres, elle est remontée à Gand avec un nouveau décor, la Belgique, du

17 février au 21 mai. Six ateliers de décor travaillent actuellement à la construction de cet ensemble qui se développera sur 10 000 mètres carrés (4 000 mètres carrés de plus qu'à La Villette). C'est François Confino, maître d'œuvre de l'exposition française, qui met en place ce projet consacré au cinéma belge. Ce « Cités-Cinés » gantois reprendra l'ensemble des montages originaux conçus par Gilles Nadeau pour La Villette.

Nanterre Amandiers

Daniel Emilfork, Frédéric Leidgens, Denise Péron dans

LA JOURNÉE DES CHAUSSURES

Projeté présenté avec le patronage de la CGI et de Midland Bank S.A.

A partir du 10 janvier 1989

LOCATION 11 47 21 1881

3 FNAC - Billetel

LA RECONSTITUTION

de BERNARD NOËL

par le THEATRE POPULAIRE DE LORRAINE

du 10 au 13 Janvier 1989 à 20 h 30

THEATRE ROMAIN ROLLAND - VILLEJOIEF

47.26.15.02

هكذا من الأصل

Culture

MUSIQUES

CALENDRIER

Classique

• Le Couronnement de Poppea au Châtelet. — La réalisation orchestrale et vocale (version Lippard), la direction (par un chef plutôt wagnérien) et même l'authenticité de l'opéra lui-même (généralisation attribuée à Monteverdi) ont été ou seront contestées. La mise en scène, en costumes modernes, de Pierre Strasser, aura, elle aussi, ses fans et ses détracteurs. Bref, il faudra y être allé.

• Les 9, 11, 12, 17 et 20 à 20 h 30, le 13 à 15 heures. Tél. : 42-33-44-44.

• Musiques et danses du Tadjikistan à la Maison des cultures du monde. — Les précédentes étapes du cycle consacré aux traditions de l'Orient soviétique (voix d'Arménie, de Géorgie, d'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Turkménistan) ont révélé la variété des techniques et la virtuosité des bardes de là-bas. Venus d'une république limitrophe de l'Ouzbékistan, voici cette fois seize musiciens et danseurs du Tadjikistan qui sont non seulement agriculteurs, potiers, tisserands, mais héritiers d'une culture à peu près ignorée.

• Du 10 au 29 janvier, à 20 h 30 (les dimanches à 17 heures). Tél. : 43-44-72-30.

• Ouverture de l'année Chostakovitch aux Champs-Élysées. — C'est avec l'une des plus malhonnêtes des symphonies de Chostakovitch, la quatorzième, que s'ouvre un hommage au compositeur soviétique, qui couvrira toute l'année et auquel participeront toutes les forces de Radio-France (solistes : Teresa Zylis-Gara et Kikila Stojanov). Marek Janowski dirige également le NOP dans la huitième de Beethoven.

• Samedi 14, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37.

Jazz

• Steve Lacy au New-Morning. — Vingt ans à peu près qu'il est installé à Paris. Mais nul n'est prophète en son pays. On croit à chaque fois découvrir Steve Lacy. Ses apparitions sont relativement rares. Son jeu reste précieux.

• Vendredi 13, New-Morning, 22 heures. Tél. : 43-23-51-51.

• Di Donato à Dancos. — Quand il abandonne son pupitre à l'Orchestre de l'Opéra, Jacques Di Donato devient, à la clarinette mais aussi au saxo, un musicien de pure improvisation : virtuosité (double de la présence de François Jeannen), gag, sens incontestable du rythme, capacité d'invention.

• Les 13 et 14 à Dancos, 21 heures. Tél. : 43-44-72-00.

Variétés

• Michel Sardou à Bercy. — Depuis qu'il collabore avec le compositeur Jacques Revaux, Michel Sardou force l'admiration dans son rôle de chanteur populaire. Il chante à guichets fermés pendant près de deux semaines au Palais omnisports de Bercy.

• A partir du 11, 20 h 30. Tél. : 43-46-12-21.

• Zouk Machine au Zénith. — La tendresse de trois jeunes chanteuses et danseuses antillaises. En compagnie du groupe Expérience 7.

• Mercredi 14, 20 h 30. Tél. : 43-40-60-00.

LASA FILMS
L'ECRAN DE SAINT-DENIS
présentent en avant-première

MON CHER SUJET
de Anne-Marie MERVILLE

en présence de la réalisatrice

l'écran de saint-denis
48.20.99.20

Le nouvel american center
ouvrira ses portes à Bercy en 1991 dans un grand bâtiment conçu par Frank Gehry.

En attendant, l'American language program continue ses cours au 1, place de l'Odéon 75006 Paris, pour vous apprendre la culture et la langue des USA.

WINTER SESSION
9 Janvier - 1^{er} Avril 89

INTENSIVE COURSES
chaque quinzaine

T.O.E.F.L. PREPARATION
- F.R.G.P.

INSCRIPTIONS IMMÉDIATES
881 46 88 18 82

Claude Barthélémy, encore insoumis

Guitariste épris de vitesse et d'excès, Claude Barthélémy va prendre la direction de l'Orchestre national de jazz. Il donne un de ses derniers concerts libres avant les responsabilités, avec les membres dynamiques du groupe Zhivaro...

Il peut saccager un concert. Mais il peut aussi bien dynamiser un groupe qui patauge. Claude Barthélémy a la guitare sèche, nerveuse, rapide jusqu'à l'excès, mais des deux mains. On l'a vu grimacer en scène parce que l'avenir l'agaçait. Mais il sait enlever la musique, l'arracher au terre à terre. Il est capable de couper ses partenaires comme on coupe aux cartes, ou plutôt non : comme on coupe une conversation. Personne aussi ne peut les relancer comme lui, avec passion, avec fureur, avec grâce parfois, toujours entre violence et émotion.

Quand Barthélémy joue, il y a de la folie dans l'air. Et parfois l'ivresse des profondeurs. Il ne laisse rien passer. Sa tête est traversée d'idées, à saisir ou à perdre (ce qui rend sa présence en groupe fascinant et imprévisible). Trouvées, passages à vide ou relances, enrobements de carrefour surchargés, c'est sa façon à lui d'être compositeur. On ne vient pas impunément dans un monde trop vieux, etc. Juste après le free, tant après le rock, et sans le moindre goût pour la faire des stars confites en dévotion (les « grands » guitaristes modernes tous éblouis, comme les pianistes odobres, en saccés et officines dévotés), Barthélémy est âgé d'à peine trente ans, il vient de vraie banlieue (Saint-Denis). Etudes de mathématiques le jour, groupes de garages la nuit. Sa première formation, jazz, rock, fusion, rencontre du troisième type, s'intitulait Cédipe : cartes sur table ?

Parcours cahotique mais sans faute, Barthélémy a vite (et bien) rencontré : Portal, Globokar, Apathis, Siegfried Kessler, etc. Il s'est énormément fâché. Avec les uns, avec les autres. Il est de ces musiciens qui ne laissent pas tranquille. Il semble hanté par un insaisissable désir de vivre, une exaspérante volonté de jouer, d'inventer. On le retrouve le 10 janvier, jour anniversaire de Max Roach, en tête des Zhivaro, avec un programme éloquent : « Encore un monde à faire ! » C'est probablement un de ses derniers concerts en petite formation. Barthélémy vient d'être nommé directeur de l'ONJ. Le choix est prudent. D'abord parce que l'ONJ est systématiquement quêté au tournant (à croire que cela figure dans son cahier des charges). Ensuite, parce que Barthélémy peut réussir. Ce n'est pas joué, mais avec lui, tout est possible.

FRANÇOIS MARMADE.

• Claude Barthélémy. « Encore un monde à faire », avec Siracus, Texier, Fargier, Mahieux et Kassap, à Dancos, mardi 10 janvier, 21 h 30. Tél. : 43-44-72-00.

Après l'agression de jeunes royalistes contre Hélène Delavault

Hommages à « la Républicaine » et appel à une manifestation

Hélène Delavault a repris dès samedi 7 janvier son spectacle de chansons sur la Révolution aux Bouffes du Nord, après avoir été agressée en scène, vendredi, par une quinzaine de jeunes royalistes (le Monde daté 8-9 janvier).

M. François Mitterrand a adressé dès samedi un télégramme de sympathie à la chanteuse, qui avait été légèrement blessée aux yeux par des gaz lacrymogènes. « A l'aube de cette année 1989, la violence dont vous avez été la cible rappelle que la liberté est un bien qui se défend chaque jour », a écrit le président.

Le même jour, M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, avait assisté au tour de chant d'Hélène Delavault, intitulé « la Républicaine ». Il a exprimé son intention de faire protéger par la police des spectacles susceptibles d'être des attaques violentes de groupes politiques et religieux. « Il ne faut pas que les gens qui se conduisent comme des voyous puissent avoir l'impression qu'ils ont gagné », a déclaré le ministre, qui estime que l'attaque de vendredi soir atteinte la liberté d'expression que « les idées mêmes de la Révolution et de la République ».

M. Jack Lang, ministre de la culture, s'est dit quant à lui « ému » par l'événement et a félicité dans un

télégramme la chanteuse pour « son courage et son enthousiasme ».

« Après la censure de fait que les commandos d'extrême droite ont réussi à imposer par la violence au film de Martin Scorsese la Dernière Tentation du Christ, il est intolérable qu'une nouvelle agression tende à interdire la création et de nuire à la liberté d'expression », a déclaré samedi M. Max Gallo, secrétaire national à la culture du Parti socialiste. Il a indiqué que son parti appelle à la manifestation lancée par la Fédération nationale des syndicats du spectacle et le Syndicat français des artistes interprètes pour ce lundi 9 janvier, à 18 heures, devant le théâtre des Bouffes du Nord (37 bis, boulevard de La Chapelle).

Enfin, l'Humanité du 9 janvier publie, sous le titre « La montée de l'indignation », une longue déclaration de M. Gaston Plissonnier, secrétaire du comité central et membre du bureau politique du PC, où il dit notamment, avant d'appeler à « un tour à la manifestation » : « Il est temps, grand temps, que la Révolution française cesse d'être défigurée, moquée, par des pantouffles stériles et grotesques qui déshonorent la France et encouragent de telles agressions. Le Parti communiste ne laissera pas faire. »

ARTS

La première exposition depuis soixante ans

Malevitch à Moscou

Nouvelle étape dans la réhabilitation de l'avant-garde soviétique, le pouvoir a autorisé, pour la première fois depuis soixante ans, à Moscou, une exposition consacrée au pionnier de l'art abstrait Kasimir Malevitch.

Cette manifestation s'est ouverte samedi 7 janvier au public moscovite, auquel sont présentées deux cents œuvres du peintre. Une bonne moitié provient d'URSS, le reste a été mis à la disposition de la plus grande salle d'exposition de la capitale, située en face du fameux parc Gorki, par le Musée Stedelijk d'Amsterdam.

Dans une interview à l'AFP, Stanislav Ivanitski, un des organisateurs, a expliqué que l'exposition des peintures de Malevitch était interdite sous Staline, car il avait été jugé, à la fin des années 20, qu'elles n'étaient « pas comprises par les masses ». Puis, à-t-il poursuivi, dans les années 60 et 70, « les bureaucrates » ont continué d'empêcher que soient montrés au public les tableaux du peintre. La dernière exposition consacrée à Malevitch dans la capitale soviétique remonte à 1929. « Il aura fallu la persécution pour que cela change », constate Stanislav Ivanitski.

A l'entrée de l'exposition, une pancarte raconte la vie de Malevitch (1878-1935), omettant toutefois de rappeler sa disgrâce. M. Ivanitski se refuse à « des pronostics » sur le nombre de visiteurs mais assure qu'« ils vont bien réagir » à la vue des toiles accrochées ici pour la pre-

mière fois. Pourtant, lors du vernissage, vendredi, nombre de Soviétiques avaient une moue dubitative à la vue de ces œuvres non figuratives : Carré noir sur fond blanc, Cercle noir, et Croix noire.

Au cours d'une conférence de presse, M. Youri Koriolov, directeur de la Galerie Tretyakov de Moscou, a qualifié l'exposition d'« événement considérable pour notre culture » et a estimé qu'elle apporterait « une contribution énorme à l'art soviétique contemporain ». Il a à cet égard regretté que le nom de Malevitch ait été pendant si longtemps « tabou » en URSS, tout en soulignant que « son œuvre s'est enrichie à des résistances dans les milieux bourgeois ». Celui qui fut pendant de si longues années un des enfants maudits de l'avant-gardisme russe est désormais officiellement porté aux nues à l'occasion du 110^e anniversaire de sa naissance.

Déjà, en juillet dernier, un monument à sa mémoire, un bloc de béton creusé d'un carré rouge, était érigé à l'endroit supposé de la tombe du peintre, non loin de Moscou. Des représentants du Parti de la capitale avaient même pris part à son inauguration. Sa pierre tombale d'origine avait été détruite sous Staline.

Bref, le temps n'est plus, comme l'a révélé vendredi M. Ivanitski, où le ministère de la culture avait vendu, dans les années 70, deux œuvres de Malevitch à des collectionneurs privés occidentaux. Une erreur « tragique », a-t-il confié. Ce sera ensuite au tour de Wassily Kandinsky, autre artiste d'avant-garde, longtemps méprisé en URSS, d'avoir l'honneur des salles officielles d'exposition, ont annoncé des responsables du ministère de la culture. — (AFP.)

THÉÂTRE

« La Nuit tous les chats » de Jean-Claude Grumberg

Trouble matou

Après le torrent imprévisible du Faiseur de théâtre, de Thomas Bernhard, Jean-Pierre Vincent met en scène la logorrhée d'un Français moyen — Maurice Benichou — acteur de son état. Une pièce adaptée d'un roman de Jean-Claude Grumberg.

Tout est de la faute de ces moustaches qu'un acteur, visiblement plus connu aux guichets de l'ANPE qu'au box office, doit arborer pendant les mois d'été pour jouer quelques racords d'un feuilleton télévisé. Une nuit, en sortant d'un « bunker culturel », d'une banlieue, il se fait tabasser par une bande de jeunes gens. Avec ses moustaches, il a une vraie tête de Turc. A l'hôpital, au commissariat, son cas ne trouble guère l'ordre des choses. Son souci de justice laisse indifférent. Sa soif de vengeance, en revanche, obtient plus d'audience. Il se fait raser les moustaches.

Maintenant, il a l'air d'un flic. D'ailleurs, il fait du sport avec eux. Pour finir, il part en virée un soir. Les malheureux moustachus qui passaient par là en prendraient pour son grade. Gagné tout de même, l'acteur plante là ses copains flics, mais sans prêter secours au jeune homme : entre les paroles et les actes, il y a une marge.

Ainsi vont les chats dans la nuit de Jean-Claude Grumberg. Sa bête ne se contente pas de sommeiller, elle panache fiévreusement le discours rationnaire et de la bourse à une vraie tête de Turc. Jean-Claude Grumberg tape fort et dans tous les sens, sans tendresse, avec efficacité.

L'auteur de Rixe, Dreyfus, l'Atelier, l'Indien sous Babylone, n'est pas un néophyte.

Jean-Pierre Vincent, avant son grand chantier — un spectacle sur la naissance de la démocratie d'après Sophocle et Aristophane — a retrouvé, avec Grumberg, un de ses thèmes de prédilection : La nation française, son passé et son présent.

Pour cette « nuit », le décorateur Jean-Paul Chambray a imaginé une chambre à peu branchée au confort chic de catalogue par correspondance : de la couette à la serviette de toilette, tout est gris. Un angle de la pièce est seul décoré par la couleur. Au sol, gisent des camions d'enfant abandonnés et surmontés de lauriers. Les murs sont tapissés de miroirs et des ampoules nues. Car toute l'action de La Nuit tous les chats est donnée sur le mode de la narration par cet acteur raté, dont Maurice Benichou donne les mille gestes saccadés de la vulgarité ordinaire.

Est-ce réel ? S'agit-il de tuer ainsi sa solitude ? On ne sait trop. Jean-Pierre Vincent se garde bien de trancher. Tout reste trouble comme ce que renoue la pièce. D'où l'entraine, les longueurs de ce spectacle un peu bavard, non exempt de clichés, même si, bien sûr, Grumberg joue quand même de la violence qui rassure quand elle éclate. Ce qui n'est pas non plus sans équilibre.

ODILE QUIROT.

• Jusqu'au 4 février, au Théâtre ouvert. Tél. : 42-55-74-40.

Communication

Déçu par l'attitude des chaînes françaises

M. Jérôme Seydoux abandonne ses projets de production européenne

Le groupe Chargeurs S.A. se retire de la production télévisuelle et met en veilleuse son département Chargeurs Images. Présentant pourtant dans l'industrie cinématographique, actionnaire — très minoritaire — de la Cinq et du projet de satellite britannique BSB, le groupe de M. Jérôme Seydoux n'a pu trouver, parmi les chaînes françaises, de partenaires acceptant de s'engager à ses côtés dans la coproduction d'œuvres de fiction européennes haut de gamme.

Mars 1986. A quelques jours des élections législatives que le gauche au pouvoir allait perdre, le gouvernement de M. Laurent Fabius octroie deux canaux du satellite français TDF 1 au Consortium européen pour la télévision commerciale. Celui-ci doit gérer les deux canaux, les alimenter en programmes et regrouper à cet effet quatre partenaires de quatre pays européens : l'Allemand Léo Kirch, le Britannique Robert Maxwell, ainsi que le Français Jérôme Seydoux et l'Espagnol Silvio Berlusconi (ces deux derniers étant déjà dans la Cinq, qu'ils contrôlent alors). Septembre 1986 : la loi Léotard sur la communication annule les concessions des cinquième et sixième chaînes, tout comme celles du satellite.

Le Consortium continue, lui, à exister. Et les quatre partenaires poursuivent les entretiens qu'ils avaient entamés sur la coproduction de fiction. « Nous avons une vraie réflexion à l'échelle européenne », explique le cinéaste Bertrand Van Effenterre chargé par M. Seydoux d'animer Chargeurs Images, la branche française du Consortium. « Très vite, nous nous sommes rendus compte que seules des œuvres de qualité cinématographique, mais inadaptées par leur durée à la diffusion en salles, étaient susceptibles de séduire les spectateurs de pays très différents ».

Conserver la cohérence et l'authenticité

Décision est donc prise d'investir dans l'écriture de séries de quatre épisodes, dont le budget prévisionnel dépasse à chaque fois les 30 millions de francs ! Des sujets forts, des scénarios très travaillés dont « nous voulons absolument conserver la cohérence et l'authenticité », poursuit M. Van Effenterre. Pas question, par exemple, de se satisfaire d'une coproduction classique, mêlant un réalisateur italien, des acteurs français et des techniciens allemands ou britanniques, coproduction dont de trop nombreux exemples démontrent l'échec quasi systématique. « Notre philosophie était plus simple, ajoute M. Van Effenterre. Chaque adhérent du Consortium devait faire ses propres projets par ses propres moyens. Les coûts devaient être partagés à éga-

lité entre tous les membres, mais chaque gardant l'autorité maître des idées qu'il avait apportées. Les coproductions devaient être simplement financées ».

Mais cette conception se heurte en France à une réglementation qui, à la fois, favorise la diffusion à la télévision d'œuvres françaises — ce sont les fameux « quotas » — et définit très strictement le type de coproductions internationales qui y sont assimilées. « Il était très important que l'ensemble des coproductions du Consortium — celles faites en France, comme celles entièrement réalisées à l'étranger — soient considérées comme des œuvres françaises », explique l'ancien responsable de Chargeurs Images. Faute de quoi, le Consortium n'aurait jamais pu y renouer l'ensemble de ses investissements, les chaînes françaises y achetant les séries nationales beaucoup plus cher que celles issues de la Communauté européenne. Aussi, M. Van Effenterre propose-t-il au Centre national de la cinématographie (CNC), puis à la CNCL, de considérer comme françaises des « blocs » de quatre œuvres : trois dans lesquels Chargeurs Images n'a apporté que 25 % du financement, et une dont ceux-ci n'assument également que le quart du coût mais dont la fabrication est entièrement hexagonale. Les pouvoirs publics n'y mettent qu'une condition : que le « bloc » de quatre séries considéré soit diffusé par une seule et même chaîne.

C'était faire dépendre les projets du Consortium du bon vouloir d'un unique diffuseur. Ils n'y résisteront pas. La Cinq, dont MM. Seydoux et Berlusconi sont portants actionnaires, fait traîner les négociations. Incompatibilité des projets haut de gamme du Consortium avec sa grille de programme bon marché ? Dissensions entre M. Seydoux et les nouveaux dirigeants de la chaîne ? Tous ces est-il qu'en mai dernier les responsables de cette dernière entrent tout espoir de coproduction avec le Consortium en proposant un prix d'achat inférieur de moitié à celui demandé. Sollicité, Antoine 2 participe déjà à un « club » européen de coproductions. Reste TF1 qui, après avoir écouté les responsables du Consortium, trouve l'idée bonne, mais préfère la réaliser par elle-même. La Une vient d'embaucher le réalisateur Jacques Trépoat pour lancer des coproductions internationales et négocie de façon très approfondie avec Beta Taurus, le groupe de M. Léo Kirch, partenaire du Consortium.

Il ne restait plus à Chargeurs Images qu'à jeter l'éponge. Ce qui fut fait. A l'heure où les pouvoirs publics parlent de la suppression de la production et de la diffusion, ainsi que du renforcement du rôle joué par les groupes indépendants, la démonstration est faite du chemin à parcourir.

PIERRE-ANGEL GAY.

M. Murdoch dément la vente de la 20th Century Fox

Le groupe News International de M. Rupert Murdoch a démenti lundi 9 janvier les informations du quotidien britannique The Observer sur une vente prochaine de la 20th Century Fox, une société de production cinématographique et télévisuelle qui est une des plus importantes d'Amérique.

Selon l'Observer, M. Murdoch pourrait conserver les stations de télévision et le réseau de diffusion par satellite

qui sert de base à la construction de la chaîne nationale Fox. La vente de la 20th Century Fox s'expliquerait par le besoin, pour M. Murdoch, de financer deux opérations importantes : le rachat de Triangle, l'éditeur du magazine TV Guide, pour 3 milliards de dollars (18 milliards de francs) et celui de l'éditeur Collins (le Monde du 7 janvier).

EN BREF

• Nominations à Valeurs actuelles. — Au sein de l'hédomadaire Valeurs actuelles, M. François d'Orval, directeur de la rédaction, a été nommé début janvier directeur général des rédactions tandis que Patrick Buisson, chroniqueur politique, est promu directeur de la rédaction générale et Michel De Jaeghere rédacteur en chef adjoint. Enfin, un ancien de l'Express, Alain de Penatier, entre à Valeurs actuelles au poste de grand reporter chargé des affaires européennes.

• Le COMAREG acquiert de nouveaux journaux gratuits. — La Compagnie pour les marchés régionaux (COMAREG), présidée par M. Paul Dini, et dont Havas possède 52 % du capital depuis janvier 1988, a pris le contrôle de nouveaux journaux gratuits. Le montant des transactions n'a pas été révélé. Il s'agit d'Atlantiques Annonces (La Rochelle et de Rochefort), de Pub (Compiègne), de 60 (Creil), de Tub (Soissons) et de Comarc (Lille). La COMAREG prévoit aussi de s'implanter à Perpignan avec Contact Perpignan et à Carcassonne avec Aude Infos. Le groupe contrôle dorénavant

120 titres gratuits (au lieu de 111) représentant 11 millions d'emplacements. Il revendique 120 000 annonceurs publicitaires et 100 000 particuliers qui lui confient chaque semaine une petite annonce.

Le seul livre vraiment méchant de tous mes livres c'est le "Voyage"...

L.F. Céline.

384 PAGES 179 Frs.

theatre

cinema

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans dimanche-jour. Signification des symboles : > Signalé dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à évier □ On peut voir >>> Ne pas manquer >>> Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 9 janvier

TF 1

20.35 Série : Imogène. Ne vous fâchez pas Imogène, de François Leterrier, d'après Charles Exbrayat, avec Dominique Lavanant, Philippe Bruneau, Ginette Garcia. Imogène, espionne malgré elle, remplit sa mission avec une parfaite maîtrise. Humour. 22.00 Magazine : Santé à la une. D'Igor Barrière, présenté par Robert Namias et Anna Barrière. Thème : Dormir, c'est vivre aussi. 23.20 Journal et Météo. 23.40 Magazine : Météo Sport. De 0.40 à 6.37 Rediffusions. 0.40 Série : Drôles d'histoires. 1.05 Feuilleton : Cogne et gagne. 1.50 Magazine : Santé à la une. 3.05 Feuilleton : Symphonie. 3.30 Documentaire : Histoires naturelles. 4.25 Musique. 4.30 Feuilleton : Le boomerang noir. 6.00 Série : Drôles d'histoires.

A 2

20.40 L'heure de vérité. Invité : Charles Pasqua. L'ancien ministre de l'Intérieur répondra aux questions de François Henri de Virieu, Alain Duhamel, Albert du Roy, Jean-Louis Leschène et Jacques Deroy. (Événement du jeudi). 22.15 Flash d'informations. 22.20 Cinéma : Coulez le Bismarck ! Film anglais de Lewis Gilbert (1960). Avec Kenneth More, Dana Wynter, Carl Mohner. 23.55 Informations : 24 heures sur la 2. 0.20 Magazine : Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3

20.30 Cinéma : Les Oies sauvages □ Film anglais d'Andrew McLaglen (1978). Avec Richard Burton, Roger Moore, Richard Harris, Stewart Granger. 22.45 Journal. >>> 23.10 Magazine : Océaniques. La post-modernité, débat préparé par Pierre-André Boutang et Michel Cazenave, avec Luc Ferry (philosophe) et Jean-François Lyotard (professeur de philosophie). 0.05 Musiques, musique. Pavane pour une infante défunte, de Ravel, par Cyprien Katsaris, pianiste.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : L'Espion aux pattes de velours □ Film américain de Robert Stevenson (1965). Avec Hayley Mills, Dean Jones, Dorothy Frazier. 22.45 Informations. 23.10 Journal. >>> 23.30 Magazine : Bobagolfoot. A 23.30, football : à 23.00, boxe : à 0.30, football américain. 1.25 Cinéma : La Chevauchée fantastique □ Film américain de John Ford (1939). Avec John Wayne, Claire Trevor, Thomas Mitchell (v.o.).

Mardi 10 janvier

TF 1

14.35 Feuilleton : Joëlle Mazart. 15.30 Série : Drôles d'histoires. 15.55 Variétés : La chance aux chansons. 16.30 Jeu : Ordinateur. 16.50 Club Dorothée après-midi. Docteur Slump : Juliette, le t'âme : Tu chantes, tu gagnes ; Les chevaliers du zodiaque. 17.50 Série : Marti Hovson. 18.45 Avis de recherche : Bobagolfoot. A 23.30, football : à 23.00, boxe : à 0.30, football américain. 1.25 Cinéma : La Chevauchée fantastique □ Film américain de John Ford (1939). Avec John Wayne, Claire Trevor, Thomas Mitchell (v.o.).

A 2

14.10 Feuilleton : Chateaufort (2^e épisode). 15.10 Magazine : Du côté de chez Fred. Présenté par Frédéric Mitterrand. Spécial Cécile Halimi. 16.00 Flash d'informations. 16.05 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. Les marchands de peur. 17.00 Magazine : Graffiti. Présenté par Groucho et Chico. Footur : Quick et Flupke : Alf. 17.55 Série : L'homme qui tombe à pic. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jannet, présenté par Patrick Laffont. 19.10 Actualités régionales. 19.30 Plaisir de rire : Tel père, tel fils. Comédies et chocs. 20.00 Journal. 20.35 Météo. 20.40 Cinéma : Club de rencontres □ Film français de Michel Lang (1986). Avec Francis Perrin, Jean-Paul Comart, Valérie Allain, Isabelle Margault. 22.20 Flash d'informations. 22.25 Magazine : Stars à la barre. De Catherine Barba et Thierry Ardisson, présenté par Roger Zabel. Sous-titres : Informations. 23.00 Série : Cosby show. >>> 23.30 Téléfilm : Chantage à Washington. De Steven Spielberg, avec Martin Landau, Barry Sullivan, Barbara Bain. 23.50 Série : Drôles d'histoires. 23.55 Informations : 24 heures sur la 2. 0.00 Magazine : Steppes. De Bernard Pivot. 0.15 Magazine : Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3

14.30 Magazine : C'est pas juste. D'Agès Vincent, présenté par Vincent Pétrot, Evelyn Pétrot, Agès Vincent. 15.27 Flash d'informations : Faits de société. 15.30 Magazine : Télé Caroline. Présenté par Caroline Treca. Vidéo look : Mon héros préféré : Cinéma, théâtre, livres : Attractions : Top sixties : Télé choc, télé choc ; Papy. Mami : Vienne faire un tour... bilan ; Le jeu de la séduction ; Variétés. 17.00 Flash d'informations : Spécial jeunesse. De 17.05 à 18.30 Amuse 3. 17.05 Dessin animé : Petit ours brun. 17.06 Les gaffeurs. 17.10 Série : Tom Sawyer. 17.30 Série : Le chevalier lumière. Double jeu. 18.00 Ascenseur pour l'aventure. 18.05 Magazine : Drevet vend la mèche. 18.30 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.53 Dessin animé : Il était une fois la vie. La bouche et les dents. 20.05 Jeu : La chance. Présenté par Fabrice. 20.25 INC. 20.30 Téléfilm : L'œil du sorcier. D'Alain Dhénaut, d'après le roman de Patrick Pesnot et Philippe Allouf, avec Christian Barbier, Elina Labouret, Lucienne Marchand. Un vétérinaire redevient agriculteur voit brutalement ses affaires péricliter. Sorcellerie dans le Berry. 22.35 Journal. 23.00 Télévision régionale.

Audience TV du 8 janvier 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOPRES-NIELSEN)

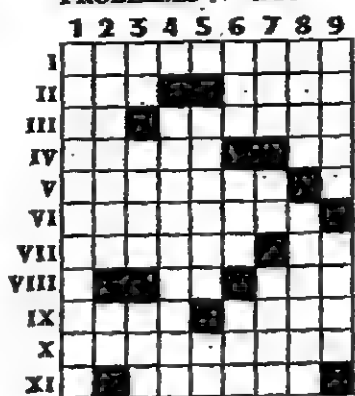
Audience instantanée, France entière 1 point = 183 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AVANT (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	50,9	23,4	11,9	8,0	2,5	4,4	3,0
19 h 45	57,5	23,7	16,2	8,9	2,5	4,3	2,7
20 h 16	64,1	23,5	18,0	11,3	5,0	4,5	2,2
20 h 56	68,0	23,9	19,4	6,9	3,2	12,4	4,6
22 h 8	68,0	28,0	7,0	3,8	0,7	14,6	5,5
22 h 44	30,2	6,2	7,6	6,7	0,7	5,1	3,7

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4914



HORIZONTALEMENT

1. Font un travail qui demande beaucoup de mouvements. — II. Commune, en mer. Un Grec qui savait parler. — III. N'est pas un nombre rond. Faire des entrelacements. — IV. Dans le canton de Soleure. Un dieu beau comme un astre. — V. Au pied des monts. — VI. Dames de compagnie. — VII. Privé de chair. Sans va parfois de la poitrine. — VIII. Un informateur anonyme. Un beau parleur. — IX. Un gros tonneau. Se mouiller. — X. Qui ne cache donc pas ce qu'on ne saurait voir. — XI. Certains se remplissent la nuit.

VERTICALEMENT

1. Quand on manque vraiment de chaleur humaine. — 2. Quand il est petit c'est une mignardise. Point de départ. — 3. Cours élémentaire. Forte, est parfois ca tôle. Une chaîne solide. — 4. Ce sont parfois des parasites. — 5. Point du jour. Adverbe. — 6. Est allongé. Une longue durée. Demi, n'est pas tout à fait dans le milieu. — 7. D'un auxiliaire. La moitié de neuf. Était évidemment plus grande que le pied. — 8. Éveiller des échos sylvestres. Un peu sages. 9. Un bon fromage. Où il y a un vice.

Solution du problème n° 4913

Horizontalement : 1. Escalier. Escro. — II. Spirituelle. Ici. — III. Comète. Palmiers. — IV. Artiste. Érié. Succ. — V. La. Intis. Sas. — VI. Aden. Nis. Déténu. — VII. Dit. Acre. Avis. — VIII. Equeur. Ames. Ce. — IX. Ruineux. Net. — X. Nérie. L6. — XI. Escortes. Umali. — XII. Ariarisme. Bel. — XIII. Tapa. Lemane. — XIV. Rio. Etrel. — XV. Amuse. Une. Vers.

Verticalement : 1. Escalader. Extra. — 2. Sporadiques. Ain. — 3. Cine. Etui. Capot. — 4. Artiste. Encore. — 5. Liter. Are. Ri. En. — 6. ite. Incrément. 7. Eu. Etrier. En. Ru. — 8. Reprise. Enliser. — 9. Lait. Ass. Sain. — 10. Elle. Dam. Rummie. — 11. Sem. Sévèrement. — 12. Istas. Et. — 13. Rieuses. Abuse. — 14. Ocre. Nacelles. — 15. Ciseau. Etolées.

GUY BROUTY.

« La drogue, ça commence où ? — Comment peut-on faire pour que les adultes se comportent autrement ? Quel espace de transgression peut être autorisé dans notre société ? Et la SIDA ? Pourquoi l'aborder lorsqu'on parle de la toxicomanie ? Les docteurs G. Touzeau et G. Muller de l'association FIRST (Formations interventions recherche SIDA toxicomanies) tenteront de répondre à ces questions le 11 janvier, de 15 heures à 17 heures, au Centre d'information et de documentation jeunesse.

★ CIDI, 101, rue Brault, 75740 Paris cedex 15. Tél. : 45-66-06-67.

LOTO

TRACÉ DU SIREN 7 JANVIER 1989

1 3 12 24 41 42 19

PROCHAIN TRACÉ, EN DIRECT SUR 10, 11 JANVIER 1989 À 20 H 30 ET 10 JANVIER 1989 À 20 H 30

PROCHAIN TRACÉ, EN DIRECT SUR 10, 11 JANVIER 1989 À 20 H 30 ET 10 JANVIER 1989 À 20 H 30	PROCHAIN TRACÉ, EN DIRECT SUR 10, 11 JANVIER 1989 À 20 H 30 ET 10 JANVIER 1989 À 20 H 30
593 060 000 F	593 060 000 F
67 195 000 F	67 195 000 F
7 550 000 F	7 550 000 F
120 000 F	120 000 F
9 000 F	9 000 F
18 000 F	18 000 F

LOTO

RESULTATS COMPLETS

12 tirages : 91 336 000 F

13 tirages : 2 864 000 F

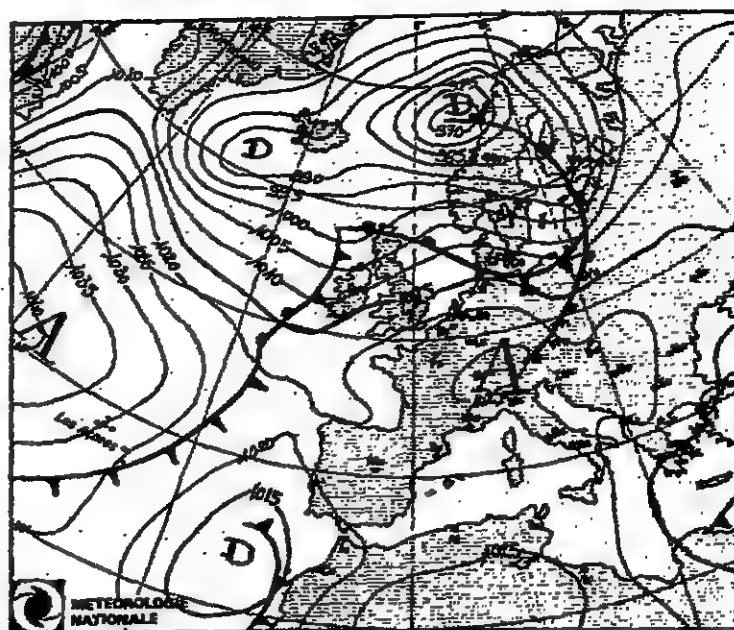
14 tirages : 227 000 F

NUMERO FACTOLE : 7

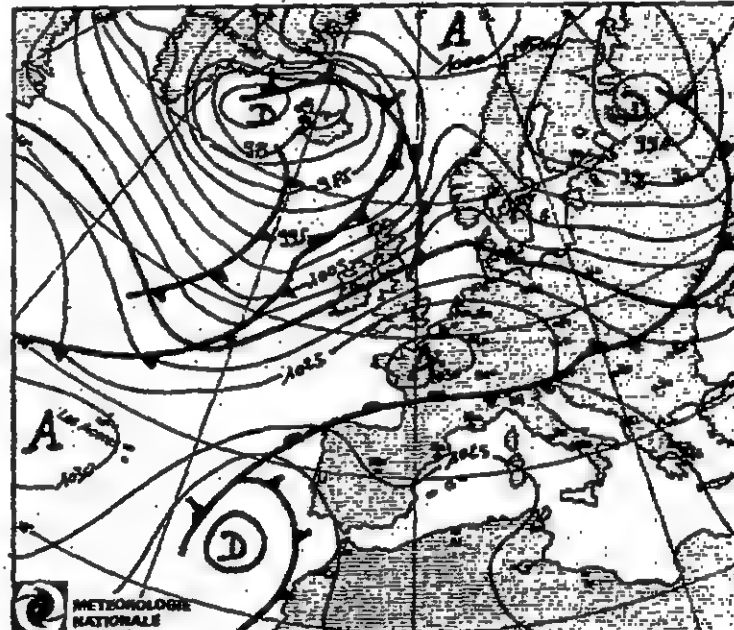
TRACÉ DU SIREN 8 JANVIER 1989

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 9 JANVIER 1989 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 11 JANVIER 1989 À 12 HEURES TU



Évolution probable du temps en France entre le lundi 9 janvier à 0 heure et le mardi 10 janvier 1989 à 24 heures.

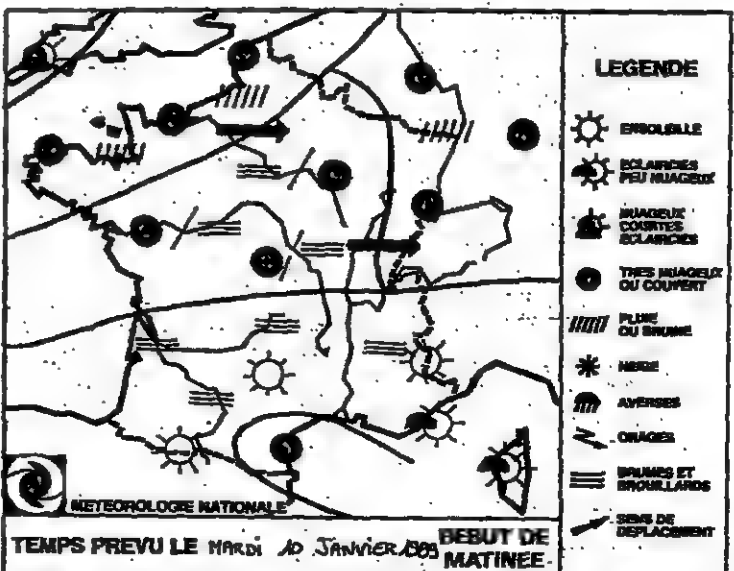
Avec la baisse des pressions sur le nord de la France, les perturbations atlantiques vont pouvoir traverser ces régions. Le temps sera donc couvert et faiblement pluvieux sur la moitié nord. Plus au sud, le soleil percera les brouillards matinaux vers la mi-journée.

Mardi : faibles pluies au nord, après-midi ensoleillée au sud. Sur la Bretagne, la Normandie et le Nord-Pas-de-Calais, le temps sera pluvieux et doux. En cours d'après-midi, le vent s'orientera au nord-ouest et des éclaircies apparaîtront. La température

restera comprise entre 7 et 10 degrés toute la journée.

De l'Aquitaine aux Alpes et à la Méditerranée, les brouillards seront denses et fréquents au lever du jour. Ils se dissiperont peu à peu en cours de matinée. L'après-midi, le soleil sera très présent. Seul le Languedoc-Roussillon conservera un ciel maugou. Au lever du jour, il fera frais (-2 à 2 degrés) mais grâce au soleil, la température atteindra 11 à 15 degrés en milieu d'après-midi.

Sur les autres régions, la journée restera grise, humide et très brumeuse. Les pluies faibles et éparpillées du matin se renouvelleront légèrement dans l'après-midi. Le thermomètre indiquera 4 à 7 degrés le matin puis remontera jusqu'à 7 à 10 degrés en cours de journée.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 8-1-1989 à 6 heures TU et le 9-1-1989 à 6 heures TU

le 2-1-1989 à 8 heures TU ou le 3-1-1989 à 8 heures TU							
FRANCE		TOURS		LOZ ANGELES			
PARIS	15	9	1	D	15	2	D
BOULOGNE	13	9	1	D	15	2	D
STRASBOURG	13	9	1	D	15	2	D
LYON	13	9	1	D	15	2	D
MONTPELLIER	13	9	1	D	15	2	D
NANTES	13	9	1	D	15	2	D
TOULOUSE	13	9	1	D	15	2	D
CLERMONT-FERRAND	13	9	1	D	15	2	D
DIJON	13	9	1	D	15	2	D
REIMS	13	9	1	D	15	2	D
LA ROCHELLE	13	9	1	D	15	2	D
CAEN	13	9	1	D	15	2	D
ANGERS	13	9	1	D	15	2	D
ORLÉANS	13	9	1	D	15	2	D
POitiers	13	9	1	D	15	2	D
SAINT-ÉTIENNE	13	9	1	D	15	2	D
LEZ ANGELES	13	9	1	D	15	2	D
TOULOUSE	13	9	1	D	15	2	D
BOULOGNE	13	9	1	D	15	2	D
STRASBOURG	13	9	1	D	15	2	D
LYON	13	9	1	D	15	2	D
MONTPELLIER	13	9	1	D	15	2	D
NANTES	13	9	1	D	15	2	D
TOULOUSE	13	9	1	D	15	2	D
CLERMONT-FERRAND	13	9	1	D	15	2	D
DIJON	13	9	1	D	15	2	D
REIMS	13	9	1	D	15	2	D
LA ROCHELLE	13	9	1	D	15	2	D
CAEN	13	9	1	D	15	2	D
ANGERS	13	9	1	D	15	2	D
ORLÉANS	13	9	1	D	15	2	D
POitiers	13	9	1	D	15	2	D
SAINT-ÉTIENNE	13	9	1	D	15	2	D
LEZ ANGELES	13	9	1	D	15	2	D
TOULOUSE	13	9	1	D	15	2	D
BOULOGNE	13	9	1	D	15	2	D
STRASBOURG	13	9	1	D	15	2	D
LYON	13	9	1	D	15	2	D
MONTPELLIER	13	9	1	D	15	2	D
NANTES	13	9	1	D	15	2	D
TOULOUSE	13	9	1	D	15	2	D
CLERMONT-FERRAND	13	9	1	D	15	2	D
DIJON	13	9	1	D	15	2	D
REIMS	13	9	1	D	15	2	D
LA ROCHELLE	13	9	1	D	15	2	D
CAEN	13	9	1	D	15	2	D
ANGERS	13	9	1	D	15	2	D
ORLÉANS	13	9	1	D	15	2	D
POitiers	13	9	1	D	15	2	D
SAINT-ÉTIENNE	13	9	1	D	15	2	D
LEZ ANGELES	13	9	1	D	15	2	D
TOULOUSE	13	9	1	D	15	2	D
BOULOGNE	13	9	1	D	15	2	D
STRASBOURG	13	9	1	D	15	2	D
LYON	13	9	1	D	15	2	D
MONTPELLIER	13	9	1	D	15	2	D
NANTES	13	9	1	D	15	2	D
TOULOUSE	13	9	1	D	15	2	D
CLERMONT-FERRAND	13	9	1	D	15	2	D
DIJON	13	9	1	D	15	2	D
REIMS	13	9	1	D	15	2	D
LA ROCHELLE	13	9	1	D	15	2	D
CAEN	13	9	1	D	15	2	D
ANGERS	13	9	1	D	15	2	D
ORLÉANS	13	9	1	D	15	2	D
POitiers	13	9	1	D	15	2	D
SAINT-ÉTIENNE	13	9	1	D	15	2	D
LEZ ANGELES	13	9	1	D	15	2	D
TOULOUSE	13	9	1	D	15	2	D
BOULOGNE	13	9	1	D	15	2	D
STRASBOURG	13	9	1	D	15	2	D
LYON	13	9	1	D	15	2	D
MONTPELLIER	13	9	1	D	15	2	D
NANTES	13	9	1	D	15	2	D
TOULOUSE	13	9	1	D	15	2	D
CLERMONT-FERRAND	13	9	1	D	15	2	D
DIJON	13	9	1	D	15	2	D
REIMS	13	9	1	D	15	2	D
LA ROCHELLE	13	9	1	D	15	2	D
CAEN	13	9	1	D	15	2	D
ANGERS	13	9	1	D	15	2	D
ORLÉANS	13	9	1	D	15	2	D
POitiers	13	9	1	D	15	2	D
SAINT-ÉTIENNE	13	9	1	D	15	2	D
LEZ ANGELES	13	9	1	D	15	2	D
TOULOUSE	13	9	1	D	15	2	D
BOULOGNE	13	9	1	D	15	2	D
STRASBOURG	13	9	1	D	15	2	D
LYON	13	9	1	D	15	2	D
MONTPELLIER	13	9	1	D	15	2	D
NANTES	13	9	1	D	15	2	D
TOULOUSE	13	9	1	D	15	2	D
CLERMONT-FERRAND	13	9	1	D	15	2	D
DIJON	13	9	1	D	15	2	D
REIMS	13	9	1	D	15	2	D
LA ROCHELLE	13	9	1	D	15	2	D
CAEN	13	9	1	D	15	2	D
ANGERS	13	9	1	D	15	2	D
ORLÉANS	13	9	1	D	15	2	D
POitiers	13	9	1	D	15	2	D
SAINT-ÉTIENNE	13	9	1	D	15	2	D
LEZ ANGELES	13	9	1	D	15	2	D
TOULOUSE	13	9	1	D	15	2	D
BOULOGNE	13	9	1	D	15	2	D
STRASBOURG	13	9	1	D	15	2	D
LYON	13	9	1	D	15	2	D
MONTPELLIER	13	9	1	D	15	2	D
NANTES	13	9	1	D	15	2	D
TOULOUSE	13	9	1	D	15	2	D
CLERMONT-FERRAND	13	9	1	D	15	2	D
DIJON	13	9	1	D	15	2	D
REIMS	13	9	1	D	15	2	D
LA ROCHELLE	13	9	1	D	15	2	D
CAEN	13	9	1	D	15	2	D
ANGERS	13	9	1	D	15	2	D
ORLÉANS	13	9	1	D	15	2	D
POitiers	13	9	1	D	15	2	D
SAINT-ÉTIENNE	13	9	1	D	15	2	D
LEZ ANGELES	13	9	1	D	15	2	D
TOULOUSE	13	9	1	D	15	2	D
BOULOGNE	13	9	1	D	15	2	D
STRASBOURG	13	9	1	D	15	2	D
LYON	13	9	1	D	15	2	D
MONTPELLIER	13	9	1	D	15	2	D
NANTES	13	9	1	D	15	2	D
TOULOUSE	13	9	1	D	15	2	D
CLERMONT-FERRAND	13	9	1	D	15	2	D
DIJON	13	9	1	D	15	2	D
REIMS	13	9	1	D	15	2	D
LA ROCHELLE	13	9	1	D	15	2	D
CAEN	13	9	1	D	15	2	D
ANGERS	13	9	1	D	15	2	D
ORLÉANS	13	9	1	D	15	2	D
POitiers	13	9	1	D	15	2	D
SAINT-ÉTIENNE	13	9	1	D	15	2	D
LEZ ANGELES	13	9	1	D	15	2	D
TOULOUSE	13	9	1	D	15	2	D
BOULOGNE	13	9	1	D	15	2	D
STRASBOURG	13	9	1	D	15	2	D
LYON	13	9	1	D	15	2	D
MONTPELLIER	13	9	1	D	15	2	D
NANTES	13	9	1	D	15	2	D
TOULOUSE	13	9	1	D	15	2	D
CLERMONT-FERRAND	13	9	1	D	15	2	D
DIJON	13	9	1	D	15	2	D
REIMS	13	9	1	D	15	2	D
LA ROCHELLE	13	9	1	D	15	2	D
CAEN	13	9	1	D	15	2	D
ANGERS	13	9	1	D	15	2	D
ORLÉANS	13	9	1	D	15	2	D
POitiers	13	9	1	D	15	2	D
SAINT-ÉTIENNE	13	9	1	D	15	2	D
LEZ ANGELES	13	9	1	D	15	2	D
TOULOUSE	13	9	1	D	15	2	D
BOULOGNE	13	9	1	D	15	2	D
STRASBOURG	13	9	1	D	15	2	D
LYON	13	9	1	D	15	2	D
MONTPELLIER	13	9	1	D	15	2	D
NANTES	13	9	1	D	15	2	D
TOULOUSE	13	9	1	D	15	2	D
CLERMONT-FERRAND	13	9	1	D	15	2	D
DIJON	13	9	1	D	15	2	D
REIMS	13	9	1	D	15	2	D
LA ROCHELLE	13	9	1	D	15	2	D
CAEN	13	9	1	D	15	2	D
ANGERS	13	9	1	D	15	2	D
ORLÉANS	13	9	1	D	15	2	D
POitiers	13	9	1	D	15	2	D
SAINT-ÉTIENNE	13	9	1	D	15	2	D
LEZ ANGELES	13	9	1	D	15	2	D
TOULOUSE	13	9	1	D	15	2	D
BOULOGNE	13	9	1	D	15	2	D
STRASBOURG	13	9	1	D	15	2	D
LYON	13	9	1	D	15	2	D
MONTPELLIER	13	9	1	D	15	2	D
NANTES	13	9	1	D	15	2	D
TOULOUSE	13	9	1	D	15	2	D
CLERMONT-FERRAND	13	9	1	D	15	2	D
DIJON	13	9	1	D	15	2	D
REIMS	13	9	1	D	15	2	D
LA ROCHELLE	13	9	1	D	15	2	D
CAEN	13	9	1	D	15	2	D
ANGERS	13	9	1	D	15	2	D
ORLÉANS	13	9	1	D	15	2	D
POitiers	13	9	1	D	15	2	D
SAINT-ÉTIENNE	13	9	1	D	15	2	D
LEZ ANGELES	13	9	1	D	15	2	D
TOULOUSE	13	9	1	D	15	2	D
BOULOGNE	13	9	1	D	15	2	D
STRASBOURG	13	9	1	D	15	2	D
LYON	13	9	1	D	15	2	D
MONTPELLIER	13	9	1	D	15	2	D
NANTES	13	9	1	D	15	2	D
TOULOUSE	13	9	1	D	15	2	D
CLERMONT-FERRAND	13	9	1	D	15	2	D
DIJON	13	9	1	D	15	2	D
REIMS	13	9	1	D	15	2	D
LA ROCHELLE	13	9	1	D	15	2	D
CAEN	13	9	1	D	15	2	D
ANGERS	13	9	1	D	15	2	D
ORLÉANS	13	9	1	D	15	2	D
POitiers	13	9	1	D	15	2	D
SAINT-ÉTIENNE	13	9	1	D	15	2	D
LEZ ANGELES	13	9	1	D	15	2	D
TOULOUSE	13	9	1	D	15	2	D
BOULOGNE	13	9	1	D	15	2	D
STRASBOURG	13	9	1	D	15	2	D
LYON	13	9	1	D	15	2	D
MONTPELLIER	13	9	1	D	15	2	D
NANTES	13	9	1	D	15	2	D
TOULOUSE	13	9	1	D	15	2	D
CLERMONT-FERRAND	13	9	1	D	15	2	D
DIJON	13	9	1	D	15	2	D
REIMS	13	9	1	D	15	2	D
LA ROCHELLE	13	9	1	D	15	2	D
CAEN	13	9	1	D	15	2	D
ANGERS	13	9	1	D	15	2	D
ORLÉANS	13	9	1	D	15	2	D
POitiers	13	9	1	D	15	2	D
SAINT-ÉTIENNE	13	9	1	D	15	2	D
LEZ ANGELES	13	9	1	D	15	2	D
TOULOUSE	13	9	1	D	15	2	D
BOULOGNE	13	9	1	D	15	2	D
STRASBOURG	13	9	1	D	15	2	D
LYON	13	9	1	D	15	2	D
MONTPELLIER	13	9	1	D	15	2	D
NANTES	13	9					

Société

Les travaux de la mission Bonnemaison après la grève des gardiens de prison

La « pénitentiaire » sur le divan

Trois mois après la signature d'un protocole d'accord avec les personnels pénitentiaires, dont le mouvement avait conduit à paralyser le fonctionnement de la justice, M. Gilbert Bonnemaison, député PS et maire d'Épinay-sur-Seine, médiateur de ce conflit, a fait parvenir dans tous les établissements pénitentiaires le rapport issu d'une consultation sans précédent de tous les membres du personnel. Cette consultation interne a été confiée à un cabinet privé, GESTE (Groupe d'études sociales, techniques et économiques), spécialiste des « ressources humaines » dans les entreprises. Radiographie inédite du malaise de l'administration pénitentiaire, cette consultation a suscité des espoirs considérables parmi le personnel.

À l'automne 1988, quand les surveillants des prisons commencèrent à exprimer leur mécontentement, personne au ministère de la justice ne crut que leur action irait aussi loin. Celle-ci avait commencé aux Baumettes, à Marseille, où une grève continue opposait les gardiens à un directeur aux idées trop neuves, et qu'ils jugeaient trop conciliant à l'égard des détenus. Il devait gagner les trois quarts des établissements pénitentiaires et conduire à la paralysie de la justice. Aux portes des prisons, les fonctionnaires en tunique bleue apprenaient à se frotter aux forces de l'ordre, à donner des interviews, à distribuer des tracts. D'ordinaire si disciplinés, si « caporalisés », ils marquaient le pouvoir jusqu'à l'illégalité d'une grève. Dépassé, le ministère de la justice devait alors, sur ordre de Matignon, remettre le dossier entre les mains d'un médiateur, M. Gilbert Bonnemaison, député PS et maire d'Épinay-sur-Seine, son commissaire des prisons, puisqu'il est depuis des années le rapporteur de leur budget à l'Assemblée nationale. Le 8 octobre, on arrivait à un accord pour dégrader postes et crédits. Il était temps. Déjà on avait prévu de faire donner la troupe.

Premier des conflits sociaux de l'automne, avant ceux des infirmières, des employés du métro, de la télévision, etc., celui des gardiens de prison fait aujourd'hui figure de laboratoire social. Pour la première fois, comme le prévoyait l'accord, le principe d'une consultation générale de tout le personnel pénitentiaire était respecté. La « méthode Bonnemaison » privilégie, en effet, le terrain.

Avec un budget dérisoire, pour l'ampleur de la tâche — on attendait vraisemblablement les 2 millions de francs — et une rapidité d'exécution surprenante, on a d'abord créé dans

établissements, notamment de la région parisienne où la direction a parfois refusé de faciliter les choses. Les personnels administratifs, techniques, socio-éducatifs, les gradés, les personnels de direction ont participé à 80 %. Les syndicats — qu'il s'agisse de ne pas contraindre alors qu'ils avaient été largement dépassés par leur base pendant le conflit, et qui voyaient déjà dans la mission Bonnemaison une concurrence déloyale et le risque de raviver

au sein de l'administration pénitentiaire, il ne s'agit ni d'aimer les détenus ni d'aimer les personnels pénitentiaires. Les seconds n'existeraient d'ailleurs pas sans les premiers. Il s'agit de voir comment faire pour que l'intérêt public soit effectivement servi par l'institution. Cela exclut la passion et l'indifférence. Le passé, en matière pénitentiaire, remonte au début des campagnes sécuritaires dans les années 70, qui ont eu pour corollaire une

de sécurité, M. Bonnemaison estime que le rapport qu'il doit remettre fin janvier à partir de consultations « n'est pas une fin en soi ». Il faut arriver à une technologie globale de traitement de la sécurité des personnes et des biens qui doit se situer hors de toute exploitation partisane ou démagogique.

Il reste que, au-delà de propositions qui ne pourront faire l'impasse sur le sous-développement culturel et humain d'une administration qui

se perçoit elle-même comme archaïque, il faudra aussi trouver de l'argent pour réhabiliter une profession déconsidérée. C'est à cette aune que les gardiens, les « matons », comme ils détestent être appelés, mesurent si on a voulu seulement les calmer en recueillant leur opinion, ou si l'on prend au sérieux ceux en qui l'équipe de GESTE a vu d'abord des gens blessés.

AGATHE LOGEART.

A Strasbourg

Le cahier de doléances des surveillants de base

STRASBOURG de notre envoyée spéciale

Son attaché-cas à la main, un jeune homme un peu timide, un petit cheveu sur la langue, a poussé la porte de la direction régionale de l'administration pénitentiaire de Strasbourg. La nouvelle prison est parcourue de fresques pastel, et le sas d'entrée, une structure métallique jaune vif, lui donne un air de supermarché. Les logements de fonction des personnels pénitentiaires sont vert amande et rose layette, bleu tendre ou caramel.

Envoyé spécial de GESTE, le jeune homme ressemble à un instituteur avec ses petites lunettes à monture métallique. S'il lui arrive de se faire un peu chahuter, il en sourit : « De toute façon, je me fais engueuler tout le temps. »

Il sont là, une vingtaine de surveillants de base, vagues impressionnés par l'attention soudaine qu'on leur porte. Sur la table, on a posé un projecteur. Des « transparents » — on se croirait à un cours de géographie — renvoient sur un écran capricieux le schéma de la consultation Bonnemaison (voir ci-contre). On explique le système : « GESTE est une société privée indépendante de la justice et de l'administration pénitentiaire. Nous sommes une garantie de l'impartialité de la remontée de l'information. Il n'y aura aucune censure. » Certains gardiens sont bien un peu bougons, un peu crâneurs aussi. En aparté, ils évaluent « ce que ça peut coûter et qu'on ferait mieux de nous donner ». D'autres, déjà, ont pris l'affaire au sérieux. « C'est la première fois qu'on nous demande ce qu'on a dans la crâne. On ne va pas bouder ; ça n'engage à rien du tout, puisque ça n'engage que nous. » Alors, on sort un grand cahier d'écolier où, d'une écriture régulière en bleu et en rouge, on a retranscrit « le cahier de doléances » en essayant d'être fidèle. Là un

plus débrouillard s'est servi d'une machine à traitement de texte.

Un peu sur la défensive, des représentants syndicaux estiment que « ça ressemble un peu à du bluff. L'administration pénitentiaire connaît nos revendications depuis des années ; c'est parce qu'on a fait un mouvement dur qu'on se met à nous demander notre avis ». Il n'empêche, on finit bien, le timbré posé, par se piquer au jeu. On évoque le catalogue de revendications sur les primes, les salaires, les effectifs. On rappelle qu'on n'est pas du tout favorable au syndicat de détenus ni au parti social et qu'on est inquiet du SIDA. « On voudrait un vaccin obligatoire. Puis on passe au reste : tout ce quotidien vécu comme humiliant, harassant, mal organisé et plein d'inutiles tracasseries.

le vrai civeage

« On ne peut pas rester dans le noir comme on l'est maintenant ; on veut être consulté sur la sécurité, les horaires, la construction des nouveaux établissements. Après tout, nous sommes les premiers concernés. » « On en a assez des politiques qui changent tout le temps. » « On en a assez de la casquette d'être toujours présenté comme des gens sans scrupules, voire des bourreaux. » On s'étonne que la télévision, lorsqu'elle filme un surveillant, le montre et toujours en train de regarder par un cellulaire, jamais en train de jouer à la pétanque avec les détenus. « On met en cause la direction — c'est comme parler aux murs », les gradés, distributeurs de « passe-droits », le « copinage syndical ». On a des idées bien arrêtées sur la sécurité, rendue les miradors efficaces et vivables, rétablir les quartiers de sécurité renforcée pour les détenus dangereux.

Et puis, tout à trac, éclate au détour d'une phrase le vrai civeage

entre ceux qui, faisant le même métier, en ont des conceptions inconciliables. Sans aucun doute marqué par le mutinerie d'Ensisheim où les surveillants des miradors, impuissants, ont assisté au sacage de la prison, ce jeune homme, impeccable, pointilleux dans le choix des mots, réclame le droit de tirer par tout lorsqu'on a un fusil dans les mains. Il souhaite qu'on élimine, lors du recrutement des candidats de trop petite taille, qui ne seraient pas assez costauds pour se collecter avec des détenus dangereux. « Ce que tu veux, c'est des surveillants Rambo, le retour de la race aryenne », lui répond un collègue, en murmurant tout bas qu'un type comme ça n'a rien à faire dans la pénitentiaire. Entre ceux qui regrettent qu'on prenne plus au sérieux la parole des détenus que celle d'un fonctionnaire et ceux qui aimeraient tant que leur mission « garder et réinsérer », ne soit pas un vain mot, les passerelles sont fragiles.

Comment travaillent-ils ensemble, ceux-là qui regardent les détenus, ainsi que l'a écrit un délégué du Nord dans son rapport : « comme des personnages, dans leur grande majorité, tout à fait immoraux, infantiles, enlaphabètes », le rôle des gardiens étant de tenter de les « débarrasser de ces tares » et ces autres pour qui « on incarne un peu les gens pour qu'ils doivent faire des « parmis » qu'on leur envoie au « trou », pas plus que des toxicomanes qu'ils sont bien en peine de soigner.

Comme à Strasbourg, partout en France des réunions de ce type se sont tenues. En une longue litanie, les revendications ont été égrenées, des plus générales aux plus particulières, non étant ici dérisoires. Comme le souhait de celui-ci de démissionner sa prison, ce qui en dit long sur l'hygiène qui doit y régner. Ou cette autre demandant sur la grève de l'inscription sur la liste rouge pour éviter les coups de téléphone anonymes ou vengeurs. Ou encore

cette revendication des travailleurs sociaux, la possibilité d'utiliser le téléphone, toute l'année durant, sans que la ligne soit coupée lorsque les crédits sont épuisés — c'est tout de même plus commode lorsqu'on cherche du travail pour un sortant de prison...

Partout, on réclame un uniforme adapté : on en a assez des chaussures qui blessent. On aimerait une tenue moins égrée et, pourquoi pas ? protéger du froid lorsqu'on fait, dans certaines régions, des rondes de nuit par -15°C.

Ici, ce sont des administratifs qui aimeraient « un peu plus de lumière dans les bureaux ». Alléluia, des surveillants voudraient pouvoir disposer de crayons sans avoir à remplir un imprimé adressé à la direction régionale... Et puis, aussi, l'absurde que l'on dénonce : celui des notations tatillonnes et infantilisantes ; la distribution quotidienne de PV sur les voitures du personnel qui habite loin et ne dispose pas plus de parkings que de moyens pour les payer, les humiliations inutiles comme la lecture publique des sanctions au cours de l'appel ; la tutelle jugée trop pesante des magistrats ; les perspectives de carrière bouchées, du haut en bas de l'échelle.

A Strasbourg, ce jeune homme râle, joyal, qui rembarrait le Rambo d'Ensisheim, aimait bien, de temps en temps, passer ses vacances avec sa famille, un week-end sur deux ou trois, et non un sur six ou sept, au hasard des sous-effectifs ; un mois d'été tous les trois ans et non, avec un peu de chance, tous les cinq ou six ans ; et surtout, lorsqu'il voit ses enfants « juste le temps de leur mettre une baffe », ne pas s'entendre dire par sa femme : « Ne parle pas aux enfants comme s'ils étaient des détenus. »

« La pire de tout, reconnaît-il, c'est qu'il n'a raison. »

Ag. L.

CAMPUS

Le CNESER est réformé

Le CNESER (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche) va faire peau neuve. Un décret publié au Journal officiel du 3 janvier modifie la composition de cet organisme consultatif, présidé par le ministre de l'éducation, qui est saisi pour avis sur tous les textes et projets concernant l'enseignement supérieur. Dans la foulée, des élections au CNESER auront lieu le 27 avril (date limite de dépôt des listes le 23 février) afin de renouveler les représentants enseignants et étudiants au Conseil. La dernière élection remonte en effet à 1983 : un décret modifiant l'organisation du CNESER avait été pris en 1985, mais avait rapidement été abrogé par M. Deveau.

Les modifications apportées au CNESER par le décret du 3 janvier sont destinées à en alléger et en améliorer le fonctionnement. Ainsi le nombre des membres sera désormais de soixante et un, au lieu de quatre-vingt-dix actuellement. Quarante seront des représentants élus des personnels et des étudiants des universités (onze professeurs, onze représentants des autres enseignants, onze étudiants, six ATOS — personnels administratifs — et un représentant du corps des bibliothécaires). Le conseil sera composé par vingt et une personnes représentant les grands intérêts nationaux et nommé par le ministre de l'éducation.

Cette réduction, qui ne modifie pas le rapport entre membres élus et nommés, permettra au CNESER de se réunir plus fréquemment en séance plénière : le nouveau décret prévoit au moins trois réunions annuelles, au lieu de deux actuellement. Enfin les membres du conseil sont élus pour quatre ans (à l'exception des étudiants élus pour deux ans) au scrutin de liste à la proportionnelle et ne peuvent accomplir plus de deux mandats.

G. C.

● Le Havre au « chapitre »

L'école supérieure de commerce Le Havre-Caen vient d'être admise au « chapitre » qui regroupe les écoles de gestion membres de la conférence nationale des grandes écoles. Elle devient ainsi la dix-septième membre de ce cercle. Cette décision a été prise à la suite d'un « audit » visant à vérifier que l'école satisfait à un certain nombre de critères pédagogiques (nombre et qualité des enseignants, horaires des cours, programmes...)

● Mécénat et parrainage

L'association du corps enseignant de l'école centrale de Paris organise, le jeudi 26 janvier, un colloque sur le thème : « Mécénat et parrainage en science et technologie », à

l'occasion du Forum Centrale Entreprises monté par les élèves de l'école. (Association du corps enseignant, Ecole centrale Paris, 92295 Châtenay-Maleyrie Cedex. Renseignements : Jacques Villard, tél. : 46-83-62-62, ou Dominique Peryère, tél. : 46-83-63-43.)

● Au lycée Henri-IV

Le département Enseignement, de Total Compagnie française des pétroles, a fait don au lycée Henri-IV d'un chronomètre en phase gazeuse, destiné aux séances de travaux pratiques des élèves de classes préparatoires scientifiques « spéciales P ». Cette technique d'analyse de mélange complexe est très utilisée dans les industries chimique et pharmaceutique. Cette initiative fait partie d'une série d'actions pédagogiques engagées dans le cadre d'un jumelage entre Total et Henri-IV.

« des coordinations sauvages » — ont été habilement associés à l'entreprise.

Si le mouvement de septembre-octobre a fait découvrir au personnel pénitentiaire sa puissance, cette consultation a été pour lui, malgré certaines réticences, l'occasion unique de dire ce qu'il avait depuis longtemps sur le cœur. A côté des revendications catégorielles classiques, l'aspiration à la dignité, à la reconnaissance, de ceux qui se sentent le dernier maillon d'une société prompt à enfermer, mais peu soucieuse de ceux à qui elle en confie la mission, a été, pour la première fois, s'exprimer sans fard.

Que sortira-t-il de ce « fantastique défilé », selon le mot d'un responsable de l'administration. C'est à Gilbert Bonnemaison, qui a entrepris, le rapport GESTE sous le bras, une tournée dans une quinzaine d'établissements pénitentiaires de dégager des propositions concrètes. « Les gens de cette administration, explique-t-il, disposent désormais d'un regard sur eux-mêmes qu'ils n'ont jamais eu. En matière de justice, et en particulier

hausse constante du nombre de détenus. On s'est réfugié dans une politique répressive sans s'en donner les moyens. Cela reste vrai aujourd'hui. On entend, et on a raison, moderniser le police. Mais que la réussite couronne ces efforts et que le taux d'incarcération de la délinquance quotidienne passe d'un peu plus de 10 % à 20 ou 25 %, et le système judiciaire éclate. »

Partisan d'une réflexion globale sur les questions de délinquance et

● Attentat à l'explosif contre le siège d'une entreprise nigérienne. — Un attentat à l'explosif a été commis, samedi soir 7 janvier, contre le siège social de l'entreprise de travaux publics SPADA, à Nice (Alpes-Maritimes). La charge, probablement du plastique, déposée devant la porte d'entrée de l'établissement a provoqué des dégâts relativement importants, endommageant sérieusement un véhicule en stationnement et souillant la presque totalité des vitres de l'immeuble de six étages. Cet attentat dirigé contre l'une des plus importantes sociétés de travaux publics de la région n'a pas été revendiqué.

monisation des transports ferroviaires et routiers.

● N° 88-8 du 5 janvier 1989 modifiant le code de la Sécurité sociale (partie décrets) et relatif à la protection contre les accidents du travail des personnes bénéficiaires du revenu minimum d'insertion.

● Sont publiés au Journal officiel du dimanche 8 janvier 1989 :

DES ARRÊTÉS

● Du 1^{er} décembre 1988 fixant le calendrier du concours général des lycées (session de 1989).

● Du 24 novembre 1988 modifiant l'arrêté du 31 juillet 1981 relatif aux brevets, licences et qualifications des navigants non professionnels de l'aéronautique civile.

هكذا من الأصل

Lisez cette annonce, et vous ferez peut-être l'objet de la prochaine.

Janvier 89 : Tours ouvre la commercialisation de 4 nouvelles zones économiques représentant plus de 15 hectares de terrains. Un interlocuteur unique, au 47.20.28.28, traitera, avec vous, financement, immobilier, viabilisation. Et dès que votre entreprise tournera, Tours le fera savoir. A Tours, nous ne nous contentons pas de vous vendre des mètres carrés. Nous vous soutenons de toute notre matière grise.

A Tours la matière grise prend des couleurs.

TOURS

Le profil ESLSCA

- * culture générale
- * ouverture sur l'étranger
- * aptitude à la négociation
- * rigueur et créativité d'un entrepreneur
- * souplesse de raisonnement
- * volonté de perfectionnisme

Depuis 1949, l'Ecole Supérieure Libre des Sciences Commerciales Appliquées, ESLSCA, a délivré son diplôme à 4.700 élèves.

Un diplôme reconnu par l'Etat. L'admission sur concours sélectionne chaque année 250 candidats sur 3.000.

250 candidats qui reçoivent pendant 3 ans un enseignement totalement intégré à la vie des affaires. En outre, des accords conclus avec des universités américaines, canadiennes, japonaises, permettent l'obtention d'un M.B.A. C'est le programme international de l'ESLSCA, l'un des plus anciens et des plus solides en France.

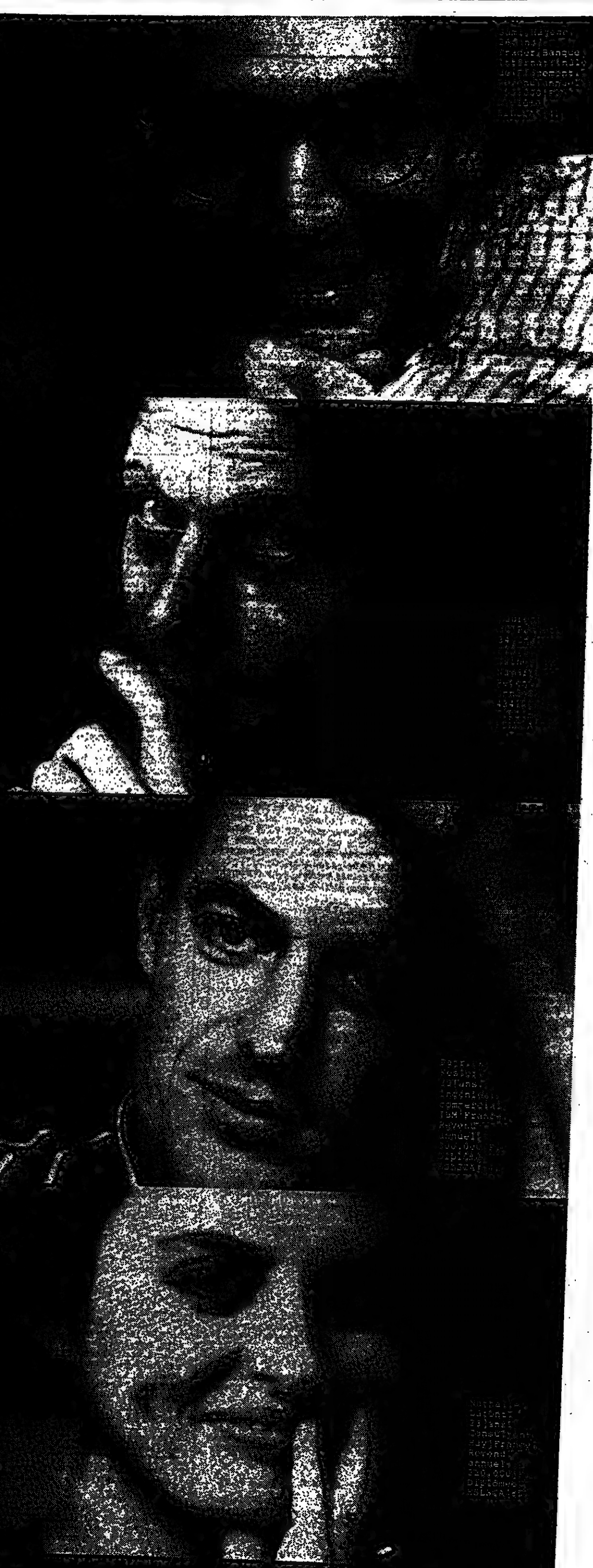
Enfin, l'ESLSCA enrichit sa pédagogie de l'initiative à travers une vie associative et culturelle intense.

Des atouts qui offrent des débouchés immédiats et expliquent le salaire moyen d'embauche élevé (150.000 francs annuels) à la sortie.

Des atouts pour gagner.

eslsca

ECOLE SUPERIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUEES.
Etablissement privé d'enseignement
supérieur reconnu par l'Etat. 1, rue Bougainville,
75007 PARIS, FRANCE. (1) 45.51.32.59



Le Monde

ECONOMIE

L'ENDETTEMENT DES FRANÇAIS

Tout, tout de suite

A LEUR tour, les Français vivent à crédit. En 1988, un seuil important a été franchi : désormais, plus d'une famille française sur deux est endettée. Depuis le début des années 80, après les entreprises et l'Etat, les particuliers n'hésitent plus à recourir aux différentes formes de prêts qui leur sont proposées (prêt personnel, vente à tempérament, crédit permanent...).

Sociologique autant qu'économique, le phénomène inquiète le pouvoir politique. Après M. Edouard Balladur, M. Pierre Bérégovoy s'inquiète des conséquences de l'explosion du crédit à la consommation sur l'inflation et le commerce extérieur. Après M. Jean Arthuis, M. Véronique Neiertz craint le développement de situations de « surendettement ».

Les Français s'endettent. Bien que mal appréhendée en termes statistiques, l'évolution est incontestable. Si depuis longtemps déjà, ils ont recours au crédit pour l'achat de leur logement, le phénomène nouveau réside dans l'explosion des crédits de trésorerie. Tout, tout de suite : les Français veulent consommer immédiatement, quitte à payer plus tard. Ils empruntent ainsi à court terme — pour des durées de remboursement qui peuvent aller de quelques mois à cinq ans, pour l'acquisition d'une voiture, d'un canapé, d'un lecteur de disques compacts ou de vacances à l'étranger.

Après avoir progressé en valeur de 17 % par an entre 1970 et 1984, le montant des crédits à la consommation a augmenté à un rythme annuel supérieur à 30 % depuis 1985, avec toutefois une sensible décélération en 1988 (22 %). Le taux d'endettement des ménages à des fins de consommation — c'est-à-dire le rapport entre les crédits de trésorerie contractés et le revenu disponible brut — est ainsi passé en France de 3 % à la fin de 1980 à 4 % fin 1985, 6,7 % fin 1987 et sans doute plus de 7 % à la fin de 1988. Il a donc plus que doublé en huit ans.

Si l'on ajoute au crédit à la consommation les prêts à l'habitat, on constate que le nombre des ménages endettés à au moins un titre est passé de 39 % en 1984 à 45,6 % en 1986 et au-dessus de 50 % en 1988. Au total, un tiers environ des ménages disposent de crédits à l'habitat, et un peu plus d'un cinquième de crédits de trésorerie (1). L'évolution est donc rapide et importante.

Comme aux Etats-Unis

Du côté de la demande d'abord, on assiste en France à un spectaculaire revirement de l'opinion à l'égard du crédit. S'endetter n'est plus un acte honteux, au contraire ! D'après des enquêtes professionnelles évoquées lors du colloque du Crédit social des fonctionnaires, à Paris, en décembre dernier, il apparaît que plus de 70 % des Français estiment désormais normal de recourir au crédit. Ils ne sont que 2 % d'irréductibles, totalement opposés à toute forme d'emprunt.

Pour près de la moitié des personnes interrogées, le crédit est maintenant le seul moyen pour financer un achat coûteux. La dette n'est plus une faute — les deux mots, dette et faute, se traduisent d'ailleurs par un même terme en allemand, *Schuld*.

Moins réticents à l'égard de l'acte d'emprunter, les Français tentent maintenant de rattraper leur retard en ce domaine. C'est l'« effet de rattrapage » invoqué par tous les banquiers.

Bien qu'il ait doublé entre 1980 et 1987, le taux d'endettement des Français est encore bien inférieur à celui des familles anglaises (13,4 %), ouest-allemandes (13,4 %), et surtout américaines (24 %). D'après un économiste américain (2), il existerait une convergence des taux d'endettement entre les principaux pays industriels, se traduisant par un alignement progressif sur les com-

portements relevés aux Etats-Unis.

Le recours accru au crédit des Français est enfin stimulé par ce que les théoriciens du « cycle de vie » nomment des effets d'âge et de génération. Dans sa vie, l'individu a naturellement tendance à emprunter au début de son entrée dans la vie active, lorsqu'il prend son indépendance vis-à-vis de sa famille, pour ses « frais d'installation », notamment. Toutes les enquêtes le démontrent, on emprunte plus à trente ans qu'à cinquante ans.

Le gonflement actuel du crédit à la consommation est lié, d'après M. Denis Kessler, professeur à l'université de Nancy, à l'accession à l'indépendance financière des générations massives du baby-boom (les Français nés entre 1948 et 1964). A l'« effet d'âge » s'ajoute un « effet de génération ». Un jeune de trente ans en 1989 a plus facilement recours au crédit que son père vingt ans plus tôt.

Ce double effet est largement confirmé par les faits (voir le graphique). Entre trente et trente-cinq ans, plus de sept ménages sur dix sont endettés. « Ce sont les ménages actifs, plutôt jeunes et aisés et ayant des enfants qui sont les plus endettés », note M. Marc Christine, de l'INSEE. C'est entre vingt-cinq et quarante ans que les ménages sont les plus endettés pour raison de trésorerie, alors que la proportion des titulaires de crédits à l'habitat est maximale entre quarante et cinquante ans. L'auteur conclut sa radiographie de l'endettement des ménages en relevant que « les comportements d'endettement mettent en évidence une opposition entre les ménages symbolisant une société traditionnelle (inactifs, personnes âgées, agriculteurs...) et ceux représentant la « dynamique » (actifs, jeunes ménages, cadres supérieurs, Parisiens...) ».

L'offre des banques

L'explosion est ensuite liée à l'offre. Faut-il le rappeler, il y a dix ans encore, il fallait beaucoup de courage à un particulier pour oser demander au guichet de sa banque un crédit. Les choses ont bien changé. Aujourd'hui, banques, établissements spécialisés, distributeurs de cartes de paiement ou de crédit, grands magasins, spécialistes de la vente par correspondance... une kyrielle de sociétés inondent la boîte aux lettres des jeunes cadres d'offres de crédits.

Plusieurs éléments expliquent ce développement spectaculaire de l'offre. La levée progressive de l'encadrement quantitatif du crédit à partir de 1985, sa suppression totale en 1987 ont joué à cet égard un rôle essentiel. Libres, les banques cherchent à accroître leurs activités et leurs parts de marché. Or, en même temps elles ont eu à faire face à une moindre demande de leur clientèle traditionnelle, les entreprises, l'autofinancement et les marchés financiers intervenant.

Depuis 1982, l'offre de crédit des particuliers a ainsi connu un développement quantitatif et qualitatif. De nouveaux produits, de plus en plus sophistiqués, sont proposés à la clientèle, dans une débauche de publicité. On a assisté en particulier à la multiplication des cartes de paiement (de plus en plus supports de crédit), plus en plus permanents (dits aussi crédits revolving) et maintenant des prêts à taux variables.

La concurrence est vive. Pour les économistes, une énigme subsiste : cette concurrence ne s'est pas encore traduite par une baisse importante des prix. Les taux d'intérêt calculés sur ces prêts sont encore très élevés entre 14 % et 18,78 % pour les prêts personnels par exemple. En termes réels, le prix de l'argent est toujours exceptionnellement haut (plus de 10 %).

Enfin, le crédit a fonctionné comme un amortisseur de la

Déculpabilisés par des offres alléchantes, ils n'hésitent plus à emprunter. Faut-il s'en inquiéter ?

crise » analysent deux experts de la Banque de France (3). Effectivement, il a pris son envol en 1982-1983, au moment où le gouvernement imposait la rigueur salariale au pays. Pour maintenir leur consommation, alors que leurs revenus stagnaient, parfois diminuaient, les Français ont eu recours au crédit. Comme dans

les entreprises ou pour l'Etat, il a joué le rôle d'un instrument d'ajustement conjoncturel. La décélération enregistrée en 1988 semble conforter cette thèse.

Faut-il s'inquiéter néanmoins de cette explosion récente de l'endettement des ménages français ? Les banquiers se veulent

rassurants : le phénomène ne fait que ramener la France dans une situation semblable à celle de ses principaux partenaires. Les pouvoirs publics en revanche expriment régulièrement leurs inquiétudes à propos d'un « surendettement » des ménages français. Si ces interrogations se justifient, elles ne devraient néanmoins pas pour l'instant donner lieu à des mesures exceptionnelles.

Le développement du crédit à la consommation est-il source d'inflation ? L'expérience récente semble prouver le contraire. Les crédits de trésorerie aux particu-

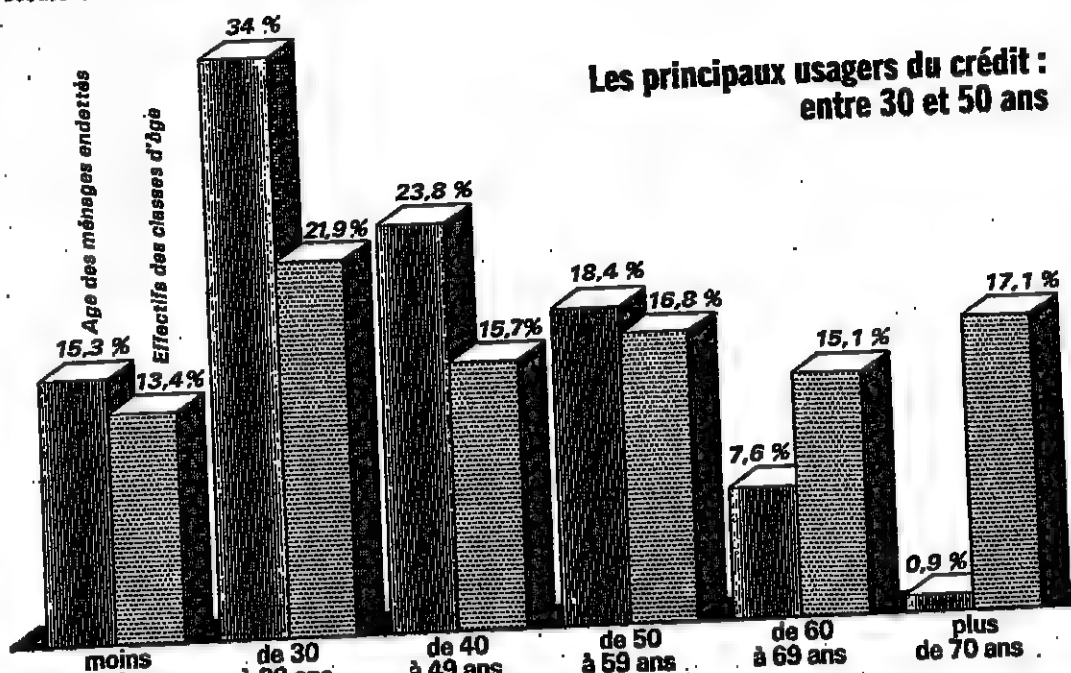
liers ont connu une véritable explosion au moment où le rythme de la hausse des prix connaissait en France un net ralentissement.

En fait, malgré une forte croissance sur les quatre dernières années, l'encours des crédits de trésorerie (257 milliards de francs à la fin de 1987) reste en volume encore modeste. Il ne représente qu'une faible part dans l'ensemble des crédits à l'économie (5,9 % du total en 1987). L'influence sur la masse monétaire du développement de la contrepartie « crédits de trésorerie aux particuliers » reste donc encore pour l'instant « quantitativement limitée », reconnaît un expert de la Banque de France.

Le crédit aux particuliers a-t-il alors contribué à la persistance du déficit commercial extérieur ? Il a certes permis le soutien de la consommation et vraisemblablement entraîné des importations de certains biens durables. L'analyse de la structure des déficits extérieurs français au cours des dernières années ne permet pourtant pas de conclure à une responsabilité essentielle.

ERIK IZRAELECWICZ.
(Lire la suite page 18.)

- (1) « L'endettement des ménages », de Marc Christine, revue *Banque*, décembre 1988.
- (2) « Converging Household Debt Ratios of Four Industrial Countries », D.B. Christelow, Federal Reserve Bank of New York, Quarterly Review, Winter 1987-1988.
- (3) « Rigueur salariale et vie à crédit », P. Artus et M.-O. Strauss-Kahn. Note de la Banque de France.



A consommer avec modération ?

par DENIS KESSLER (*)

QU'IL s'agisse des entreprises, de la nation, de l'Etat ou des ménages, l'endettement reste toujours perçu comme un danger, et l'objet d'une répression, toujours morale, souvent économique. Les années 70 furent marquées par la montée de la dette des entreprises et des nations, le début des années 80 par le gonflement de la dette publique, la fin de cette décennie par l'essor dans tous les pays développés de l'endettement des ménages.

Tout se passe d'ailleurs comme si l'on assistait au jeu de mistigri bien connu, la résorption du passif d'un agent ne se faisant qu'au prix de l'augmentation d'un autre. Certains vont même jusqu'à prétendre qu'en définitive l'endettement, quel que soit le bilan où il est inscrit, repose toujours sur les ménages. Il y a sans doute une part de vérité dans cette affirmation, mais reconnaissons au moins que ce ne sont pas les mêmes ménages qui supportent le poids des ajustements de passif.

Toujours est-il qu'à chaque fois que l'on constate le gonflement du passif d'un agent de l'économie nationale, on entend des cris d'alarme. La liste des effets pervers de ce phénomène est rapidement dressée, et l'on milite en faveur de son contrôle en vue de sa résorption ou de sa stabilisation. L'endettement serait décourageant, vicieux, et seuls l'épargne des ménages, l'impôt d'Etat ou l'autofinancement des entreprises seraient vertueux.

On dénierait ainsi au crédit la qualité d'un bien ou d'un service comme un autre. Si l'on doit se réjouir de l'essor des ventes de réfrigérateurs ou de cornets de glace, il faudrait au contraire s'inquiéter de la croissance des activités de crédit. Le crédit serait par nature un bien tuteur, dont il faudrait nécessairement contrôler l'offre. Tel est largement le cas, car la loi réserve à un type d'établissement particulier l'activité de crédit. Par ailleurs, la politique monétaire a longtemps étroitement contrôlé quantitative-

ment le volume de crédit distribué, et la contrainte la plus forte pesait sur le crédit aux particuliers. Enfin, la loi définit en France un taux de l'usure, c'est-à-dire le prix maximum de ce service qu'est le crédit.

Toutefois faut-il aussi agir sur la consommation de crédit ? Attacher sur chaque offre de crédit : « Attention, tout abus est dangereux, à consommer avec modération » ? Ne délivrer le crédit que sur ordonnance d'un docteur en patrimoine ? En fait on oublie trop fréquemment que le crédit n'est que la face cachée de l'épargne. Epargner consiste à s'abstenir de consommer aujourd'hui pour consommer (plus ?) demain. S'endetter consiste à consommer plus aujourd'hui pour consommer (beaucoup ?) moins demain. Aussi, dans une vision intertemporelle, épargne et crédit apparaissent bien comme le même phénomène, l'emprunteur s'engageant explicitement à épargner demain lorsque tomberont les échéances.

En temps et en heure

L'emprunt, pour se muer en épargne, doit être remboursé en temps et en heure. Un établissement de crédit en garde pignon sur rue que s'il parvient à ce que cette métamorphose s'opère. D'où l'importance qu'il accorde aux emprunteurs potentiels. Les établissements de crédit ont mis en place avec succès les fameuses méthodes de score, qui visent à filtrer les candidats à l'emprunt. Elles sont efficaces, même si on peut encore les améliorer, car elles écartent de l'accès au crédit nombre de ménages dont les caractéristiques ne leur permettraient pas d'épargner demain pour rembourser le prêt.

Les établissements financiers spécialisés dans le prêt aux particuliers ont considéré qu'il était important de savoir si le candidat à l'emprunt n'avait pas laissé d'ardoise auprès de l'un d'eux et ont constitué un fichier des mauvais payeurs (ce

aucun incident de paiement. Le taux de perte finale est faible, de l'ordre de 1 %. Au total, on peut estimer à environ 200 000 le nombre des ménages qui ne sont pas en état de rembourser tout ou partie des prêts qu'ils ont contractés.

La dégradation de la situation d'endettement du ménage peut provenir tout d'abord de l'augmentation de son passif, et donc de ses charges de remboursement. Le ménage multiplie le recours à l'emprunt et s'expose de lui-même à des difficultés budgétaires par impatience ou myopie. Ce que le ménage a tendance à oublier, c'est que, compte tenu des taux d'intérêt en vigueur, la consommation à 6 laquelle il devra renoncer demain est nettement plus importante que celle à laquelle il accède aujourd'hui.

(*) Professeur à l'université Nancy-II.

(Lire la suite page 18.)

2^e CYCLE ISG

PROGRAMMES PEDAGOGIQUES 1989

- Cycle national : 1^{re} et 2^e année d'enseignement et préparation à la vie professionnelle à Paris ; 3^e année d'insertion professionnelle progressive en entreprise
- Cycle multinational : 1^{re} année : enseignement de base et préparation internationale à Paris ; 2^e année : enseignement à l'étranger ; Zone U.S.A. : I.S.G. New York ; Zone ASIE : I.S.G. Tokyo - Chine - N.P.I. ; 3^e année : insertion professionnelle en entreprise

Dates du concours : 17, 18 et 19 avril 1989

Date limite du dépôt des dossiers : 4 février 1989

Institut Supérieur de Gestion
Etablissement libre
d'enseignement supérieur
8, rue de Lota - 75116 Paris
Tel. : 45 53 60 00 - Minitel : 3616 ISG

ISG

L'ENDETTEMENT DES FRANÇAIS

Les joies du crédit

Un, deux, trois, quatre crédits à la consommation, un prêt immobilier, des mensualités régulières : lorsqu'elle détaille ses engagements financiers, Laurence s'étonne elle-même. Il y a encore quelques années, elle préférait payer comptant, quitte parfois à déséquilibrer brutalement son budget. Laurence se méfiait du crédit comme de la peste. Une question d'éducation sans doute.

« Mon père, qui est magistrat, a toujours évité d'y avoir recours, raconte-t-elle. A ses yeux, le crédit conserve des connotations désagréables : c'est l'usure, les taux abusifs, les crédits vicieux. Surtout pour les crédits à la consommation... Aujourd'hui encore, il n'en a pas un seul, ce qui n'est pas mon cas ! J'ai toutefois mis un certain temps à me débarrasser de cette image négative qu'il m'avait inculquée. »

Faute d'épargne

Laurence s'est engagée sur la voie du crédit à petits pas : d'abord, une avance de 3 000 francs concédée par des amis, puis un crédit « gratuit » souscrit lors de l'achat d'un meuble de salon dont le paiement pouvait être étalé sur trois mois. Puis, il y a eu le crédit voiture — 2 200 francs, sur trente-six mois — le crédit cuisine — 672 francs sur cinq ans — et le crédit hi-fi — 300 francs sur trois ans — qui se sont ajoutés à

un prêt immobilier contracté en 1982 lors de l'achat d'un appartement à Paris.

Aujourd'hui ses préventions d'antan ont tout à fait disparu. Laurence et son mari Olivier ont fini par apprendre à jongler avec les échéances et les mensualités, et tous deux se sont partagés les tâches : Laurence rembourse la voiture et la cuisine, tandis qu'Olivier se charge de l'appartement et de la chaîne hi-fi.

Ils sont enthousiastes, certes, mais prudents : cette addition de crédits ne menace en rien leur équilibre financier. Le couple, deux cadres administratifs parisiens, gagne 30 000 francs par mois, alors que le total des remboursements s'élève à un peu plus de 7 000 francs mensuels. Le taux d'endettement de Laurence atteint 24 %, celui d'Olivier 21 %.

Le quart pratiquement du revenu du ménage. Un rapport, disent-ils, raisonnable. Pas question de se laisser noyer sous une vague de crédits mal gérés, souscrits avec maladresse et précipitation un jour d'euphorie. Leurs calculs sont précis. Ils ne se laissent pas surprendre.

« Ces prêts nous facilitent la vie, c'est vrai, note Laurence. Au lieu de déboursier brutalement de grosses sommes, nous versons tous les mois de petites mensualités qui finissent par être quasiment indolores. Cela nous évite de surveiller nos comptes de près, ou de craindre les découverts subits. Tout se fait en douceur, sans inquiétude. »



Au fil des ans, le crédit finit par devenir un réflexe. Lors de ses achats, Isabelle demande désormais s'il existe des paiements à crédit. Responsable du département bureautique et informatique d'une banque de la région parisienne, elle a déjà souscrit un prêt immobilier et un crédit-ménager qui représente un taux d'endettement de 18 %.

En mars prochain, Isabelle a décidé de partir en vacances en Suisse. Un séjour de ski pour quatre personnes qui lui a coûté un peu plus de 10 000 francs. Il existait une formule de crédit qui était le paiement sur trois mois moyennant une augmentation de 120 francs. Isabelle n'a pas hésité : « 120 francs, ce n'est grand-chose. Et les paiements étalés, ce sont des soucis bancaires en moins. » Le crédit compense même, dit-elle, son incapacité à...

épargner ! Malgré ses efforts, Isabelle a du mal à mettre de l'argent de côté. Pas question, dans ces conditions, de se montrer raisonnable et d'économiser patiemment en vue d'un prochain achat.

Le bas de laine ne survit pas très longtemps. « J'ai ouvert un CODEVI, mais je n'y arrive pas. Je finis par puiser dedans. Dès que j'ai de l'argent sur mon compte, j'ai envie de le dépenser ; du coup, j'ai du mal à acheter des choses importantes. Je n'arriverais pas à mettre de l'argent de côté pour m'acheter une voiture. En revanche, je paye mes traites sans problème. »

L'avantage ? Consommer dans l'immédiat, bien sûr. Éviter de passer des années à épargner laborieusement comme un écuire, résume Jacques, qui dirige le service contentieux d'une compagnie d'assurances. Ces dernières années, tous ses meubles, ou presque, ont été achetés à crédit : une cuisine — 620 francs sur sept ans — une chambre à coucher à — 1 074 francs sur trois ans — une chambre d'enfant — 365 francs sur deux ans — et une caravane — 1 445 francs sur deux ans.

« Je suis impatient, explique Jacques. Je n'ai aucune envie d'attendre la retraite pour vivre confortablement. Mes enfants sont jeunes. Je suis heureux de leur offrir une belle maison. » Les taux sont élevés, mais, lors de la souscription des crédits, il ne s'en est pas inquiété. A vrai dire, il les ignorait. Le vendeur s'est montré

évasif, tout en répétant avec insistance le seul chiffre des mensualités. Jacques s'est donc laissé convaincre : « Les traites ont l'air si légères lorsque l'on évite de parler de taux, note-t-il. Subitement, tout à l'air possible. »

Aujourd'hui, Jacques s'en mord toutefois un peu les doigts : malgré ses revenus — 22 000 francs grâce aux deux salaires du couple — les remboursements sont parfois difficiles.

Tous vivent finalement au-dessus de leurs moyens sans mettre réellement leur budget en péril. François, contrôleur de gestion, l'admet sans mal. « Si je payais tout comptant, je n'aurais pas le moitié de ce que je possède, explique-t-il. En fait, j'utilise de l'argent que je n'ai pas. »

François, qui a acheté son salon, sa chaîne hi-fi, et son micro-ordinateur à tempérament, est un maniaque de la carte de crédit : il dispose de deux cartes bleues — une sur son compte personnel, une sur compte revolving — une carte COFINOGA, une carte American Express, une carte orange Cetelem, et une carte Premier, qui lui donne des taux préférentiels sur ses découvertes...

« C'est cela l'avenir, lance-t-il. On joue un peu avec le feu, mais sans excès. Croyez-moi, tout cela est le plus souvent très bien maîtrisé. »

ANNE CHEMIN.

Tout, tout de suite

(Suite de la page 17.)

Pour l'avenir, les économistes de la BNP estiment, dans leur lettre de conjoncture de novembre 1988, que « dans les années à venir, le crédit de trésorerie devrait fournir une contribution nulle, voire faiblement négative, à la croissance de la consommation ». Il ne pèsera pas, dans ces conditions, sur les échanges extérieurs du pays.

Le recours accru des Français au crédit fait en revanche naître deux risques réels pour l'économie nationale : celui d'une insuffisance d'épargne, d'une part ; celui de l'émergence d'une population « surendettée », d'autre part. Selon certains économistes, le recours au crédit serait l'une des causes de la chute du taux d'épargne. Mais, pour d'autres, si les Français s'endettent aujourd'hui, c'est qu'ils reportent à plus tard leur effort d'épargne afin de rembourser leurs prêts.

Il n'en reste pas moins vrai qu'en quelques années, la part de l'épargne des ménages dans l'épargne nationale est tombée de près des deux tiers en 1982, à peine plus des deux cinquièmes en 1987.

L'amélioration de la situation financière des entreprises a permis ces dernières de reconstruire leur épargne, mais cette compensation n'a pas été suffisante pour maintenir à son niveau antérieur le taux national d'épargne qui, rapporté au produit intérieur brut, est revenu de 25 % en 1979 à un peu moins de 20 % depuis 1982. « La se trouve la retombée la plus grave des nouveaux comportements des Français », estime notamment André Babeau, le secrétaire général du Centre de recherche économique sur l'épargne (CREP).

Va-t-on voir aussi émerger une population de « surendettés » incapables de rembourser ses prêts ?

Mme Neiertz, secrétaire d'Etat à la consommation, a demandé, en novembre dernier, une étude au Conseil national de la consommation et au Comité consultatif des usagers des services bancaires.

Difficile déjà pour une entreprise et pour un Etat, l'appréciation de la notion de « surendettement » l'est plus encore dans le cas d'un particulier. « Certains consacrent 50 % de leurs revenus à des remboursements sans aucune difficulté, d'autres n'arrivent pas à y réserver plus de 20 %, fait remarquer un banquier qui ajoute : « Qui sont les surendettés ? »

Une légère montée des impayés

Pour tous les professionnels, le niveau de l'endettement n'est pas le déterminant essentiel des impayés. Si la profession a observé une « légère montée des impayés » au cours de l'année écoulée, ceux-ci restent encore très raisonnables, dans la norme européenne. Le nombre des personnes endettées réellement en difficulté serait actuellement de 200 000 selon certains, de 1,5 million selon d'autres. La fourchette est large.

Faut-il envisager de freiner le développement du crédit aux particuliers ? Techniquement difficile — sauf à revenir à une forme déguisée d'encadrement quantitatif — personne ne le souhaite. Des précautions doivent-elles néanmoins être prises pour éviter tout dérapage ? Les experts n'ont pas encore tranché. Pendant ce temps, les Français continuent à emprunter.

ERIK IZRALEWICZ.

A consommer avec modération ?

(Suite de la page 17.)

La condition permissive de cette consommation immodérée de crédit provient principalement de la multiplicité des guichets ouverts et de l'absence d'informations centralisées et fiables sur le passif des ménages dans un fichier positif. Notons que certaines formules, encouragées un temps par l'Etat, de prêt à mensualités progressives aboutissent, elles aussi, à une dégradation de la situation de l'emprunteur.

Soyons réalistes : il semble difficile de rendre prévoyants les myopes. Mais on peut améliorer en profondeur l'information dont disposent les candidats à l'emprunt, et les établissements de crédit pourraient participer davantage à un vaste effort de pédagogie sur le thème « endettez-vous bien, ou mieux », qui rappellerait aux ménages les vieux principes de la gestion budgétaire chers à nos grands-mères. S'agissant de l'information sur les encours, des pays comme la RFA ou le Royaume-Uni se sont lancés dans cette voie. Celle-ci est très coûteuse, et les résultats obtenus ne semblent pas entièrement probants dans la mesure où les incidents de paiement sont apparemment aussi fréquents qu'en France.

Le ménage peut éprouver quelques difficultés à remplir ses engagements en raison d'une évolution transitoire défavorable de ses revenus (salaires versés en retard, primes non accordées...) ou de ses charges (décès d'un proche, accident...). Ce type de problème de liquidité peut être résolu par des procédures de report d'échéances ou de rééchelonnement, souvent pratiquées par les établissements de crédit.

Mais le ménage peut être empêché de remplir son contrat par des facteurs exogènes qui échappent lar-

gement à son contrôle, et qui sont souvent mentionnés : perte d'un emploi, invalidité, maladie de longue durée... De tels événements peuvent affecter sa capacité de gains à long terme. La solvabilité de ces ménages est affectée. La solution à ce type de situation passe principalement par des mécanismes d'assurance. Ces mécanismes existent, et ils fonctionnent : sans doute faut-il les généraliser.

De graves difficultés de paiement, voire même l'insolvabilité, peuvent aussi résulter d'autres phénomènes, nettement plus liés aux décisions de l'emprunteur. Tel est le cas des problèmes issus de l'instabilité maritale ou familiale. Près de la moitié des incidents de paiement seraient imputables aux divorces, et l'on conçoit sans peine qu'une matérialisation de ce risque pose quelques problèmes difficiles à résoudre.

Dans ces deux cas, il existe dans certains pays, comme les Etats-Unis, des procédures de faillite civile personnelle, qui permettent au juge de reformuler le contrat de prêt (rééchelonnement des échéances), voire de délier le ménage surendetté de ses engagements. Cette idée, intéressante, se révèle en fait difficilement applicable compte tenu de l'organisation judiciaire française. Elle a comme effet pervers d'exclure le failli de façon quasi permanente de l'accès au crédit.

Il n'y a pas péril en la demeure. Les Français découvrent le crédit, et en découvrent à la fois les charmes et les dangers. Une analyse économique de l'endettement des ménages montre que la situation, reste sous contrôle et que les effets pervers imputés au crédit aux particuliers sont loin d'être aussi manifestes qu'on le prétend généralement.

DENIS KESSLER.

1989: l'optimisme ?

Les prévisions économiques : tous les chiffres pour 89. L'analyse des experts, le pronostic des patrons. La rigueur : oui ou non.

L'Expansion EN VENTE AUJOURD'HUI



INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

La rencontre des meilleurs

L'ISA : un 3^e cycle intensif de formation supérieure au management (MBA) ouvert à des participants de toutes origines universitaires ou professionnelles.

- Les ressources du Centre HEC-ISA (Jouy-en-Josas).
- Un enseignement par groupes compacts et motivés.
- 1 300 postes de haut niveau offerts chaque année aux 100 diplômés.

Admission sur dossier, tests et entretien. Conditions : diplôme supérieur et/ou expérience de cadre. Critères : potentiel, motivation, capacité de travail.

L'ISA : 16 mois pour un MBA

Réunions d'information Paris et Province

- PARIS le jeudi 19 janvier et le jeudi 16 mars 1989, à 18 h 30, Cercle France-Amérique, 1^{er} étage, 8, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8^e, métro Franklin-Roosevelt.
- MARSEILLE le mardi 10 janvier 1989, à 18 h 30, Hôtel Altée, rue Neuve-Saint-Martin (1^{er}).
- GRENOBLE le mercredi 18 janvier 1989, à 18 h 30, Hôtel Mercure-Alpotel, 12, boulevard Maréchal-Joffre.
- LILLE le mardi 24 janvier 1989, à 18 h 30, Hôtel Royal-Concorde, 2, boulevard Carnot.
- LYON le mardi 21 février 1989, à 18 h 30, Hôtel Sofitel, 20, quai Gailleton (2^e).

RENSEIGNEMENTS : (1) 39-56-73-82 et (1) 39-56-73-79 ou écrire à ISA, 78350 JOUY-EN-JOSAS.

CENTRE HEC-ISA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

3^{ème} CARREFOUR DE L'EXCELLENCE

ORGANISÉ PAR LES ÉTUDIANTS DU DEUXIÈME CYCLE DE L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Le jeudi 19 janvier 1989 à 8 h 30 - Maison des Polytechniciens, 12, rue de Poitiers, PARIS 7^{ème} (m. Solferino)

PATRONNE PAR : Jean-Pierre SOISSONS, Edith CRESSON, Simone VEIL

Témoignages et tables rondes sur le thème : « MÉTIERS DE DEMAIN ET NOUVEAUX MANAGERS : ATOUTS EUROPÉENS D'UNE FORMATION PERFORMANTE »

Inscriptions par téléphone au (1) 57 51 11

LES AMPHIS NIESEC Le Monde UNIVERSITÉ DE NANTERRE

LA DETTE DU TIERS-MONDE UNE NOUVELLE STRATÉGIE

MARDI 17 JANVIER à 12 h 30 UNIVERSITÉ DE NANTERRE AMPHI A - BATIMENT G

avec :

Jean-Claude TRICHET, directeur du Trésor au ministère de l'économie et des finances.

Olivier LAFOURCADE, directeur du Bureau européen de la Banque mondiale.

Jean-Pierre SALTIEL, gérant de Lazard frères et C^o.

Philippe HUGON, professeur à Paris-X-Nanterre.

Michel BOYER, responsable du « Bilan économique et social ».

LE DÉVELOPPEMENT DU TIERS-MONDE

Qui paie ses dettes... et compense

Une « multicomensation » sur un panier de produits permettrait d'échapper à la course aux liquidités.

par ROMAIN JACQUOT (*)

UNE fois de plus, le problème de l'endettement des pays en voie de développement (PVD) est à l'ordre du jour. Une fois encore, les pays de l'Amérique latine sont à la pointe d'un combat pour la renégociation des conditions de remboursement. Les situations se tendent. Faute d'accord, certains dirigeants, comme vient de le faire le président du Venezuela, prennent des décisions qu'ils imposent à la communauté internationale. Les plus grandes banques du monde occidental provisionnent des pertes qui sont de moins en moins éventuelles et de plus en plus probables.

Le malade étouffe. La première mesure à prendre est de lui permettre de respirer. Dans quelles conditions ? Certains responsables préconisent un abandon général de la dette. La chose n'est guère praticable. Dans l'état actuel des choses, il est douteux que le système financier international soit capable d'absorber une perte de liquidités voisine d'un milliard de milliards de dollars. Il y a, en effet, une très grande différence entre une dette reconnue, même si son remboursement est aléatoire, et une créance abandonnée.

En outre, la charité, même institutionnalisée, l'aumône, même bénie par l'ONU et le FMI, ne sont pas des démarches de nature à enclencher un processus d'autonomisation de ceux que l'on prétend aider. C'est plutôt une manifestation publique du manque de confiance qui leur est porté. Il est sans importance de remettre une dette à un débiteur quand on sait bien que celui-ci n'en sera pas un compétiteur plus dangereux.

Un processus de modernisation

Les pays considérés sont, pour la plupart, engagés dans un gigantesque processus de modernisation économique. Le financement de ce processus est généralement fondé sur l'emprunt, dont le remboursement est conditionné par le rendement financier de monoproductions agricoles ou minières (produits énergétiques fossiles compris). Ces monoproductions, en particulier dans le domaine agricole, présentent un double aspect. D'une part, elles ont été souvent développées aux dépens de la culture vivrière, ce qui accentue les problèmes de malnutrition. D'autre part, comme elles sont très répandues, leur surproduction est endémique et les cours mondiaux sont le plus souvent au plus bas. Il en résulte un déséquilibre fondamental de la balance des paiements qui accentue les effets de l'endettement.

Le manque de liquidités est tel que ces pays n'arrivent plus à suivre les évolutions normales du marché international. Le service de la dette devient le poste le plus important de leur budget. Quand le dollar est fort, les remboursements les étranglent. Quand le dollar est faible, le montant des remboursements diminue et le carcan devrait se desserrer, mais les produits qu'ils mettent sur le marché ont un rendement financier insuffisant. Ainsi, leur situation ne peut s'améliorer, et des pays potentiellement riches comme ceux de l'Amérique du Sud ou certains territoires de l'Afrique, voire de l'Asie, ne peuvent faire décoller leurs économies. Cependant, le commerce Nord-Sud est une nécessité pour les deux parties. Sans cette relation, il n'est pas de développement possible du Sud, pas plus que de débouchés industriels pour le Nord.

Dans ces conditions, il n'est pas sûr que l'abandon des créances soit une étape sur la voie de la résolution du problème. Tout se passe, en effet, comme si des joueurs de poker fortunés et expérimentés avaient entraîné dans la partie des débutants dépourvus de moyens. A la liberté de manœuvre des premiers répond l'enchaînement des seconds.

L'abandon des dettes sans une modification fondamentale des règles du jeu ne ferait qu'appauvrir les uns sans enrichir les autres. Un plan Marshall ne peut fonctionner qu'entre des pays où le développement industriel appartient au même univers.

Simultanément à cette partie, une autre se déroule qui fait éclater l'apparente unité qui liait les joueurs « fortunés ». La crise bouleverse toutes les données économiques acquises. Les perturbations qu'elle provoque dureront le temps d'une génération au moins. Très précisément, le temps qu'il faudra à nos sociétés pour mettre

en œuvre les transformations structurelles nécessaires.

Autrement dit, alors que les débutants essaient de s'adapter à des règles qui ne leur sont pas accessibles, celles-ci sont en train de changer. Et les « fortunés » eux-mêmes semblent complètement dépassés par les événements.

Les problèmes étant d'ordres différents, la recherche d'une solution doit commencer par leur découplage. Provisoirement, au moins, il faut dégager les PVD d'un système d'échanges fondé sur la possession de liquidités. Ce dégageur aura deux séries de conséquences : la première sera relative aux débouchés des productions sur le marché du Nord comme du Sud ; la seconde permettra le développement d'échanges importants entre les pays du Sud.

Parmi les diverses approches envisageables, la compensation qui consiste à régler en nature les fournitures semble être l'une des plus riches en possibilités. Certes, les procédures de compensation actuellement appliquées présentent de nombreux inconvénients. Elles ne sont utilisées que dans des cas particuliers, de manière bilatérale et généralement à regret. Si l'on souhaite emporter un marché, le pays fournisseur doit accepter le produit, souvent brut, offert en règlement par le pays acheteur. Il est rare que son utilisation sur le marché international soit évidente et immédiate.

En outre, la charge complexe de sa commercialisation repose sur le pays fournisseur. Celui-ci ne peut couvrir ses investissements et dégager son profit que lorsque cette phase est achevée (1). Les difficultés qu'elle entraîne sont telles que les entreprises occidentales n'acceptent ces dispositions que contraintes et forcées.

Cependant, la pratique de la compensation peut être améliorée considérablement. La première opération est d'en élargir la portée

par l'introduction de la notion de multicomensation. Dans ce schéma, un pays coordinateur anime des échanges entre plusieurs pays en voie de développement. L'objectif est de dégager, en fin de parcours, des produits dont l'introduction sur le marché international se fera plus commodément qu'auparavant.

Pratiquement, il s'agit de constituer une zone d'échanges. Dans le cadre d'une « permutation circulaire », des biens plus ou moins élaborés passeront d'un pays à un autre. La compensation finale, au lieu d'être directement bilatérale, s'effectuera sur le plan collectif. L'allure générale serait celle d'une consolidation des résultats entre les filiales d'une multinationale.

Deux types d'échanges

Cette démarche signifie que, pour un temps, le commerce international s'organise en superposant — ou en croisant — deux types d'échanges. Le premier sera fondé sur les bases monétaires traditionnelles, le second, sur une procédure de multicomensation.

La relation entre ces deux systèmes constitue la partie la plus délicate de la mise en place. Il s'agit notamment d'évaluer les différents produits en termes d'échange commercial, tout au long de la procédure de multicomensation. Cet aspect est, apparemment, le plus difficile à mettre en œuvre. Apparemment seulement, car des problèmes du même ordre se posent constamment dans l'univers des échanges traditionnels.

C'est le cas, très général, des échanges entre fournisseurs de produits bruts et de produits élaborés. A cet égard, les diverses crises pétrolières constituent d'excellents exemples de distorsions d'un commerce international où le moyen d'échange, la mon-

naie, est aussi objet de consommation.

La constitution d'un « panier » de produits pourrait être une solution à ce problème dans l'esprit de celui qui a présidé à la mise en place du serpent monétaire européen. Le panier serait révisable à dates fixes et selon des modalités propres à éviter les spéculations. Ce type de régulation n'est valable que dans la mesure où tous les partenaires peuvent espérer une certaine stabilité.

Quelle que soit leur place dans la chaîne, tous les pays engagés ont les mêmes intérêts. Ils s'opposent, donc, en commun à toute tentative de spéculation. Notons au passage que la formation constitue un terme de choix dans ces séries d'échanges. Cette fourniture présente des caractères de permanence qui en font à tous les niveaux un domaine privilégié d'investissement.

L'endettement des pays en voie de développement n'est pas conjoncturel. Bien au contraire, il présente tous les caractères d'un phénomène structurel. Il ne disparaîtra qu'à la suite d'une action soutenue et à long terme. La procédure de multicomensation n'est donc pas un pis-aller provisoire destiné à pallier une insuffisance passagère de liquidités. Elle ne peut être envisagée que comme un système en soi, sans rapport immédiat avec le système traditionnel. Les institutions, les structures et les comportements devront s'adapter sur la base d'un pragmatisme quotidien.

Malgré des difficultés d'organisation qui sont évidentes, la mise en œuvre de la multicomensation pourrait donner au commerce Nord-Sud le développement équilibré que les interventions financières actuelles n'ont pas pu lui assurer. Un autre avantage enfin, et non des moindres peut-être, serait d'engager ces pays dans un mécanisme d'échanges qui, tout en respectant leur personnalité, leur permettrait de s'intégrer dans le concert général du commerce international.

(1) Ainsi, il y a une dizaine d'années, une très grande entreprise française s'est trouvée à la tête de quelques tonnes de raisins secs en paiement d'un marché important. La commercialisation en a été d'autant plus difficile que la quantité reçue en règlement dépassait la consommation annuelle française et que sa mise sur le marché aurait provoqué un effondrement des prix.

(*) Conseil en stratégie.

BIBLIOGRAPHIE

« LA BANQUE ET LA VIE » DE JACQUES DE FOUCHIER

Le levier du charisme

« J'ai toujours mal résisté au plaisir d'entendre dire de bien de moi », écrit Jacques de Fouchier dans son dernier livre. L'auteur n'apparaît pas singulier qu'aux hypocrisies. Comme on n'est jamais si bien servi que par soi-même, celui qui compte parmi les plus grands banquiers de la place prend la plume une fois de plus (1). L'homme sait heureusement que « l'insignifiance est sœur de l'importance », cette dernière atteignant sa nuisance au sommet de la hiérarchie que « lorsque les défenses de l'humour sont emportées par la flagornerie de certains subordonnés, les regards des obligés et les tentations malicieuses ». De l'humour, Jacques de Fouchier n'en manque pas, non plus que de chance, à laquelle il rend justice dans les dernières pages.

Ce ne sont pas seulement les professionnels qui prendront plaisir à suivre le parcours du financier. Notre auteur a volontairement éliminé le discours technique et l'on pressent qu'il n'a pas eu trop de mal à le faire. Il avoue en effet qu'il a toujours eu une vocation rentrée d'écrivain.

Sur sa carte de visite, deux préséances se sont inscrites en capitales : la Compagnie bancaire et Paribas. A quoi tiennent les choses : sans le soutien du ministre communiste François Billoux, il n'aurait sans doute jamais songé à quitter la fonction publique après la Libération ; sans l'heureuse rencontre en 1946 avec un « gnome de Zurich », il n'aurait peut-être pas pu entrer par la grande porte dans la communauté bancaire.

Il y apparaît très vite comme un « enfant terrible », tout cela parce qu'il met en pratique une idée simple, la « transformation », qui consiste à emprunter des capitaux sur le marché pour les revendre ensuite au public par l'intermédiaire de banques spécialisées, sous la forme de crédits personnels. Coiffant de tout, la Compagnie bancaire se développe et, pour mieux assurer ses arrières face à la concurrence, Jac-

ques de Fouchier privilégie ses liens personnels et structurels avec l'un de ses actionnaires : Paribas.

Les amateurs de séquences filmées trouveront plus leur pâture dans la deuxième partie de l'ouvrage, consacrée précisément à l'action de Jacques de Fouchier à la Banque de Paris et des Pays-Bas. Avant qu'il n'accède au poste suprême, les couteaux sont tirés avec l'homme en place, Jean Reyre. Quant à celui qu'il avait choisi pour lui succéder, Pierre Moussa, l'affaire « qu'il fit éclater au moment de la nationalisation ramène pour quelques mois Jacques de Fouchier sur le devant de la scène de la rue d'Antin, avant qu'il puisse faire accepter par François Mitterrand celui qu'il avait souhaité voir succéder à Pierre Moussa : Jean-Yves Haberer.

Nous avons déjà vécu dans les coulisses de ces événements grâce à l'excellent livre de Jean Baumier (2). Ce qui intéresse également ici, c'est de déceler le secret de la réussite de Jacques de Fouchier. Son charisme personnel y est sûrement pour beaucoup. Il reconnaît lui-même que ce qui assure l'autorité d'un patron, ce sont « des facteurs d'ordre sentimental et caractériel plus qu'intellectuel ».

L'auteur a l'élégance d'évoquer aussi les accidents de parcours de sa carrière à Paribas. On eût aimé toutefois qu'il fût un peu plus disert sur ce qu'il appelle ses « bêtes à charrier ». Parfois, il sait fort bien se débarrasser des « canards boiteux », mais dans d'autres circonstances, il oriente son groupe vers des zones dont les sinistres ne sont pas loin (comme la sidérurgie). La vie est ainsi faite et sa conjonction avec la banque, vouée par le titre même de l'ouvrage, entraîne le lecteur dans d'étonnantes circuits.

PIERRE DROUIN

* Editions Odile Jacob, 336 p., 140 F.

(1) Il avait déjà écrit en 1984 le *Goût de l'improbable* (Payot).

(2) *La Galaxie Paribas* (Plon, 1988).

orientations SERVICE

Des écoles vous informent sur les filières et débouchés suivants :

et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez le ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à :

Orientations Service, 28, rue de la Trémolle, 75008 PARIS (réponses par courrier uniquement). M. - Mme - Mlle. Adresse :

Code postal	Ville	Age
Niveau d'études actuel		
<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles, Commerce, Gestion <input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale <input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Gestion, Distribution <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques <input type="checkbox"/> 2 ^e Cycle de Gestion <input type="checkbox"/> Administration Militaire / Commerciale <input type="checkbox"/> Architecture <input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur <input type="checkbox"/> Arts Graphiques <input type="checkbox"/> Assurance <input type="checkbox"/> BTS Automobile <input type="checkbox"/> Cinéma <input type="checkbox"/> Communication <input type="checkbox"/> Communication Publique <input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle <input type="checkbox"/> Comptabilité <input type="checkbox"/> Danse <input type="checkbox"/> Design, Design Industriel <input type="checkbox"/> Concours Ecole Normale <input type="checkbox"/> Concours Correspondance BTS <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po		
<input type="checkbox"/> Electronique <input type="checkbox"/> Expertise Comptable <input type="checkbox"/> Expression Visuelle <input type="checkbox"/> Formations Artistiques Appliquées <input type="checkbox"/> Formation Continue <input type="checkbox"/> Gestion Financière <input type="checkbox"/> Gestion du Personnel <input type="checkbox"/> Hôtellerie-Restauration <input type="checkbox"/> Informatique <input type="checkbox"/> Ingénierie Chimiste <input type="checkbox"/> Journalisme <input type="checkbox"/> Logistique Production <input type="checkbox"/> Maintenance d'Ordinateurs <input type="checkbox"/> Marché de l'Art <input type="checkbox"/> Para-Médical <input type="checkbox"/> Recherche Scientifique <input type="checkbox"/> Ressortir le Baccalauréat <input type="checkbox"/> Secrétariat-Bureautique <input type="checkbox"/> Sciences Sociales et Politiques <input type="checkbox"/> Tourisme <input type="checkbox"/> Stylisme de Mode		

IEMI INSTITUT EUROPEEN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL

2^e SESSION RETENUE FEVRIER 89
Cycle accéléré aux étudiants de 1^{er} et 2^e
cycle voulant changer d'orientation
sans perdre une année

1^{er} CYCLE
2 ans de formation européenne de Management International en alternance : études et stages européens.
Londres Barcelone Stuttgart New York

2^e CYCLE
LICENCE EUROPEENNE DES AFFAIRES avec le centre de management aux affaires de Genève 10 mois de management et de missions professionnelles européennes.

ADMISSION
1^{er} CYCLE : BAC (toute série) ou 1^{er} année classes préparatoires universitaires.
2^e CYCLE : Jeunes cadres, licence, DEUG, DUT, BTS ou diplôme étranger équivalent.

FINANCEMENT A 100% - PRET ETUDIANT

INSCRIPTION APPELEZ LE : (1) 42 66 66 82

IEMI 71 RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORE - 75008 PARIS
ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EUROPEEN

« Accélérez votre carrière dans la distribution et le marketing »*

* Nombreuses pages d'offres d'emploi



Cash MARKETING

Le nouveau journal d'actualités de la distribution

Chaque vendredi, 9 F chez votre marchand de journaux

ABONNEZ-VOUS

au tarif de lancement 195 F (un an, 43 numéros)
et réalisez une économie de 50 % sur le prix au numéro

OUI, je m'abonne à CASH MARKETING au prix de 195 F. Je reçois donc les 43 numéros de Cash Hebdo. Je régleme, ultérieurement, le rachat de mon facture

Nom, prénom	
Adresse	
Société (eventuellement)	
Code postal	

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 30 AVRIL 1989

Découpez et renvoyez la sous enveloppe adressée à : CASH MARKETING, Service abonnements, 35, rue d'Amsterdam, 75008 Paris

La chronique de Paul Fabra

POUR une fois, les exercices habituels de prévision en cette période de l'année s'accompagnent de retours en arrière dont on peut espérer qu'ils seront salutaires. C'est que 1988 a si peu confirmé le pessimisme qui régnait en maître sur la plupart des analyses et des commentaires (sans oublier ceux qu'on a publiés à cette place) que la bonne surprise appelle une explication.

Dans son rapport du mois de décembre sur les « perspectives économiques », l'OCDE a consacré plusieurs pages à un examen des raisons qui, selon cette institution, auraient conduit à la « sous-estimation de la croissance depuis le milieu de 1987 ». En conclusion, les auteurs de ce *mea culpa* écrivent : « En fin de compte, il est apparu que la crise n'avait pas eu d'effet durable sur la situation fondamentale de l'économie. » Pour le coup, ils poussent peut-être un peu loin la rétraction. Ce n'est pas parce qu'un événement n'a pas produit, au moment où on s'y attendait, les conséquences qu'on croyait pouvoir en déduire qu'on doit se considérer quitte pour la peur.

Parmi les arguments qui avaient été mis en avant pour annoncer de sombres perspectives, figurait en bonne place, comme le rappelle l'OCDE, la « crainte d'une dévalorisation du patrimoine » (devant la baisse de la valeur de leurs actifs, sociétés et particuliers pourraient diminuer leurs dépenses). D'une façon plus générale, beaucoup redoutaient « une dégradation sensible de la confiance du secteur privé ». Ces alarmes, disent encore les économistes du château de la Muette, « ont occulté le dynamisme dont l'économie a fait preuve les économies des pays de l'OCDE ».

Pour les experts de l'OCDE, on n'aurait pas prêté assez d'attention à certaines évolutions en profondeur des économies, à commencer par les

progrès beaucoup plus rapides que prévu de la productivité.

Les experts nous paraissent aller un peu vite en besogne quand ils attribuent à ces gains de productivité « l'augmentation des salaires réels et un accroissement des profits ». Certes, les bouleversements des techniques de production exercent une influence considérable, mais les relations causales ne sont peut-être pas aussi simples que le dit l'OCDE, en accord avec le préjugé dominant. On peut penser que, dans un climat très concurrentiel, la diminution des coûts de revient est très rapidement répercutée dans les prix de vente et ne constitue donc qu'une source temporaire de surprofit. La principale conséquence est de permettre aux prix d'augmenter moins que le voudrait l'inflation monétaire sous-jacente.

Si les profits sont presque partout si élevés, il faut en chercher la raison principale dans la véritable revanche du capital sur le travail à laquelle on a assisté à la faveur, si l'on peut dire, de la crise. Les hausses de salaire sont restées très modérées, jusqu'à une époque récente en tout cas (depuis quelque temps, on note une accélération au Japon, sans parler des cas connus de la Grande-Bretagne, de l'Espagne et, dans une certaine mesure, des États-Unis). Ce qu'il convient de retenir du texte de l'OCDE, c'est en définitive une intuition plus qu'un raisonnement : l'idée que les hauts profits ont (enfin) favorisé les investissements et ont aidé à amortir les chocs.

Quant à la « progression plus rapide que prévu des dépenses de

Pourquoi s'est-on si grossièrement trompé ?

consommation », elle s'explique « peut-être aussi en partie par un accès plus facile au crédit ». Que de précautions pour introduire un facteur qu'on retrouve historiquement à l'origine de tous les booms, à condition bien sûr que la machine économique soit capable de répondre aux stimulants qui lui sont administrés !

Il me semble, pour ma part, que si, au lieu d'avoir consciemment ou inconsciemment le regard tourné vers la catastrophe de 1929-1930 (et la représentation sommaire qu'on s'en fait), on avait eu à l'esprit des précédents plus récents, on aurait pu éviter une première et grossière erreur. Celle-ci dérive d'une vision purement mécanique des choses, un choc étant censé faire des dégâts immédiats et visibles susceptibles ensuite de se propager à la manière d'une onde.

Il semble bien que le boom de Wall Street avait épuisé son élan au printemps de 1987, quand se produisit un premier et sévère ajustement en baisse. Si, malgré ce premier ajustement, le boom s'est prolongé jusqu'en août, c'est d'abord et surtout — je persiste à penser que cette explication est la meilleure — parce que le climat de spéculation a continué d'être entretenu par une formidable abondance de « liquidités » (1).

Or rappelons-nous ce qui s'était passé pendant la période 1971-1974 : d'énormes interventions des banques centrales pour essayer (en vain) de s'opposer à l'affaiblissement du dollar avaient, commencé ce fut à nouveau le cas en 1977-1978 et... en 1986-1987, créé les conditions d'une explosion du crédit.

Il en était résulté une spéculation effrénée. Celle-ci s'était alors portée de préférence sur les terrains et les matières premières. Quand survint le premier choc qui prit le monde par surprise — l'abandon du système des taux de change fixes en mars 1973 — rien ne se produisit, sinon une continuation du boom. A la suite d'une multiplication par quatre ou cinq du prix de toutes les matières premières, éclata le coup de tonnerre de la hausse du prix du pétrole. On était à la fin de l'année 1973. C'est seulement à l'automne 1974 que commença, après la phase d'expansion généralisée de l'endettement (crédit), la brutale contraction (récession-déflation). Transposée sur la scène d'aujourd'hui, cette séquence nous permet de comprendre que le facteur — l'abondance de crédit — qui a été à l'origine du choc boursier est celui qui explique le mieux le climat d'aisance qui a suivi.

Mais, de ce qui précède, il ne faudrait pas conclure que l'on n'a fait que reculer pour mieux sauter, que, non vérifiées jusqu'à maintenant, les visions ultra-pessimistes qui avaient cours à la suite du 19 octobre 1987 seront confirmées demain ou après-demain. Ici, deux remarques semblent s'imposer.

La première est une illustration de la fameuse formule de Bernard Shaw d'où il ressort que la probabilité de se tromper est (presque) aussi grande si on a raison que si on a tort, étant donné qu'on peut être dans la vérité pour de bonnes ou de mauvaises raisons et dans l'erreur pour de mauvaises et de bonnes raisons (You can be right for right rea-

sons or for wrong reasons; you can be wrong for wrong reasons or right wrong reasons or for right reasons) ! Peut-être même se trompe-t-on encore plus souvent, tout au moins quant au calendrier, si on appuie ses prévisions sur une analyse raisonnablement juste des phénomènes, car alors la tentation est grande de croire que les événements vont se succéder dans le même ordre et avec la même netteté que les articulations successives du raisonnement.

La thèse selon laquelle l'économie mondiale est, depuis le début de la présente décennie, travaillée par de puissantes forces déflationnistes tenant à un endettement excessif et croissant (d'où la course à la liquidité et les risques d'insolvabilité de certains débiteurs) me paraît pour l'essentiel toujours valable. Difficile aussi de ne pas voir dans le krach un nouvel épisode de la déflation d'actifs surévalués. Une telle analyse portait à estimer très probable, dans la foulée, une chute brutale des terrains à Tokyo et ailleurs, des tableaux vendus chez Sotheby, et ainsi de suite, jusqu'à précipiter le monde dans une crise de liquidité (manque de disponibilités pour faire face aux échéances).

Ici doit entrer en ligne de compte la seconde remarque : à supposer que le schéma précédent, en tant que schéma, ait une certaine valeur explicative, il n'en découle pas qu'une déflation profonde soit à l'horizon, car, dans la réalité, interviennent beaucoup d'événements et de phénomènes, les uns neutralisant en partie les effets des autres. Le monde d'aujourd'hui n'est plus celui de 1972 ni celui de 1979. Dans de nombreux pays, et en particulier dans les plus importants, l'appareil productif s'est considérablement assaini et aminci, comme le rappelaient les économistes de l'OCDE.

(1) Pour les significations de ce terme, voir nos chroniques du 1^{er} décembre 1987 et du 29 novembre 1988.

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

CATHERINE SAMARY

Le marché contre l'autogestion. L'expérience yougoslave

Dès la révolte de Tito contre Staline, la Yougoslavie a été le grand espoir de beaucoup en l'avènement d'un socialisme « libéral », dans le meilleur sens du terme. Ernest Mandel est, depuis longtemps, à la recherche de quelque système, qui se placerait, dit-il, entre Reagan et Gorbatchev. Il nous donne, dans sa préface, une nouvelle preuve de son art d'orienter des tautologies vers des conseils, aussi avisés que dépourvus d'efficacité.

1948-1950, naissance de grands espoirs : Nous sommes en plein stalinisme, et bien des Français (et autres), soucieux de trouver leur chemin entre les rigueurs du pouvoir et celles du marché, saluent l'événement de Tito par un seul mot : « Enfin ! »

1988. Qui eût prédit une réponse aussi désenchantée ? Dès les premières lignes, l'auteur emploie heureusement l'arme la plus redoutable, combien mieux maniée par Churchill — ou de Gaulle — que par Michel Rocard : l'humour. La suite est plus austère.

Le marché ou le bureau ? Les deux maîtres opposés parviennent à former ici une redoutable — et combien efficace — combinaison. N'accusons pas le dogmatisme et l'idéologie pure ! L'expérience est partout. Encore faut-il savoir en tirer plus que des sourires. Les profits réalisés grâce à l'émigration de travailleurs en Allemagne (RFA) (prétendus surpeuplés par les augures de Harvard), les conseils et les crédits du FMI et de la Banque, ne font qu'accroître plus encore les déficits, sans les localiser pour autant et, surtout, sans indiquer la voie de la richesse et de la réussite.

Le lecteur qui se livre quelques peu à ce jeu reçoit vite un démenti à la page suivante. « L'autogestion mange le capital », est-il dit : jugement habile qui permet d'éviter l'expression « mauvaise gestion ». Dans tout cet ensemble, le drame le plus concret s'exprime par un chiffre clair : 13 % de chômeurs — et suggère, tout aussi vainement que dans la France de Michel Rocard, un inventaire sérieux des besoins publics et privés — que l'on se propose de satisfaire. Il n'en est pas question, semble-t-il.

L'expression « socialisme de marché » a, tout au moins, le mérite de procurer un certain confort

d'esprit. Plus redoutables, les jugements finals de S. C. Kolm. Conclusion combien timide : que l'échec ne fût pas fatal, cela nous intéresse, certes, mais le futur plus encore.

Un livre qui manquait.

★ Editions la Brèche Publied, Paris 1988. 225 cm. 332 pages. 154 F.

CAMILLE VERT

Le marketing intégré. Clé de la compétitivité industrielle

Un premier regret, le non-emploi du terme français *marketing*, adopté par le Haut Commissariat de la langue française, organisme vital mais dépourvu de moyens suffisants de diffusion. La langue argotique est, en divers autres points, utilisée ici sans raison. Regrettons aussi l'emploi — certes fréquent dans la presse — du terme *technologie* (science des techniques) à la place de *technique*. Le mot *approche* est utilisé pour désigner une méthode. Prenons aux Américains, ce qui nous manque mais n'est pas leur défaut : nous en avons suffisamment.

L'auteur, physicien et économiste, a, de l'industrie, une compétence éprouvée. L'industriel, désireux de vendre, se doit d'agir, du moins, de se renseigner, non seulement auprès de ses clients mais des clients de ses clients. La baisse des prix n'est pas le moyen le plus recommandé ; il resterait à connaître l'opinion de la direction des prix et de la concurrence.

Ces réserves faites, nous nous trouvons devant un ouvrage remarquable, assis sur une forte expérience. Cinq parties, dont la plus vivante, la quatrième, porte des exemples, notamment sur l'animation des chaînes industrielles. Le chef d'entreprise le plus expérimenté y trouvera, si j'ose m'exprimer ainsi, sa nourriture, disons des moyens d'améliorer ses méthodes.

Novateur, bien en possession de l'ensemble, on ne peut en douter : l'efficacité est plus difficile à juger ; cependant, un remarquable exemple, bien présenté : le cas de la Cellulose du pin, même s'il résulte d'un choix consciencieux.

Ouvrage recommandé non seulement aux chefs d'entreprise, mais aux économistes axés sur l'industrie et à ceux qui sont tentés de s'aventurer dans ce domaine, de plus en plus... redoutable, du fait même de la recherche rationnelle.

★ Entreprise moderne d'édition, Paris 1988. 24 cm. 234 pages. 146 F.

ÉTIENNE BALAZS

La bureaucratie céleste. Recherches sur l'économie et la société dans la Chine traditionnelle

Comme l'indique le sous-titre, le domaine céleste n'est pas celui des bureaux de Saint-Pierre ou d'autres bienheureux. Un domaine immense, qui confirme que la Chine a tout inventé, y compris la bureaucratie.

Dans sa présentation, en large partie historique, Paul Demiéville (que l'éditeur a négligé de nous présenter) précise qu'il s'agit du rassemblement de quelques articles publiés par l'université de Yale et de trois conférences faites à l'université de Londres (peu avant la mort de l'auteur).

Celui-ci, sinologue célèbre mais peu versé en économie, a longtemps enseigné en Allemagne, qu'il a quittée à l'avènement de Hitler pour se rendre en France, où il a poursuivi ses recherches en sinologie. De ce remarquable ouvrage, retenons, en premier lieu, l'histoire économique de la Chine et, notamment, le passage au capitalisme, puis au régime populaire.

Mao Zedong déplorait, en 1942, l'absence de tout ouvrage scientifique sur l'essor du capitalisme en Chine. Seul le sociologue allemand Max Weber aurait examiné sérieusement le problème. Lorsque Mao parle de « capitalisme bureaucratique monopolistique d'État féodal et corrompu », il n'éclaire guère la question, pas plus que Marx, finalement réduit à parler de « société asiatique ». Mais ne serait-il pas tout aussi embarrassé aujourd'hui ?

Nous sommes avides de faits sur la Chine contemporaine, mais l'auteur ne parvient pas à se détacher du passé. Que les institutions de l'époque envisagée évoquent immédiatement le rappel du mandarinat ne nous suffit guère. Retenons toutefois que cet Etat reste sous-développé, au sens économique du terme (pas même une allusion au PIB) et « surdéveloppé » par son armature : disons qu'il a une proportion « occidentale » de fonctionnaires et un niveau de vie extrême-oriental, même en faisant bonne mesure.

La disparition prématurée de l'auteur ne lui a pas permis de vivre ni surtout de décrire le vingt-et-unième siècle chinois, qu'il a annoncé un jour comme successeur de notre siècle russo-américain : souhaitons voir quelque disciple nous donner un prolongement de cette remarquable histoire, sur le temps que nous vivons et... allons vivre.

★ Tel Gallimard, Paris 1988. 19 cm. 346 pages. 54 F.

MARC DUPUIS

Distribution, la nouvelle donne

C'est plutôt un supplément qui nous est offert qu'une nouvelle édition, pour ce livre qui a rencontré un succès chaleureux. Les additions renforcent encore le fond. A la redoutable charge de la « filière distribution », à l'École supérieure de commerce de Paris, l'auteur ajoute l'orientation des efforts de marketing et a des liens avec la Commission des comptes commerciaux de la nation.

Si l'est excessif d'annoncer que les années 50 étaient une période de pénurie (et non de marché), il n'est pas contestable qu'il faut aujourd'hui faire face au coût considérable du passage de l'usine au consommateur. Le distributeur n'est plus un simple revendeur (mais l'a-t-il jamais été ?) ; il se trouve devant un véritable cahier des charges. Mais subside, curieusement, un soul persistant de dispaier la vieille idée de la supériorité de l'industrie sur le commerce : Vulcain reste mieux vu que Mercure.

« Le temps est fini où l'industrie nous faisait passer pour des sous-développés », a annoncé Jacques Der-

magne, président du Conseil national du commerce. En 1956, premier supermarché ; en 1963, premier hypermarché, termes confirmant ce souci de dissiper tout complexe d'infériorité. De 1983 à 1990, rééquilibrage en cours, contredit par l'INSEE. Mais pas de contestation sur l'accroissement du capital par travailleur.

Un graphique expressif, qui remplace bien des textes, montre le profond recul (relatif) des boucheries-charcuteries et des grands magasins. Des pages intéressantes, encore qu'insuffisantes, sur le phénomène de la concurrence, mais plus pénétrante, est la description des systèmes, notamment celui de Leclerc. L'exportation n'est pas oubliée, non plus que le mouvement inverse : quatre-vingt-dix hypermarchés dans le monde, en 1988, d'initiative ou à participation française. Peut-être la conquête de l'Asie et du Moyen-Orient pourrait-elle être présentée plus sobrement, étant données les mouvements inverses.

★ Les Editions d'Organisation, Paris 1988.

FRANÇOIS BAFOIL

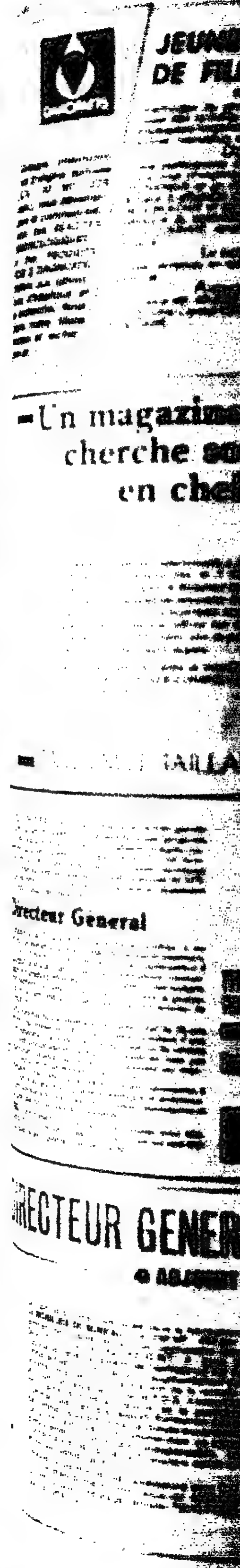
Le cas M. La crise des relations professionnelles dans une entreprise polonaise aujourd'hui.

Marx sous-estimait largement les conflits intérieurs pouvant survenir dans une entreprise nationalisée. Dans la Pologne de 1981, l'inefficacité économique et une véritable démobilité sociale ont, de façon redoutable, ajouté leurs effets. Nous sommes placés dans la situation résultant, à la fin de 1982, de l'apparition de nouveaux syndicats. Le conflit oppose moins les dirigeants aux travailleurs que les syndicats aux autres autorités : directeur, conseil ouvrier, organisation politique, femmes, jeunes, mouvements patriotiques de renaissance nationale (PRON), divers clubs, ligues et amicales.

L'introduction nous décrit les conditions dans lesquelles l'auteur a pu, exceptionnellement, enquêter, malgré tout. L'usine construit des wagons à Wrocław (l'ancien Breslau) et à Poznań (l'ancien Posen). La loi du 8 octobre 1982 sert d'appui au syndicat (1 657 personnes, dont 496 retraités), accusé d'inefficacité par le directeur. Le lecteur est invité non à visiter, en quelque sorte, l'usine (la technique ne joue qu'un rôle secondaire), mais à juger sa vie organisationnelle. Et le plus frappant est que les difficultés résultent, paradoxalement, du fait que chacun remplit avec confiance sa fonction.

En conclusion à une quasi-faillite de l'action syndicale, l'auteur va jusqu'à dénoncer la fameuse formule « Défense de ne plus croire » comme une illusion supplémentaire, tout en se gardant, peut-être par promesse, de suggérer une solution positive. Annexes : statuts de l'entreprise d'Etat de l'industrie cotonnière M., située à Lodz, et statuts du syndicat M. En couverture, « Détail de grille », de Karen Hansen, 1985.

★ IMSECO et IES, Paris 1988. 24,5 cm. 170 pages. 100 F.



REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES
DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE
400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT
DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSER-
VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.



JEUNE DIRECTEUR DE FILIALE

Après une formation aux techniques et
méthodes du groupe, vous démarquerez la filiale sur la
base des activités gérées jusqu'à par notre agent. Ceci
impliquera l'organisation du bureau et l'embauche du per-
sonnel (vendeurs et administratifs).

DIRECTEUR COMMERCIAL ET MARKETING,
vous participerez à l'établissement de la stratégie, puis
vous vous chargerez de son application. Vous êtes un EN-
TREPRENEUR et un ANIMATEUR, motivé pour entraîner votre
équipe à atteindre ses objectifs. Votre bonne connaissance
de la BIOLOGIE et de l'organisation d'un laboratoire, votre ex-
périence du MANAGEMENT en ventes/marketing, votre AN-
GLAIS COURANT, seront les atouts supplémentaires de votre
réussite.

Le package de rémunération et avantages
est bien entendu en relation directe avec l'importance de ce
poste clé.

Adressez-nous votre dossier (lettre, CV et
photo) sous réf. 49.2029 LM, portée sur la lettre et sur l'enve-
loppe à notre Conseil MERCURY URVAL, 14 bis rue Daru,
75008 PARIS.

Mercury Urval

Executive Service

Un magazine grand public cherche son rédacteur en chef adjoint

Grâce à une politique rédactionnelle à l'écoute du public, notre journal intéresse et
fidélise chaque semaine plus de 5 millions de lecteurs. Nous recherchons un
journaliste pour assister le Rédacteur en Chef et le remplacer en son absence. Pour
ce poste, nous souhaitons rencontrer des journalistes de la presse magazine possé-
dant au moins 10 ans d'expérience réussie durant lesquels ils auront capitalisé une
grande professionnalisme, affirmé leur talent d'écriture et réussi l'animation d'une
équipe. Fier de l'événement, sens du public, esprit d'équipe et goût de la communi-
cation, autant de qualités exigées.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + photo et prétentions à PAUL
EMILE TAILLANDIER CONSEIL - 10, rue du Colisée - 75008 PARIS, sous la
référence 496 M.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

ACCES TECHNOLOGY, reconnue pour la très grande
qualité de ses produits, dans le domaine des logiciels
mini-ordinateurs, multi-utilisateurs (tableaux intégrés, tra-
itement de texte, bureautique... gamme 20-20), est deve-
nue depuis 1981, date de sa création, le leader incontesté
sur ce marché avec un taux de croissance annuel de 50%.
Nous recherchons aujourd'hui pour accélérer l'expansion
de notre filiale française un

Directeur Général

Rattaché à la Direction Européenne à Londres, il est
chargé de mener à bien les objectifs de développement,
qu'il s'agisse de France et en Europe : participation à
la définition et à la mise en place des orientations com-
merciales et marketing retenues, respect et gestion des budgets,
management de l'équipe de vente, y compris la promo-
tion et la démonstration des produits, les actions de
formation.

Cette opportunité s'adresse à un professionnel de 35 ans
environ, de formation ESC ou équivalent, justifiant d'une
forte expérience de direction commerciale ou de centres
de profit (connaissance du marché appréciable mais pas
essentielle), capable d'atteindre votre dépassement des ob-
jectifs, d'encadrer et de motiver une équipe.
Manager et décideur, il trouvera les moyens nécessaires à
sa réussite au sein d'un groupe dynamique et ambitieux.
Il sera habitué à évoluer dans un contexte international et
sa pratique de l'anglais est courante.

TEG, notre conseil, vous remercie d'adresser sous réfé-
rence M 822.01 votre dossier de candidature qui sera étu-
dié avec la plus grande confidentialité.

TEG
113 rue de
l'Université
75007 Paris

Ressources
Humaines



DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

Groupe de sociétés spécialisées dans la fabrication
de MOBILIER DE BUREAU, CA. 250 MF - 450 per-
sonnes en pleine expansion recherche son
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT. Il aura à
assurer le développement de l'entreprise sur le
rythme actuel - 20 % par an d'augmentation de
volume - avec le souci permanent de la rentabi-
lité. Dans un cadre défini par le P.D.G., il assurera
en totalité la mise en œuvre de la politique
commerciale France et export. Formation école
de commerce ou autodidacte. Solide expérience
de la fonction direction commerciale en biens
d'équipements industriels indispensables. La
connaissance des aspects financiers serait un
atout supplémentaire.

Envoyer votre dossier de candidature avec C.V.
+ lettre manuscrite + photo sous réf. 4250/M à
CURRICULUM, 6 passage Lathuille, 75018 PARIS,
qui transmettra.

**GLA STIKER
& ASSOCIÉS**

Centre Vauban - 201 rue Colbert
59000 LILLE - Tél. 90.54 06 37

DIRECTEUR D'USINE

Valence



DIVISION DE BORDEN FRANCE S.A.

Notre Société à taille humaine (275 personnes, 180 M de CA) est filiale d'un
groupe important. Elle possède une solide notoriété dans la fabrication de
rubans adhésifs et d'isolants électriques.
Nous recherchons notre Directeur d'usine. Répondant directement au
Directeur Général et membre du comité de direction, il a pour principales
missions :

- animer, dynamiser et responsabiliser sur le plan technique et humain deux usines représentant
180 personnes.
 - optimiser la rentabilité par un accroissement des gains de productivité, par une attention soutenue aux
problèmes de qualité.
 - étudier et développer les procédés de transformation.
- Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur généraliste (Centrale, ENI, AM, INSA). Agé d'environ 40 ans,
il justifie d'une expérience confirmée de direction d'une unité de production, de préférence dans une
industrie de transformation. La connaissance de l'anglais est souhaitée. Cette réussite lui a permis de
révéler des qualités humaines et professionnelles qu'il souhaite valoriser dans un contexte évolutif.

Le poste est basé au siège à Valence.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence
M 05/2312 F à :

EGOR RHONE ALPES
Tour du Crédit Lyonnais
129, rue Servient - 69431 LYON CEDEX 03

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRASA

Conforter la progression et assurer la pérennité d'une entreprise de
45 personnes second œuvre bâtiment. Tel est le parcours proposé à
une forte personnalité décidée à partager l'engagement total d'un
PDG. Cette personne aura l'heur d'être un :

directeur général

pour assumer ses responsabilités suivant quatre axes directeurs,
en cohérence avec la stratégie dont il aura doté la société.

- négociation
sa pleine participation aux décisions d'acceptation des
dossiers illustrera l'efficacité d'une équipe dans sa complé-
mentarité (commerciale avec le technique).
- chantiers
sa compétence et son autorité naturelle s'exerceront avec
profit pour mener les travaux à bonne fin.
- gestion de l'exploitation
ses qualités de gestionnaire et d'analyse s'emploieront à maintenir
les caps en ce domaine.
- ressources humaines
sa conception de l'entreprise intègre le développement des
hommes comme étant une de ses tâches prioritaires.

Pour ce poste basé en Normandie réclamant une aptitude au
management et à l'animation enrichie par l'expérience, merci
d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, parcours profes-
sionnel, photo et prétentions) s/réf. ADM à André Hébert
au

cog hébert conseil

231, rue Louis Blanc
76100 ROUEN

Responsable informatique

RAMBOUILLET-EPERNON

RÉF. ARB 01



Bayer

BAYER FRANCE recherche le futur responsable informatique de l'une des entités françaises du Groupe BAYER,
un des leaders mondiaux de l'industrie chimique et pharmaceutique.
SON SITE INFORMATIQUE D'EPERNON - IBM 4381 - VSE/SP3 - CICS - SOL - DL1 - 80 terminaux, 50 moniteurs.

VOTRE MISSION : En relation étroite avec la Direction Informatique
du Groupe en France, vous assurerez et coordonnerez le développement
et l'exploitation de l'ensemble des projets informatiques de la Société.
Vous veillerez au respect des procédures et standards définis par le
Groupe.
Responsable de vos investissements, vous vous appuyerez sur une
équipe de 15 personnes pour répondre aux besoins exprimés par les
utilisateurs.

VOTRE PROFIL : De Formation Supérieure (École d'ingénieur ou
équivalent) vous avez une expérience de 10 à 15 ans dans la conduite
de projets de grande envergure.
Vous maîtrisez l'environnement VSE/SP3 mais vous avez aussi l'habitude
d'un langage.
Doté de réelles qualités de dialogue, vos capacités d'intégration et de
rigueur seront indispensables pour relever le challenge que nous vous
proposons.

Le Groupe offre des perspectives d'évolution et une carrière internationale aux candidats mobiles et motivés.
Merci d'envoyer CV, photo et prétentions à Agnès Menage en précisant la référence.

CAP SESA SELECTION

Tour Maillé, 207 rue de Bercy, 75012 Paris

**Montres
Emile Fequignot**

"L'EXIGENCE DE LA PASSION"

Redonner à la montre française ses lettres de
noblesse, tel fut mon défi en 1973. Aujourd'hui,
pour aborder de nouveaux challenges, j'ai
besoin d'un proche collaborateur :

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

(ESCAE ou équivalent et/ou DECS)

Doté d'une première expérience de la gestion financière, il
m'apportera les indicateurs économiques et les états prévisionnels
indispensables à mes prises de décision.
Il supervisera la gestion comptable en collaboration avec
l'expert-comptable.

Il animera la gestion administrative en s'appuyant sur l'outil
informatique.
Puis-je espérer enfin qu'il partage mon goût pour l'éle-
gance, la compétition et... les sapsins du jura ? (poste à
pourvoir à MORTEAU - 25)

EMILE FEQUIGNOT

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et
prétentions sous référence EP à mon Conseil :
B.P. 2032 - 25050 BESANCON CEDEX.

Cabinet Conseil J.P. Dornier



هكذا من الأصل

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**PLUS PERFORMANT
QUE JAMAIS!**



AVEC NOUS, RELEVEZ LE DÉFI DES ANNÉES 90.
PSA : la volonté et les moyens de devenir
le premier constructeur européen.

**CHARGÉS D'ÉTUDES
CLIENTÈLE (ENSAE, ISUP)**

Votre solide formation statistique, votre sensibilité "marketing", votre intérêt pour l'automobile sont vos atouts pour rejoindre notre Direction chargée des études clientèles et de la stratégie marketing.

Par vos analyses sur notre image et notre positionnement dans les différents marchés, vous participerez à l'élaboration des orientations pour nos produits du futur.

Venez gagner avec nous, écrivez-nous.

**AUTOMOBILES
PEUGEOT**
Direction Centrale du Personnel
75, avenue de la Grande-Armée 75016 Paris

Dans le cadre de l'expansion de nos activités, notre société, leader d'un groupe important évoluant sur des marchés de Haute Technologie, recherche :

**Jeune
ingénieur
d'affaires**

Vous êtes un jeune ingénieur (28/32 ans), diplômé d'une grande école (Centrale, Supélec...), ayant 5 ans environ d'expérience en milieu industriel, et vous souhaitez donner une nouvelle dimension à votre carrière en y intégrant les données fondamentales que sont le commercial et l'international. Directement rattaché à un "Chef de Produit", nous vous confierons la responsabilité du développement d'un projet important au niveau français et international.

Vos qualités reconnues de technicien et de gestionnaire, votre goût pour la négociation, seront vos atouts pour réussir à ce poste. L'anglais est impératif, l'allemand serait un plus.

Le poste est basé à Paris.

Le rayonnement français et international de notre groupe devrait convaincre les candidats de valeur de nous contacter rapidement en écrivant sous référence TAT.M2 à :

REDWOOD, 37 bis, avenue Gambetta - 75020 Paris qui transmettra.



GAMMA INTERNATIONAL

**CONSULTANT EN ORGANISATION STRATÉGIQUE
pour être le partenaire des entreprises leaders de demain.**

L'originalité de GAMMA INTERNATIONAL est d'introduire l'organisation dans la réflexion et les choix stratégiques qui déterminent la position concurrentielle de l'entreprise : faire jouer au couple "organisation-marché" un rôle de même importance que celui du couple "produit-marché".

Issu d'une grande école scientifique ou commerciale, vous êtes créatif, mobile et vous avez une réelle expérience de la stratégie et de l'organisation, acquise dans l'entreprise ou dans une société de conseil.

Nous sommes, nous-mêmes, jeunes (32 ans de moyenne d'âge), riches (18% de profit avant impôt), intelligents (12% de notre CA sont consacrés à la recherche et au développement).

Nous sommes alors faits pour exercer ensemble un métier passionnant.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature, sous référence M 9/1, à notre siège : 3, place de Valois 75001 Paris - Marie-Noëlle Rainon sera votre interlocutrice pour organiser notre rencontre.



Ce symbole représente l'univers numérique intelligent, la structure imaginée par Northern Telecom pour une société de l'information où les télécommunications deviendront le cadre universel de toutes les interactions humaines.

**ACCORDS JURIDIQUES ET COMMERCIAUX :
SCELLEZ NOS GRANDS CONTRATS ET
ASSOCIEZ-VOUS PLEINEMENT A NOTRE CROISSANCE**

Quand NT MERIDIAN, filiale du groupe NORTHERN TELECOM, principal fournisseur de systèmes téléphoniques et de télécommunications d'entreprises s'implante en France, crée un site industriel dans l'Est avec l'ambition d'être au cœur de l'Europe des télécommunications, elle sait que sa croissance dépend de solides accords commerciaux. Elle y engage son nom, son savoir-faire, sa crédibilité.

Dans cet esprit, son RESPONSABLE DU SUVI DES CONTRATS veille aussi bien aux aspects juridiques que commerciaux, corrélie les normes internationales du groupe avec les obligations légales françaises, prend en charge la négociation avec les prospects, la signature des contrats français avec les clients et les distributeurs.

Réussir dans cette mission, accompagner l'évolution rapide de NT MERIDIAN est votre opportunité si, à 30-35 ans, juriste de formation, vous avez l'expérience des affaires, dont au moins deux ans dans la négociation et le suivi des contrats.

Votre maîtrise de l'anglais, votre rigueur, votre solidité professionnelle seront des qualités primordiales. Poste basé à notre siège social (Paris).

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence JUM.M7 à : Direction des Ressources Humaines, NT MERIDIAN - 16, Place de l'Isle, Cédex 13 - 92082 PARIS LA DEFENSE

ntm

Abeille
ASSURANCES



Devenez le partenaire actif
de nos agents commerciaux.

Après une formation théorique et pratique rémunérée, vous aurez un rôle :

- d'animation et de formation techniques et commerciales.
- de conseil dans le domaine de la gestion (portefeuille et comptable).

**JEUNES DIPLOMES
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
(écoles de Commerce, maîtrise de gestion
Sciences Eco, droit)**

Ayant le goût du terrain, motivé par un groupe susceptible de vous offrir des perspectives de carrières intéressantes et variées : Venez renforcer notre équipe d'inspecteurs du cadre IARD.

Poste à pourvoir dans différentes régions de France.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous
réf. 2148 JD/LD à Mme IMBERT,
52, rue de la Victoire, 75009 PARIS.

Groupe de Presse Financière et Boursière
en croissance exponentielle
recherche un

**DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT
futur associé HF**

Le candidat aura acquis au minimum 5 années d'expérience dans le secteur Presse/Edition et/ou 5 années dans la commercialisation de produits ou de services financiers dans le milieu bancaire.

Diplômé (e) d'une grande école de gestion (ou équivalent), il aura une stature de niveau "Direction Générale" et jouera un rôle moteur dans la création de filiales de diversification.

Une association au capital des filiales de diversification est possible.

Notre conseil examinera votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV détaillé, photo, rémunération actuelle, etc...) en toute confidentialité : Gesper
11 rue Georges Bizet 75116 PARIS (réf. 901)



LES RENDEZ-VOUS EMPLOI

OPERATION
SPECIALE

**LES
INFORMATIENS**

mardi 17 daté 18 janvier 89

LE MONDE, POINT DE RENCONTRE DES GRANDES AMBITIONS

N
CIE
ARCHITECTURE
ENGINEERING
SERVICES AGRO-ALIMENTAIRES

JOINT AU DIRECTEUR
DE PRODUCTION

**RESPONSABLE
SERVICE ACHATS**

**INGENIEUR
AGRO-ALIMENTAIRE
(TYPE ENSAIA)**

INGENIEURS D'AFFAIRES

Cabinet Blique

CHIEF GENERALISTE

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE



NORDON & CIE

NANCY

**CHAUDRONNERIE TUYAUTERIE
ENGINEERING
INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES**

recherche

ADJOINT AU DIRECTEUR DE PRODUCTION

De formation grande école (Arts et Métiers ou similaire), cet INGENIEUR MECANICIEN s'occupera particulièrement de l'organisation et de la gestion des ateliers de PRODUCTION (mise en place GAO - Modernisation des méthodes - Mesures nouvelles de la Productivité etc...). Il parlera impérativement anglais (et/ou allemand). Ce poste convient à un ingénieur de 30/35 ans, ayant déjà une expérience industrielle. Son avenir sera assuré dans une usine moderne à NANCY - ville universitaire (réf. 1343).

RESPONSABLE SERVICE ACHATS

Apte à traiter plus de 170 millions de francs d'achats annuels, de métaux, tubes, matériels et fournitures diverses, il sera chargé de la modernisation du service (informatisation) de négociations importantes avec les fournisseurs et de l'organisation des approvisionnements. Ce poste convient à un INGENIEUR âgé de 35/40 ans spécialisé dans les ACHATS ayant forte expérience dans l'industrie (métallurgique si possible). Il parlera impérativement Allemand (et/ou anglais) (réf. 1344).

INGENIEUR AGRO-ALIMENTAIRE (type ENSAIA)

Pour son département équipements "clés en main" BRASSERIES - MALTERIES - SUCRERIES - BIO INDUSTRIES capable en France comme à l'étranger de détecter et de suivre des affaires en clientèle. Bon commercial, bon négociateur, parlant impérativement anglais (et/ou allemand ou espagnol), il sera appelé à de nombreux déplacements pour l'étude et la vente d'ensembles industriels de toutes dimensions. Ce poste convient à un ingénieur de 30/35 ans ayant déjà une expérience industrielle. Perspectives d'évolution intéressantes. (réf. 1342).

INGENIEURS D'AFFAIRES

Appartenant au Département Travaux Extérieurs (DTE) ils traitent des affaires importantes de montage avec les responsables d'installations industrielles en France et à l'étranger (notamment en Allemagne) et ils supervisent les travaux. Agés de 30-35 ans, ayant déjà une expérience industrielle, parlant impérativement anglais (et/ou allemand) et très polyvalents, ils doivent pouvoir s'affirmer dans divers secteurs : technique, commercial, gestion, conduite des hommes. Perspectives d'évolution intéressantes (réf. 1345).

Appelez confidentiellement le 83.53.42.63 ou écrivez en indiquant la référence du poste choisi à :

???
Cabinet BLIQUE
BP 3097
54013 NANCY CEDEX

DIRECTEUR D'USINE Région Dijon

Groupe spécialisé dans la chaudronnerie INOX, notre CA est de 240 millions de francs dont 20% à l'export.

En prévision du prochain départ à la retraite de l'un de nos directeurs d'usine nous recherchons un :

INGENIEUR GENERALISTE AM ou équivalent

Apte à prendre la direction d'un établissement dont l'effectif est voisin de 160 personnes. Il sera chargé de la gestion et de la mise en œuvre des moyens de l'usine pour fabriquer les produits dans les meilleures conditions de rentabilité en respectant les impératifs de qualité et de sécurité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence IG à Notre Conseil :
1, Avenue de Lille de France - BP 2032 -
25050 BESANCON.

Cabinet Conseil J.P. Dornier

LABEYRIE

POUR DES PRODUITS ET DES ENJEUX EXCEPTIONNELS DES HOMMES EXCEPTIONNELS

Leader sur les marchés du saumon fumé et du foie gras avec un CA actuel de 600 millions qui double tous les trois ans.
A proximité de Biarritz, dans une région où l'énergie et la passion dynamisent le travail et les loisirs.
Une entreprise jeune qui mobilise ses atouts et ses forces.
Elle élargit son équipe pour une nouvelle étape et recherche

DIRECTEUR DE DIVISION

350 000
Ingénieur AGRO, ECP, MINES

A la tête de la division Foie Gras, il fera évoluer les technologies et les produits et saura mener de front réflexion stratégique, approche marketing, action quotidienne sur le terrain de la production et des approvisionnements et conduite des investissements. Il devra déjà avoir fait la preuve de ses qualités de meneur d'hommes dans une expérience opérationnelle de production. réf. 18 1182-8M

DIRECTEUR MARKETING

300 000 +
Grande Ecole de Commerce

Professionnel du marketing grande consommation depuis 5 ans ou moins, il élaborera, mettra en place et animera la politique de communication et de marque, les outils et les actions publicitaires, une gestion inventive de la vie et de l'évolution des produits pour la France et l'exportation. réf. 1A 1267-9M

CONTROLEUR DE GESTION

300 000 +
Grande Ecole de Gestion ou d'Ingénieur

Il concevra, mettra en place et animera les outils de gestion et les systèmes d'information pour donner aux responsables opérationnels les moyens d'une gestion efficace. Son professionnalisme sera étayé sur une expérience de 5 ans au moins, le passage dans une fonction organisation en cabinet ou en entreprise constituant un plus au regard de la croissance rapide de l'entreprise. réf. 18 1149-8M


RESPONSABLE LOGISTIQUE COMMERCIALE

250 000 +
ESC ou Ingénieur

Rodé aux méthodes et aux impératifs de la distribution des produits frais aux GMS, il sera le patron des opérations liées au flux des produits fins (5000 t - 100 000 commandes/an), de la prise de commande à la livraison. Proche des clients, il mettra en place une organisation efficace, décidera avec sang-froid et rapidité, animera ses équipes (200 personnes en période de pointe) avec dynamisme et savoir-faire. réf. 18 1183-8M

L'appartenance à un grand groupe financier qui affirme sa politique agro-alimentaire ouvre de réelles perspectives de carrière.

Ecrire en précisant la référence à Annie SANTAMARIA, 11, rue Calvé 33000 Bordeaux
Discrétion absolue



DES INGENIEURS DE PREMIER PLAN CONFIRMES OU DEBUTANTS POUR

DES PROJETS AMBITIEUX DANS LA CHIMIE MONDIALE

Nous sommes un grand groupe chimique français présent dans 96 pays. Notre fort développement nous permet de proposer des carrières riches et variées, à des Ingénieurs mobiles, enthousiastes, capables de faire plusieurs métiers éventuellement dans plusieurs pays. Selon votre formation, votre expérience et vos goûts, vous pourrez au départ assumer en France des responsabilités :

- de fabrication - province réf. 1A 1254-8M
- de développement de produits
- polymères - province réf. 1A 1255-8M
- solvants - Paris réf. 1A 1256-8M

- de procédés - province réf. 1A 1256-8M
- de mise en œuvre de polymères - province réf. 1A 1257-8M

Ces postes sont ouverts à des ingénieurs chimistes, génie chimique, mécaniciens ou généralistes et nécessitent la connaissance de l'anglais.

Nous recherchons les meilleurs ingénieurs et nous saurons leur donner des postes à la mesure de leurs valeurs.

Ecrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Membre de Syntec



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

مكتبة من الأصل

RAID-MARATHON : le onzième Paris-Dakar

Une pièce de rechange

Le vainqueur autos du onzième Paris-Dakar est déjà connu. Refusant un duel fratricide entre le Belge Jacky Ickx (405 Turbo 16) et le Finlandais Ari Vatanen (405 Turbo 16), les responsables de Peugeot ont fait appel au sort, samedi 7 janvier, à Gao (Mali) pour désigner le pilote numéro un de

l'écurie. Vatanen a gagné le « pile ou face ». Tout sera donc fait pour qu'il arrive en tête à Dakar. Le Finlandais s'est d'ailleurs imposé, samedi 7 janvier dans l'étape Niamey-Gao (495 km), et dimanche 8 janvier dans l'étape Gao-Tombouctou (611 km). Au classement général, Jacky Ickx

place, mais il devrait s'effacer dans les jours prochains au profit de son « compagnon » d'écurie. Dans la catégorie moto, le suspense continue. Le Français Stéphane Peterhansel (Yamaha) a remporté les deux étapes, mais l'Italien Franco Picco (Yamaha) conserve la tête du classement général.

TOMBOUCTOU
de notre envoyé spécial

Une pièce, une simple pièce... de 10 F frappée de l'Hexagone imaginé par Mathieu, a décidé du probable vainqueur de la onzième édition du Paris-Dakar. La scène se passe dans le terrain sablonneux qui entoure l'aéroport de Gao (Mali). Le vent est là, fidèle à son rendez-vous avec la caravane. Le soleil esquive parfois de timides apparitions. En ce samedi 7 janvier, les éléments habituels d'une épreuve qui semble s'enfoncer dans la routine sont de nouveau réunis.

Mais c'est compter sans l'écurie Peugeot, qui, depuis trois ans qu'elle aligne ses voitures dans la course africaine, a toujours su ménager des surprises quand l'attention retombe. Dans le campement installé pour les « lions », les discussions semblent animées. Jean Todt, le patron de Peugeot-Talbot-Sport, est mécontent de la course de ses pilotes. Entre Niamey et Gao les deux 405 Turbo 16 se sont « tirés la bourre » comme on dit en langage de motards, pour signifier que les concurrents roulent au maximum de leur puissance pour essayer de se dépasser.

Une course dans la course entre deux bolides bleus qui occupent les premières places au classement général. Une lutte dangereuse puisque le Finlandais Ari Vatanen, après avoir cassé son pare-brise sur une

branche, a diminué un peu la hauteur de son véhicule en effectuant un tonneau. Une lutte pleine de risques puisque le Belge Jacky Ickx, à la suite d'un décollage sur une bosse, a bien failli s'envoler. Vatanen premier et Ickx second, à 5 mn 17 sont tentés, pendant les 495 km de cette douzième étape, de se départager. Le Finlandais et le Belge se sont livrés une bataille sans merci pour occuper la place de leader. Ils ont rejoué le scénario de l'étape précédente, où, malgré sa sciatique, le grand blond avait réussi à prendre le meilleur sur son « compagnon » d'écurie.

Au classement général, le pilote belge devance cependant toujours le Finlandais de quelques minutes. Tout deux ne s'inquiètent pas trop du troisième, Patrick Tambay, dont la Mitsubishi accuse un retard de deux heures. L'action se résume donc à un duel entre deux pilotes de talent. Deux fortes individualités capables des « pires » prouesses pour s'imposer. Deux coureurs expérimentés qui souhaitent ajouter une victoire à leur palmarès pourtant bien garni.

De cette lutte fratricide entre les deux bolides de la même écurie, Jean Todt ne veut pas. Le « Petit », comme on le surnomme sur le rallye, estime que « les 405 doivent arrêter de prendre des risques inutiles pour l'entreprise Peugeot ». Il juge nécessaire de stopper cette bagarre, multibelle pour les mécaniques et « dangereuse pour les hommes qui sont au

volant ». « A force de courir ainsi l'un après l'autre, ils jouent un peu trop avec leur vie », explique le manager, qui déclare avoir été beaucoup ébranlé par les accidents survenus à ses pilotes par le passé.

Jean Todt se trouve donc dans la situation peu enviable de demander à ses « salariés » de mettre fin à leur combat. Son choix n'est pas simple, car il estime que « les deux hommes sont de niveau équivalent ainsi que l'a montré la première moitié de l'épreuve ». Comment faire comprendre à l'un de ces deux pilotes de très haut niveau qu'il doit s'écarter devant l'autre ?

Assis sur une chandelle — ce petit trépan qui sert à maintenir une voiture lorsque les roues sont enlevées — le « Petit » s'entretenait depuis l'arrivée de l'étape avec les deux protagonistes. Une conversation calme mais qui s'éternise. Puis il se lève et part avec les pilotes et leurs coéquipiers vers les bouquets d'arbres maigres qui bornent l'horizon. Là, les cinq hommes s'agenouillent et font appel au sort.

C'est en effet le seul moyen que Jean Todt a trouvé pour départager ses champions. « Il m'a demandé une pièce », rapporte le responsable des relations extérieures de la firme de Sochaux. Le suspense dure peu. Juste le temps nécessaire pour désenfiler la pièce. Le hasard. Et là, à quelques mètres, des enfants en guenilles qui se battent pour récupérer les poubelles du rallye, il

annonce à Ari Vatanen qu'il est l'heureux élu.

Professionnels même lorsque le sort leur est contraire, Jacky Ickx et son coéquipier Christian Tartin acceptent cette décision de leur employeur. Ils vont se piler à cette loi en vigueur dans les rallyes du championnat du monde qui veut qu'une marque choisisse le pilote qui portera ses espoirs jusqu'au terme de la course. Jean Todt prétend avoir agi de façon semblable en 1986 lorsqu'il lui a fallu arbitrer entre Kanunen et Salonen pour déterminer le vainqueur potentiel du rallye des Mille Lacs, en Finlande.

La méthode a cependant surpris la communauté du Dakar. La fin d'un duel plein de rebondissements entre deux équipages au-dessus de la mêlée rend l'épreuve légèrement orpheline. Finies les luttes au couteau entre deux voitures semblables, où seules la dextérité des pilotes et la clairvoyance des navigateurs font la différence. Terminées les angoisses du « Petit » lors des contrôles d'arrivée. La ligne de conduite de l'écurie est fixée.

Dimanche, sur les pistes qui rejoignent Tombouctou, les deux pilotes ont respecté les consignes. Ari Vatanen a précédé Jacky Ickx de 2 minutes 47 secondes. Pour le panache, les « lions » se sont quand même offerts le plaisir de réussir le quart. Histoire de montrer que l'épisode de la pièce de 10 francs de Gao n'empêche pas les pilotes de réussir des performances.

Pourtant, à écouter Ari Vatanen, il a roulé « sans forcer et souvent en compagnie des autres Peugeot ». Avec une moyenne de 94 kilomètres à l'heure, il a encore augmenté d'une demi-heure son avance sur Patrick Tambay, comme Jacky Ickx d'ailleurs, mais lui est maintenant devenu presque un banal.

La course continue, même si le nom du vainqueur n'est un mystère pour personne. Les autorités maliennes ont en effet assuré que des mesures de police avaient été prises pour éviter les vols de véhicules à Bamako.

SERGE BOLLICH.

ATHLÉTISME : crise à la Fédération italienne

La démission de Primo Nebiolo

Les milieux sportifs italiens ont accueilli avec soulagement la démission de Primo Nebiolo, président de la Fédération italienne d'athlétisme (FIDAL), qui a accepté, le samedi 7 décembre, de quitter ses fonctions après une série d'affaires compromettant son entourage.

Les pressions exercées sur Nebiolo pour l'amener à démissionner n'ont fait que croître depuis qu'une enquête a révélé, en mars 1988, que des responsables de la FIDAL avaient truqué le saut qui valut à l'italien Giovanni Evangelisti une médaille de bronze au saut en longueur des championnats du monde de Rome en 1987.

Bien que Nebiolo n'ait pas été directement impliqué dans ce scandale, plusieurs de ses proches ont dû, depuis, abandonner leurs responsabilités. Nebiolo est en outre aujourd'hui dans le collimateur de la justice, qui enquête sur un contrat douteux passé entre la FIDAL et une société milanaise, Inaport, qui a l'exclusivité de la promotion de l'athlétisme italien (Le Monde du 23 novembre).

Primo Nebiolo, qui présidait la FIDAL depuis 1969, demeure à la tête de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF).

SKI ALPIN : Coupe du monde

La domination de Vreni



La Suisse Vreni Schneider a remporté, dimanche 8 janvier, sa neuvième victoire de la saison dans la Coupe du monde féminine de ski alpin en gagnant la slalom de Melau (Autriche). Samedi 7 janvier, elle s'était imposée dans le slalom géant de Schwarzenberg (Autriche) et demeure largement en tête du classement général de la compétition devant l'Autrichienne Ulrike Maier. La Française Patricia Chauvet s'est classée troisième à Melau. Une autre Française, Carole Merle, avait également terminé en troisième position samedi à Schwarzenberg.

VOILE : Une quatrième tentative contre le record New-York - San-Francisco

Le Far West par le cap Horn

Le navigateur Philippe Monnet, qui avait réussi, en 1987, un tour du monde en solitaire à la voile, dans le temps record de 129 jours et 17 heures, a quitté Manhattan, dimanche 8 janvier en début d'après-midi, sur son trimaran *Elle-et-Vire*, pour tenter de battre le plus vieux record de voile, établi en 1854 par le clipper *Flying Cloud*.

Cloud : 89 jours et 8 heures entre New-York et San-Francisco, par le cap Horn. Trois autres tentatives contre ce record sont en cours (le *Monde* du 10 décembre), par l'Américain Warren Lohr sur *Thursday's Child*, Guy Bernardin, sur *BNP-Bank of The West*, enfin, Anne Lardet et Joseph Le Guez sur le trimaran *Finistère*.

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

La statue de la Liberté ne se dressait pas encore à l'entrée du port de New-York, lorsque, le 22 janvier 1854, Josiah Cressy, capitaine du *Flying-Cloud*, le plus grand clipper de l'époque, avec ses 58,9 mètres de long, avait quitté Manhattan avec une quarantaine d'hommes d'équipage et une cargaison de beurre et de fromages pour un périple autour des Amériques par le cap Horn, qui allait devenir historique. L'Amérique comptait alors à peine 23 millions d'habitants, et les nouveaux immigrants, qui revenaient à l'or, découvraient six ans plus tôt en Californie, préféraient encore braver les tempêtes du Horn, plutôt que de risquer la traversée des grandes plaines peuplées d'Indiens.

Avec sa libellule de 60 pieds (18,28 mètres) en composite ver-

re, epoxy, amarrée au ponton du Manhattan Yacht Club, juste à côté du *Peking*, l'un des grands clipper encore en service au début du siècle et transformé aujourd'hui en musée, Philippe Monnet a pu, avant son départ, s'imprégner un peu plus de cette histoire et mesurer le caractère anachronique de sa tentative.

« J'ai vécu la mer à travers l'aventure », explique ce montagnard de La Clusaz, qui a découvert la voile à dix-sept ans, à l'occasion du déménagement de ses parents à Cannes.

Mais ce rêveur est aussi un homme de défil. « Lorsque j'ai mis la voile, en 1986, dans mon tour du monde en solitaire, on me prédisait que je ne la réussirai pas avec un multicoque. Or j'ai battu le record d'Alain Colas de quarante jours. Cette fois, j'aimerais encore réussir en étant le premier à franchir Horn d'est en ouest et en arrivant à San-Francisco avec un trimaran ».

Philippe Monnet ne garde d'ailleurs pas un bon souvenir de son premier passage au large de ce maudit rocher noir à la pointe extrême du continent américain. « La mer était mauvaise, avec des creux de 10 mètres et il n'y avait aucune visibilité à cause du brouillard. J'ai dû passer à 5 milles, mais je ne distinguais même pas l'avant de mon bateau. C'est un sale coin, mais on peut toujours espérer tomber sur un jour de beau ».

Sa confiance repose plutôt sur l'expérience accumulée lors de son tour du monde en solitaire. Propriétaire méticuleux, il n'a pas eu à modifier les structures très saines de son trimaran, l'ancien *Fleury*, Michon de Philippe Poupon. Toutes les pièces de grément ont, en revanche, été remises à neuf. Les modifications ont surtout porté sur l'aménagement intérieur. Philippe Monnet dispose, cette fois, d'un radar supplémentaire et même d'un petit ventilateur pour mieux suppo-

ter le moteur équatatorial et le rythme biologique très perturbé d'un navigateur solitaire, avec des périodes de sommeil de cinq à huit heures par jour, par tranches de quatre-vingt-dix minutes.

Le principal regret de Philippe Monnet est de ne pas avoir disposé pour cette tentative de son ancien trimaran de 23 mètres, qu'il avait commencé à préparer pendant deux mois. « Kiter » a en effet renoncé à poursuivre son activité de commanditaire dans la voile, à la suite de la loi sur la publicité pour les alcools et le tabac. C'est son ami Jean-Pierre Jarier, l'ancien pilote de formule 1, qui lui a alors permis de relancer son projet en cautionnant l'achat à crédit de l'ancien trimaran de Philippe Poupon.

Pour trouver les 500 000 francs indispensables au démarrage de l'opération, le navigateur cannois s'est adressé à sa famille, où il a obtenu le soutien de M^{me} Anne-Marie Dupuy, le maire, associée en cette circonstance à Jérôme Monod, le directeur de la Lyonnaise des eaux, qui veut développer l'implantation de sa société et ses activités aux Etats-Unis. Restait encore à trouver le sponsor principal pour boucler le budget.

C'est à deux jours du baptême du bateau, début décembre, que Philippe Monnet a rencontré avec Alain Juillet, le directeur général adjoint de l'Union laitière normande. Signe du destin ? Alain Juillet était directeur de la filiale d'expansion de Pernod-Ricard, qui avait armé, en 1980, le trimaran d'Eric Tabarly lorsque ce dernier a battu un autre record de voile prestigieux : celui de la traversée de l'Atlantique nord, entre New-York et le cap Lizard, obtenu depuis 1905 par Charlie Barr sur la goélette *Atlantic*.

GÉRARD ALBOUY.

Le sort
et le sport

« Si Vatanen arrive le premier à Dakar, après avoir été au dire de certains le « vainqueur moral » du Dakar 1988, il sera, contrairement à ce qu'on attendait, le « vainqueur immoral » du Dakar 1989. En condamnant ainsi la façon dont Jean Todt a choisi le pilote Peugeot qui doit arriver en tête à Dakar le 13 janvier, le président de la Fédération internationale automobile, Jean-Marie Balestre, a-t-il résumé au classement général ? Dans son éditorial de l'équipe, Noël Couédo parle, lundi 9 janvier, de « la honteuse certitude du sort » qu'il oppose à « la glorieuse incertitude du sport ».

On sait que, si le recours à une pièce de monnaie est original, il est habituel dans le monde de la compétition automobile qu'une écurie désigne son leader. On connaît la hargne de Jean-Marie Balestre à l'égard de la firme de Sochaux, qui a osé le défier devant les tribunaux. On mesure donc tout ce qu'il y a de feint et de vain dans cette indignation de circonstance. Décider à l'occasion du Paris-Dakar 1989 qu'il faut à l'avenir « sanctionner toute manœuvre ou intervention pouvant fausser les résultats ou la valeur sportive d'une compétition automobile » n'apparaît que comme un effet de scène supplémentaire du président de la FISA.

Pour gagner

Peugeot ne s'est pas engagé dans le Paris-Dakar pour participer, mais pour gagner. Cela implique que dès la première apparition des « lions » la limitation des imprévus inhérents à ce type de course, la quasi-réduction à néant de l'esprit d'aventure. Jacky Ickx avait été le premier à s'insurger contre cette professionnalisation extrême de la course, à laquelle il avait pourtant lui-même contribué avec Porsche. Il en est la victime alors que la logique et l'instinct pur et simple du constructeur seraient voulu qu'il soit choisi comme leader après un début de course sans fautes.

« Je préfère le pile ou face à la roulette russe », a justement expliqué Jean Todt. Il a ainsi réglé l'issue d'une épreuve où la plupart des concurrents s'engagent en comptant sur un coup de chance pour affronter sans mal les pièges du désert. Et c'est la véritable morale de cette histoire : les professionnels comme les amateurs doivent compter avec la chance pour arriver à Dakar.

ALAIN GIRAUDO.

Un gorille dans la course

Sur la piste comme dans les escortes présidentielles, il a toujours le même regard pour évaluer d'éventuels obstacles. L'œil exercé à reconnaître les importuns lors des haltes de toute sorte, Jean Todt ne veut pas. Le « Petit », comme on le surnomme sur le rallye, estime que « les 405 doivent arrêter de prendre des risques inutiles pour l'entreprise Peugeot ». Il juge nécessaire de stopper cette bagarre, multibelle pour les mécaniques et « dangereuse pour les hommes qui sont au

tages. « Nous aurions pu avoir le soutien de mareyeurs et de producteurs de vins blancs de Vendée. Mais pour cela il nous fallait obtenir l'accord du conseil général. Lorsque les membres du conseil ont vu que j'étais, ils ont dit non ».

Une déconvenue, qui heureusement, ne s'est pas renouvelée trop souvent. Un accord avec l'écurie du moteur Gaston Rahier a permis à la Mitsubishi d'arborer les couleurs jaunes du team d'assistance rapide. En échange, nous bénéficions de l'aide des mécaniciens de la « piste », explique Pierrot, satisfait de cette opération de troc.

Cet ancien professionnel du bâtiment, reconstruit dans la défense rapprochée, est aussi à l'aise dans les ombres du Mail que sur les routes de la Nièvre. « Nous roulons à notre rythme », déclare Pierre Tourlier qui sait qu'il ne peut rivaliser avec les grosses écuries. Mais de bonnes prestations dans le Ténéré et des choix tactiques de navigation finement calculés entre Tahoua et Gao lui ont permis de se hisser à la trente-huitième place au classement général.

Pierrot — inventeur du surnom de « Nive » comme véhicule — aime souvent le rappeler avec une pointe de tendresse, « souhaite « tenir le coup jusqu'à Dakar. Avec en perspective une étape en Guinée. De ce pays, il garde un fâcheux souvenir puisque c'est là que son Range Rover a terminé le Dakar de 1984, « en fumée ». La fureur a en effet privé Pierrot de la joie de réaliser « une course complète ». Cette année il espère « tenir jusqu'à l'étape finale », « ne s'occupant plus d'écouter au président, mais aussi pour me fier ».

E.E.

Les résultats

Quantin, 30 ; 5. Orthier, Mulhouse et ASVEL, 29.

Cyclisme

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE CLASSEMENT (à la Tasse-la-Madelaine)
1. Dominique Arnaud (Toshiba), 24,7 km en 59 min 36 s ; 2. Martial Gayant (Toshiba), à 12 s ; 3. Christophe Lavaine (Système U), à 1 min 3 s.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE GROUPE A (quatrième journée des poules de huit)

Poule 1
Bourgnon b. Toulouse 19-13
Dax b. Cognac 9-0
Montferrand b. Villeneuve-L. 78-15
Agen b. Montchaunay 81-0
Classement. — 1. Montferrand, 12 pts ; 2. Bourgnon, Toulouse et Dax, 10.

Automobilisme

RALLYE DE SUÈDE
1. Carlsson-Carlsson (Subaru, Mazda 323 4WD), 4 h 58 min 15 s ; 2. Eldund, Whitlock (Subaru, Lancia Integral), à 1 min 3 s ; 3. Eriksson-Parmander (Subaru, Toyota Celica GT4), à 1 min 42 s ; 4. Eriksson-Billeman (Subaru, Lancia Integral).

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE Nationale 1 A (dix-huitième journée, troisième tour)
*Limoges b. RCF Paris 91-87
*Avignon b. Lorient 82-81
*Montpellier b. ASVEL 105-100
*Orléans b. Antibes 109-69
*Cholet b. Saint-Quentin 82-77
*Monaco b. Caen 88-84
*Mulhouse b. Tours 101-87
*Nantes b. Gravelines 96-77
Classement. — 1. Limoges, 33 pts ; 2. Cholet et Nantes, 31 ; 4. Saint-

Économie

SOMMAIRE

■ M. Max Théret s'est adressé par écrit à la COB pour expliquer ses achats d'actions de Triangle avant l'OPA de Pechiney (lire page 26).

■ Le ministre de la santé et de la protection sociale relance l'étude sur la réforme de la Sécurité sociale (lire page 28).

■ Un groupe international s'apprête à lancer une OPA sur General Electric Company, la deuxième entreprise en Grande-Bretagne (lire ci-dessous).

La firme britannique General Electric Company pourrait faire l'objet d'une OPA de 77 milliards de francs

Thomson se déclare intéressée

Dans un communiqué publié lundi 9 janvier, à Paris, Thomson CSF a fait savoir qu'elle « considère avec intérêt » le lancement éventuel d'une offre publique d'achat par un groupe de sociétés internationales sur la firme britannique GEC. La société française indique qu'elle déterminera sa position dans les tout prochains jours.

LONDRES
de notre correspondant.

La City et le gouvernement retiennent leur souffle. Un groupe international, aux contours encore mystérieux, se prépare en effet à lancer une OPA sur la deuxième entreprise du pays, qui emploie cent cinquante sept mille personnes et joue un rôle-clé dans l'économie nationale. Le libéralisme cher à M^{re} Thatcher sortira-t-il indemne de l'aventure ? La « dame de fer » a choisi prudemment de se taire tant qu'elle ne connaît pas les « prédateurs » britanniques, américains et français qui veulent acheter la GEC (General Electric Company) pour 77 milliards de francs (environ 11 milliards de dollars).

Il s'agit incontestablement d'une OPA « massive » ; le combat est mené par Sir John Cuckney, une haute figure de l'industrie et de la finance britannique qui n'est pas particulièrement en odeur de sainteté auprès de M^{re} Thatcher. Sir John a commis en 1986 le péché suprême : en tant que président de la firme Westland, il s'est opposé au premier ministre lors du principal scandale politico-industriel de l'ère Thatcher.

Le montage financier imaginé par Sir John est pour l'instant secret... probablement parce qu'il n'est pas encore bouclé. La banque d'affaires britannique Lazard est chargée de l'opération. Elle a annoncé samedi 7 janvier, par un communiqué laconique, la création d'un consortium, Metsun, dirigé par Sir John, dont le but est de prendre si possible le contrôle de la GEC.

La banque Lazard n'a pas révélé l'identité des entreprises britanniques, américaines et françaises qui sont engagées dans cette aventure. Elle le fera « dès que possible ». L'OPA sera alors officiellement annoncée si les

7 milliards de livres (77 milliards de francs) ont été rassemblés.

Des signes avant-coureurs de la bataille, étaient perceptibles dès vendredi. L'action GEC était très demandée à la Bourse de Londres à la clôture... Les yeux étaient cependant fixés ailleurs. La GEC a en effet lancé elle-même il y a deux semaines une OPA de 1,7 milliard de francs (187 millions de dollars) sur Plessey, entreprise spécialisée dans l'électronique de pointe et les télécommunications, avec de nombreuses implications militaires.

Plessey a contre-attaqué à sa manière. Il est évident en effet que cette firme participe à l'assaut contre la GEC ; la meilleure défense est, dit-on, l'attaque. Plessey a choisi la méthode contre-OPA. Puisque la GEC veut l'avaler, elle se fera aussi grosse qu'elle avec l'aide de quelques amis et cherchera à la manger à son tour.

Les noms qui circulent dans la City sont les suivants : outre Plessey, la société britannique STC, les américaines General Electric et ATT et la française Thomson seraient sur les rangs. British Airways a également été approchée, mais ne se serait pas engagée.

Le consortium serait donc formé de deux entreprises britanniques spécialisées dans l'électronique et les télécommunications, de deux géants américains et d'une société française nationalisée. Par comparaison, l'OPA de 1,7 milliard de francs (187 millions de dollars) que la GEC elle-même avait, avec l'aide de l'allemande Siemens, montré contre Plessey paraît bien pâle. Elle est d'ailleurs soumise à la ratification du gouvernement, qui pourrait avant la mi-janvier saisir la commission sur les monopoles et les fusions, ce qui bloquerait tout le processus.

Une bataille boursière de première importance

La GEC avait déjà tenté d'absorber Plessey en 1986 mais en avait été empêchée par cet organisme. Elle récidiverait, il y a quinze jours, en s'alliant avec Siemens. Aura-t-elle plus de chance cette fois-ci ?

Tout est donc en place pour une bataille boursière de première

importance. La GEC a un trésor de guerre en liquide qui dépasse le milliard de francs (11 milliards de dollars). Dans l'autre camp, il va falloir à l'évidence emprunter la quasi-totalité des 77 milliards de francs nécessaires. Barclay, première banque britannique de dépôt, est chargée de trouver la moitié de cette somme. Lazard se fait fort apparemment de recueillir le reste.

Il sera difficile au gouvernement de rester « inerte ». Les enjeux sont tels que l'affaire dépasse largement le cadre d'une OPA. Toute l'industrie de défense du royaume est en effet dans la balance. La GEC a pour filiale Marconi, qui est un des principaux fournisseurs des forces armées en matériel électronique. Plessey, de son côté, construit les radars militaires des trois armées et les sonars dont sont équipés les sous-marins nucléaires. Le rôle de Plessey est crucial. Sir Jack Clark, son président, avait

annoncé la veille du week-end qu'il lutterait jusqu'au bout pour garantir l'indépendance de l'entreprise, fondée en 1917 par son grand-père. Plessey est en effet associée à toute l'histoire militaire de la Grande-Bretagne au vingtième siècle.

Les Spitfire RAF, qui ont gagné dans les airs en 1940-1941 la bataille d'Angleterre, avaient des systèmes radio de transmission produits par Plessey. Dans les années 60, la firme se lance dans l'industrie des semi-conducteurs ; elle y acquiert une technologie inégalée en matière d'électronique militaire. Plessey « pèse » quatre fois moins que la GEC en termes de capitalisation boursière. On assiste donc au combat de David contre Goliath, mais on remarquera aussi que des « amis » étrangers tels qu'ATT ou Thomson font largement la différence.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Solution en vue dans le contentieux franco-algérien sur le gaz

Le contentieux gazier qui empoisonne depuis plus de deux ans les relations économiques entre l'Algérie et la France paraît enfin sur le point d'être réglé. Paris et Alger, qui ont récemment multiplié les contacts, semblent en effet prêts à s'entendre sur une solution de compromis sans que le prix payé par GDF sorte du domaine commercial.

A côté du contrat gazier proprement dit, les pays négocient un ensemble d'aides financières. L'objectif est d'aider l'Algérie à sortir du piège provoqué par l'effondrement de la dette extérieure (22,5 milliards de dollars) et la baisse des recettes pétrolières. Les conditions d'accès à la ligne de crédits à court terme de 3 milliards de dollars, ouverte en avril 1987, doivent ainsi être assouplies. Octroyée à des conditions de marché, ces crédits n'ont jamais été utilisés par Alger. Pour la première fois, des crédits mixtes à moyen et long terme seront également offerts sous forme de protocole financier. Au total, Alger bénéficierait ainsi d'une aide à sa balance des paiements comme au financement de grands projets. Dans cette optique, Paris devrait prendre en compte le manque à gagner subi par les Algériens s'ils acceptent de renoncer au surcoût sur le prix du gaz prévu dans les accords de 1982.

Sur le plan gazier, GDF et la Sonatrach algérienne devraient réviser sur des bases commerciales les contrats de fourniture

signés en 1982. Le nouveau prix du gaz vendu à la France pourrait se situer autour du niveau conclu l'an dernier entre l'Algérie et la Grèce, soit environ 2,24 dollars par million de BTU (1), soit un peu plus que ce que Gaz de France acceptait de payer (2,14 dollars), mais moins que ce que demandait l'Algérie (2,35 dollars). Au fil des négociations qui se sont étalées sur plus de deux ans, l'écart entre les deux partenaires s'est nettement réduit.

Enfin un accord pourrait être également trouvé sur les arriérés dus par Gaz de France à la Sonatrach. Depuis le 1^{er} janvier 1987, GDF, faute d'accord, règle en effet ses schémas - 9 milliards de mètres cubes par an soit un tiers des approvisionnements français, - à un prix provisoire, inférieur de plus d'un tiers à celui facturé par la Sonatrach. L'établissement public a déjà réglé 1 milliard de francs.

Bien que ces accords n'aient pas encore été définitivement conclus, la signature pourrait, assure-t-on des deux côtés de la Méditerranée, être imminente et porter sur une enveloppe globale de quelque 8 milliards de francs si l'on tient compte de l'ajustement du contentieux gazier.

F. Cr. et V. M.

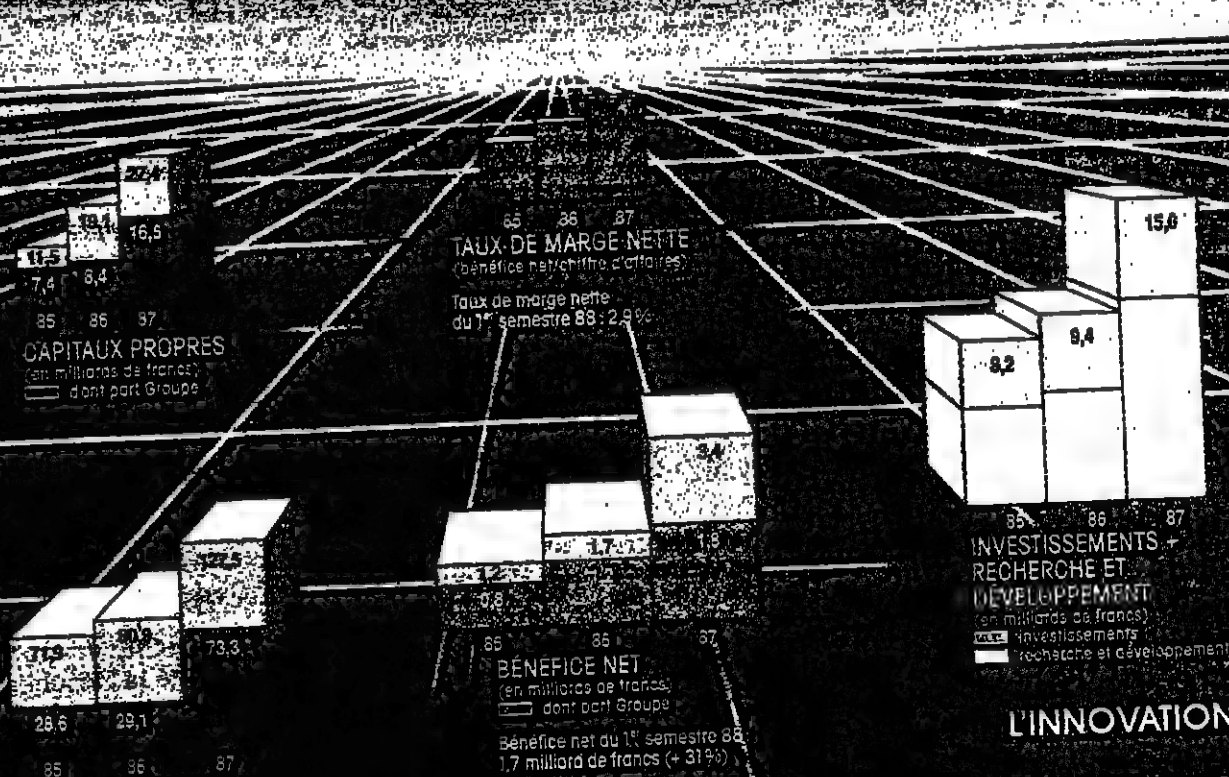
(1) Le BTU (British Thermal Unit) est l'unité de mesure traditionnelle des échanges internationaux. 1 million de BTU équivaut à 25 mètres cubes environ.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CGE ÉMISSION D'OBLIGATIONS CONVERTIBLES EN ACTIONS

1^{er} groupe industriel privé français et 30^e groupe mondial (classement du magazine "Fortune" d'après les chiffres d'affaires 1987), la Compagnie Générale d'Électricité (CGE) lance une émission d'obligations convertibles en actions.

Emise auprès du public un emprunt obligataire convertible de 3,2 milliards de francs, la CGE renforcera ainsi ses moyens financiers en vue de sa stratégie d'investissement.



LA CROISSANCE

N°1 MONDIAL

- 1^{er} groupe mondial de l'électronique
- 1^{er} groupe mondial de l'électronique
- 1^{er} groupe mondial de l'électronique
- 1^{er} groupe mondial de l'électronique
- 1^{er} groupe mondial de l'électronique
- 1^{er} groupe mondial de l'électronique
- 1^{er} groupe mondial de l'électronique
- 1^{er} groupe mondial de l'électronique

MODALITÉS DE L'EMPRUNT

- Amortissement anticipé : par achats en bourse ou par remboursement au gré de l'émetteur, entre le 1^{er} janvier 1992 et le 31 décembre 1994, sous certaines conditions de cours de l'action.
- Conversion : une action pour une obligation (avec ajustements prévus en cas d'opération financière) à partir du 1^{er} juillet 1990.
- Conditions : Bourse de Paris.



Enseignement supérieur privé et formation continue

CESCE

Centre d'études supérieures de la communication d'entreprise

Formation intensive à la Communication multimédias : écrit, radio, vidéo, télématique

Communication externe et interne, relations presse et publiques, communication globale

SESSIONS DE 6 MOIS : février-juillet / septembre-février

Enseignement théorique et pratique, stage

Admission : BAC + 2 ou expérience professionnelle

Renseignements-inscriptions

CESCE : 107, rue de Tolbiac, 75013 PARIS - Tél. (1) 45-95-99-21

Économie

L'enquête sur les délits d'initiés lors du rachat de la société American Can

Le plaidoyer de M. Max Théret devant la COB

La Compagnie parisienne de placements de M. Max Théret fut le principal acquéreur français, avec un total de 32 300 titres, d'actions Triangle Industries dans la semaine précédant le rachat de sa filiale American National Can par la société nationalisée Pechiney. Dans le document qu'il a remis le 3 janvier à la Commission des opérations de Bourse, chargée d'enquêter sur un éventuel délit d'initiés, M. Théret assure avoir été « le premier surpris par l'OPA Pechiney » et être victime d'une « coïncidence des dates ».

En raison de la personnalité de M. Théret, homme d'affaires proche du PS, l'affaire continue d'être l'objet de polémiques politiques.

Principal financier mis en cause par les interrogations sur un éventuel délit d'initiés lors de l'achat d'American National Can par Pechiney, M. Max Théret se défend. Depuis une semaine, M. Jean-Pierre Michau, chef de l'inspection de la Commission des opérations de Bourse (COB), a en main son plaidoyer, un mémoire de six feuillets agrémenté de quelques annexes.

Victime d'un infarctus, sorti de l'hôpital américain de Neuilly le 9 novembre 1988, quelques jours avant les opérations en cause, M. Théret est toujours convalescent. Ses collaborateurs ont cependant été interrogés par les inspecteurs de la COB, tandis que les locaux de sa société, la Compagnie parisienne de placements (CPP), ont été visités deux fois.

M. Théret se défend donc par écrit. « A aucun moment, nous n'avons agi en qualité d'initié ou de détenteur de la moindre information privilégiée, assène-t-il d'emblée, dans ce texte daté du 3 janvier. Tout notre comportement le prouve, les renseignements que nous avons utilisés étaient connus par le public, et notre décision d'acquisition découle de ma connaissance spécifique et approfondie du marché mondial de l'emballage, après avoir fondé puis dirigé plus de vingt ans la FNAC, avoir participé à la création du Journal Investir et avoir siégé dans les conseils d'administration de grandes sociétés multinationales. »

La thèse de M. Théret est simple : depuis septembre, il s'intéressait particulièrement à l'emballage, dans le cadre d'une stratégie plus générale d'acquisition d'actions françaises et étrangères en fonction du dynamisme des entreprises et, surtout, de la sous-évaluation des cours. Dans ce contexte, ajoute-t-il, tout

bon spécialiste des marchés financiers internationaux devait logiquement s'intéresser à American National Can et faire le pari d'un rapprochement avec Pechiney. Bref, il ne serait victime que de la « coïncidence des dates », l'OPA amicale de Pechiney ayant malheureusement eu lieu immédiatement après sa décision d'acheter des actions de Triangle Industries, propriétaire d'American National Can, alors que les « conditions d'achat » démontreraient qu'il n'a agi « ni avec volonté de dissimulation ni avec précipitation ».

« Un bon emballage »

M. Théret reprend ensuite toute la chronologie de l'affaire. En septembre 1988, il engage M. Patrick Gruman comme directeur général de la CPP afin de développer l'ac-

tivité de courtage de son établissement financier. Ainsi envisage-t-il la création d'un fonds commun de placement, Breteuil Opportunités, dont la société de Bourse Cholet-Dupont sera le dépositaire, puis d'une filiale destinée à l'alimentaire, Breteuil Investissements, créée le 22 octobre 1988.

Entre-temps, « fin septembre et début octobre », M. Théret ne précise pas les dates exactes, « il se rend durant dix jours à New-York, en compagnie notamment de M. Jean-Louis Pétillat, président de la FNAC. Il s'agit de « préparer l'importation en Europe de produits américains ou de produits originaires d'Asie du Sud-Est transitant par les Etats-Unis ». « Tous ces produits devaient être présentés de façon impeccable et originale, car un bon emballage est vendeur », ajoute M. Théret, qui assure avoir à l'époque demandé une étude à « un grand styliste américain ». Parmi les principaux emballagistes « susceptibles de fournir vite » qui lui ont alors été cités figuraient American National Can.

« On m'a beaucoup parlé à cette occasion de Triangle Industries, poursuit-il, non seulement parce qu'il s'agit du plus grand de l'emballage dans le monde et du premier consommateur mondial d'aluminium, mais aussi par le côté tout à fait médiatique de ses deux principaux actionnaires (Nelson Peltz et Peter Moy), que la presse américaine a surnommés les « as du low tech » et qui ont financé American National Can, leur filiale, selon des modalités qu'aujourd'hui tout le monde admire et qui m'avaient fortement impressionnés à l'époque. »

Fin octobre et début novembre, souligne M. Théret, American National Can est « régulièrement cité » dans la presse spécialisée. Pour appuyer ses dires, il joint plusieurs articles de presse, français et américains, ainsi que des documents évoquant l'attitude de Pechiney à cet égard. Ainsi la synthèse hebdomadaire Valeurs françaises, publiée par DLP James Capel, dans son numéro du 17-21 octobre 1988, consacre un long développement à Pechiney, où il est notamment écrit : « Tous l'enjeu de la croissance dans cette activité (l'emballage haut de gamme) est d'atteindre une taille européenne ; dans cette optique, les opérations d'acquisition devraient s'accroître dans les prochains mois. » Or c'est cette information qui sera reprise, au mot près, dans la Lettre confidentielle de la communication et du livre, liée à M. Théret lui-même, dans son numéro du 8 novembre.

« Le 9 novembre 1988, je sors de l'hôpital et je trouve sur mon bureau cette lettre confidentielle à laquelle je suis abonné », se contente de préciser M. Théret. Et il aurait alors tiré la conclusion qui s'impose : « Pour ceux qui considèrent que le rapprochement entre le premier consommateur mondial d'aluminium (American National Can) et le troisième producteur mondial d'aluminium n'était pas prévisible, alors qu'une extraordinaire synergie apparaît dans leur complémentarité (emballage en aluminium et, notamment, boîtes pour boissons), je suis obligé de les renvoyer sur leurs bancs d'école ! »

« Dans la plus grande logique »

Ainsi serait née la décision d'acheter 32 300 actions de Triangle Industries par la CPP pour le compte de Breteuil Investissements. « Dans la plus grande logique et sans aucune précipitation », insiste le cofondateur de la FNAC. La décision est prise le 10 novembre. A cause des congés du 11 novembre, elle est mise en œuvre le lundi 14, un contact étant pris avec Morgan Stanley à Londres.

Des informations sont transmises téléphoniquement, puis par télex, sur l'action Triangle Industries, et, « le mardi 15 novembre 1988, les premiers ordres d'achat sont passés après avoir reçu tous les renseignements que nous souhaitons sur la qualification de ce titre qui, au demeurant, est recommandé depuis le début de l'année 1988 par Forbes et figure en tête de liste des dix-sept compagnies du secteur Metal Products ».

Enfin, M. Théret insiste sur le fait que les ordres d'achat sont passés « soigneusement » — c'est-à-dire étalés — en fonction du marché, et surtout qu'il refuse de payer « plus de 10,5 dollars l'action ». Le 4 janvier dernier, M. Gruman a d'ailleurs demandé à Morgan Stanley International, à Londres, de confirmer que les titres ont été acquis les 15, 16 et 17 novembre « entre 9 et 10,5 dollars » et que CPP avait bien demandé de « ne pas dépasser le cours limite de 10,5 dollars » et refusé d'acheter des titres au cours de 11 dollars à partir du 17 novembre.

Cet argument est évidemment important : un « initié » n'aurait-il pas proposé plus, afin de rattraper vite un maximum de titres ? M. Théret précise que la dépense de CPP fut de 1 800 000 francs et affirme qu'il fut « le premier surpris par l'OPA Pechiney annoncée publiquement le 21 novembre 1988, sur la base du cours de 56 dollars l'action ».

EDWY PLENEL

Militant et homme d'affaires

Max Théret est un héros bien paradoxal pour une affaire de délit d'initiés. Pour les uns, le cofondateur de la FNAC est un financier utilisant ses amitiés politiques pour s'enrichir en spéculant sur le rachat d'American National Can par Pechiney. Pour les autres, l'ancien combattant de l'armée républicaine espagnole est toujours resté un homme d'idéal, généreux et désintéressé, incapable du moindre calcul.

Ces deux portraits contradictoires contiennent chacun leur part de vérité. L'homme est riche, surtout depuis la vente de la FNAC aux coopératives de consommateurs, en 1977. Et l'organisation de ses affaires est loin d'être limpide. Outre la Compagnie parisienne de placements, soupçonnée du délit d'initiés sur American National Can, Max Théret contrôle, avec son épouse et quelques discrets amis, une dizaine de sociétés aux relations croisées et à l'objet social plutôt flou. Encore n'est-ce, sans doute, que la partie émergée de l'iceberg. En 1972, à l'occasion d'une enquête pour fraude douanière sur l'un de ses collaborateurs, la police découvrit que Max Théret est actionnaire à 25 % d'une mystérieuse banque de Lausanne (la Banque de participation et de placements), elle-même actionnaire de la société parisienne Jour Azur, qui édite le guide Gault et Millau, société dont Max Théret était le président. Entre la France et la Suisse, l'argent circule alors discrètement.

Un mécène généreux

Mais l'homme d'affaires bien organisé se mue en généreux mécène dès qu'il s'agit de servir ses amis politiques. Max Théret n'hésite pas alors à se définir comme « un simple militant de base » et à offrir sans ambiguïté sa puissance financière pour aider projets ou manœuvres de la gauche. En 1982, les collaborateurs de M. François Mitterrand à l'Elysée rêvent d'un grand quotidien populaire et tentent d'arracher France-Soir à M. Robert Hersant. Max Théret met 80 millions de francs sur la table et négocie trois mois, sans succès, avec le patron du Figaro. Un an plus tard, c'est Les Nouvelles, de

Jean-Pierre Ramsay, qui battent de l'aile. Le gouvernement s'inquiète pour le sort de cet hebdomadaire qui proclame fièrement avoir « un bon gauche ». Max Théret voit à son secours et le soutient à bout de bras pendant deux ans.

En 1985, c'est au tour du quotidien Le Matin de connaître de sérieuses difficultés. L'Elysée, qui voit arriver avec inquiétude les élections cantonales et législatives, prend une fois de plus l'initiative, persuade Claude Parthé de se retirer. Et on voit à nouveau arriver Max Théret et ses millions. Mais l'argent injecté ne suffit pas à redresser le quotidien de gauche. Le pouvoir envoie du secours à Max Théret en la personne de M. Paul Quilès, ancien ministre de la défense, et surtout du mystérieux holding luxembourgeois interpart, présidé par M. Giancarlo Parretti. L'homme d'affaires italien n'a pas bonne réputation de l'autre côté des Alpes : un financement obscur, des déliés avec la justice en Sicile, des liens supposés, mais toujours démentis par l'intéressé, avec le loge P2. Max Théret accepte pourtant sans rechigner cet étrange partenariat : M. Parretti ne se présente-t-il pas comme un ami personnel du dirigeant socialiste Bettino Craxi, alors président du conseil italien, et n'a-t-il pas un bureau rue de Solferino, au siège du PS ? Pour le « militant de base », cela vaut le meilleur des passeports, d'autant que l'homme d'affaires italien signe consciencieusement les chèques, chaque fin de mois, sans réclamer la moindre part du capital du Matin. Quelques mois et 23 millions plus tard, M. Parretti se montre moins désintéressé. Au cours d'un houleux conseil d'administration en mars 1987, il réclame le pouvoir au sein du quotidien. Max Théret se fâche. C'est la rupture : le Matin, après une tentative de reprise par dix journalistes, disparaît.

Et pourtant, un an plus tard, Max Théret va surgir à nouveau de sa boîte pour voler au secours de... M. Parretti. Entre-temps, l'homme d'affaires italien a racheté le groupe cinématographique américain Cannon, une société dont le mystérieux financement fait beaucoup jaser à Wall Street et qui vient de connaître de sévères

démêlés avec les autorités boursières américaines. Mais M. Parretti n'a pas abandonné la France et veut s'emparer de Pathé, l'un des trois grands circuits de salles de cinéma. Le ministère de la culture se mobilise pour empêcher que l'entreprise ne tombe en des mains étrangères et pousse la Compagnie financière de Suez à faire une contre-proposition.

Des millions de plus-value

Mais M. Parretti n'a pas peur de M. Jack Lang, il explique que dans la presse britannique, dès le mois d'octobre, que l'affaire sera réglée en sa faveur grâce à ses solides appuis politiques. Il n'a pas tort. Le 15 décembre 1988, le groupe Rivaud refuse la proposition de Suez et vend Pathé à... Max Théret. Celui-ci a constitué, le même jour, une société, MT Investissement, dont le conseil d'administration réunit M. Parretti et M. Jean-René Poillot, fidèle collaborateur de M. Paul Quilès, ancien directeur du Matin élu socialiste au conseil municipal de Saint et aujourd'hui responsable de Cannon France. L'acquéreur est bien français et doté de solides couronnes de gauche : le ministère de la culture ne peut que s'incliner.

Max Théret a joué une fois de plus son rôle en fidèle serviteur. Le cofondateur de la FNAC a beau affirmer que Pathé est promis à un grand avenir européen, l'affaire semble pour le moins délicate. La société de cinéma a été payée quelque 900 millions de francs, alors que sa valeur réelle tournerait, selon les calculs de Suez, autour de 600 millions. Et nul ne connaît vraiment les intentions de M. Parretti.

En rachetant Pathé, le financier dévoué de la gauche risque de ne pas faire une meilleure affaire qu'en finançant à fonds perdus les Nouvelles ou le Matin. Dans le même temps, Max Théret réalisait quelques millions de plus-value en achetant des actions de Triangle peu de temps avant la reprise de sa filiale American Can par Pechiney.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(Publicité)

VENTE PUBLIQUE

BATIMENTS ET TERRAINS DE L'HOTEL EL PANAMA

Immeuble de dix (10) étages avec 365 chambres sur un terrain de 38 897 mètres carrés. Placé au centre de la zone commerciale et bancaire de la ville de Panama.

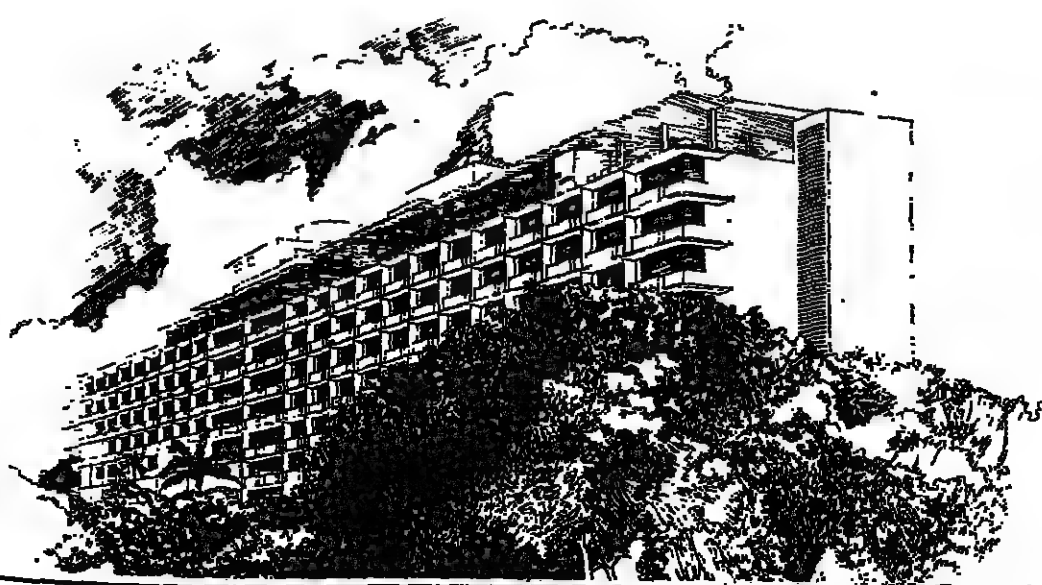
Les offres ne seront reçues que le 26 janvier 1989.

OPTIONNEL

● Un immeuble construit sur un terrain de 3640 mètres carrés avec un sous-sol, mezzanine et des fondations pour compléter un bâtiment de 15 étages, à côté de l'hôtel El Panama.

● Un terrain global adjacent à la structure physique de l'hôtel, avec une superficie de 3842 mètres carrés.

Pour plus de renseignements veuillez vous adresser à l'ambassade ou au consulat de la République de Panama de votre localité ou bien au : BANCO NACIONAL DE PANAMA. Apartado Postal 5220. Panama 5, République de Panama, téléphone : (507) 69-2955, 69-2966, 69-2977. FAX (507) 69-0091, 64-7155. TELEX 2773 PG.



M. Raymond Barre dénonce

« un certain affairisme politique »

Au cours de l'émission « Le grand jury RTL-Le Monde » du 8 janvier, M. Raymond Barre a estimé que « l'affairisme politique existe depuis quelque temps déjà en France » et que « la question n'est pas de savoir si c'est depuis le début de ce septennat ou pas. » « Nous connaissons tous », a-t-il ajouté, « un certain nombre d'opérations qui, tout en étant apparemment

fort correctes, traduisaient un certain affairisme politique (...). Lorsque certains excès ont été commis dans un sens, il est très difficile d'empêcher le retour du balancier, qui peut-être va trop loin. »

Alors à propos de la Société générale estimée-t-il que « lorsqu'on fait des opérations de ce genre, il faut les faire avec précaution et avec précision ».

Concernant Pechiney, il déclare que cette affaire lui a permis de poser trois grands principes « fondamentaux » en la matière : la transparence des opérations, les sanctions des délits d'initiés et le renforcement des pouvoirs de la Commission des opérations de Bourse avec, sur le modèle américain, l'attribution pour celle-ci de pouvoirs judiciaires.

● M. Querryenne et les privatisations. — M. Jean-Jack Querryenne, porte-parole du Parti socialiste, a déclaré, lundi 9 janvier, lors de son point de presse hebdomadaire : « Certains organes de presse, qui paraissent s'efforcer aujourd'hui, étaient bien silencieux lorsque MM. Chirac et Balladur jouaient du Monopoly avec leurs copains du RPR, au moment des privatisations. »

● M. Alain MADELIN : trop de gens au courant dans les affaires du pouvoir. — Alain Madelin, secrétaire général du PR et ancien ministre de l'Industrie du gouvernement Chirac, estime, dans une interview au Journal du dimanche du 8 janvier : « De tels soupçons n'auraient pas lieu si les politiques ne s'étaient pas aussi largement mêlés de l'affaire, s'il n'y avait pas eu autant de gens au courant dans les affaires du pouvoir, si l'accusé lui-même n'avait pas voulu tirer bénéfice de l'effet d'annonce. »

● M. Philippe SÉGUIN : un parfum louis-philippard dans la France d'aujourd'hui, qui contraste singulièrement avec les cérémonies du bicentenaire de la Révolution. »

● M. Philippe SÉGUIN : un parfum louis-philippard dans la France d'aujourd'hui, qui contraste singulièrement avec les cérémonies du bicentenaire de la Révolution. »

● M. Philippe SÉGUIN : un parfum louis-philippard dans la France d'aujourd'hui, qui contraste singulièrement avec les cérémonies du bicentenaire de la Révolution. »

● M. Philippe SÉGUIN : un parfum louis-philippard dans la France d'aujourd'hui, qui contraste singulièrement avec les cérémonies du bicentenaire de la Révolution. »

BSN DIVISE SON TITRE PAR 10

M E S S A G E D ' A N T O I N E R I B O U D



Cher Actionnaire,

Vous êtes Actionnaire de BSN. Vous constatez que la forte croissance des résultats de votre Groupe au cours des dernières années a entraîné une hausse sensible de l'action BSN, qui est devenue l'une des plus lourdes, par son prix élevé, de la Bourse de Paris. C'est la raison pour laquelle l'Assemblée Générale des Actionnaires a décidé de diviser l'action BSN par 10. Désormais, chacun d'entre vous possèdera 10 actions nouvelles pour une ancienne. Vous n'aurez aucune formalité à accomplir : l'établissement dépositaire de vos titres actuels s'en chargera. Cette décision de l'Assemblée des Actionnaires n'affecte aucunement la valeur du patrimoine de chacun. En abaissant la valeur nominale unitaire, cette opération rendra l'acquisition d'actions plus facile aux anciens Actionnaires et ouvrira le marché à de nouveaux épargnants qui s'en trouvaient auparavant écartés par la valeur de l'action.

Cette décision me donne l'occasion de dresser pour vous le bilan très positif de nos orientations stratégiques. Premier producteur mondial de yoghourts et d'eaux minérales, premier fabricant européen de bouteilles, présent au plus haut niveau dans les pâtes alimentaires, les biscuits, la bière et le champagne, BSN affirme ses positions au travers de marques prestigieuses : Danone, Evian, Panzani, Lu, Kronenbourg, Pommery, notamment.

Implanté dans trente-cinq pays sur les cinq continents, votre Groupe s'est appliqué à acquérir, puis à consolider, une dimension internationale. Partout où les marchés sont porteurs, et particulièrement en Europe, BSN développe une stratégie de conquête de parts de marché. Le Groupe réalise des performances de résultat net et de cash-flow très satisfaisantes grâce à un effort collectif de productivité dans tous les domaines ; effort dont le personnel bénéficie également par l'intéressement et la participation. En outre, grâce à la recherche et à l'innovation dans les produits et les conditionnements, BSN introduit sur les marchés de très nombreux produits ou en modernise d'autres.

Tous ces efforts pour préparer l'avenir ont déjà été largement récompensés : le chiffre d'affaires a augmenté de 50% et les résultats ont augmenté de 100% en 4 ans. Je pense que tous les Actionnaires qui ont fait confiance à BSN ont bénéficié d'une confortable valorisation de leur action et d'une distribution de dividendes substantielle. La division de notre action fait partie d'une stratégie moderne de gestion et d'approche des marchés boursiers.

Antoine Riboud
Antoine Riboud



P R E M I E R G R O U P E A L I M E N T A I R E F R A N Ç A I S

هكذا من الأصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ASSOCIATION ENTRE BANKERS TRUST ET DIDIER PHILIPPE S.A.

BANKERS TRUST entre, à hauteur de 49%, dans le capital de la Société de Bourse Didier PHILIPPE S.A. Monsieur Didier PHILIPPE et les cadres de la Société conservent 51% du capital. La composition de l'équipe dirigeante de Didier PHILIPPE S.A. ne sera en rien modifiée. BANKERS TRUST et Didier PHILIPPE S.A. se sont ainsi donné les moyens, à travers deux équipes autonomes qui gardent leurs particularités propres, de profiter pleinement du développement prévisible du marché financier français.

**Bankers Trust
Company**

DIDIER PHILIPPE
Agent de change Société de bourse

Économie

M. Evin relance la réforme de la Sécurité sociale

M. Claude Evin, ministre de la santé et de la protection sociale, relance la machine de la réforme de la Sécurité sociale, en panne depuis la fin des états généraux et la réflexion avortée du Conseil économique et social. Lundi 9 janvier, il a repris les discussions avec les partenaires sociaux pour tenter de parvenir à des « mesures concrètes susceptibles d'assurer la pérennité du système français de protection sociale » (le Monde daté 8-9 janvier), au moins à moyen terme, et sortir des « mesures ponctuelles visant à résoudre des difficultés à court terme » — autrement dit à passer l'année dans les limites autorisées par les nécessités de la trésorerie du régime général.

Ces discussions prendront la forme d'une succession de rencontres bilatérales étalées jusqu'au 15 avril, sur six thèmes sans surprise : assurance-maladie ; accidents du travail ; famille ; assurance-vieillesse ; mode de financement ; organisation de la Sécurité sociale. Elles seront conduites par M. Jean-Jacques Dupeyron, expert en matière de sécurité sociale, dont le nom avait déjà été prononcé pour figurer dans l'équipe des « sages » en 1987. Elles doivent, contrairement aux états généraux, aboutir à des conclusions pratiques, sous forme d'un relevé de décisions présenté par le gouvernement — notamment en vue de projets de loi.

M. Claude Evin présentera aux partenaires sociaux des balises et des points de repère pour ces discussions, résumés dans une note écrite. Deux principes paraissent déjà quasi intangibles : ne pas remettre en cause les fondements du système de sécurité sociale et stabiliser — au moins — les cotisations à la charge des entreprises, pour ne pas accroître le coût du travail à moyen terme et ne pas peser sur l'emploi, comme cela a déjà été signalé à la commission du Plan (le Monde daté 23-26 décembre).

Sur les différents thèmes, les orientations retenues jusqu'ici sont inégalement précises et inégalement directives. Sur l'assurance-vieillesse, secteur stratégique à long terme — les dépenses devant augmenter

de 75 % d'ici à 2005 — mais secteur « sensible », le ministère se limite à quelques principes : assurer l'équité entre actifs et retraités et entre retraités eux-mêmes (notamment entre les différents régimes de retraite). Pas question donc de se contenter d'augmenter les recettes, notamment les cotisations, car le besoin de financement atteindrait environ 0,7 point de cotisations salariales par an. Impossible de réduire uniformément les revalorisations des pensions, ce qui pèserait durement sur les petites retraites, même si, globalement, les retraités, notamment les plus jeunes, ont un niveau de vie comparable à celui des actifs.

De même, sur la famille, il n'est pas question de revenir sur la structure d'ensemble ni sur les priorités actuellement accordées aux familles jeunes et aux familles nombreuses. On pourrait toutefois chercher à simplifier certaines prestations, adapter ou financer autrement des allocations à objectif plus social, « proches du revenu minimum d'insertion » — on pense à l'allocation de parent isolé, — réfléchir enfin à la place de l'action sociale des caisses d'allocations familiales, essentielle pour la garde des enfants.

Cotisation généralisée

En revanche, sur le financement, les intentions devraient être clairement affichées. Le gouvernement entend déterminer les modalités d'une cotisation généralisée sur l'ensemble des revenus, considérée comme le mode de financement complémentaire le plus équitable et pesant le moins sur l'activité économique. De même pour les accidents du travail, il souhaiterait rendre les cotisations plus incitatives à la prévention et plus favorables à l'emploi (par exemple en les déplaçant).

En matière d'assurance-maladie au contraire, le programme esquissé apparaît plus large. On y retrouve encore certaines orientations de la commission du Plan. Le gouvernement veut en effet éviter aussi bien

une croissance indéfinie des dépenses qu'une réduction globale de la couverture sociale ou qu'un système « à deux vitesses » (privé-public ou honoraires libres-honoraires fixes). Il proposerait trois orientations : revoir la carte des hôpitaux en reconvertissant certains établissements et en rapprochant le mode de financement du secteur public et celui du secteur privé ; mettre en place un mécanisme de « régulation » des dépenses de médecine de ville — notamment dans le domaine des prescriptions de médicaments ; enfin assurer une évaluation des soins et mieux informer les assurés pour « responsabiliser » à la fois assurés et médecins et développer la prévention. Cela suppose une concertation avec les médecins et une meilleure définition des responsabilités des caisses d'assurance-maladie en matière de prévention et de financement de l'hospitalisation.

Cette redéfinition est évidemment inséparable de la réflexion sur l'organisation du « système » de Sécurité sociale. Les partenaires sociaux revendiquent toujours plus de responsabilités pour les conseils d'administration des caisses, mais en même temps ils se couvrent en renvoyant souvent les arbitrages difficiles à l'Etat. Le gouvernement en ce domaine entend conserver ses prérogatives sur les grands équilibres financiers et d'autre part donner un rôle plus actif au Parlement, qui lui aussi se sent tenu à l'écart. Cependant, il envisage d'accorder certaines libertés de « gestion du risque » aux partenaires sociaux, notamment en matière de maladie. Les responsabilités et les structures pourraient d'ailleurs être différentes selon les branches. Une évolution que le CNPF semble envisager aussi de son côté. Mais il restera à définir ces marges de liberté.

Une décision cependant paraît acquise : le report des élections des conseils d'administration, qui devaient normalement avoir lieu à l'automne 1989. En cas de besoin, le gouvernement pourrait soumettre un texte au Parlement lors de la session de printemps.

GUY HERZUCH

Un déficit de 10 milliards de francs

Les discussions avec les partenaires sociaux s'ouvrent dans un climat toujours un peu inquiet pour le régime général. Sur la fin de 1988, il n'y a pas eu d'inflexion sensible dans les rentrées de cotisations (la progression de la masse salariale sur l'année approchant 5,4 %), malgré les difficultés provoquées par les grèves des centres de tri. Mais les dépenses de santé, notamment en raison du « contexte épidémique » depuis le début de l'automne, ont dépassé de quelque 2,5 milliards de francs les prévisions de juillet. C'est donc un déficit d'environ 10 milliards de francs que devrait annoncer le rapport présenté à la commission des comptes jeudi 19 janvier.

Pour 1989, la croissance économique devrait assurer une progression des rentrées de cotisations, nettement supérieure au chiffre de 3,6 % annoncé en juillet 1988, déjà jugé « largement conventionnel » par le rapport sur les comptes provisionnels. Avec le supplément de 17,5 milliards de francs apporté par le point de cotisation vieillesse appliqué à compter du 1^{er} janvier (12 milliards) et par le prélèvement sur le revenu imposable

(5,5 milliards), le déficit de l'exercice devrait être ramené à 7,5 milliards de francs environ. A condition d'éviter tout dérapage des dépenses d'assurance-maladie.

Si la catastrophe n'est pas pour demain, le régime général commence cependant l'année avec les caisses à sec. Déjà, à partir du 13 décembre dernier, il a dû emprunter à six reprises à la Caisse des dépôts (notamment 7,8 milliards de francs le 13). Au 31 décembre, le « solde significatif » de la trésorerie (1) a été légèrement négatif. Si le gouvernement verse courant janvier la compensation des taxes sur le tabac et du manque à gagner dû au « déplafonnement » des cotisations d'allocations familiales (5,5 milliards de francs), avec l'augmentation de la cotisation vieillesse, on passera le premier semestre sans trop de difficultés (même s'il faut emprunter un peu à la Caisse des dépôts, cette semaine-ci et vers la mi-mars).

G. H.

(1) Le « solde significatif » tient compte à la fois des dettes et des créances au 31 décembre.

ETRANGER

ETATS-UNIS

Le président Reagan réaffirme son opposition à toute hausse des impôts

« Je m'en vais comme je suis venu, totalement opposé à de nouveaux impôts », a affirmé le président Ronald Reagan lors de son allocution radiodiffusée hebdomadaire consacrée, samedi 7 janvier, à son dernier budget. Pour le président sortant, la seule croissance économique américaine permettra d'augmenter les recettes fiscales de 4 milliards de dollars (504 milliards de francs) durant l'exercice budgétaire 1990, qui commencera le 1^{er} octobre prochain. Ces revenus seront suffisants pour augmenter de 2 % en termes réels le budget de la défense, renforcer le programme de sécurité sociale, améliorer les crédits destinés à la lutte contre la drogue et le crime, le logement des démunis et la recherche médicale, tout en réduisant le déficit.

Ce dernier a été évalué entre 90 et 95 milliards de dollars par le président Reagan, soit moins que le maximum de 100 milliards fixé par la loi Gramm-Rudman-Hollings de retour à l'équilibre à l'horizon de 1993.

ITALIE

Les syndicats refusent le plan fiscal du gouvernement

La tension sociale a soudainement monté en Italie, où les trois grandes centrales syndicales ont lancé un ordre de grève générale de quatre heures pour le 31 janvier, contre le plan de redressement fiscal du gouvernement.

Unis pour la première fois depuis octobre 1987 pour lancer une grève générale, les responsables de la CGIL (majorité communiste), CISL (tendance démocratique) et UIL (socialiste) n'ont mis que deux heures à tomber d'accord samedi 7 janvier sur l'offensive contre « l'iniquité fiscale » du gouvernement.

La protestation syndicale vise le plan annoncé le 27 décembre dernier, prévoyant notamment pour les fraudeurs fiscaux — nombreux dans les professions libérales, petites entreprises, artisans, négociants — le paiement d'une simple amende en échange d'un retour à la légalité. Cette amende, surnommée « pardon fiscal », devrait faire entrer dans les caisses défectives de l'Etat quelque 11 500 milliards de lires (8,8 milliards de dollars).

(AFP)

Le présent avis est publié à titre d'information seulement

Décembre 1988

CERUS

ECU 300.000.000

Crédit multi-devises à utilisations multiples à 5/7 ans

Arrangeurs

Banque Indosuez

BNP Capital Markets Limited

Participants

Banque Indosuez

Banque Nationale de Paris

Crédit Lyonnais

Groupe Société Générale
(Société Générale - Sociétés)

Banca Nazionale del Lavoro
Succursale de Paris

Compagnie Monégasque de Banque

Istituto Bancario San Paolo di Torino
Succursale de Paris

Amsterdam-Rotterdam Bank N.V.
Succursale de Paris

The Bank of Tokyo, Ltd.

Caisse Centrale des Banques Populaires

Crédit Suisse (France)

Groupe CIC

Unicredit

(CIC Paris - Lyonnaise de Banque)

B.I.A.O. Afribank

Banque Louis Dreyfus

Banque Paribas

Banque Sudamérice France

Barclays Bank S.A.

Canadian Imperial Bank of Commerce (International) S.A. Paris

Midland Bank S.A.

Union Bank of Finland (France) S.A.

Agent du Crédit

Banque Indosuez

Agents Adjudicateurs

Autres devises

Francs Français

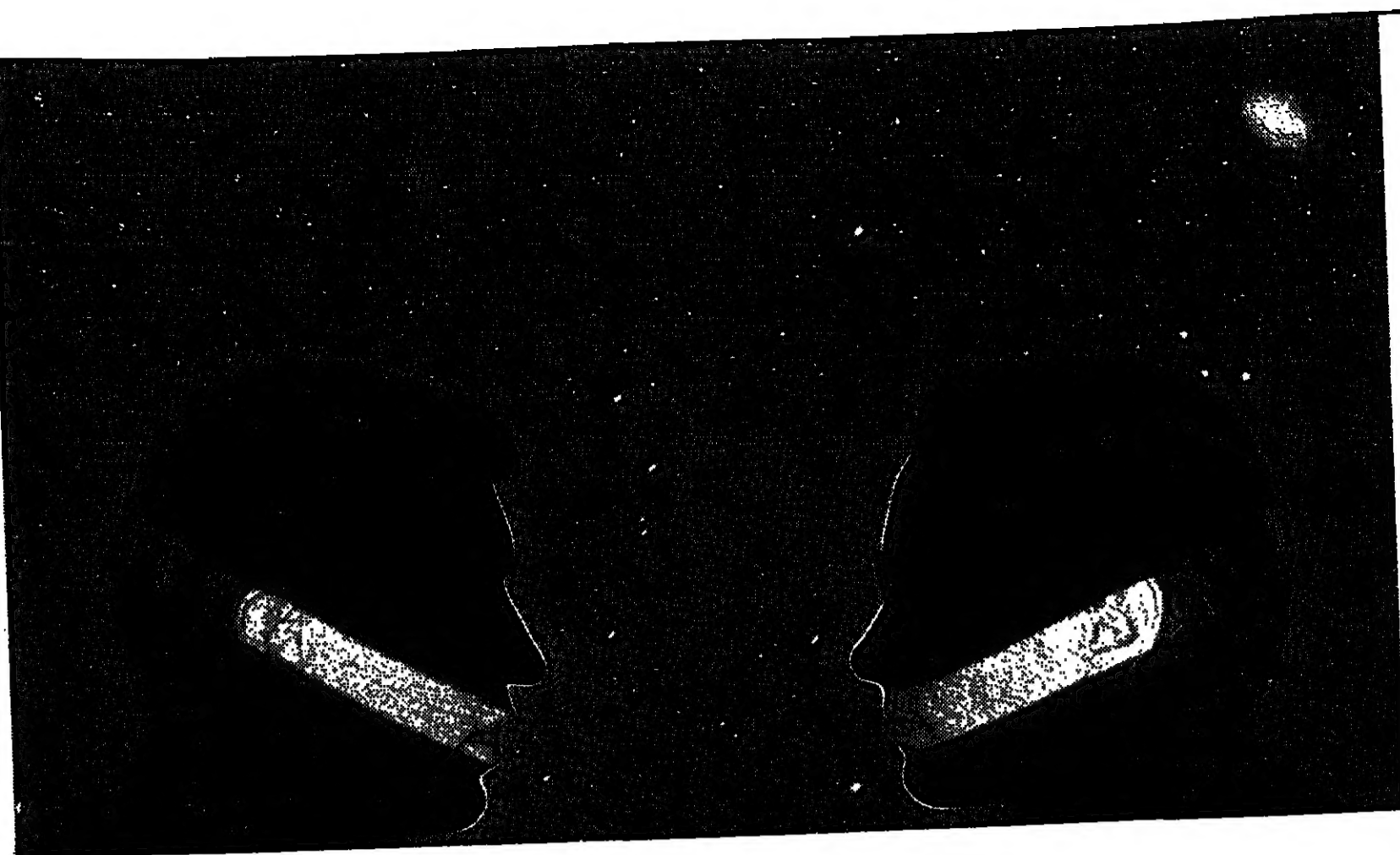
Banque Indosuez

Banque Nationale de Paris

BNP

BNP Capital Markets Limited

BANQUE INDOSUEZ



L'informatique quand elle signifie communiquer

C'est avec l'informatique et les télécommunications que les entreprises enrichissent leur mémoire, échangent leur savoir, facilitent le dialogue des hommes, ajoutent de l'intelligence à leur métier. C'est l'informatique qui peut faire vivre et réussir une organisation.

Aujourd'hui, une nouvelle entreprise brille dans l'univers informatique : Cap Sesa. Née de la fusion de Cap Sogeti France et de Sesa, Cap Sesa est la première société française de services et de conseil en informatique et télécommunications.

Pour Cap Sesa, l'informatique n'est pas une fin en soi. Outil de compétitivité, elle signifie décider, produire, communiquer. Outil d'anticipation, elle annonce notre entrée dans l'âge de l'information. En répondant aux vrais objectifs de ses clients, en inventant chaque jour un métier qui ne fait que commencer, Cap Sesa donne un sens à l'informatique.

L'Informatique a un Sens

CAP SESA
Groupe CAP GEMINI SOGETI

Economie

La bataille autour de Louis Vuitton-Moët-Hennessy
M. Bernard Arnault essaye d'obtenir la totalité du pouvoir au sein de LVMH

« Le groupe financier Agache ne pourrait accepter ou laisser se réaliser aucune opération ou manœuvre susceptible de conduire au démantèlement de LVMH », a déclaré Bernard Arnault dans un communiqué, lundi 9 janvier.

L'entrée de ce groupe dans le capital de LVMH, à travers sa filiale Jacques Robert SA, a en pour objet de renforcer l'actionnariat principal de la société en vue d'assurer durablement l'intégrité du groupe LVMH et la poursuite de son développement.

Afin d'appuyer cette position, « le groupe Agache a entrepris de se rapprocher du nombre d'actions correspondant au tiers des droits de vote attachés au capital actuel de la société, soit à sa connaissance environ cinq millions d'actions », conclut le communiqué.

À la Bourse de Paris, le titre LVMH a perdu près de 8 % lundi 9 janvier revenant à 3 780 FF après un plus haut historique de 4 720 FF, vendredi 6 janvier.

« Je suis le seul à vouloir réellement défendre l'intégrité du groupe Louis Vuitton-Moët-Hennessy », assure M. Bernard Arnault. C'est en tout cas l'argument qu'il avance pour justifier sa position dans la nouvelle bataille engagée pour le contrôle du groupe et qui passait par un démantèlement des activités. Les spiritueux et les champagnes de Moët-Hennessy, les sacs à main de Louis Vuitton et les parfums Christian Dior auraient repris leur indépendance dans des sociétés séparées et sous la houlette d'une holding commune.

Il semble que ce montage imaginé par M. Henry Racamier, président de Louis Vuitton, soit à l'origine de la bataille boursière de la semaine dernière. En l'espace de deux jours, le cours a augmenté de 20 % et 8 % du capital ont changé de mains. Dans l'entourage de M. Bernard Arnault, on assure qu'il n'a pas été le premier à attaquer, mais qu'il s'est défendu dès jeudi 5 janvier en ramassant environ huit cent mille titres pour un montant de quelque 3,5 milliards de francs.

REPÈRES

Hausse de prix

27 % sur le sucre en Pologne

La hausse de 27 % du prix du sucre, en Pologne, à compter du lundi 9 janvier, ne fait qu'allonger la liste des augmentations qui alimentent le mécontentement des Polonais. Selon l'agence de presse PAP, le relèvement du prix du sucre était rendu indispensable par la récente majoration de quelques 100 % des prix d'achat des produits à la ferme comme par une mauvaise récolte de betteraves sucrières. Il permettra également de réduire les subventions allouées par l'Etat et couvrant environ 45 % des prix de revient.

F. CH.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



ÉLYSÉE INVESTISSEMENTS S.A.

Dans sa séance du 8 décembre 1988, le Conseil d'Administration d'Elysée Investissements S.A. a procédé à un nouvel arrêté des comptes de l'exercice clos le 30 juin 1988 qui se substitue à celui effectué par l'ancien Conseil d'Administration de la société le 5 septembre 1988 et sur lequel l'Assemblée réunie le 26 octobre 1988 n'avait pu se prononcer.

Les comptes arrêtés par le Conseil dans sa séance du 8 décembre dernier ont été établis à la lumière des vérifications et contrôles auxquels il a été procédé suite à l'Assemblée du 26 octobre 1988. Ils diffèrent notamment des comptes présentés à cette dernière Assemblée.

Les revenus courants de l'exercice se sont élevés à 113 millions de francs contre 56 millions de francs pour l'exercice précédent. L'exercice clos le 30 juin 1988 a permis de dégager effectivement un résultat net de 55,5 millions de francs. Les conclusions des audits ont en effet amené le Conseil à provisionner une somme complémentaire de 39,4 millions de francs au titre de l'exercice écoulé et des exercices précédents.

Bien que le résultat ait progressé de 46 % par rapport au résultat de l'exercice précédent, le Conseil a estimé que la distribution de tout ou partie de ce résultat serait aventureuse. En effet, 93 % des profits de l'année proviennent d'une opération non récurrente de vente et de rachat d'actions réalisée à l'occasion de l'augmentation de capital de la Compagnie Française d'Investissements et de Transports. Le Conseil proposera donc d'affecter le bénéfice net de l'exercice pour 2 777 048 francs à la réserve légale et 52 763 922 francs à une réserve spéciale.

Cependant, compte tenu de l'existence d'un report à nouveau distribuable, le Conseil proposera à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire de distribuer un dividende net de 0,40 F par action représentant au total 13 752 000 francs, soit une somme peu différente de celle mise en paiement au titre de l'exercice précédent, prélevés sur le report à nouveau. Ce dividende n'ouvre pas droit à un avoir fiscal. Il sera proposé à l'Assemblée d'offrir aux actionnaires le choix du versement de ce dividende en numéraire ou en actions de la société.

Les prochaines Assemblées Générales Extraordinaires et Ordinaires se tiendront le 31 janvier 1989 à partir de 16 heures à l'Espace Monesson, 9, rue Henri-Bocquillon, 75015 Paris. A cette occasion, le Conseil sera en mesure de communiquer aux actionnaires toutes les informations dont il sera en possession suite aux vérifications et contrôles effectués depuis le 26 octobre 1988.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général de base 100: 31 décembre 1988
31 déc. 88

Valeurs francs, à rev. variable	144,9	108,9
Valeurs industrielles	164	105,3
Valeurs étrangères	119	107,8
Ind. de consommation	142,8	102,1
Ind. de construction	138,4	101,9
Ind. de commerce	167,9	102,8
Ind. de services	165,3	103,2
Ind. de transports	133,5	104,5
Ind. de culture	163,3	103,1
Ind. de santé	168,3	112,9
Ind. de loisirs	144,8	103,1
Ind. de culture	167,9	101,8
Ind. de culture	141,8	101,5
Ind. de culture	133,5	101,8
Ind. de culture	100,8	99,8
Ind. de culture	32,8	101,4
Ind. de culture	140,8	103,2

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

Valeurs francs, à rev. fixe 100 | 100 |

Valeurs étrangères 100 | 100 |

PARIS, 9 janvier ↑

Fermeté
LVMH en baisse

Au lendemain de l'éphémère, les bonnes étoiles ont continué à veiller sur la Bourse de Paris, qui a encore sensiblement amélioré ses performances lundi.

En hausse de 0,47 % au cours des premiers échanges, l'Indicateur instantané enregistré un gain de 0,45 % en clôture d'après-midi. L'effet des ordres, principalement d'achats en début de matinée, a obligé les autorités boursières à retarder l'ouverture du marché. Les premières cotations ont été effectuées par vagues successives entre 10 h 20 et 10 h 40. Pour les spécialistes, le record inscrit vendredi ne devrait toutefois pas tomber ce lundi. En effet, vendredi dernier, avec LVMH et Eurotunnel, les deux valeurs du jour, le chiffre d'affaires a atteint 6,5 milliards de francs. Du jamais vu.

La spéculation sur LVMH s'est calmée lundi. Ce titre a cédé 8 % dans un marché calme après que M. Bernard Arnault ait renforcé sa position dans le groupe.

En revanche, Eurotunnel n'a pas ralenti l'allure. Au contraire. Le titre a pris plus de 7 % dans un marché de 1,5 million de titres à 14 heures. Ce titre est vivement recommandé par les analystes en ce moment.

Le reste de la cote doit également être très ferme, dopé par la hausse des autres places financières, mais aussi par l'envoie du dollar lundi. A Paris, le billet vert a gagné 1,5 % après la publication vendredi des statistiques américaines sur le chômage en décembre, conforme aux prévisions.

La CFAO lance une contre-OPA sur les actions de la Ruche méditerranéenne, qui fait déjà l'objet d'une OPA de l'Etat. La CFAO, qui vise la totalité du capital de la Ruche, propose 1 800 F par action.

LONDRES, 9 janvier ↑

Vif progrès

La Bourse de Londres a poursuivi sa progression lundi dans un marché toujours actif, l'indice du *Financial Times* gagnant près de 20 points en fin de matinée à 1 830. C'est naturellement l'annonce d'un projet d'offre publique d'achat sur General Electric PLC qui a poussé les cours à la hausse. Le projet est étudié par un consortium, pour un montant absolu record, 7 milliards de livres, soit 77 milliards de francs, sous l'égide de la banque d'affaires Lazard Brothers et avec l'appui de la Banque Barclays.

Du coup, le cours de l'action General Electric a gagné plus de 10 % à 230 pence, avec 23 millions de titres échangés. Toutefois, l'ampleur de la hausse a été limitée par les incertitudes régnant sur le projet d'OPA.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

TOKYO, 9 janvier ↑

Niveau historique

La réaction de la Bourse de Tokyo à la mort de l'empereur Hiro-hito a surpris plus d'un observateur. Fermé samedi en signe de deuil, le marché japonais a fortement progressé, lundi, dans une ambiance très active. Or la plupart des boursiers paraissent ces temps derniers pour une baisse de la cote japonaise lors du décès du souverain. L'indice Nikkei a gagné 468,85 yens, soit 1,55 % à 30 678,39.

Dès le début de la matinée, les valeurs se sont envolées vers de nouveaux sommets, en raison notamment des achats effectués par les petits épargnants qui étaient préparés depuis plusieurs semaines à la mort de l'empereur. Selon les professionnels, les investisseurs japonais ont voulu, par cette attitude martonnée, montrer leur confiance en l'économie japonaise, estimant que celle-ci devrait poursuivre, sans accroc, sa croissance.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

Les actions de la Ruche méditerranéenne ont également progressé, sous l'effet de la spéculation sur LVMH.

BOURSE DU 9 JANVIER

Cours relevés
à 14 h 51

[illegible]

Comptant (réflexion)

[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Finale int.	Rachet net	VALEURS	Emission Finale int.	Rachet net	VALEURS	Emission Finale int.	Rachet net
A.A. Chet. Group.		258	A.A.A.	579 12	855 24	Francis Pire	107 57	104 44	Peravit	658 07	838 90
Alfa Romeo	351 80	258	Accion	221 29	215 37	Francis Reigons	1088 73	1097 02	Phenix Florence	259 88	253 60
Alcatel	2037	2037	Actions France	510 81	492 15	Franch-Accent	28 31	28 31	Pirey Investiss.	711 43	728 17
Alcatel	2120	2120	Actions électroniques	830 33	878 21	Franch-Espagne	29 24	29 25	Procton A.	805 96	804 88
Alcatel	1540	1540	A.G.E.F. Action Ind. et Off.	1111 08	1020 98	Franch-France	29 04	28 31	Procton Industrie	74005 53	74005 53
Alcatel	136	136 50	A.G.E.F. 5000	112 18	97 19	Franch-Ind.	12227 20	12227 20	Procton J.	86767 07	86767 07
Alcatel	690	690	A.G.E.F. 5000	112 18	97 19	Franch-Ind.	24 95	24 95	Procton J.	65622 11	65622 11
Alcatel	136 10	136 10	A.G.E.F. 5000	1028 82	1024 87	Franch-Ind.	854 53	833 69	Procton J.	115 91	112 71
Alcatel			A.G.E.F. 5000	111 43	108 71	Franch-Ind.	28 08	28 08	Procton J.	10800 09	10800 12
Alcatel			A.G.E.F. 5000	416 61	431 72	Franch-Ind.	4389 29	4353 38	Procton J.	112 94	119 73
Alcatel			A.G.E.F. 5000	145 51	112 72	Franch-Ind.	658 91	657 87	Procton J.	23084 94	23084 94
Alcatel			A.G.E.F. 5000	1110 58	1103 07	Franch-Ind.	11396 80	11195 82	Procton J.	129 52	127 55
Alcatel			A.G.E.F. 5000	10835 07	10835 07	Franch-Ind.	114 85	1105 12	Procton J.	1 10	1 07
Alcatel			A.G.E.F. 5000	638 81	634 20	Franch-Ind.	60894 92	60134 58	Procton J.	167 91	165 43
Alcatel			A.G.E.F. 5000	220 23	212 22	Franch-Ind.	157 25	157 25	Procton J.	659 78	659 78
Alcatel			A.G.E.F. 5000	191 60	184 67	Franch-Ind.	11020 12	10200 12	Procton J.	119 61	117 96
Alcatel			A.G.E.F. 5000	5951 56	5433 47	Franch-Ind.	1058 47	1234 73	Procton J.	10305 04	10305 04
Alcatel			A.G.E.F. 5000	571 59	559 14	Franch-Ind.	12826 55	11909 18	Procton J.	627 45	789 53
Alcatel			A.G.E.F. 5000	684 18	514 18	Franch-Ind.	483 17	474 18	Procton J.	285 38	254 30
Alcatel			A.G.E.F. 5000	5651 54	5645 89	Franch-Ind.	184 06	184 01	Procton J.	452 55	645 59
Alcatel			A.G.E.F. 5000	1189 19	1189 19	Franch-Ind.	244 40	244 40	Procton J.	573 65	461 15
Alcatel			A.G.E.F. 5000	331 31	320 42	Franch-Ind.	238 68	227 33	Procton J.	11941 58	11893 96
Alcatel			A.G.E.F. 5000	3282 91	3242 63	Franch-Ind.	262 01	250 18	Procton J.	518 87	489 51
Alcatel			A.G.E.F. 5000	1405 83	1378 07	Franch-Ind.	282 95	270 12	Procton J.	788 72	754
Alcatel			A.G.E.F. 5000	106 01	102 82	Franch-Ind.	338 12	323 75	Procton J.	12680 26	12680 26
Alcatel			A.G.E.F. 5000	121 81	116 29	Franch-Ind.	250 91	238 63	Procton J.	5807 85	5802 25
Alcatel			A.G.E.F. 5000	320 13	314 68	Franch-Ind.	410 42	391 53	Procton J.	10057 78	10057 78
Alcatel			A.G.E.F. 5000	714 39	709 19	Franch-Ind.	147 75	141 05	Procton J.	552 27	536 16
Alcatel			A.G.E.F. 5000	2572 05	2564 66	Franch-Ind.	212 36	202 33	Procton J.	729 01	719 02
Alcatel			A.G.E.F. 5000	173 78	1753 88	Franch-Ind.	39 18	32 44	Procton J.	1454 94	1452 76
Alcatel			A.G.E.F. 5000	30 70	29 28	Franch-Ind.	5218 10	5022 46	Procton J.	885 40	864 02
Alcatel			A.G.E.F. 5000	5188 95	5181 21	Franch-Ind.	11620 70	11620 70	Procton J.	358 32	35

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix:	COURS \$/t	COURS Achete
Suco-Neve 51	8 152	8 248	0
S21	7 104	7 101	0
Aluminogro (100 Dm)	341 360	341 100	331
Belgique (100 lb)	18 280	18 280	18 70
Pape Bay (100 lb)	302 430	302 180	224 50
Denmark (100 lbs)	88 430	88 430	84 50
Norvège (100 lb)	82 300	82 340	87 50
Aluminogro (100 lb)	11 022	11 001	10 95
Grèce (100 drachmes)	4 114	4 708	3 40
Italie (1 000 lire)	4 653	4 648	4 30
Suède (100 kr)	400 180	400 030	388 50
Suisse (100 francs)	99 480	99 800	99 40
Autriche (100 sch)	4 508	4 510	47 10
Europe (100 pes)	49 820	5 438	5 10
Europe (100 pes)	4 152	4 162	3 70
Canada (5 cts)	5 180	5 217	5
Japan (100 yen)	4 891	4 891	4 75

Marché libre de l'or

BILLES		MONNAIES ET DEVISES		COURS	
Vente				prix.	
6 900	Or fin (à la barre)	80800	80800		
351	Or fin (en lingot)	80800	80800		
16 700	Pièces françaises (20 fr)	488	488		
311 500	Pièces françaises (10 fr)	388	482		
91 800	Pièces françaises (2 fr)	488	484		
94 500	Souverains	580	586		
11 350	Pièces de 20 dollars	2720	2780		
4 200	Pièces de 10 dollars	1387 50	1370		
411	Pièces de 5 dollars	778			
102 500	Pièces de 50 pesos	3025	3050		
50 100	Pièces de 10 florins	488	487		
5 800	Or Londres				
4 400	Or Zurich				
5 400	Or Hongkong				
4 970	Argent Londres				

Hors-cote

Parque Hydro-Energie	290	190
Calendrier	685
.....	578
.....	261	203
.....	110	110
.....	180
.....	352	353
.....	62	63
.....	720	663
.....	170	260
.....	240	240
.....	25	27
.....	1230	1140
.....	401	401
.....	452
.....	337	336
.....	193	193
.....	369	370
.....	58	30
.....	484
.....	506	511
.....	360
.....	142

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 M. Gorbatchev envisage de réduire les dépenses militaires. 4-5 La conférence de Paris sur les armes chimiques. 6 Les réactions après la mort de Hirohito.	8 L'opposition face à la récomposition du paysage politique. - La préparation des élections municipales. DÉBATS 2 France : « Nos points d'appui », par Alfred Grosser.	10 Un Guinéen sans papiers « caché » dans les Pyrénées. 15 La mission Bonnemaison sur les personnels pénitentiaires. 24 Sports : une quatrième tentative contre le record New-York - San-Francisco à la voile.	11 La suite des polémiques autour de l'Opéra-Bastille. - Musique : Haydn enfin récompensé. 12 Jazz : Claude Barthélemy encore inconnu. - Théâtre : La Nuit tous les chats, de Jean-Claude Grumberg. - Communication.	25 L'OPA sur la compagnie britannique GEC. 26 L'enquête sur les débris d'initiales après le rachat d'American Can par Pechiney. 30 La bataille autour de Louis Vuitton-Moët-Hennessy. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 21 à 23 Campus 15 Cartes 9 Météorologie 14 Mots croisés 14 Radio-télévision 14 Spectacles 13	• Délices d'initiales et « complot » JOUR • Le bilan économique 88 REC • Un œil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille BOURSE 3675 taping LEMONDE

Quarante-trois morts près de l'aéroport d'East-Midlands Un Boeing-737 britannique s'écrase à la suite de la panne de ses deux réacteurs

La défaillance mécanique ne fait aucun doute dans l'accident d'avion qui a fait, dimanche 8 janvier, selon un bilan provisoire, quarante-trois morts et une trentaine de blessés graves, à 2 kilomètres de l'aéroport d'East-Midlands. Il y avait quatre-vingt-trois survivants. Le commandant de bord du Boeing-737 de la compagnie British Midland Airways qui s'est écrasé, avait signalé, une dizaine de minutes après son décollage, avec cent vingt-cinq personnes à bord, de l'aéroport de Londres-Heathrow, qu'un de ses moteurs vibrait fortement. Il avait demandé au contrôle aérien l'autorisation de se détourner de sa destination finale, Belfast, en Irlande du Nord, et de se poser d'urgence sur l'aéroport d'East-Midlands.

C'est à la fin de cette procédure, au moment où il était en phase finale de l'atterrissage d'urgence, que le pilote a signalé que son deuxième réacteur connaissait à son tour des difficultés. Des témoins ont vu, depuis le sol, des flammes s'échapper d'un des réacteurs et entendu des râles. Avec un moteur coupé et un autre en flamme, l'équipage n'a pu atteindre la piste et a tenté un atterrissage de fortune sur

le bas-côté de l'autoroute M1, à 20 h 25, heure locale.

Après avoir décapité des arbres, l'avion s'est brisé en trois morceaux. Par chance, le carburant contenu dans les ailes n'a pas pris feu, et les secours en alerte ont pu intervenir rapidement pour évacuer les blessés. Les quatre derniers passagers prisonniers de l'amas de tôles n'ont pu être dégagés que six heures après l'accident.

Les enquêteurs se pencheront attentivement sur les causes de cette catastrophe exceptionnelle, car il existe, en principe, fort peu de probabilités pour que les deux moteurs d'un bi-réacteur - conçu pour voler éventuellement avec un seul réacteur - tombent en panne en même temps. Le Boeing 737-400 concerné était un avion neuf, n'ayant que trois mois de service.

Les explications possibles se circoscrivent à l'entretien de l'appareil, car l'on se souvient d'un tri-réacteur américain en route pour les Bahamas ayant perdu, il y a quelques années, l'usage de ses trois réacteurs au-dessus de l'océan. L'équipage était parvenu à remettre un moteur en route et à retourner à Miami. Un mécanicien avait oublié de remplacer un joint après une vidange et la perte d'huile avait provoqué l'échauffement des réacteurs. Il faudra aussi s'assurer que la cohérence entre les équipements du poste de pilotage et les réacteurs était complète. Les réacteurs tombés en panne sont des CFM 56 fabriqués conjointement par l'américain General Electric et le français SNECMA. — (AFP, UPI, Reuters.)

Le numéro du « Monde » daté 8-9 janvier 1989 a été tiré à 507 939 exemplaires

LATREILLE
SPECIALISTE DES TRESORS VÉTÉRÉS
SOLDES ANNUELS DERNIERS JOURS
62 rue St André-des-Arts 6^e
Tel : 43.29.44.10
PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS

SVM SCIENCE & VIE MICRO

LES MEILLEURS LOGICIELS GRATUITS

Des milliers de programmes sont disponibles pour rien ou trois fois rien. Mais faire son marché dans le domaine public n'est pas simple. SVM vous aide à réussir votre pêche miraculeuse.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

- **Apricot Q1 :** le premier compatible IBM PS/2 européen.
- **More II sur Macintosh :** tirez vos idées au clair.

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

Dans le sud du Liban

Les affrontements entre milices chiites ont fait en huit jours une cinquantaine de morts

De violents combats se poursuivaient lundi matin 9 janvier au sud du Liban entre milices chiites rivales, dont les affrontements ont fait depuis huit jours au moins une cinquantaine de morts et une centaine de blessés.

Selon les services de sécurité dans la région, le mouvement pro-syrien Amal avait repris, dimanche en fin de soirée, le contrôle de quatre des six villages qui étaient passés à l'aube aux mains du Hezbollah, mais les combats à l'artillerie lourde et au canon anti-char se poursuivaient à Kfarilla et à Jbaa, dans le massif de l'Imam el Touffah.

Par ailleurs, l'armée syrienne est intervenue dimanche en force dans Beyrouth-ouest, à la recherche, après de violents accrochages, qui ont éclaté en fin d'après-midi dans

les quartiers de Basta, Noury et Bourj Abi Haïdar.

Devant la violence des combats qui ont tourné au massacre dans certains des villages du Sud, le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, a demandé dimanche par téléphone à son commandant au Liban sud d'« envisager la constitution d'une force d'interposition » entre les belligérants. Le mouvement Amal et le Faith, principale composante de l'OLP, ont scellé d'ailleurs, dimanche, lors d'un rassemblement à Tyr, l'accord conclu le 23 décembre pour mettre fin à la « guerre des camps » qui les avait opposés durant trois ans. Cette alliance avait été vivement dénoncée par le Hezbollah, qui y avait vu une nouvelle menace pour sa survie militaire. — (AFP.)

Dassault dément négocier la vente de Mirage à la Libye

Selon le journal conservateur britannique *Sunday Telegraph*, qui cite comme source « un haut responsable américain », la France négocie un accord secret pour vendre à la Libye des avions de combat Mirage 2000. « Les Américains n'ont pas encore évoqué ce dossier avec les Français », ajoute le journal, mais, selon cette source, l'information est « sûre » et elle repose sur des informations fournies par plusieurs services de renseignement européens. « Si la Libye avait été équipée de nouveaux Mirage, le récent combat aérien en Méditerranée se serait terminé autrement », affirme le *Sunday Telegraph* en faisant part des « craintes » des Etats-Unis.

Cette information a été qualifiée de « fondement » par un porte-parole du groupe aéronautique Dassault-Breguet, qui fabrique le Mirage 2000. « Il n'y a pas de négociations avec la Libye », a-t-il ajouté. Au ministère français de la défense, on estime qu'il s'agit d'une « rumeur » destinée à constituer « une pure opération de désinformation anti-française ». En 1970, la France avait accepté de livrer à la Libye, entre 1971 et 1980, environ 150 Mirage III et Mirage F1, dont il demeurerait, à l'heure actuelle, un service respectivement 58 et 46 exemplaires.

Rika Zarai inculpée de complicité d'exercice illégal de la pharmacie

La chanteuse Rika Zarai, auteur du livre *Ma médecine par les plantes*, a été inculpée, le 9 janvier, par M. Pierre Espéran, juge d'instruction à Angers (Maine-et-Loire), de complicité illégale de l'exercice de la pharmacie. Deux plaintes avaient été déposées contre M^{me} Zarai par l'ordre national des pharmaciens et le principal syndicat des pharmaciens d'officine. Ceux-ci lui reprochent de fabriquer et de distribuer dans les grandes surfaces des plantes médicinales qui ne sont pas libres à la vente, et de placer dans leur emballage une notice donnant des conseils d'utilisation. Or, en France, les plantes ne doivent pas être présentées en mélange ni être vendues dans un conditionnement mentionnant des indications thérapeutiques.

L'usine de M^{me} Zarai, Pronatura, située près du petit village de Saint-Sylvain-d'Anjou (Maine), est dirigée par M. Jean-Pierre Magnier, son mari, qui avait été lui-même inculpé la semaine précédente. Créée en 1986, l'entreprise, qui emploie soixante-seize personnes, fabrique des produits dits « naturels » (plantes, argile, miel, jus de fruits nous a-t-on précisé à l'usine) qui sont ensuite distribués dans des grandes surfaces.

Interrogée sur A2, Rika Zarai a estimé qu'il s'agissait « des Français et les Français sachent que lorsqu'on dit que le tilleul favorise le sommeil et la menthe la digestion, on pratique l'exercice illégal de la pharmacie ». S'étant vu victime d'un acharnement de la part des pharmaciens, M^{me} Zarai affirme qu'elle « ne vend que des plantes autorisées par le ministère de la santé et par des mélanges », et se déclare surprise d'être la seule attrapée.

ÉTATS-UNIS M. Eagleburger, secrétaire d'Etat adjoint,

Proche collaborateur de M. Henry Kissinger, ancien secrétaire d'Etat, M. Lawrence Eagleburger, cinquante-huit ans, vient d'être désigné par le président George Bush comme secrétaire d'Etat adjoint. Ainsi deviendra-t-il le bras droit de M. James Baker, c'est-à-dire le « numéro deux » de la diplomatie américaine.

Les noms des prochains ambassadeurs des Etats-Unis en RFA et en Grande-Bretagne ont également été annoncés samedi 7 janvier dans un communiqué. Actuel ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, le général Vernon Walters, soixante et onze ans, qui a occupé de nombreux postes gouvernementaux, dont celui de directeur adjoint de la CIA, a été choisi par M. Bush pour le poste de Bonn. La désignation de ce vieux routier, souvent chargé de missions difficiles, semble indiquer que les Etats-Unis s'attendent à des relations de plus en plus délicates, sur les plans politique et économique, avec leurs alliés ouest-allemands.

La nomination de M. Henry Catto à Londres est moins remarquable, dans la mesure où il est de tradition de désigner à ce poste un proche du président et un homme qui a contribué substantiellement au financement de sa campagne. M. Catto, cinquante-cinq ans, millionnaire texan, et ami personnel de M. Bush, correspond à ce « profil ».

• **Opération réussie pour M. Reagan.** — Le président Reagan a subi avec succès, samedi 7 janvier, une opération destinée à corriger une contraction de son annulaire gauche (maladie de Dupuytren), a annoncé un porte-parole du gouvernement. L'intervention chirurgicale a duré deux heures et demie. Le président américain a pu regagner la Maison Blanche dès dimanche. — (AFP, AP, UPI.)

NICARAGUA Le « numéro deux » de la Contra assassiné au Honduras

Le « numéro deux » militaire de la Contra nicaraguayenne, Manuel Antonio Rugama, dit « commandant Aureliano », a été tué dans un attentat samedi 7 janvier à Tegucigalpa : le Honduras, frontalier du Nicaragua, est le pays où sont concentrés les opposants au régime sandiniste de Managua, soutenus par les Etats-Unis.

Médecin de formation, Manuel Antonio Rugama était en particulier chargé de la supervision des hôpitaux installés par la Contra près de la frontière du Nicaragua, ainsi que des relations publiques du mouvement. Officiellement, il était domicilié aux Etats-Unis : les autorités honduriennes sont en effet soupçonnées que leur pays ne soit pas considéré comme la base arrière des opposants au gouvernement de Managua.

Manuel Antonio Rugama était depuis quelques mois l'adjoint du principal chef militaire de la Contra, l'ex-colonel somoziste Enrique Bermudez. Des responsables de la résistance antisandiniste ont aussitôt accusé les autorités de Managua d'avoir commandité l'attentat. Des observateurs ont aussi rappelé que le « commandant Aureliano » avait récemment été accusé par un déserteur de la Contra d'avoir vendu des armes à la guérilla salvadorienne. — (AFP, AP, UPI.)

Sur le vif

Pour 10 francs, t'as tout

Quels chiens, les mecs de Peugeot ! Le coup de la pièce de 10 francs tirée à pile ou face à Gao, cinq jours avant l'arrivée du Paris-Dakar, je suis pas près de leur pardonner. Non, c'est vrai, cette année, cette colossale, cette sale affaire de gros sous montée sur deux et quatre roues, ça craignait pas trop. Suffisait d'éviter la Cinq et je ne sais plus quelle poste de radio pour pas être obligé de se taper dix mille trois cent quatre-vingt-un kilomètres de désert où ne fleurissent que les logos des sponsors. Les autres chaînes fermaient leur gueule par dépit, par fierté, l'exclusivité leur était passée sous le nez.

On était bien, on était peiné, à l'abri des pétales et des vomissements de ces incenseurs turbo uniquement destinés à jeter du sable aux yeux des gogos. En plus, pas de drame, pas de mort, dont le sang aurait forcément éclaboussé tous nos écrans. C'était trop beau, ça pouvait pas durer. Déjà l'an dernier, vous vous souvenez, ils nous avaient fait le coup de la bagnole volée à l'étape de Bamako, une Peugeot comme par hasard, un grand coup de klaxon médiatique destiné à fixer l'attention sur une piste pourtant jonchée de cadavres.

Cette fois-ci, ils se sont dit : ce calme plat, c'est pas possible, ça peut pas continuer comme ça. Qu'est-ce qu'on pourrait bien inventer pour les secouer, ces pauvres cons des salles de rédaction, pour les obliger à nous jeter à la une de leurs canards sans que ça nous coûte un rond. Même pas une pièce de 10 balles. Non, parce qu'ils l'ont jetée en l'air, elle est tombée par terre et ils l'ont prestement ramassée. A deux pas du camp, devant tous les journalistes intrigués. Qu'est-ce qui se passe ? Ben voilà : faire la course, c'est bien joli, mais ça risque d'abîmer nos canards. Alors on a décidé d'arrêter les fesses. La vainqueur ce sera pas Jacky Ickx, on te le compensera, va, mon chéri, ce sera Vateman, applaudissez-le bien fort.

Il me font bien marrer, les confrères. Ils sont là, ils s'interrogent : pourquoi ils ont triché devant le monde au lieu de triquer dans l'ombre. Les grands prix, les rallyes, c'est tout combiné et compagne, mais ça se dit pas. Ouais, mais si ça se dit pas, ça se sait pas. Si ça se sait pas, on en parle pas, alors pour qu'on en parle, du Paris-Dakar.

CLAUDE SARRAUTE.

AFGHANISTAN

Les moudjahidines rompent les négociations avec l'URSS

Les moudjahidines ne participeront plus à aucune négociation avec l'URSS sur l'avenir de l'Afghanistan jusqu'au retrait total des troupes soviétiques de leur pays — prévoie avant le 15 février prochain — a déclaré, lundi 9 janvier, à Islamabad, le chef de la résistance, M. Sibaullah Mujaddidi.

« Nous sommes les Soviétiques pour la résistance », a-t-il annoncé au lendemain de la rencontre de la résistance avec M. Voronov, vice-ministre soviétique des affaires étrangères.

La semaine dernière, les moudjahidines s'étaient déclarés prêts à poursuivre le dialogue avec l'URSS. Mais il ont changé d'avis après l'annonce, samedi à Islamabad par M. Voronov, que Moscou continuerait à soutenir le gouvernement actuel au cas où un large consensus sur une future administration ne serait pas atteint. — (AFP.)

RODIN la mode en SOLDES!

Des milliers de mètres de tissus de soie, laine, polyester, coton, etc.

Des tenues d'automne et d'hiver. Les coupes !

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LE MONDE RURAL

Avec notamment des articles de :

Henri HALLET
Bernard THAREAU

Envoyer 40 F (timbre à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (50 F d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

ROBERT BEAULIEU
FOURRURES

TOUT DOIT DISPARAITRE

-60%

AVANT MISE EN PLACE DE LA COLLECTION 1989-1990

2, RUE DE SÈVRES PARIS 6^e
59, RUE LA BOÉTIE PARIS 8^e